

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

---

De l'Intervention des Pouvoirs publics  
DANS  
**L'ÉMIGRATION ET L'IMMIGRATION**  
**AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE**

ÉTUDE HISTORIQUE

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE PAR

Gustave CHANDÈZE

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*a été soutenu le vendredi 18 février 1898 à une heure*

---

Président : M. CAUWÈS,  
Suffragants : { M. ESTOUBLON } professeurs.  
                  { M. LESEUR }

~~~~~  
PARIS

IMPRIMERIE PAUL DUPONT

4 — RUE DU BOULOI — 4

—  
1898













INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS

DANS

**L'ÉMIGRATION ET L'IMMIGRATION**

**AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation  
aux opinions émises dans les thèses,  
ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

---

De l'Intervention des Pouvoirs publics  
DANS  
**L'ÉMIGRATION ET L'IMMIGRATION**  
**AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE**

ÉTUDE HISTORIQUE

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

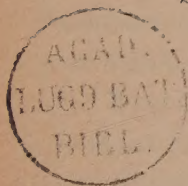
PRÉSENTÉE PAR

Gustave CHANDÈZE

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*a été soutenu le vendredi 18 février 1898 à une heure*

Président : M. CAUWÈS,  
Suffragants : { M. ESTOUBLON } professeurs.  
                  { M. LESEUR }



PARIS

IMPRIMERIE PAUL DUPONT

4 — RUE DU BOULOI — 4

1898





## INTRODUCTION

---

« Comme l'eau stagnante  
Le peuple stagnant se corrompt. »

J. DUVAL.

L'émigration est l'un des phénomènes économiques qui se rencontrent à tous les âges de l'humanité. Elle fut pour les premiers hommes, comme pour ceux d'aujourd'hui, un moyen d'améliorer leur sort et d'étendre peu à peu la civilisation sur le globe entier. Elle est en même temps conforme aux aspirations de l'humanité en répondant au besoin d'expansion inhérent à sa nature. « Il est en effet aussi naturel aux hommes, » dit Burke, d'affluer vers les contrées riches et propres à l'industrie quand pour une cause quelconque la population y est faible, qu'il est naturel à l'air comprimé de se précipiter dans les couches d'air raréfié. »

L'histoire de l'émigration a donc suivi toutes les évolutions de l'histoire de l'humanité.

Mais nous sortirions du cadre de cette étude, limitée à l'émigration individuelle, en essayant de retracer l'histoire des migrations périodiques de peuplades nomades, et celle

des exodes de peuples conquérants refoulant devant eux des hordes de vaincus à la recherche de nouveaux territoires.

Nous arrivons ainsi jusqu'à l'époque féodale qui ne saurait non plus nous retenir puisque les liens étroits qui reliaient le vassal à son suzerain, le serf à la glèbe, étaient un obstacle presque insurmontable à toute émigration individuelle. Le seigneur pouvait d'ailleurs, par le *droit de poursuite*, se faire remettre celui de ses sujets qui quittait ses terres sans sa permission.

A la chute du système, le roi recueillit les droits autrefois dévolus au seigneur et avec eux celui de retenir, même contre leur gré, ses sujets en dedans des frontières.

L'Amérique étant découverte, l'Espagne et le Portugal, puis la France, la Hollande, l'Angleterre, étendirent leur domination sur des territoires immenses destinés à enrichir la métropole. Il se produisit alors une émigration relativement considérable, mais caractérisée en ce que les émigrants, riches et puissants, étaient investis de privilèges exclusifs, attribués soit à eux en propre, soit aux grandes compagnies dont ils étaient les représentants. L'émigration de l'individu isolé passait alors pour ainsi dire inaperçue, bien qu'elle existât en fait et fût même parfois aidée officiellement soit par l'État directement, soit par les compagnies privilégiées auxquelles cette obligation était imposée par l'acte de constitution.

Les rois, soucieux d'affermir leur autorité en donnant à la population une densité suffisante, veillaient avec un soin jaloux à empêcher le départ de leurs sujets. A peine rencontre-t-on quelques exceptions très limitées. Les traités de Westphalie, notamment, accordaient le bénéfice d'émigration à une certaine catégorie de sujets.



gration à certaines personnes dont la religion n'était pas autorisée dans le pays.

Nous avons par contre en France l'édit de 1669 qui défendait à tout Français « de s'établir sans la permission du roi  
« dans des pays étrangers par mariage, acquisition d'im-  
« meubles et transport de leurs familles et biens à peine de  
« confiscation de corps et de biens et d'être censés et réputés  
« étrangers sans qu'ils puissent être ci-après rétablis, ni  
« leurs enfants naturalisés pour quelques causes que ce soit ». Or, cet édit resta en vigueur jusqu'en 1791.

En Prusse et dans les pays d'élément saxon, la peine de mort punissait l'émigrant et ses complices ; ces pays furent, jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des centres d'immigration.

L'Angleterre, qui, déjà en 1709, s'était départie de sa rigueur pour une courte période ; puis la France à la Révolution sont les premières nations qui reconnurent à l'individu le droit de passer librement les frontières.

La situation dans laquelle se trouvaient alors les pays de destination au delà des mers n'était pas plus favorable à l'arrivée de l'individu isolé.

Avant leur émancipation c'étaient des colonies soumises à un régime sévère en vue d'en assurer le bénéfice à des compagnies (1) ou des particuliers privilégiés, il fallait pour y aborder une autorisation spéciale (2) et les règlements étroits

---

(1). Les colonies hollandaises furent longtemps sous le régime d'une compagnie exclusive qui, lorsqu'elle permit aux vaisseaux d'aborder, exigea le paiement de 2 1/2 0/0 de la valeur de la cargaison.

ADAM SMITH, *Richesses des Nations*, édit. Guillaumin, t. II, p. 180.

(2) 1613. — On signale à Buenos-Aires l'arrivée de trois avocats. Le « Cabildo », conseil communal des Colonies, prit des mesures pour empêcher leur débarquement. « Considérant que leur venue est inutile et ne pourrait être que nuisible en raison des difficultés qu'ils « font naître entre les citoyens, nous déclarons et ordonnons que l'on

de la métropole y paralysaient tout esprit d'initiative. D'ailleurs, le seul but de ceux qui y séjournèrent était le trafic des denrées coloniales ou la recherche des métaux précieux et non la mise en valeur des terres. Ce qu'ils désiraient c'était « y gagner beaucoup pour aller jouir ailleurs de la fortune qu'ils y auraient acquise. Ce motif y avait introduit des « moyens violents d'exploitation au premier rang desquels « il faut citer l'esclavage (1). »

A ces causes il faut ajouter la difficulté des communications, les luttes fréquentes avec les indigènes qui obligeaient les Européens à n'arriver qu'en masse, à construire des forts et à se tenir continuellement sur leurs gardes. Les expéditions étaient généralement organisées par des gentilshommes ou des officiers de fortune qui emmenaient avec eux une véritable troupe de soldats (2).

L'Espagne, le Portugal, la France, la Hollande, l'Angleterre colonisaient ces vastes territoires qui, en réalité, n'étaient pas ouverts à l'immigration.

On évalue à 10,000 le nombre des colons français qui peuplèrent les « vastes arpents de neige » du Canada et à 8,000 ceux qui habitaient la Louisiane (3). On ne peut donc trou-

---

« intimera l'ordre à ces trois personnes de retourner, qu'il leur est « défendu d'aborder et de séjourner dans la ville jusqu'à ce qu'un « ordre spécial du roi d'Espagne en dispose autrement. » (DAIREAUX, *La République Argentine*, Paris, 1889.)

(1) J.-B. SAY, *Traité d'économie politique*, édit. Guillaumin, p. 226.

(2) Une des premières expéditions dans la République Argentine eut lieu en 1535. Ce fut un officier de Charles-Quint qui l'entreprit à ses frais, à la seule condition de devenir « adelantado » de 200 lieues de territoire dans l'intérieur. Cet officier nommé Don Pedro de Mendoza arriva le 2 février avec 11 navires et 200 hommes et posa les fondements de Buenos-Aires. (LATZINA, *Géographie de la République Argentine*. p. 11.)

(3) E. POIRÉ, *L'Émigration française aux Colonies*, p. 17 et 18.



ver dans ces exemples l'origine de notre courant d'émigration actuel.

Les causes qui auraient pu déterminer à l'émigration étaient d'ailleurs bien différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui.

On admet généralement comme causes génératrices de l'émigration : l'excès de population, l'insuffisance des moyens d'existence, les dissensions civiles et la guerre extérieure, l'intolérance religieuse, les facilités de communication et la perspective d'un meilleur avenir.

Dans toute la période précédant le *xix<sup>e</sup>* siècle, celles qui eurent une influence vraiment notable sont l'intolérance religieuse et les crises politiques. Les moyens de communication faisaient défaut ; les guerres nombreuses suffisaient à préserver d'un excès de population ; d'autre part, le peuple, sans instruction, ne connaissait l'Amérique que de nom et n'ayant pas l'exemple de gens pauvres revenus enrichis des pays d'outre-mer ne regardait pas l'émigration comme un moyen d'améliorer son sort.

Les exemples les plus célèbres de l'émigration ayant une cause politique sont ceux des Vaudois, des protestants français après la révocation de l'édit de Nantes, celui enfin des émigrés pendant la Révolution (1). On ne saurait discuter leur importance tant au point de vue du nombre qu'à celui des résultats ; la reine Christine de Suède pouvait dire, à l'occasion de la révocation de l'édit de Nantes, que Louis XIV s'était coupé le bras gauche avec le bras droit ; il n'y a cependant pas possibilité d'assimilation avec l'émigration actuelle. Ces départs étaient la conséquence de crises politiques ou

---

(1) Le droit d'émigrer avait alors été momentanément suspendu.

religieuses très graves, mais momentanées ; pendant la durée de la crise, ils étaient très nombreux, mais cessaient avec elle. Ce furent plutôt, si l'on veut, des accidents dans l'histoire. Les émigrants partaient moins comme des hommes libres que comme des proscrits.

Les choses furent complètement changées au xix<sup>e</sup> siècle ; la période actuelle de l'émigration commence, suivant l'avis général, en 1815. Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur la situation économique du siècle pour voir ce qui différencie l'émigration actuelle de celle qui eut lieu aux siècles précédents.

C'est tout d'abord une période de libre émigration. Nous savons que l'Angleterre et la France furent les premières à admettre pour l'individu le droit d'émigrer. Cet exemple fut suivi, au moins en principe, dans le reste de l'Europe, bien qu'en fait le courant d'émigration ne prenne de proportions notables qu'en 1850.

D'autre part, les causes déterminantes de l'émigration influent d'une manière plus pressante sur les masses. Après 1815, les Anglais et les Irlandais fuyaient la famine, les Français et les Allemands la réaction.

De grands événements politiques, des découvertes scientifiques viennent ouvrir de nouveaux débouchés aux travailleurs. Ce sont, d'après M. Leroy-Beaulieu, la reconnaissance de l'indépendance de l'Amérique du Sud, la découverte des mines d'or de la Californie et de l'Australie (1848-1850), l'abolition de l'esclavage dans les colonies, inauguré par l'Angleterre en 1834, accomplie en France en 1848, l'ouverture d'un certain nombre de ports de la Chine et du Japon au commerce européen.

En même temps, l'excès de population dans une période

de paix relative, l'insuffisance des moyens d'existence commencent bientôt à se faire sentir pour atteindre de nos jours dans certains pays une incroyable intensité.

Si les dissensions civiles, la guerre religieuse sont moins fréquentes, par contre, l'invention de la vapeur, les facilités de communication sont d'une grande influence sur l'émigration actuelle.

Une évolution semblable s'était produite dans la situation économique des centres d'immigration.

Après la proclamation de l'indépendance, l'histoire de ces jeunes républiques est marquée par des guerres civiles nombreuses; mais, peu à peu, le calme apparaît. Leurs gouvernements chercheront alors à tirer parti des richesses naturelles d'immenses territoires et accueilleront même avec des faveurs les émigrants européens.

Les individus ainsi attirés seront quelquefois des spéculateurs, qui iront au loin chercher un emploi plus rémunérateur de leurs capitaux. Mais la masse des émigrants ne sera composée que de simples travailleurs. Pour les pouvoirs publics de tous les pays, l'émigrant ne sera plus que le passager de 3<sup>e</sup> classe dont il sera presque indispensable, au débarquement, de constater les moyens d'existence, sous peine de voir le territoire envahi par une population indigente, et, pour quiconque a assisté à l'embarquement d'un convoi d'émigrants, il est presque impossible de ne pas associer à l'idée d'émigration celle de paupérisme. Sans prononcer ce mot de « paupérisme », toutes les lois qui traitent de l'émigration donnent de l'émigrant une définition qui fait de celui-ci un individu de condition modeste. La loi française répute « émigrant, sans autre justification, tout passager « qui n'est point nourri à la table du capitaine ou des officiers



« et qui paye pour le prix de son passage, *nourriture comprise*, une somme de moins de 40 francs par semaine « pour les navires à voiles, et moins de 80 francs pour les « navires à vapeur (1) ». C'est également dans ce sens que nous prendrons le mot « émigrant » à l'exclusion de l'émigrant capitaliste.

Le courant d'émigration a pris de nos jours un essor considérable. Chaque année, des milliers d'individus quittent leur pays natal en quête d'un sol plus rémunérateur pour leurs bras ou leur savoir. Dans ce marché du travail, l'offre vient de l'Europe et de l'Asie, les deux Amériques, l'Océanie, l'Afrique dans une faible mesure font la demande. D'un côté comme de l'autre, à l'arrivée comme au départ, ce vaste mouvement d'hommes a dû attirer l'attention des pouvoirs publics. Comme l'émigration elle-même, leur intervention est de tous les temps ; mais la civilisation plus ou moins avancée des pays dans lesquels elle se produit modifie considérablement son caractère. Il y a loin de l'impulsion donnée par les chefs à l'exode destructeur des Vandales, à la protection raisonnée et bienfaisante de nos jours.

Dans les temps antérieurs au xix<sup>e</sup> siècle, nous avons vu que l'intervention des pouvoirs publics se traduisait, d'une part, par l'interdiction générale d'émigrer ; d'autre part, par l'octroi de privilèges à certaines personnes ou compagnies qui acquerraient ainsi le monopole de tous les produits des pays d'immigration.

Les pouvoirs publics se sont trouvés en 1815 en face d'un

---

(1) Décret du 9 mars 1861, article 7. (Les prix indiqués dans ce décret ont été modifiés par suite des progrès de la navigation. Les prix sont actuellement par les lignes françaises : 100 francs pour l'Amérique du Nord et 150 pour l'Amérique du Sud. La nourriture qui est fournie aux émigrants peut s'évaluer de 0.90 à 1 franc par jour.)

phénomène pour ainsi dire nouveau et dont rien ne pouvait faire prévoir la durée ni l'intensité. Le principe de la liberté de l'émigration avait été reconnu dès le début du siècle ; mais l'à-coup considérable qui se produisit, dès 1815, dans les populations enfin délivrées des troubles des grandes guerres, incita un grand nombre de gouvernements à tempérer les effets du principe ainsi posé. En général, l'opinion publique n'était guère favorable au nouvel état de choses qui se dessinait et la majeure partie des publicistes et hommes d'État admettait, avec Jean-Baptiste Say, « que le départ de « 100,000 émigrants par an équivalait à la perte d'une armée « de 100,000 hommes qui tous les ans serait engloutie avec « armes et bagages en passant la frontière ».

Le mouvement cependant continuait en dépit des législations prohibitives, dont le principal effet était d'augmenter les départs clandestins ; la navigation à vapeur contribua à l'augmenter.

Les États, même les plus favorables à l'émigration, n'avaient guère réglé cette matière qu'au moyen de leurs lois générales. Vers 1850, au contraire, on voit promulguer de toute part des lois réglementant l'émigration d'une façon toute spéciale. La cause en est aux idées nouvelles, qui avaient conquis l'opinion publique.

On s'était aperçu, que, loin de décroître, la population avait tendance à augmenter dans les centres d'où partait un courant régulier et même considérable d'émigration. A la suite de longs calculs, les Allemands avaient reconnu que la masse des capitaux emportés chaque année par les émigrants était loin d'être aussi considérable qu'on l'avait supposé tout d'abord. On comprit également que les partants, mauvais consommateurs au pays d'origine, devenaient au con-

traire, par suite de la prospérité de leurs affaires aux pays d'outre-mer, des consommateurs importants qui ouvraient des débouchés nouveaux au commerce et à l'industrie de leur pays natal. L'émigration pouvait donc avoir de très réels avantages.

Elle devenait aussi une nécessité. A la période des grandes guerres avait succédé une période de paix relative ; en même temps la population augmentait dans une proportion que ne suivaient pas les moyens d'existence ; le paupérisme tendait à augmenter le nombre de ses victimes. L'Angleterre avait tenté d'y remédier par un transport en masse des ouvriers sans travail ; on avait vu par la suite qu'elle avait eu tort.

Il y avait donc une ligne de conduite à adopter et toute une législation à créer.

L'émigration, qui est bonne en elle-même, n'est pas toujours spontanée ; elle est souvent amplifiée par les sollicitations des agents recruteurs ; aussi les pouvoirs publics ne pouvaient-ils adopter le principe du « laissez faire, laissez passer ». On peut poser en principe qu'une émigration naturelle et spontanée est une chose juste et sacrée qui peut beaucoup pour le bonheur des émigrants (1) et qui peut également donner à la mère patrie des avantages incontestables. La difficulté est de la dégager de tout ce qui peut fausser son caractère naturel et spontané.

D'autre part, même en partant de ce principe que l'émigration peut être avantageuse et nécessaire, les conditions économiques sont trop diverses, la question de l'émigration touche de trop près à celle de l'existence même de l'État pour

---

(1) LEROY - BEAULIEU, *Colonisation chez les peuples modernes*, page 490.



que les pouvoirs publics n'aient pas pris des mesures qui, tout en respectant la liberté de ceux qui veulent partir, garantissent, en même temps, la sécurité de ceux qui restent.

Il en résulte des systèmes très divers, par lesquels les gouvernements entravent, tolèrent ou encouragent l'émigration ou l'immigration. Autant par devoir que par humanité, ils s'efforcent d'assurer la liberté des contrats, leur bonne et loyale exécution, l'observation des règles d'une saine hygiène, enfin, partout et toujours, le bon fonctionnement des lois de police.

Notre intention n'est pas de discuter, à un point de vue purement doctrinal, la légitimité des moyens employés ou d'en apprécier l'opportunité. La théorie a soutenu les opinions les plus diverses, on reconnaît en général à l'État un droit d'intervention d'autant plus considérable, que l'on admet d'autre part des avantages ou des inconvénients plus ou moins grands à l'émigration.

Nous sommes avec ceux qui donnent à l'État le droit d'intervenir, qui parfois même lui en font un devoir. Ce droit cependant aura une limite; mais la difficulté est de trouver un critérium. Au Congrès de l'intervention des pouvoirs publics en matière d'émigration, tenu à Paris en 1889, divers orateurs ont proposé de limiter l'action de l'État à certaines opérations déterminées; ou bien encore de ne lui permettre d'intervenir qu'à la manifestation de certains phénomènes qui seraient alors regardés comme le critérium. Nous ne saurions cependant nous rallier à cette opinion, qui a le tort de mettre une limite idéale, fixe et immuable, à une intervention qui, croyons-nous, doit s'inspirer seulement des circonstances, être avant tout question de fait et dont il faut

laisser à la sagesse de chaque gouvernement le soin de déterminer la portée.

L'étude que nous entreprenons en fournira la preuve.

Ce qui nous paraît intéressant à étudier, c'est ce qui s'est fait et ce que l'on fait encore aujourd'hui dans les pays que la question de l'émigration ou de l'immigration intéresse. Nous voudrions suivre le développement de cette législation dans l'histoire du *xix<sup>e</sup>* siècle; voir par quels moyens, pour un pays donné, l'on a cherché à atteindre le but visé; comment, enfin, on a pu être amené à étendre ou restreindre cette intervention, à modifier même son action, à mesure que les conditions économiques changeaient et conseillaient une tendance nouvelle.

Quelquefois, il est vrai, nous trouverons des périodes de tâtonnement; peut-être aussi la question aura été résolue d'une façon plus ou moins heureuse; la statistique, dans tous les cas, nous indiquera clairement la bonté du système.

Nous allons être amenés à étudier des modes d'application très divers; on peut cependant en dégager quelques idées générales qui semblent avoir servi de points de départ aux différents gouvernements pour établir leur législation.

On peut, en premier lieu, constater la défaveur plus ou moins avouée que les pouvoirs publics attachent à l'émigration.

Sans doute, la majeure partie des publicistes accordent à l'émigration des avantages théoriques; les chiffres du commerce extérieur suffiraient à eux seuls, à défaut d'autres preuves, à montrer d'une façon ostensible les avantages que retire un pays de la fréquentation par ses émigrants d'une région donnée; néanmoins, nous ne voyons, pour ainsi dire nulle part, encourager l'émigration; il semble qu'on

assiste à regret à ce mouvement d'expansion et que l'on désire l'entraver.

Quelques pays, avouant franchement leur opinion, édictent des lois restrictives; cette interdiction est évidemment toute relative, « on ne retient pas un concitoyen par force, à moins « de le mettre en prison, ni sa fortune à moins de la confisquer (1) ». Mais la plupart se contentent d'intervenir pour préserver les émigrants de l'exploitation des agents recruteurs.

Il y a cependant des moments où un exode est nécessaire; lorsqu'après une période de paix, l'excès de population augmente les ravages du paupérisme et que la production a atteint son maximum, il faut nécessairement que le trop-plein s'écoule. Les gouvernements ne peuvent évidemment s'y opposer, ils y seraient tout d'abord impuissants; d'autre part, leurs entraves pourraient être funestes. « Lorsqu'on « empêche une population surabondante de sortir par la « porte des frontières, dit Say, elle sort par la porte des « tombeaux. » Ils *laissent donc faire*, mais sans donner aucune facilité.

Cette abstention, il est vrai, est à notre avis préférable à ce système, qui fut employé d'une façon assez générale en Europe et qui consistait à provoquer l'émigration des indigents et des vagabonds. Malthus, qui cependant était partisan de l'émigration, le déconseillait, considérant ces individus « comme dans l'impuissance absolue de prendre possession « des pays où on les envoyait ». On sait à quel degré de dégradation physique et morale en arrivent les victimes du paupérisme, et l'on peut se demander si l'humanité permettait

---

(1) J.-B. SAY, *Traité d'économie politique*, édit. Guillaumin, p. 239



d'envoyer des gens de cette catégorie dans des pays où la lutte pour la vie était presque aussi vive que dans ceux qu'ils quittaient, mais dans lesquels, par contre, la bienfaisance et l'assistance étaient presque inconnues. On ne se faisait d'ailleurs aucune illusion sur le sort qui les attendait et l'on a vu des municipalités envoyer quelques subsides à ces malheureux tombés dans le plus profond dénuement, mais « à condition qu'ils ne reviennent pas (1) ».

Une tendance nouvelle devait se faire jour. Les États essaieraient de diriger le courant de leur émigration vers leurs colonies. Ce système est l'un des plus anciens qui aient été justifiés par la théorie. Bacon l'indiquait en 1606. La situation d'un État dirigeant ainsi ses émigrants était pour lui « analogue à celle d'un propriétaire qui serait incommodé « par l'abondance des eaux dans le lieu où il aurait sa « demeure et qui s'aviserait, un jour, d'employer ce superflu « d'eau en étangs, ruisseaux et canaux pour l'utilité et le « plaisir des yeux ».

Le mouvement n'est encore qu'à son début, sauf pour l'Angleterre, il est donc difficile de prévoir quel sera le mode définitif d'intervention des États. Il est à supposer que l'État sera forcé d'user d'intervention directe. « Peut-être, « au dire de Stuart Mill, n'obtiendra-t-il une émigration « considérable qu'à la condition que les frais de voyage « soient supportés, ou tout au moins avancés, aux frais de « quelque autre que les travailleurs eux-mêmes. »

Il y aura lieu, en tous cas, de s'occuper tout d'abord de l'éducation coloniale du peuple, qui subirait ainsi avec plus d'entrain l'impulsion, que l'on prétend lui donner.

---

(1) Le 16 janvier 1822, le Grand-Conseil de Fribourg vota 2,000 fr., celui de Berne 1,600 fr., mais « pour qu'ils ne reviennent plus ». KARRER, *L'Émigration suisse et la loi fédérale*, 1887, Berne, p. 4.

Il est cependant un point sur lequel les divers gouvernements se rencontrent. C'est la réglementation du transport par mer des émigrants. Les pays qui, par leur situation géographique, sont indiqués comme centres de départ, ont depuis longtemps compris le bénéfice que pouvait procurer à leur marine marchande ce commerce d'un nouveau genre. Bien que la concurrence ait beaucoup fait diminuer les prix, le transport est encore très rémunérateur. A ne le considérer même que comme une marchandise, l'émigrant paie un fret élevé ; cette marchandise, de plus, s'embarque et débarque elle-même. Les règlements les plus minutieux ont été édictés dans ce but et des institutions de toutes sortes fondées dans les ports.

Le contraste entre l'activité que déploient les pouvoirs publics dans cette réglementation et la réserve qu'ils mettent à intervenir directement est curieux. Il ne faudrait pas leur faire l'injure de croire que le sentiment de leurs devoirs d'humanité n'y ait aucune part, mais celle de l'intérêt y est très grande.

Si, au contraire, nous envisageons les pays d'immigration, nous remarquerons l'évolution qui se produit d'une façon presque fatale dans leurs modes d'intervention.

Au début, le manque de bras fait recourir, pour se procurer une main-d'œuvre indispensable, aux solutions les plus diverses. Les dons de terre, les primes, les subventions en argent ou en nature, les contrats d'introduction à tant par tête sont tour à tour ou simultanément employés dans le but de tracer une voie encore peu connue et d'amorcer un courant régulier d'immigration.

C'est la première manière ; sa durée varie de longueur, suivant que la situation physique ou les conditions écono-

miques du pays qui la pratique attirent un nombre plus ou moins grand d'immigrants.

Les contrées qui ont ainsi réussi à obtenir une arrivée spontanée et régulière restreignent bientôt les avantages qu'elles offraient auparavant et n'en conservent que juste ce qu'il faut pour s'attirer la préférence sur les pays environnants.

Ce système lui-même n'a qu'un temps. Lorsque la population est suffisamment dense, les pouvoirs publics songent alors à épurer l'élément étranger ; il en résulte une première série de lois restrictives, qui portent sur les indigents et les individus inaptes au travail. Mais on va plus loin. Les ouvriers de ces pays, s'alarmant avec plus ou moins de raison de la concurrence que leur font les nouveaux venus, agissent sur la détermination des pouvoirs publics et l'on tend alors à entraver complètement l'immigration.

Ajoutons cependant qu'une autre cause peut justifier ce système. C'est la proportion, par trop prépondérante, d'immigrants d'une seule nationalité, qui risque de détruire l'équilibre politique et de mettre en péril l'indépendance de l'État.

Notre étude sera divisée en deux parties. La première traitera de l'émigration, la seconde de l'immigration. Mais dans l'une et dans l'autre de ces divisions, notre intention est de grouper ensemble, dans la mesure du possible, les pays dont le système d'intervention présente sur un certain



nombre de points une tendance similaire. Il ne faudrait cependant pas attacher à ces groupes une valeur trop absolue. Ce que nous indiquerons sera seulement la note dominante et actuelle ; car nous verrons que les considérations qui peuvent influer dans un pays sur l'orientation du système sont trop nombreuses et trop diverses pour aboutir à une solution unique.

Nous étudierons d'ailleurs chaque pays en particulier ; nous serons ainsi plus à même d'entrer dans les détails.





PREMIÈRE PARTIE

L'ÉMIGRATION





# PREMIÈRE PARTIE

## L'ÉMIGRATION

---

### CHAPITRE PREMIER

#### ENTRAVES A L'ÉMIGRATION

---

Les lois prohibitives de l'émigration sont corrélatives à un régime de servitude ou de servage. On ne comprend guère, avec le principe de la liberté civile, l'interdiction faite aux particuliers d'aller s'établir où il leur plaît (1). Ce système a été en vigueur dans toute la période précédant le XIX<sup>e</sup> siècle ; il était alors conforme aux principes du droit public et à l'exercice du pouvoir absolu. Il semble qu'avec la reconnaissance et la proclamation de la liberté individuelle, on eût dû abaisser toutes les barrières mises à la libre circulation des individus. Il n'en fut rien cependant ; la majeure partie des États européens s'efforcèrent de diminuer la portée d'un principe qu'ils avaient accepté. Seuls, l'Angleterre, la France,

---

(1) V. CAUWÈS, *Cours d'économie politique*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, 1893, 2<sup>e</sup> partie, livre II, p. 74.

la Hollande et les Pays Scandinaves laissèrent à leurs nationaux le droit entier d'émigrer. Les pays d'élément saxon, quelques-uns avec une très grande rigueur, prohibèrent l'émigration jusqu'au milieu du siècle. Ils avaient une excuse : les efforts de leurs gouvernants avaient, pendant les siècles précédents, eu pour but le peuplement du territoire. Ces pays s'étaient trouvés dans une situation analogue à celle des républiques sud-américaines d'aujourd'hui ; comme celles-ci, ils avaient fait d'immenses sacrifices, pour attirer l'immigration. L'énorme exode, qui suivit la chute de l'Empire français, dans ces populations ruinées par les longues guerres napoléoniennes put leur donner la crainte de voir s'anéantir en quelques années le fruit de leurs efforts et leur fit adopter ce système prohibitif.

En Russie, les paysans furent soumis au servage jusqu'en 1861 ; parmi les droits qui leur furent reconnus à leur émancipation ne figure pas celui d'émigrer. Ils sont donc encore assujettis, pour leurs moindres déplacements, au système de l'autorisation administrative, dont l'octroi dépend de la volonté du gouverneur de la province. On ne saurait donc, étant donnée cette situation politique spéciale, faire de cet empire le type actuel des pays qui mettent des entraves à l'émigration.

Nous proposerons comme tel, l'Espagne, dans laquelle l'autorisation d'émigrer ne s'accorde qu'à la suite de longues et coûteuses justifications. Le Portugal, l'Autriche, l'Italie, dont l'émigration est cependant si considérable, la Turquie, suivent encore cet exemple.

Le motif de ces restrictions est principalement la crainte de voir les citoyens se soustraire aux obligations militaires. Dans les autres nations européennes imposant le service militaire obligatoire cette charge est, il est vrai, un obstacle indirect à l'émigration ; les individus qui s'y soustraient, s'exposent à des peines, parfois très rigoureuses ; mais on ne prend pas, longtemps avant l'âge de la conscription, des mesures destinées à assurer la présence des assujettis au jour de l'incorporation.

Dans les pays que nous avons nommés plus haut, au contraire, l'interdiction d'émigrer est formelle, pour tous ceux qui sont soumis, à un titre quelconque, aux obligations militaires.

L'article 33 de la loi espagnole du 21 août 1896 sur le recrutement, est ainsi conçu :

« Il est interdit à tout Espagnol, âgé de plus de 15 ans et de moins de 40, de sortir du royaume, s'il ne peut prouver qu'il est dispensé de tout service militaire ou s'il ne dépose pas, en vue de son rachat, une somme de 2,000 pesetas. »

L'article 1<sup>er</sup> de la loi italienne du 30 décembre 1888 est analogue :

« L'émigration est libre, en tenant compte des obligations imposées aux citoyens par la loi : les militaires de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> catégorie . . . . ne peuvent aller à l'étranger, avant d'avoir obtenu une autorisation du ministre de la Guerre. »

Le mode le plus habituel employé, pour la mise en pratique des systèmes restrictifs de l'émigration est la délivrance de passeports ou de permis d'embarquer, qui permettent de contrôler la situation de chaque individu. Le but visé n'est d'ailleurs, même par ce moyen, atteint que d'une façon toute relative ; l'émigration clandestine, dont la statistique nous révèle l'importance en est la preuve.

Ce régime d'entraves à l'émigration n'exclut pas l'intervention de l'État dans la protection des émigrants autorisés à partir ; nous verrons, au contraire, que l'Italie possède un des meilleurs règlements qui aient été faits dans ce but.

---



## ESPAGNE

---

L'Espagne qui, aux siècles précédents, avait montré aux autres puissances européennes le chemin de l'Amérique, persiste dans le système ancien de l'autorisation d'émigrer. Ses conditions économiques sembleraient, cependant, la ranger au nombre des pays, qui doivent compter sur le départ de quelques éléments de la population, pour améliorer, dans une certaine mesure, la condition des classes inférieures. Les impôts y sont très élevés et la situation des finances de l'État ne permet pas, d'autre part, de développer autant qu'il serait nécessaire les entreprises de ces grands travaux publics, qui peuvent, dans certaines circonstances, remédier à la détresse d'ouvriers sans travail.

Nous avons déjà dit que sa préoccupation constante est d'assurer la présence, au jour de l'incorporation, des Espagnols soumis aux obligations militaires. Depuis 1853, on ne compte pas moins d'une trentaine de lois, ordonnances ou arrêtés qui, réglementant l'émigration, ont pour principe d'entraver son libre essor.

Les événements récents de Cuba et des Philippines, en augmentant le nombre des émigrants clandestins voulant se soustraire aux nombreuses levées d'hommes qu'ils nécessitaient, ont motivé des ordonnances qui enjoignent aux autorités locales de veiller à la stricte exécution des lois en vigueur (1).

---

(1) Voir Ordonnance du 26 janvier 1897.

Les dispositions, édictant les prohibitions relatives à l'émigration, sont contenues dans la loi militaire du 21 août 1896 et les ordonnances des 16 septembre 1896 et 12 juin 1897.

Il est interdit à tout Espagnol de 15 à 20 ans de sortir du royaume; à moins de prouver qu'il est dispensé du service militaire ou qu'il a déposé, en vue de son rachat, une somme de 2,000 pesetas, s'il doit faire son service aux colonies, et 1,500, pour un service qui doit être fait dans la Péninsule. (art. 33 et 172 de la loi du 21 août 1896).

Ce dépôt est destiné à pourvoir d'office aux frais du remplacement, si le déposant ne se présente pas pour accomplir son service dans le délai prescrit.

Il y a lieu de signaler le dédoublement peu égalitaire que cette obligation de dépôt préalable opère dans la population. L'émigrant, appartenant généralement aux classes pauvres, ne pourra user de cette faculté de rachat et se verra refuser toute autorisation légale d'émigrer.

Les alcades avertissent les gouverneurs civils des provinces respectives du départ des sujets espagnols et il incombe à ces gouverneurs et aux commandants de la marine de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'embarquement et la sortie d'Espagne des sujets qui voudraient se rendre à l'étranger sans y être dûment autorisés (art. 92 de la loi du 21 août 1896). L'ordonnance du 16 septembre 1896 impose à nouveau cette surveillance aux autorités maritimes (art. 33).

Ce service est complété par l'action des consuls espagnols à l'étranger, qui doivent envoyer au ministre d'État une note concernant les sujets espagnols qui débarquent dans les pays où ils résident et qui n'ont pas effectué le cautionnement prescrit.

Ces dispositions font uniquement la détermination des catégories d'Espagnols auxquels il est interdit d'émigrer; la loi du 8 mai 1888 indique les conditions et les justifications, que doivent présenter ceux auxquels la loi reconnaît la faculté

de s'expatrier; avant d'obtenir de l'Administration un permis d'embarquement.

Cette loi classe les émigrants en deux catégories, suivant qu'ils se rendent aux colonies espagnoles ou à l'étranger. Dans l'un et l'autre cas, il faut une autorisation; le nombre seul des formalités préalables diffère.

L'Espagnol qui a l'intention d'émigrer dans un pays qui n'est pas soumis à la domination de l'Espagne doit faire une demande quinze jours au moins avant son départ. Il y joint :

1° Une cédula personnelle, avec les signes particuliers et généraux, revêtue des sceaux réguliers ;

2° L'autorisation du père ou du tuteur jusqu'à l'âge de 25 ans ;

3° L'acte de baptême des enfants de moins de 15 ans ;

4° Un certificat, pour les hommes, de 15 à 40 ans, justifiant qu'ils sont libres de toute conscription ou ont assuré leur absence, par le dépôt d'un cautionnement de 1,500 pesetas-monnaie (1).

5° Les individus qui appartiennent à la réserve de l'armée active, à la seconde réserve ou à la classe des recrues disponibles, doivent présenter, en outre, une permission du ministre de la Guerre les autorisant à émigrer ;

6° Les femmes mariées justifient de l'autorisation maritale.

7° Les émigrants de toute catégorie produisent un certificat du juge d'instruction de leur district judiciaire, établissant qu'ils ne sont pas sous le coup de poursuites ou qu'ils n'ont pas de condamnations à purger.

Ces pièces, visées par l'alcade et légalisées par le notaire, sont remises au gouverneur de la province, qui en contrôle l'authenticité et la véracité. Il les envoie alors à une junta spéciale, établie dans chacune des provinces-frontières de terre et de mer. Cette junta statue sur l'opportunité de la demande, et suivant sa décision, on accorde ou on refuse le permis d'embarquer. Ce dernier est soumis à un droit de 15 pesetas.

---

(1) Ce chiffre a été modifié par la loi du 21 août 1896. V. *supra*.

Les formalités sont simplifiées, lorsqu'il s'agit d'un voyage aux colonies espagnoles. La demande du permis ne se fait, que quarante-huit heures à l'avance.

Les mineurs de 25 ans doivent justifier du consentement de leurs parents ; les jeunes gens de 18 à 20 ans, certifier, sous la garantie de leurs parents, qu'ils sont inscrits sur la liste militaire ou ont demandé à l'être. — Pour les individus âgés de 20 à 40 ans, on exige un certificat d'exemption de toute obligation militaire et l'engagement de se représenter aux autorités militaires si cela devenait nécessaire. Ceux, qui appartiennent à une classe disponible de l'armée, doivent obtenir une autorisation du ministre de la guerre. Enfin, toutes les personnes, hommes ou femmes, âgées de plus de 40 ans, peuvent obtenir l'autorisation de se rendre aux colonies, sur le seul dépôt de leur cédule personnelle.

Si le navire, qui doit les emporter ne fait pas un service régulier aux possessions espagnoles, ils devront justifier de toutes les conditions exigées par ceux qui veulent se rendre à l'étranger.

Il résulte de l'énumération de ces diverses pièces que le but visé est de chercher à décourager l'émigration, par la longueur des formalités à remplir et le coût des pièces de justification demandées.

Le contrat de transport doit contenir certaines indications, telles que : prix, quantité de vivres, etc... Il est rédigé en trois exemplaires originaux et deux copies. L'une de ces copies est remise au gouverneur de la province ; l'autre est envoyée ; à l'agent du gouvernement espagnol, au lieu de destination ; afin qu'il puisse contrôler l'accomplissement de toutes les promesses faites dans le contrat.

L'Espagne et le Portugal, pour assurer l'efficacité des prohibitions qu'ils ont établies, se sont liés par traités, dans le but de ne permettre d'émigrer, à l'un de leurs nationaux qui se trouverait sur le territoire de l'autre, que sur la production d'un certificat des consuls respectifs. Cette disposition, établie une première fois par l'ordonnance du 3 juillet 1875, fut reproduite dans la loi de 1888 et renouvelée, par une



nouvelle convention, entre ces gouvernements, le 14 janvier 1897 (1).

L'ordonnance du 10 novembre 1883 contient quelques règles, ayant pour but d'améliorer les conditions de transport des émigrants. Elle emprunte à la loi sanitaire l'obligation d'embarquer un médecin sur tout navire ayant plus de soixante passagers, et renvoie aux instructions sur la Marine, pour la limitation du nombre des passagers, par rapport à la capacité des navires. Le gouverneur de la province, ou à son défaut l'alcade, s'assurera, par une visite à bord au moment du départ du navire, de l'accomplissement de ces formalités.

Les navires qui transportent les émigrants doivent être munis d'une licence spéciale. Cette dernière peut être retirée à la seconde infraction, pour négligence ou abus envers les émigrants, la première étant punie d'une amende proportionnelle à la faute.

Il est facile, par la comparaison des statistiques espagnoles, qui ne mentionnent que les émigrants autorisés à partir et celles des pays de destination, qui comprennent le nombre total des immigrants espagnols, de se rendre compte de l'importance de l'émigration clandestine (2).

*Émigration ci-après les statistiques espagnoles.*

| ANNÉES    | AUX COLONIES | A L'ÉTRAN-GER | TOTAL   | ANNÉES    | AUX COLONIES | A L'ÉTRAN-GER | TOTAL   |
|-----------|--------------|---------------|---------|-----------|--------------|---------------|---------|
| 1883..... | 12.559       | 27.737        | 40.316  | 1891..... | 27.793       | 40.224        | 68.037  |
| 1886..... | 24.792       | 37.229        | 62.021  | 1892..... | 33.585       | 32.821        | 66.406  |
| 1887..... | 26.504       | 40.475        | 66.979  | 1893..... | 34.644       | 41.882        | 76.526  |
| 1888..... | 23.186       | 53.212        | 76.398  | 1894..... | 33.926       | 47.863        | 81.189  |
| 1889..... | 25.373       | 100.434       | 125.807 | 1895..... | 82.630       | 33.536        | 121.166 |
| 1890..... | 25.683       | 40.177        | 65.870  |           |              |               |         |

(1) V. *Boletín oficial del ministerio de Estado*, n° de janvier 1897.

(2) Voir *Statistica della emigrazione italiana*, Roma, Bontempelli, 1896, page 30.

*Comparaison des statistiques espagnoles et américaines.*

| ANNÉES | ÉTATS-UNIS            |                        | ARGENTINE             |                        | URUGUAY               |                        | BRÉSIL                |                        |
|--------|-----------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|
|        | statistique espagnole | statistique américaine | statistique espagnole | statistique américaine | statistique espagnole | statistique américaine | statistique espagnole | statistique américaine |
| 1885.. | 42                    | 319                    | 5.864                 | 4.914                  | 1.000                 | 607                    | 387                   | 815                    |
| 1886.. | 9                     | 452                    | 7.211                 | 9.895                  | 1.119                 | 653                    | 332                   | 1.439                  |
| 1887.. | 11                    | 483                    | 13.685                | 15.618                 | 1.691                 | 618                    | 560                   | 1.766                  |
| 1888.. | 37                    | 506                    | 22.595                | 25.485                 | 1.998                 | 738                    | 2.604                 | 4.736                  |
| 1889.. | 21                    | 634                    | 58.135                | 71.151                 | 3.802                 | 1.339                  | 7.527                 | 9.012                  |
| 1890.. | 19                    | 894                    | 9.561                 | 13.560                 | 1.869                 | 4.606                  | 5.186                 | 12.008                 |
| 1891.. | 20                    | 930                    | 9.831                 | 4.290                  | 788                   | 1.945                  | 10.023                | 22.146                 |
| 1892.. | 40                    | 902                    | 4.593                 | 3.650                  | 648                   | 2.097                  | 3.606                 | 10.471                 |
| 1893.. | 119                   | 947                    | 6.799                 | 7.400                  | 672                   | 1.585                  | 11.172                | 30.998                 |
| 1894.. | 43                    | 998                    | 7.039                 | 8.122                  | 822                   | 2.031                  | 4.526                 | 6.495                  |
| 1895.. | 13                    | 454                    | 7.232                 | 11.288                 | 982                   | 2.116                  | 10.355                | 18.941                 |

Cette statistique ne comprend pas les Espagnols qui, des provinces orientales et méridionales, partent pour l'Algérie.

~~~~~

## PORTUGAL

---

Le Portugal, qui, aux siècles passés, était à la tête des peuples colonisateurs, s'opposa toujours au libre départ de ses nationaux.

Une ordonnance de mars 1720 ne permettait l'embarquement des régnicoles que sur des navires commissionnés *ad hoc*. Elle exigeait de chaque émigrant la preuve rigoureuse qu'il était appelé dans le pays pour affaires commerciales ou personnelles bien avérées. Enfreindre ces dispositions, c'était encourir six mois de fers et une amende de 100 milreis, et faute de ne pouvoir les payer, trois ans de présides africains.

L'émigration actuelle des Portugais présente ce caractère particulier que, seuls en Europe, ils acceptent l'engagement pour un nombre déterminé d'années. C'est ainsi qu'aux îles Havaï, où ils ont d'ailleurs parfaitement réussi, ils ont été introduits au même titre que des Chinois ou des Japonais.

Ils acceptent, facilement aussi, les contrats que leur font signer les agents du Brésil où se dirige presque toute leur émigration.

L'émigration est libre en principe. L'article 145 de la Charte constitutionnelle est ainsi conçu : « Tout Portugais « peut rester ou sortir du royaume comme il lui plaît, en « emportant ce qui lui appartient, en se conformant aux « règlements de police et pourvu qu'il ne cause aucun pré-  
« judice à des tiers. »

Le législateur cependant a cherché à modérer les effets de cette disposition et la première loi dans ce sens est celle du 20 juillet 1855.

Cette loi avait pour cause, ou tout au moins comme prétexte, certains actes répréhensibles accomplis en mer, en 1843, par des capitaines peu scrupuleux qui, n'avaient pas craint d'obliger par la force les émigrants qu'ils emmenaient, à signer de nouveaux contrats à des conditions plus rigoureuses.

On avait, dès avant cette époque, pris quelques mesures restrictives. A Braga, notamment, le gouverneur exigeait de celui qui demandait un passeport la justification de son âge, du consentement de ses parents, et s'il était marié, le consentement de sa femme ; il devait en outre prouver qu'il avait satisfait à la loi du recrutement.

Un arrêté ministériel du 19 août 1842 avait posé quelques principes généraux ; mais devant la multiplicité des scandales causés par les recruteurs et les plaintes des émigrants, on vota la loi du 20 juillet 1855. Son but principal était l'observation des règles de l'humanité et de l'hygiène à bord des navires.

Le capitaine qui ne prendrait pas les mesures convenables ou qui embarquerait un nombre de passagers supérieur à ce que comporte le tonnage du navire, serait puni d'une amende de 6,000 francs et d'un emprisonnement de six mois à un an. Les consuls portugais devaient surveiller, au débarquement, les navires qui se livraient à ce genre d'opérations.

Cette loi contenait une grave lacune. Elle s'était bornée à fixer la proportion du nombre des passagers par rapport au tonnage, sans indiquer quels devaient être les espaces réservés aux passagers. Il en résulta que l'on fit voyager les émigrants sur le pont.

Un règlement de police du 7 avril 1863 s'occupa des navires à vapeur qui transportaient les émigrants.

L'émigration fut, vers cette époque, sollicitée par diverses causes. La disette, une maladie de la vigne (l'oïdium),



et une maladie sur les orangers, qui sévirent particulièrement sur les îles Açores, eurent pour effet de faire partir toute la population valide de ces îles, à destination principalement de la Guyane hollandaise. Une épidémie de choléra en Portugal contribua également à augmenter le nombre des départs.

Les prescriptions de la loi de 1855 furent reprises par celle du 16 juin 1876, qui ajoutait en outre l'obligation d'avoir à bord un médecin et un pharmacien, quand il y avait plus de 50 passagers.

Une ordonnance du 28 mars 1877 assujettit tous les propriétaires de navires à vapeur destinés au service de l'émigration à un cautionnement de 4,000,000 de reis ; ils étaient soumis à l'inspection de la police relativement à l'observation des règles sanitaires ; ils subissaient à cet effet une visite au moment du départ.

Le gouvernement pouvait faire l'avance aux colons, qui offraient des garanties pour le remboursement, du transport aux colonies portugaises d'Afrique ; mais en vue d'empêcher l'émigration clandestine, on interdit de partir aux jeunes gens de 14 à 22 ans qui n'avaient pas donné caution de remplir leur service ou de fournir un remplaçant. Les individus de moins de 14 ans ne pouvaient partir qu'en accompagnant leurs parents. S'ils ne rentraient en Portugal qu'après l'âge de 26 ans, ils ne payaient que la somme fixée pour l'exonération du service militaire sans le supplément dû par les réfractaires.

Un règlement du 11 août 1881, a fixé à cinq ans le délai pendant lequel les colons devaient s'engager à demeurer aux colonies pour bénéficier des avances faites par le gouvernement.

Cette législation fut complétée par une loi du 30 juin 1891 inspirée par le désir de retenir dans le royaume les populations rurales des provinces du Nord.

Les statistiques portugaises sont faites au moyen des registres des passeports. Nous n'avons pu, d'autre part,

trouver de documents permettant de donner une idée de l'émigration clandestine.

| ANNÉES (1) |        | ANNÉES    |        | ANNÉES    |        |
|------------|--------|-----------|--------|-----------|--------|
| 1872.....  | 17.284 | 1881..... | 14.637 | 1890..... | 29.427 |
| 1873.....  | 12.989 | 1882..... | 18.272 | 1891..... | 33.585 |
| 1874.....  | 14.835 | 1883..... | 19.251 | 1892..... | 21.074 |
| 1875.....  | 15.440 | 1884..... | 17.518 | 1893..... | 30.383 |
| 1876.....  | 11.035 | 1885..... | 15.004 | 1894..... | 29.261 |
| 1877.....  | 11.037 | 1886..... | 13.998 | 1895..... | 44.746 |
| 1878.....  | 9.926  | 1887..... | 16.932 | 1896..... | 27.980 |
| 1879.....  | 13.208 | 1888..... | 23.981 |           |        |
| 1880.....  | 12.597 | 1889..... | 20.614 |           |        |

(1) Économiste français, 6 novembre 1897.

L'émigration de l'année 1895 représente 8.70 pour mille habitants, celle de 1896, 5.44 pour mille.

~~~~~

## ITALIE

---

L'Italie est l'un des pays dans lesquels l'émigration a pris le plus grand développement. Elle est, en effet, la contrepartie nécessaire d'une situation économique très troublée et le meilleur palliatif d'un paupérisme qui, tout au moins dans les provinces du Sud, tend à devenir la condition générale des habitants. Les causes en sont multiples ; c'est tout d'abord un accroissement de population par les naissances qui n'est pas accompagné d'un développement parallèle de la richesse. La première y croît de 1 à 1 1/2 0/0 pendant que la seconde, d'après les hypothèses les plus favorables, n'augmente que de 1 0/0 à peine. Le chiffre énorme des impôts, le peu de fertilité de certaines parties du territoire, qui pour une dépense de capital équivalant à 5 ou 6 0/0, rapportent à peine 3 0/0, la rémunération insuffisante de la main-d'œuvre locale contribuent au maintien de cette situation mauvaise.

Si l'on y ajoute l'exemple donné par le retour d'émigrants

---

Sources : *Statistica della emigrazione italiana*, 1896.

*Emigrazione e Colonie* : Rapporti di RR. agenti diplomatici e consolari. Roma, BERTERO.

*Bulletin de la Chambre de Commerce française de Milan*. Milan. MARCHI, *passim*.

*L'Emigration italienne et le nouveau projet de loi*. Santa Anna, NÉRY, Paris 1888.

*Riforma Sociale*. Turin, n° du 10 décembre 1896.

en possession de quelques centaines de lires, qu'ils ont amassées au prix du plus dur travail et l'exploitation honteuse des agents et sous-agents d'émigration à peine retenus par une législation longtemps insuffisante, on aura alors une idée très affaiblie des différents motifs qui poussent le paysan italien à quitter le sol natal.

On pourrait faire le reproche au gouvernement italien de n'avoir considéré pendant longtemps l'émigration qu'au point de vue de la sûreté publique et de n'avoir point légiféré à temps, en vue de protéger l'émigrant contre les pièges de toute nature qui lui étaient tendus.

Il faut reconnaître cependant, que les pouvoirs publics se sont trouvés en face d'un mouvement artificiel dont rien ne pouvait faire prévoir l'intensité ni la durée.

Pendant de longues années, l'émigration permanente, c'est-à-dire aux pays d'outre-mer, ne dépassait pas 22,000 individus par an. C'étaient alors les seuls habitants du Nord qui émigraient, surtout pour échapper au service militaire de l'Autriche. Ils étaient d'un niveau bien supérieur aux émigrants d'aujourd'hui ; ils avaient un but déterminé avant leur départ et disposaient d'un petit pécule ; leur départ était spontané, il était raisonné (1).

Le gouvernement piémontais avait fait des efforts louables pour diriger ce mouvement en concédant à une Compagnie, en 1856, 60,000 hectares de terre en Sardaigne pour les faire coloniser par le courant d'émigration. Il existait en outre un règlement du 11 février 1859 (2), relatif à l'aménagement des navires destinés au transport, dont les dispositions étaient analogues à celles en vigueur dans les autres pays d'Europe ; et le régime des passeports, réglé par une loi du 13 novembre 1857, ne différait guère de celui appliqué dans les pays voisins.

Jusqu'en 1880, la situation fut à peu près la même et les

---

(1) *Économiste Français*, 6 mai 1876.

(2) Voir : *Corrière Mercantile*, Gênes, 16 mars 1859.



pouvoirs publics n'intervinrent pour ainsi dire pas dans l'émigration.

Une loi du 18 janvier 1873 avait cependant augmenté les formalités relatives à l'obtention du passeport ; son résultat fut d'augmenter aussitôt l'émigration clandestine (1) ; une autre loi, en date du 21 décembre 1873 (2), concernait l'interdiction d'engager les enfants pour les métiers ambulants et un règlement du 20 novembre 1879 reprenait, mais d'une façon toute générale et pour en faire une partie du Code de la marine marchande, les principales dispositions du règlement de 1859. Pendant toute cette période on n'avait présenté qu'une seule fois, le 10 mars 1876, un projet de loi concernant spécialement l'émigration, il n'avait d'ailleurs pas abouti.

A partir de 1880, les conditions économiques de l'Italie se modifièrent ; l'accroissement annuel de population, qui n'était auparavant que de 180,000 individus par an, monta à 300,000 ; la misère augmentait et avec elle le nombre des agents dont l'action était facilitée tant par la situation déplorable des agriculteurs du Midi que par les primes offertes par les Républiques Sud Américaines et notamment le Brésil, à destination duquel presque toutes les puissances européennes avaient interdit l'émigration ; ces agents spéculaient sur l'ignorance de malheureux, qu'ils déterminaient à signer des contrats en leur faisant les promesses les plus fantaisistes.

En 1880, un projet de loi fut présenté au Parlement ; ce qui en fut retenu devint une simple subdivision de la loi sur la sûreté publique. On fit preuve toutefois du plus ferme désir de réprimer les abus des agences.

---

(1) Emigration clandestine :

|           |        |           |        |
|-----------|--------|-----------|--------|
| 1869..... | 14,040 | 1873..... | 11,921 |
| 1870..... | 11,444 | 1874..... | 17,362 |
| 1871..... | 11,068 | 1875..... | 27,253 |
| 1872..... | 5,585  |           |        |

(2) Voir le texte : *Emigrazione e Colonia*. Rapporti di RR. agenti diplomatici e consolari, Roma, Bertero, 1893.

Le chiffre total de l'émigration augmentait cependant :

|           |         |           |         |
|-----------|---------|-----------|---------|
| 1878..... | 96,268  | 1881..... | 135,832 |
| 1879..... | 119,831 | 1882..... | 161,562 |
| 1880..... | 119,901 | 1883..... | 169,101 |

Les moyens mis à la disposition des autorités contre les agences étaient notoirement insuffisants. Ce n'étaient que des règles générales, celles du Code civil et du Code pénal et l'article 64 de la loi sur la sûreté publique.

On en était arrivé à construire un système d'après lequel les agents auraient dû demander une autorisation spéciale pour chaque cas; cette disposition étant inapplicable, il arriva qu'en fait, on leur laissait liberté complète d'exploiter à leur guise leurs malheureuses victimes.

Le ministère avait, en 1884, fait faire une enquête sur les causes de l'émigration; mais ce n'est que le 30 décembre 1888, alors que l'émigration atteignait le chiffre énorme de 290,000 individus que l'on promulgua la première loi italienne sur l'émigration, complétée par un règlement du 10 janvier 1889 (1) et une circulaire du 16 janvier suivant.

Cette loi, bien qu'elle déclare l'émigration libre, conserve tout au moins implicitement l'obligation du passeport qui est encore régie par la loi de 1857. Le passeport est délivré par les autorités de la Sûreté publique sur le vu du *Nulla Osta* (2), remis par le Syndic de la commune d'origine, qui a préalablement interrogé les personnes ayant l'intention d'émigrer (3).

---

(1) Voir *Bollettino di Notizie Commerciali*, 13 janvier 1889. Roma, Eredi Botta.

(2) Littéralement : « Rien ne s'oppose ».

(3) Suivant la déclaration de ces personnes, on les range parmi les émigrants « temporaires », c'est-à-dire se rendant dans un pays d'Europe, ou parmi les émigrants « permanents » ou se dirigeant aux pays d'outre-mer. Cette distinction, reproduite par les statistiques est toute administrative. Les Italiens, par exemple, qui se rendent en Amérique par un port français, après avoir simplement déclaré se rendre en France, sont compris parmi les émigrants temporaires.

Le passeport est soumis à une taxe de 2 livres 40 centesimi pour les indigents et de 12 livres 40 pour tous ceux qui ont des moyens d'existence. Le postulant doit, en outre, faire la preuve qu'il s'est assuré une place sur un navire ou qu'il a passé un contrat avec un agent.

Ces pièces doivent être visées par les fonctionnaires de la sûreté publique, qui ont dû auparavant constater que le nombre des passagers inscrits pour prendre passage sur le navire indiqué est en rapport avec le tonnage du navire.

Malgré les nombreuses formalités exigées pour obtenir un passeport, les émigrants se trouvent, par leur intérêt même, obligés de se munir de cette pièce avant le départ ; ils ne pourraient, en effet, sans elle, se réclamer utilement de la protection des consuls.

En principe, le passeport ne peut être refusé à ceux qui, d'après la loi, sont libres d'émigrer (Circulaire du 16 janvier 1889) ; les conséquences qui en découlent sont parfois assez inattendues. D'après cette même circulaire, les obligations résultant du droit civil ne sauraient être un motif de refuser un passeport : le fermier peut ainsi abandonner sa ferme et son contrat ; la femme, même non légalement séparée de corps, peut émigrer sans l'assentiment de son mari : « Ce cas, disait la circulaire ministérielle, n'est pas très « conforme à l'esprit de notre Code civil, mais celui-ci est « incompatible avec la déclaration expresse de la loi que « l'émigration est libre » (1)

En réalité plusieurs catégories d'individus ne peuvent remplir les conditions mises à l'obtention d'un passeport et par conséquent sont privées du droit d'émigrer.

Les gens sous le coup de poursuites judiciaires, les enfants destinés aux métiers ambulants et recrutés en contravention de la loi de 1873 (2), les personnes dont l'immi-

---

(1) Circulaire du 16 janvier 1889, *Bollettino di notizie commerciali*. Roma, BOTTA, 20 janvier 1889.

(2) Règlement du 21 janvier 1892 complétant celui du 10 janvier 1889, article 11.

gration est interdite dans les contrées où elles désirent se rendre (1), ainsi que les filles destinées à la prostitution forment une première classe. Mais, en outre, tous les militaires de première et deuxième catégorie en congé illimité, appartenant à l'armée permanente ou à la milice mobile, ne peuvent émigrer sans une autorisation du ministre de la Guerre (art. 1<sup>er</sup> de la loi du 30 décembre 1888). Cette autorisation ne saurait être subordonnée à la présentation d'une caution (Règlement du 10 janvier 1889). Si l'on rapproche ces dispositions de l'article 4 de la loi sur le recrutement, qui soumet tous les citoyens à la levée, on constatera qu'en réalité l'émigration est interdite à une grande partie des Italiens. Il en résulte une émigration clandestine très considérable.

Depuis 1875, les statistiques n'indiquent plus les chiffres de l'émigration clandestine; mais elles mentionnent le nombre de ceux qui, ayant fait connaître leur intention d'émigrer, ont requis des syndics le *Nulla Osta*, qui précède la remise du passeport. La rubrique *Autres émigrants* comprend, avec les étrangers embarqués par les ports d'Italie, et dont le nombre est négligeable, tous ceux qui ont émigré « de notoriété publique », bien que l'on ne trouve pas leurs noms au livre des passeports. Ils forment donc l'émigration clandestine. L'importance de cette émigration durant les dernières années est indiquée par le tableau suivant :

| ANNÉES    | ÉMIGRATION<br>totale | ÉMIGRATION<br>clandestine | ANNÉES    | ÉMIGRATION<br>totale | ÉMIGRATION<br>clandestine |
|-----------|----------------------|---------------------------|-----------|----------------------|---------------------------|
| 1887..... | 215.665              | 29.697                    | 1892..... | 223.667              | 36.500                    |
| 1888..... | 290.735              | 37.382                    | 1893..... | 246.751              | 36.146                    |
| 1889..... | 218.412              | 38.577                    | 1894..... | 225.323              | 27.560                    |
| 1890..... | 217.244              | 40.425                    | 1895..... | 293.181              | 31.834                    |
| 1891..... | 293.631              | 40.358                    |           |                      |                           |

La loi s'occupe principalement de la situation des agents et sous-agents. Les premiers doivent obtenir une patente,

(1) Règlement précité, article 12.



les conditions dont ils doivent justifier sont énumérées dans l'article 3. « Etait-il indispensable de spécifier que l'autorisation ne peut être accordée aux personnes placées sous la surveillance de la police ou condamnées pour mauvaise foi, déloyauté commerciale, atteinte aux bonnes mœurs, à la propriété, ou contraventions aux lois et règlements sur l'émigration ? (1). »

Le sous-agent doit avoir une procuration authentique qui doit être notifiée au préfet. L'agent seul est sujet à un cautionnement de trois à cinq mille francs *de rente sur l'Etat*.

Le contrat est soumis à une certaine rédaction (art. 12) et une commission spéciale a été instituée pour déterminer et liquider les dommages éprouvés par les émigrants par la faute des agents.

Les recruteurs de toute sorte sont en effet une plaie véritable et le chiffre élevé de l'émigration provient en très grande partie de leur activité. Les agents sont au nombre de 34, mais les sous-agents étaient :

|              |       |
|--------------|-------|
| En 1892. . . | 5,172 |
| En 1896. . . | 7,169 |

Aussi les économistes qui s'occupent en Italie de la question de l'émigration, demandent-ils une législation plus sévère. M. Macola voudrait les voir supprimer purement et simplement.

En réalité, jusqu'à ces derniers temps, on pouvait dire avec M. Nitti : « L'émigration n'est protégée ou défendue, ni au départ, ni pendant le voyage, ni à l'arrivée. »

En effet, le décret royal du 15 janvier 1891, relatif aux médicaments et aux vivres à emporter pendant le voyage; l'institution, en juillet 1894, d'un Office à New-York, pour la protection des émigrants ou les subventions accordées à 25 sociétés philanthropiques à l'étranger, pour une somme de

---

(1) *Surveillance des agences d'émigration*, CHANDÈZE, 1890, p. 9.

61,800 livres, n'étaient pas des améliorations suffisantes pour détruire l'assertion de M. Nitti.

Dans l'année 1897, l'Italie semble être entrée dans une nouvelle phase et avoir mis sa législation plus au courant des besoins du pays.

Le 20 mai 1897, un règlement a repris à nouveau toutes les prescriptions relatives au transport et, au mois de décembre suivant, on signalait la mise à l'étude d'un projet de loi destiné à modifier celle de 1888. Parmi les réformes projetées, figure la création d'une banque centrale ayant à l'étranger des succursales ou des agences qui centraliseront les épargnes des émigrants italiens, épargnes actuellement confiées à des banquiers sans consistance et affiliés aux agences d'émigration.

Le règlement italien du 20 mai 1897 a peut-être le défaut de pêcher par une abondance de détails quelquefois inutiles et d'une application compliquée.

Il ne comprend pas moins de 83 articles (1).

Tous les navires emportant plus d'un passager par 50 tonneaux et se dirigeant hors de la Méditerranée sont soumis à ses règles (art. 1-2). La vitesse minimum doit être 11 milles à l'heure — le fait de n'avoir fourni pendant trois voyages qu'une marche de 10 milles, doit les faire écarter du service de l'émigration (art. 4). — L'aménagement intérieur est réglé par le paragraphe 1 de la section II; le paragraphe 2 concerne l'hygiène. Rien, d'ailleurs, dans ces deux paragraphes ne sort des données habituelles, sauf les annexes A et B qui énumèrent, le premier la liste et la quantité des médicaments à emporter (140 produits différents), quantité basée sur un voyage de vingt jours, pour un nombre de passagers compris entre 400 et 1,900. L'annexe B concerne les instruments de chirurgie (118). Tous les enfants doivent être vaccinés (art. 32). Un médecin de nationalité italienne doit être engagé à bord des navires même de pavillon étranger.

---

(1) La traduction se trouve dans le *Moniteur officiel du Commerce* du 5 août 1897.

La section III concerne les provisions et leur conservation, la quatrième, l'inspection du navire, enfin la cinquième, le cautionnement à fournir par les capitaines étrangers qui prennent des émigrants en Italie.

L'émigration, divisée en permanente, temporaire et clandestine, accuse les chiffres suivants (1).

| ANNÉES                 | ÉMIGRATION |            |             | TOTAL   |
|------------------------|------------|------------|-------------|---------|
|                        | TEMPORAIRE | PERMANENTE | CLANDESTINE |         |
| 1869.....              | 83.565     | 22.204     | 14.040      | 119.806 |
| 1870.....              | 83.588     | 16.427     | 11.444      | 111.459 |
| 1871.....              | 96.384     | 15.027     | 11.068      | 122.479 |
| 1872.....              | 130.680    |            | 5.585       | 146.265 |
| 1873.....              | 139.860    |            | 11.921      | 151.781 |
| 1874.....              | 91.239     |            | 17.362      | 108.601 |
| 1875.....              | 76.095     |            | 27.253      | 103.348 |
| 1876.....              | 80.015     | 19.756     |             | 108.771 |
| 1877.....              | 78.126     | 21.087     |             | 99.213  |
| 1878.....              | 77.733     | 18.535     |             | 96.268  |
| 1879.....              | 79.007     | 40.824     |             | 119.831 |
| 1880.....              | 81.967     | 37.934     |             | 119.901 |
| 1881.....              | 94.225     | 41.607     |             | 135.832 |
| 1882.....              | 95.814     | 65.748     |             | 161.562 |
| 1883.....              | 100.685    | 68.416     |             | 169.101 |
| 1884.....              | 88.968     | 58.049     | »           | 147.017 |
| 1885.....              | 80.164     | 77.029     | »           | 157.193 |
| 1886.....              | 82.474     | 85.355     | »           | 167.829 |
| 1887.....              | 87.917     | 127.748    | 29.697      | 215.665 |
| 1888.....              | 94.743     | 195.993    | 37.382      | 290.736 |
| 1889.....              | 105.319    | 113.093    | 38.577      | 218.412 |
| 1890.....              | 112.511    | 104.733    | 40.425      | 217.244 |
| 1891.....              | 118.111    | 175.520    | 40.358      | 293.631 |
| 1892.....              | 116.298    | 107.369    | 36.510      | 223.667 |
| 1893.....              | 122.439    | 124.312    | 36.146      | 246.751 |
| 1894.....              | 119.868    | 105.455    | 27.560      | 225.323 |
| 1895.....              | 123.668    | 169.513    | 31.834      | 293.184 |
| 1896.....              | 123.798    | 182.295    | »           | 306.093 |
| 1897 (6 premiers mois) |            |            |             | 190.604 |

Le nombre des Italiens à l'étranger a suivi une marche ascendante très rapide qui est marquée par le tableau qui suit :

TABLEAU

(1) V. *Annuario statistico italiano*, 1897, Roma BERTERO.

|               | EN 1871 | EN 1881   | EN 1891   |
|---------------|---------|-----------|-----------|
| Europe.....   | 155.278 | 380.332   | 470.732   |
| Afrique.....  | 23.645  | 62.203    | 75.211    |
| Amérique..... | 87.026  | 579.355   | 1.429.241 |
| Asie.....     | 4.016   | 7.625     | 8.640     |
| Océanie.....  | 740     | 2.877     | 4.320     |
| Total.....    | 270.705 | 1.032.392 | 1.988.144 |

Le vieux dicton : « Dans quelque pays du monde que l'on ouvre un œuf, il en sort un Gênois » trouve donc encore son application.

Les différentes nations consentiront-elles encore pendant longtemps à recevoir ce flot toujours envahissant d'Italiens ? Les économistes italiens reconnaissent eux-mêmes la formation d'une question italienne faisant pendant à la question chinoise. Il y aurait en effet entre les deux une grande analogie. « Les paysans italiens, surtout ceux du Midi, disait M. Nitti dans un discours du 21 novembre 1896, qui sont dans leur pays peu amis de l'eau et beaucoup des parasites, dépouillés dès leur départ et abandonnés durant le voyage, arrivent dans les pires conditions et doivent donner à une nation bien nourrie une assez triste idée de l'Italie » (1). D'autre part, il est actuellement bien peu de nations qui n'aient eu l'exemple de crimes célèbres commis par des Italiens, en tous cas, ils sont réputés pour jouer facilement du couteau.

L'Italien, habitué dans son pays à un gain infime, accepte à l'étranger du travail à prix très réduit ainsi que les tâches les plus dures souvent réservées aux races inférieures. Or que reproche-t-on de plus aux Chinois ? Aux États-Unis notamment, l'Italien est mis sur le même rang que le nègre et le Chinois, « parce qu'il vit en épargnant, épargnant toujours,

---

(1) V. *Riforma sociale*. Turin, ROUX et FRASSATI. 20 déc. 1896.



« renonçant non aux commodités, mais aux premières  
« nécessités de la vie ; il gagne de deux à quatre dollars par  
« jour, mais dépense à peine une lire ; il fait baisser le prix  
« de la main-d'œuvre et devient pour l'ouvrier américain  
« *undesirable* (1). » Les États-Unis ont d'ailleurs commencé  
à entraver spécialement leur immigration qui, depuis 1820,  
ne cesse de s'accroître (2).

*Italiens aux Etats-Unis.*

|                                |         |
|--------------------------------|---------|
| 1821-1830.....                 | 408     |
| 1831-1840.....                 | 2.253   |
| 1841-1850.....                 | 1.870   |
| 1851-1860.....                 | 9.231   |
| 1861-30 juin 1870.....         | 11.728  |
| 30 juin 1870-30 juin 1880..... | 55.759  |
| — 1881- — 1890.....            | 307.309 |
| — 1891- — 1893.....            | 211.107 |
| — 1893- — 1894.....            | 39.827  |
| — 1894- — 1895.....            | 44.003  |

D'eux seuls on exige l'extrait du casier judiciaire avec la cause de la prison s'il y en a (3) ; l'interdiction d'entrer prévue pour tous ceux qui ne possèdent pas au moins 250 francs leur est très sévèrement appliquée (en 1894, 731 ont été renvoyés) ; enfin, ce sont eux qui ont été spécialement visés par la loi sur les illettrés ; on espère ainsi atteindre 52 0/0 de leur immigration.

Les économistes italiens paraissent d'ailleurs prendre leur parti de cette situation, mais fondent les plus grandes

---

(1) M. VINCENZO GROSSI, *Economista d'Italia*, 2 août 1896.

(2) D'après la *Revue consulaire des États-Unis*, un quart des arrivants de l'année 1894-95 aurait été renvoyé en Italie, ce qui aurait diminué d'une façon sensible l'embarquement. Le vapeur *Hespérie*, aménagé pour 1,500 passagers, n'en amène que 200. » (*Moniteur Officiel du Commerce*, 11 juin 1896, p. 474.)

(3) *Bollettino del ministero degli Affari Esteri*, janvier 1897.

espérances sur la position de leurs concitoyens dans la République Argentine et au Brésil.

Dans la République Argentine, la colonie italienne dépasse le quart de la population totale, et cette énorme proportion fait réfléchir les gouvernements argentins. Lors d'un récent conflit entre le Brésil et l'Italie (1896) ils redoutèrent beaucoup de voir dévier sur leur territoire les immigrants italiens qui allaient autrefois au Brésil.

Les Italiens sont également dans la proportion d'un quart dans la population de l'État de Saô Paulo du Brésil ; l'Italie fut longtemps la seule puissance européenne qui autorisa le recrutement de ses nationaux à destination du Brésil. Ces immigrants furent donc bien accueillis et rendirent de très réels services ; en ce qui concerne spécialement l'État de Saô Paulo, ce sont eux qui l'ont transformé économiquement ; après l'abolition de l'esclavage, en 1889, ils l'ont sauvé d'une ruine imminente et d'une crise terrible provenant de la pénurie de la main-d'œuvre au lendemain de l'émancipation. Cependant, le développement de l'immigration italienne au Brésil semble enrayé.

Un contrat passé en 1896 avec la Compagnie Fiorita avait pour but l'introduction d'immigrants ; mais originaires d'autres contrées que l'Italie. Un « relatorio » du ministre de l'Agriculture, Commerce, Travaux publics et Colonisation, de cette même année 1896, indique pour quels motifs les Italiens ont été écartés. Il y était dit :

« J'appelle l'attention des pouvoirs publics sur l'énorme  
« proportion que la statistique de l'immigration accuse en  
« faveur de la nationalité italienne. C'est un devoir, une  
« nécessité de l'État d'assurer le transport gratuit des émi-  
« grants, mais il ne doit pas envisager seulement le côté  
« économique de la question ; le point de vue social n'est pas  
« moins important, il s'impose à sa sollicitude ; sous peine  
« de paraître sacrifier à l'intérêt immédiat et à la richesse du  
« moment les garanties qui doivent défendre l'intégrité  
« nationale... l'introduction de plusieurs milliers d'immi-  
« grants d'une seule nationalité est une faute qui doit cesser...

« Au point de vue économique, la diversité d'origine sera  
« avantageuse, car, aussi divers sont les peuples, aussi  
« variés sont leurs cultures et leurs procédés agricoles; de là,  
« par une conséquence naturelle, nous obtiendrons un effort  
« moindre pour l'exploitation de toutes les richesses les plus  
« diverses de notre sol et avec une abondance plus complète  
« de productions. »

C'est donc nettement condamner à deux points de vue différents l'énorme immigration italienne.

On sait enfin que, dans les États européens, les ouvriers indigènes ne cessent de faire entendre leurs revendications contre la concurrence des ouvriers italiens.

Quoi qu'il en soit, l'émigration italienne a eu pour cette nation un avantage très appréciable : celui de contribuer à un large développement de son commerce extérieur. Le débouché que les vins italiens, par exemple, ont trouvé dans la République Argentine a compensé, dans une certaine mesure, la perte du marché français sur lequel, avant la rupture des relations commerciales de 1888, était dirigée l'importation vinicole italienne.

---

## AUTRICHE-HONGRIE

---

L'Autriche-Hongrie fut pendant longtemps un pays d'immigration dans lequel on faisait aux immigrants des avantages considérables pour en augmenter le nombre.

Ce système ne prit fin que vers le début du siècle. Il explique la sévérité avec laquelle le gouvernement autrichien a longtemps prohibé l'émigration de ses nationaux. Ceux qui partaient, même après avoir obtenu une autorisation, étaient par le fait même déchus de la qualité de citoyen et ne jouissaient pas à l'étranger de la protection consulaire, et s'ils revenaient, ils ne pouvaient recouvrer la nationalité. Ce système était encore en vigueur en 1832, époque à laquelle un règlement vint renouveler la défense d'émigrer sans l'autorisation des autorités.

En Autriche, la loi Constitutionnelle du 21 décembre 1867 est la première qui reconnaisse la faculté d'émigrer aux sujets autrichiens. L'article 4 déclarait que cette liberté n'était limitée qu'à raison des obligations du service militaire. Néanmoins l'obligation du passeport était maintenue et permettait au gouvernement autrichien de modérer l'essor de l'émigration.

Un projet de loi a été déposé devant les Chambres autrichiennes au mois de juin 1896. Il avait pour but d'édicter



des mesures pénales pour réglementer l'exploitation des entreprises d'émigration ; il prévoyait également la conclusion de traités spéciaux en vue de l'émigration entre l'Autriche et les principaux pays fréquentés par ses nationaux. Ce projet avait encore un caractère de méfiance très prononcé contre l'émigration. Une loi du 2 janvier 1897 édicte des peines contre les individus qui, sans y être autorisés, s'occupent des affaires d'émigration.

En Hongrie les lois particulières des différents « comitats » entravaient l'émigration des paysans.

Lorsque ces règlements furent tombés en désuétude, cette émigration commença, accrue par ce fait qu'en lutte avec les seigneurs, propriétaires des terres, les paysans en arrivèrent à refuser le travail qui leur était imposé. Les propriétaires reprirent leurs terres et leurs fermiers devinrent de simples journaliers. Le mouvement d'émigration s'accrut à la suite de mauvaises récoltes, de la stagnation des travaux dans les mines, sous l'influence des suggestions des agents d'émigration plus facilement écoutés en raison de la misère régnante et enfin sur l'appel des individus déjà émigrés, appel d'autant plus entendu que ces individus témoignaient du bien-être qu'ils avaient trouvé à l'étranger en multipliant leurs envois d'argent.

Pour toutes ces causes, l'émigration hongroise devint assez considérable de 1875 à 1880. Les autorités hongroises cherchèrent alors à l'atténuer en faisant des démarches à Brême et à Hambourg, principaux ports d'embarquement de ces émigrants, pour obtenir des magistrats de ces villes qu'ils empêchassent de partir les paysans hongrois qui ne seraient pas *congediés* (émigrants avec autorisation).

La Hongrie promulgua en outre, au mois de mai 1881, une loi réglementant la profession d'agent d'émigration.

Il est très difficile de se rendre un compte exact de l'émigration austro-hongroise à cause du grand nombre de ports

par lesquels elle s'écoule. Nous nous en tiendrons aux chiffres fournis par la statistique anglaise.

| ANNÉES    |        | ANNÉES    |        | ANNÉES    |        |
|-----------|--------|-----------|--------|-----------|--------|
| 1884..... | 34.793 | 1888..... | 48.567 | 1892..... | 74.947 |
| 1885..... | 34.511 | 1889..... | 53.794 | 1893..... | 63.544 |
| 1886..... | 45.808 | 1890..... | 74.002 | 1894..... | 23.536 |
| 1887..... | 44.394 | 1891..... | 81.407 | 1895..... | 60.508 |





## CHAPITRE II

### TOLÉRANCE ET PROTECTION DE L'IMMIGRATION

---

La majeure partie des gouvernements européens laisse à leurs nationaux liberté entière d'émigrer. En agissant ainsi, ils restent simplement fidèles aux principes de droit public qu'ils ont adoptés et qui reconnaissent au citoyen la liberté individuelle.

L'exemple de ces nations suffit à condamner le système que mettent en pratique les pouvoirs publics des pays que nous étudions au chapitre précédent. Autant que ces derniers, ils ont à veiller à la sécurité du territoire et ont intérêt, dans ce but, à assurer la présence des individus soumis aux obligations militaires au jour de la convocation. Or, il est à remarquer que l'insoumission ou la désertion ne sont pas plus fréquentes dans ces pays, qui ne disposent d'aucun moyen législatif pour s'opposer au départ des assujettis avant le jour de l'incorporation, que dans ceux qui, longtemps avant l'âge de la conscription, exigent de leurs nationaux, pour qu'ils puissent émigrer, soit une autorisation, soit le dépôt d'un cautionnement.

La protection des émigrants s'exerce généralement sur les trois phases du phénomène de l'émigration : le recrutement ou les préparatifs du voyage, le transport par mer et le séjour au pays de destination.



Il n'y a pas lieu d'indiquer ici une législation qui puisse en quelque sorte servir de type au groupe que nous étudions. Toutes, en effet, ont résolu d'une façon heureuse le problème qui se présentait à elles; d'une façon générale on donne à des individus munis d'une autorisation spéciale et dont tous les actes, relatifs à l'émigration, sont contrôlés ou surveillés par la police, le droit de passer des contrats avec les émigrants et de leur servir d'intermédiaire auprès des Compagnies de transport pour fixer les conditions du voyage. Il y aurait beaucoup à dire sur la façon dont s'exerce une semblable profession qui parfois transforme les agents d'émigration en véritables marchands d'hommes. Nous aurons à examiner dans nos conclusions s'il y a lieu, conformément à une opinion émise par M. Macola, de les supprimer.

Les justifications que doivent fournir ces agents avant d'obtenir leur licence et les obligations auxquelles ils sont soumis dans l'exercice de leur profession sont, à quelques détails près, partout identiques. Nous préférons, toutefois, le système établi par la France, qui, en donnant à l'Administration le droit de réprimer directement leurs abus, assure une répression énergique, nécessitée par cette profession d'un caractère tout spécial.

Les conditions de navigabilité et l'aménagement des navires affectés au transport des émigrants, ont fait dans tout l'Europe l'objet de règlements, qui entrent parfois dans les détails les plus minutieux. Sous ce rapport, toutes les puissances maritimes ont également pris les mesures que leur commandait l'humanité.

La protection des émigrants dans les pays de destination est le point faible de la législation; on s'explique cette infériorité par la difficulté qu'éprouvent les gouvernements à faire exécuter les prescriptions qu'ils auraient édictées et le souci qu'ils ont d'éviter toutes les difficultés diplomatiques auxquelles pourrait donner lieu une trop grande ingérence de leur part dans le pays d'adoption de leurs émigrants.

Nous allons étudier dans ce chapitre la législation de la

Suède et de la Norvège, du Danemark, de la Hollande, de la Belgique et de la Suisse.

A ne considérer que la tolérance et la protection de l'émigration on eût dû également faire figurer ici l'Angleterre, la France et l'Allemagne, mais comme ces pays ne se bornent pas à protéger l'émigrant, mais qu'ils cherchent en outre à diriger l'émigration sur leurs colonies, nous examinerons leur intervention dans le chapitre suivant.

---

## SUÈDE & NORVÈGE

---

L'émigration ne date, en Suède et Norvège, que de 1850. Le mouvement fut d'abord très lent, puis, à partir de 1870, a pris une extension considérable, qui semble cependant devoir s'apaiser de nos jours. Les causes de l'émigration sont principalement la rudesse du climat et le peu de fertilité des terres. M. J. Duval signale en outre la rigueur des lois contre les Suédois qui abandonnaient le luthérianisme.

Le système suivi dans ces deux pays est celui de l'abs-tention, ne faisant qu'une exception relative aux jeunes gens qui ne justifient pas d'avoir accompli leurs obligations mili-taires ou fourni un remplaçant.

La législation, actuellement en vigueur en Suède, a pour but de protéger les émigrants contre les exploitations des recruteurs. L'ordonnance du 4 juin 1884, sur le transport des émigrants, a réuni, en les complétant, les règles conte-nues dans les ordonnances précédentes des 5 février 1869, 16 mars 1877 et 2 mars 1883. Elle soumet les agents d'émigration à l'obtention d'une autorisation délivrée par le gou-verneur. Le requérant doit justifier de la nationalité et du domicile suédois, il doit en outre déposer un cautionnement variant de 10,000 à 60,000 couronnes (1) (art. 1 à 15). Le second chapitre énumère les conditions requises pour le transport, installation des navires, hygiène, nourriture,

---

(1) La couronne fr 25 environ.

bonnes mœurs (art. 16 à 55); le chapitre troisième, enfin, punit les infractions d'amendes de 20 à 1,000 couronnes (art. 56 à 59) (1).

Cette ordonnance, complétée par un règlement du 28 novembre 1884, fut remplacée par la loi du 28 septembre 1893 qui précisait les règlements antérieurs.

En résumé, comme l'étendue du mouvement d'émigration n'a rien d'inquiétant et qu'il tend plutôt à diminuer à mesure que le développement des voies de communication rend plus faciles et plus fructueuses les exploitations agricoles, le gouvernement suédois observe la neutralité. Il se borne à surveiller attentivement la moralité des personnes qui sollicitent l'autorisation d'exercer les fonctions d'agent d'émigration et à s'opposer au recrutement clandestin d'émigrants pour les régions occupées par la secte des Mormons.

En Norvège, l'émigration n'est l'objet ni d'aucune opposition ni d'aucun encouragement de la part du gouvernement, ce dernier ayant pour principe de n'apporter que le minimum d'entraves à la liberté d'action de ses nationaux. Seuls, les individus appartenant, à un titre quelconque, au cadre de l'armée ont à demander une autorisation. L'intervention du gouvernement norvégien se borne donc à régler et à contrôler les conditions dans lesquelles s'effectuent les contrats d'émigration et le transport des émigrants.

L'exercice de la profession d'agent d'émigration est subordonné à l'obtention d'une licence spéciale délivrée par la police, après versement d'un cautionnement variant de 8 à 28,000 couronnes et qui est destiné à garantir l'accomplissement des engagements pris par l'agent à l'égard des émigrants.

Les navires embarquant des émigrants doivent présenter

---

(1) Le texte de ces lois et des documents très complets sur l'émigration suédoise se trouvent dans :

SANDBÆRG, *Documents sur l'émigration au point de vue de la statistique et de la population*, 1885-1886, Upsal.

SANDBÆRG, *Documents sur l'émigration*, 1885, Upsal.



certaines conditions déterminées de navigabilité, de sécurité et de salubrité.

Le chargement du navire ne doit pas comprendre de marchandises nuisibles ou dangereuses.

Les conditions d'aménagement des locaux destinés aux émigrants et de l'approvisionnement en vivres et médicaments sont réglées par la loi. Avant le départ, le navire est visité par une commission spéciale assistée d'un médecin, qui s'assure que toutes les conditions réglementaires sont remplies.

Pour rembourser ces frais de contrôle, un droit d'une demi-couronne (0 fr. 70) est payé par l'émigrant.

La presque totalité de l'émigration suédoise ou norvégienne se dirige aux États-Unis. La statistique du nombre des émigrants suédois donne les chiffres suivants :

| ANNÉES        | SUÈDE (1) | NORVÈGE (2) | ANNÉES    | SUÈDE  | NORVÈGE |
|---------------|-----------|-------------|-----------|--------|---------|
| 1856-1865.... | 23,962    | 39,430      | 1881..... | 45,992 | 26,980  |
| 1866.....     | 7,206     | 15,955      | 1882..... | 50,176 | 29,914  |
| 1867.....     | 9,334     | 13,256      | 1883..... | 31,605 | 23,357  |
| 1868.....     | 27,024    | 13,701      | 1884..... | 23,560 | 15,607  |
| 1869.....     | 39,064    | 18,577      | 1885..... | 23,493 | 14,884  |
| 1870.....     | 20,003    | 15,552      | 1886..... | 32,589 | 15,803  |
| 1871.....     | 17,430    | 13,093      | 1887..... | 50,786 | 21,603  |
| 1872.....     | 15,915    | 14,749      | 1888..... | 50,323 | 22,249  |
| 1873.....     | 13,580    | 11,205      | 1889..... | 23,913 | 13,551  |
| 1874.....     | 7,791     | 5,437       | 1890..... | 31,212 | 11,693  |
| 1875.....     | 9,727     | 4,845       | 1891..... | 32,454 | 14,140  |
| 1876.....     | 9,418     | 5,184       | 1892..... | 41,275 | 17,902  |
| 1877.....     | 7,610     | 3,917       | 1893..... | 40,869 | 19,445  |
| 1878.....     | 9,032     | 5,629       | 1894..... | 13,358 | 6,112   |
| 1879.....     | 17,637    | 8,363       | 1895..... | »      | 6,207   |
| 1880.....     | 42,109    | 21,189      |           |        |         |

(1) *Appunti di statistica comparata dall' emigrazione dell' Europa e dell' emigrazione in America et in Australia.* — Ministero di agricoltura, industria et Commercio Roma, 1892.  
(2) *Tabeller Vedkommende Folkemaengdens Betaegelse.*

## D A N E M A R K

---

Le Danemark s'abstient de toute intervention dans l'émigration, il s'est borné à prendre quelques mesures de police, pour essayer de faire profiter ses ports des profits causés par le transport des émigrants.

Les pouvoirs publics se montrent beaucoup plus sévères en ce qui concerne l'immigration au Danemark de travailleurs étrangers. En vertu d'une loi du 15 mai 1875, tout étranger qui veut exercer un métier quelconque, doit être muni de papiers d'origine qui établissent son identité. Le chef de la police, après s'être assuré de l'authenticité de ces papiers, délivre un livret qui tient lieu de permis de séjour ; il faut, pour exercer une industrie, obtenir une patente spéciale, dite « lettre de bourgeoisie », et parmi les conditions dont il faut justifier se trouve celle de cinq ans de résidence. Le droit de commercer ne s'acquiert également qu'après la naturalisation, à moins qu'il n'existe un traité entre la nation d'origine de l'étranger et le Danemark.

La naturalisation danoise s'acquiert en vertu d'une loi de 1876, sauf pour les femmes qui l'obtiennent par mariage.

Voici la statistique du nombre des émigrants Danois.

| ANNÉES    |       | ANNÉES    |        | ANNÉES    |        |
|-----------|-------|-----------|--------|-----------|--------|
| 1869..... | 4.359 | 1878..... | 2.972  | 1887..... | 8.801  |
| 1870..... | 3.525 | 1879..... | 3.068  | 1888..... | 8.659  |
| 1871..... | 3.906 | 1880..... | 5.658  | 1889..... | 8.967  |
| 1872..... | 6.893 | 1881..... | 7.985  | 1890..... | 10.298 |
| 1873..... | 7.200 | 1882..... | 11.614 | 1891..... | 10.382 |
| 1874..... | 3.322 | 1883..... | 8.375  | 1892..... | 10.442 |
| 1875..... | 2.088 | 1884..... | 6.307  | 1893..... | 9.150  |
| 1876..... | 1.581 | 1885..... | 4.346  | 1894..... | 4.105  |
| 1877..... | 1.877 | 1886..... | 6.263  | 1895..... | 3.607  |

## HOLLANDE

---

Le principe, depuis longtemps admis par les pouvoirs publics hollandais, est de ne pas intervenir en matière d'émigration; ils ont conservé cette attitude, même lors du recrutement fait dans les Pays-Bas, par les agents des Mormons.

L'émigration hollandaise, d'ailleurs, est presque nulle et l'émigration transitaire tend, de plus en plus, à désertir les ports de ce pays.

Les lois hollandaises n'ont pour but que d'assurer aux émigrants une protection aussi efficace que possible, pendant le voyage de mer.

Une première loi dans ce sens fut votée le 26 décembre 1837; le séjour et l'embarquement par le port d'Amsterdam firent l'objet d'une nouvelle ordonnance en 1852.

La concurrence très vive, que firent à cette époque les villes hanséatiques Brême et Hambourg; engagea le gouvernement à modifier la législation. Des projets de loi furent successivement présentés en 1850, 1855 et 1856; ils n'eurent une solution que dans la loi du 1<sup>er</sup> juin 1861, modifiée le 15 juin 1869. La première était complétée par une ordonnance de 1865, qui fut elle-même révisée en 1869 et 1875. L'ensemble de ces dispositions forme encore la législation en vigueur (1).

---

(1) KARRER, *L'émigration suisse et la loi fédérale*, p. 245.

La loi astreint les expéditeurs d'émigrants à une autorisation préalable. Ils sont classés en deux catégories, suivant qu'ils traitent avec des émigrants pour des voyages hors d'Europe ou qu'ils ne font d'opérations de transport que dans cette limite.

Dans l'un et l'autre cas, ils sont soumis au dépôt d'un cautionnement de 10,000 et 5,000 florins (1).

Les expéditeurs de l'une ou de l'autre catégorie doivent, remettre à l'émigrant un contrat écrit qui mentionne le prix du voyage, la destination, le nom du navire et du port d'embarquement, etc.

Lorsqu'il s'agit de transport aux pays d'outre-mer, le coucher et la nourriture des émigrants sont à la charge de l'entrepreneur. Pour les voyages à destination d'un port européen, il faut une mention spéciale sur le contrat, pour faire supporter ces frais à l'expéditeur.

Toutes les dépenses causées par le retard dans le départ ou pendant le voyage, sont à la charge de l'expéditeur; qui doit d'ailleurs faire une assurance pour une somme d'au moins une fois et demie le total des prix de passage.

Le service de l'émigration est sous la direction d'une commission d'inspection locale établie dans les ports. Cette commission est formée de personnes au « courant de la navigation au long cours » et de membres du Conseil communal. Son autorité est très grande; c'est elle qui est chargée, dès qu'elle est avisée par les capitaines, qu'ils sont prêts à partir, de faire visiter le navire, pour constater l'exacte application de la loi; elle doit protéger et renseigner les émigrants et proposer une solution amiable, dans les différends entre expéditeurs et émigrants; elle délivre des licences aux hôteliers ou aux personnes qui veulent offrir aux émigrants des services quelconques. Cette commission a également la disposition des cautionnements; elle doit intervenir aux lieu et place de l'expéditeur; lorsque celui-ci

---

(1) Le florin : 2 fr. 40 environ.

néglige ses devoirs elle a alors un recours contre lui pour les frais engagés en son nom; et si, l'ayant actionné en justice, elle perd son procès, l'État en supporte les frais. C'est encore à la commission qu'il incombe de délivrer au capitaine du navire un certificat constatant que rien ne s'oppose à son départ.

Cette loi ne s'applique qu'aux bâtiments de mer qui transportent au moins 10 passagers vers un autre port d'Europe; ou 20, s'il s'agit d'un voyage transatlantique.

Les dispositions contenues dans les ordonnances réglementaires, sont relatives aux locaux affectés aux émigrants, à l'infirmerie, aux vivres, etc. Elles présentent une grande analogie avec les règlements belges sur la matière.

Les données fournies par la statistique indiquent d'ailleurs la faiblesse de l'émigration hollandaise.

| ANNÉES (1) | TOTAL<br>hollandais et étrangers | ANNÉES    | TOTAL<br>hollandais et étrangers |
|------------|----------------------------------|-----------|----------------------------------|
| 1869.....  | 619                              | 1879..... | 10.421                           |
| 1870.....  | 8.528                            | 1880..... | 12.658                           |
| 1871.....  | 11.747                           | 1881..... | 18.791                           |
| 1872.....  | 12.748                           | 1882..... | 19.827                           |
| 1873.....  | 14.659                           | 1883..... | 16.793                           |
| 1874.....  | 9.790                            | 1884..... | 16.200                           |
| 1875.....  | 9.035                            | 1885..... | 15.008                           |
| 1876.....  | 8.565                            | 1886..... | 15.475                           |
| 1877.....  | 7.566                            | 1887..... | 17.544                           |
| 1878.....  | 8.060                            | 1888..... | 19.014                           |

(1) *Statistiek van den Loop der Bevolking van Nederland, over 1892.*

| ANNÉES (2) | HOLLANDAIS | ÉTRANGERS | TOTAL  |
|------------|------------|-----------|--------|
| 1889.....  | 9.111      | 13.223    | 22.334 |
| 1890.....  | 3.526      | 13.610    | 17.136 |
| 1891.....  | 3.075      | 28.034    | 32.109 |
| 1892.....  | 6.290      | 32.037    | 28.327 |
| 1893.....  | 4.820      | 34.440    | 39.260 |
| 1894.....  | 1.146      | 13.942    | 15.138 |

(2) *Statistical tables relating to Emigration and Immigration, London, 1895, p. 58.*



## BELGIQUE

---

La question de l'intervention des pouvoirs publics en Belgique, s'est pour ainsi dire créée presque subitement. A partir de 1875, l'émigration des nationaux a pris une extension considérable, que rien ne faisait prévoir. Les seules dispositions, jusqu'alors en vigueur, avaient surtout pour but de protéger et d'attirer l'émigration de transit par Anvers. La Belgique ne trouvait donc qu'un intérêt tout matériel dans l'émigration, au même degré que les villes hanséatiques Brème et Hambourg. Cette exode des nationaux créa au gouvernement belge de nouveaux devoirs ; les règlements anciens étant insuffisants, il lui fallut opter pour un système d'intervention. On ne pouvait songer à diriger le mouvement d'émigration ; la Belgique ne possédant pas encore de colonies dont le climat permît l'habitat des travailleurs européens. Ce mode d'intervention rencontra, en outre, un second obstacle, dans la neutralité du sol belge ; le choix des contrées où l'on aurait dirigé l'émigration, pouvant créer de grosses difficultés internationales (1).

Le gouvernement adopta donc une solution, consistant,

---

Sources : *Compte rendu des travaux du Congrès de 1889*. Communications de MM. Biebuyck et John Ruys ;

*Histoire de l'Emigration*, J. DUVAL ;

*Annuaire de législation étrangère*, année 1876.

(1) *Communication de M. Ruys*, op. cit.

d'un côté, à renseigner l'émigrant sur le pays où il a l'intention de se rendre et sur le sort qui l'y attend et à lui assurer, d'autre part, le mode le plus confortable de transport vers le lieu qu'il a librement choisi. Quant à la protection au pays de destination, il était de l'intention de la Belgique d'y pourvoir; mais les tentatives faites jusqu'à nos jours dans ce sens, n'ont eu que peu de résultats.

En résumé, le gouvernement belge n'intervient, ni pour favoriser, ni pour entraver l'émigration; il se contente de lui donner toute la protection qu'il juge nécessaire.

Cette réserve n'a d'ailleurs pas toujours été sa règle; vers le milieu du siècle, on fit un essai d'émigration officielle.

Le 23 février 1848, le gouvernement, dans le but de se débarrasser des indigents qui peuplaient les Flandres, demanda un crédit de 500,000 francs. Dans sa communication aux Conseils provinciaux des deux Flandres, le Ministre de l'Intérieur disait vouloir procéder à un essai limité à cinq cents familles. Le gouvernement se chargerait du transport jusqu'au lieu de destination et ferait l'avance de terres et d'argent, avances que l'on recouvrerait peu à peu.

Cette proposition fut adoptée et un double essai eut lieu; l'un en 1849, en Pensylvanie, l'autre en 1850, dans l'État de Missouri, mais ce fut un double échec.

Peu de temps après, en 1856, le septième congrès de bienfaisance, adoptant un vœu de notre compatriote J. Duval, émit l'avis de laisser toute liberté à l'émigration, le gouvernement se rallia à cette opinion et, depuis, n'intervint plus directement dans l'émigration.

Il n'y avait, d'ailleurs, pas un grand intérêt; la moyenne des émigrans, tant belges qu'étrangers, étant :

|                                        |            |
|----------------------------------------|------------|
| Pour la période de 1841-1850 . . . . . | 4.500      |
| — 1851-1860 . . . . .                  | 3.500 (1). |

---

(1) En 1851, 6.680; 1852, 7.781; 1853, 9.530<sup>1</sup>; 1854, 7.995<sup>2</sup>; 1855, 9.546; 1856, 13.261; 1857, 8.580; 1858, 8.081; 1859, 8.252; 1860, 9.339.

La plupart, en outre, se rendaient dans les pays voisins, spécialement dans les départements du Nord de la France.

Cependant, dans le but d'attirer l'émigration de transit des Allemands, Anglais, Russes et Hollandais, le gouvernement avait promulgué plusieurs arrêtés; dont les principaux sont ceux des 14 mars 1843, 10 mai et 28 décembre 1850, 20 août 1851 et 21 juillet 1852 (1).

Leurs dispositions visaient l'aptitude des navires au transport des émigrants; l'institution d'une commission, destinée à régler à l'amiable les contestations, auxquelles les transports et les formalités pourraient donner lieu; la qualité et la quantité des vivres et fournitures dus aux émigrants et les mesures d'ordre à prendre pendant la traversée et pendant le séjour dans les ports de Belgique. Dans ce dernier but, et pour éviter les désordres qui auraient pu résulter du trop grand nombre de gens sans ressources, un arrêté ministériel du 4 juin 1849, interdisait l'entrée du territoire à tout individu non porteur d'une somme de 250 francs ou d'un engagement, pris par un habitant du royaume, de subvenir à ses besoins.

Afin de coordonner ces dispositions et de les mettre plus en rapport avec les progrès de la navigation, le gouvernement fit, en 1875, préparer un projet de loi par une commission spéciale. « Mais il parut, que la plupart des dispositions arrêtées par cette commission sortaient des attributions royales et ministérielles (2) »; aussi soumit-on aux Chambres un projet de loi destiné à poser les principes essentiels de la matière; ce projet, très légèrement modifié, est devenu la loi du 14 décembre 1876 complétée par un règlement du 15 décembre.

En ce qui concerne notamment l'aménagement du navire et la détermination des objets à fournir aux émigrants, cette

---

(1) Les textes de ces arrêtés se trouvent dans le rapport de M. Heurtier. (*Voir notice bibliographique*).

(2) Louis RENAULT, *Annuaire de législation étrangère*, année 1876.

législation, dans laquelle on sent l'inspiration de la loi française, entrait dans une multitude de détails qui en ont fait, pendant longtemps, la réglementation la plus complète des mesures propres à assurer le bien-être des émigrants pendant le transport par mer. Mais cette loi, nous le répétons, avait surtout pour but l'émigration de transit. A cet égard, elle avait pleinement réussi, la statistique des départs par Anvers en fournit la preuve.

|                      |                               |
|----------------------|-------------------------------|
| 1860-1869 moyenne de | 4,528                         |
| 1870 . . . . .       | 126, guerre franco-allemande. |
| 1871 . . . . .       | néant. —                      |
| 1874 . . . . .       | 5,316.                        |
| 1880 . . . . .       | 19,900.                       |
| 1881 . . . . .       | 47,523.                       |

Cette loi était donc parfaitement suffisante pour le but qu'elle était appelée à remplir; mais le moment n'était pas loin où il faudrait s'occuper de l'émigration des nationaux.

« Le pays avait traversé après la guerre franco-allemande « une période de prospérité inouïe; les salaires avaient « atteint des taux très élevés; le bien-être était général (1). »

Mais cette prospérité fut anéantie tout d'un coup par une crise industrielle et agricole. C'est alors que, cédant aux promesses trompeuses des agents à la solde des républiques sud-américaines, les victimes de cette crise consentirent à s'expatrier et la proportion des nationaux, dans le nombre total des départs, augmenta considérablement. Mais, cette fois, le courant, à l'opposé de ce qui avait eu lieu jusqu'alors, se dirigeait en grande partie vers les pays d'outre-mer.

La législation devenait insuffisante; cependant il faut rendre justice au gouvernement belge, que, dès le début du mouvement, avant même d'avoir adopté une ligne de conduite, il s'était préoccupé de renseigner d'une façon officielle

---

(1) Communication au congrès de 1889 par M. BIÉBUYCK, op. cit.

ceux qui voulaient partir. Les renseignements fournis par une vaste enquête menée par les consuls, en 1885, sur l'ordre du gouvernement, furent centralisés au ministère des Affaires étrangères; ils formèrent une section du Musée commercial de l'État, qui contenait en outre des types d'effets, vêtements, outils, en usage dans les pays fréquentés par les émigrants.

La consultation de ces documents fut, par la suite, facilitée au public par la création de bureaux de renseignements dans les chefs-lieux de province et l'apposition d'affiches, pour prévenir le public de l'organisation de ce service.

C'était une première satisfaction donnée à l'opinion; cependant devant l'augmentation toujours croissante du nombre des départs, le gouvernement dut prendre un parti; nous avons dit que ce fut celui de renseigner aussi complètement que possible ceux qui veulent partir et de protéger ceux qui partent.

Les bureaux de renseignements ci-dessus mentionnés remplissaient en partie la première moitié de ce programme; on augmenta seulement leur nombre, on compléta et on tint au courant, avec un soin extrême, les renseignements qu'ils fournissaient.

Il fallait en outre achever la réglementation des agences et des contrats, dont la loi de 1876 avait posé les fondements.

Un travail de revision de cette loi fut décidé; mais pour aller au plus pressé, on investit de la qualité d'agents de police judiciaire, les agents du Commissariat de l'émigration. En leur donnant ainsi le droit de verbaliser sur-le-champ, on réussit à diminuer les infractions aux lois dont se rendaient coupables les agents d'émigration.

La législation actuelle est contenue dans l'arrêté royal du 29 avril 1890 (1).

---

(1) *Recueil des lois et arrêtés préfectoraux*, année 1890, fascicule VIII, n° 56, Bruxelles, imprimerie du *Moniteur*.



Cet arrêté subordonne la profession d'expéditeur d'émigrants à une autorisation toujours révocable (art. 13) et à la constitution d'un cautionnement de 20,000 francs (1) (art. 14).

Ils doivent munir leurs intermédiaires de pouvoirs réguliers, visés par le commissaire de l'émigration ; ils restent cependant toujours responsables de leurs actes (art. 15).

Ces expéditeurs peuvent passer des contrats pour le transport direct ou le transport indirect ; dans l'un et l'autre cas, ils sont tenus de délivrer à l'émigrant un contrat-coupon dûment signé (art. 23). Ce contrat doit être établi suivant le modèle officiel annexé à la loi.

Il contient, outre l'indication du prix du passage et des prestations dues à l'émigrant, le nom du navire et du capitaine, et en cas de transport indirect, les détails relatifs au transbordement et au réembarquement.

Les dispositions concernant l'aménagement du navire et la désignation des autorités, chargées de surveiller les opérations de l'émigration, ont également été reprises et complétées.

Les autorités aujourd'hui chargées de ce service sont : la Commission d'inspection des émigrants, qui a pour mission de contrôler les opérations de la commission d'expertise et du commissaire de l'émigration et d'aplanir toutes les contestations auxquelles le transport des émigrants peut donner lieu. La commission d'expertise doit vérifier la quantité des vivres embarqués, l'installation des locaux réservés aux émigrants ; sa mission ne cesse qu'au moment où le navire quitte le bassin. Le commissaire maritime, qui en fait partie, s'occupe spécialement de tout ce qui concerne la mise en charge des navires d'émigrants, la réception des déclarations, du capitaine ou des expéditeurs, exigées par la loi et la délivrance du permis de départ.

Le rôle du commissaire de l'émigration consiste à rechercher toutes les améliorations ; qu'il serait possible d'apporter

---

(1) Le règlement du 15 décembre 1876 exigeait un cautionnement de 20,000 à 40,000 fr. (art. 13).

au sort des émigrants, à recevoir ces derniers, à les conseiller et à les éclairer sur tous les droits, qu'ils tiennent de la loi belge ou que leur contrat leur assure.

Enfin le service médical est chargé de tout ce qui concerne l'hygiène et la santé des émigrants.

Le gouvernement belge voulant également continuer sa protection aux émigrants au lieu de destination et n'a pas cru devoir s'en tenir uniquement à l'intervention des consuls. Il a donc institué, à Buenos-Ayres et à Montevideo, un bureau de renseignements à l'usage de ses nationaux. Cette mesure devait être étendue, par la suite, là où le besoin s'en ferait sentir.

L'agent chargé du service dans un bureau étranger doit, avant tout, recueillir les plaintes formulées au sujet de faits passés pendant la traversée, il doit ensuite fournir aux sujets belges tous les renseignements leur permettant de s'établir et, faisant de son bureau une sorte de bourse du Travail, servir d'intermédiaire pour leur placement.

Le mouvement d'émigration des Belges tend d'ailleurs à décroître; il en restera seulement ce fait: c'est que ces émigrants, qui autrefois ne se rendaient que dans les pays voisins, ont appris le chemin des contrées transatlantiques (1).

*Émigrants de nationalité belge.*

| ANNÉES         | TOTAL  | ANNÉES    | TOTAL  | ANNÉES    | TOTAL  |
|----------------|--------|-----------|--------|-----------|--------|
| 1841-1850..... | 43.470 | 1874..... | 8.217  | 1885..... | 13.236 |
| 1851-1860..... | 88.607 | 1875..... | 10.137 | 1886..... | 17.029 |
| 1861.....      | 12.015 | 1876..... | 13.124 | 1887..... | 17.528 |
| 1866.....      | 14.349 | 1877..... | 11.847 | 1888..... | 23.041 |
| 1867.....      | 9.729  | 1878..... | 11.664 | 1889..... | 23.190 |
| 1868.....      | 9.867  | 1879..... | 12.474 | 1890..... | 21.675 |
| 1869.....      | 10.744 | 1880..... | 15.064 | 1891..... | 18.994 |
| 1870.....      | 7.326  | 1881..... | 15.822 | 1892..... | 22.532 |
| 1871.....      | 13.474 | 1882..... | 16.237 | 1893..... | 22.147 |
| 1872.....      | 11.040 | 1883..... | 15.208 | 1894..... | 18.302 |
| 1873.....      | 7.981  | 1884..... | 13.993 |           |        |

(1) V. M. John Ruys, op. cit.

## SUISSE

---

De temps immémorial, la Suisse a eu une émigration très forte relativement à sa population. Une tendance atavique, la concurrence de la main-d'œuvre étrangère jointe à des crises agricoles assez fréquentes sur un territoire où les trois dixièmes du sol sont déjà improductifs en sont les principales causes. Elle se distingue, d'après le Conseiller Gobat, par l'idée toujours bien arrêtée de l'émigrant suisse de rentrer un jour au pays natal (1). Au point de vue de sa durée, elle se divise en trois catégories : l'émigration temporaire, l'émigration plus ou moins prolongée en Europe, et l'émigration transatlantique.

La première est souvent très considérable. C'est au point que l'on a dû, dans le canton de Tessin modifier les articles de la constitution relatifs au droit de vote et accorder celui-ci non pas seulement à ceux qui pouvaient prouver un domicile légal, mais encore à ceux qui étaient simplement inscrits

---

Sources : *L'émigration suisse et la loi fédérale sur les opérations des agences d'émigration*, KARRER. Berne, Stœmpfli, 1887.

*Rapports présentés à l'assemblée fédérale par le Conseil fédéral suisse sur sa gestion pendant les années 1870-1896.* (Annuel.)

*Bollettino del ministero degli affari Esteri*, 1896, n° 84, rapport MAYOR DES PLANCHES.

*Volkswirtschafts — Lexikon der Schweiz*, Article *Auswanderung*.  
*Della protezione degli emigranti italiani in America*, Bodio LUIGI.

(1) Séance du Conseil national du 25 mars 1896.

comme faisant partie d'un foyer porté au registre des foyers du canton.

L'histoire de l'intervention des pouvoirs publics, comprend deux périodes.

Dans la première, seule l'action des autorités cantonales est en œuvre; dans la seconde, le gouvernement fédéral, investi de ce droit par la Constitution réglemente cette matière.

On rencontre dans la première période, presque autant de systèmes différents qu'il y a de cantons.

Les uns interdisent l'émigration sous les peines les plus sévères. Cesont principalement Berne, Bâle (1767, 1802, 1808, 1816, 1817; Zurich, 1770, Schaffouse, 1817). D'autres, au contraire, essayent de remédier au paupérisme par le transport des indigents. Le Tessin avait établi dans ce but une taxe analogue à la taxe des pauvres anglaise. La plupart des cantons enfin *laissaient faire*, n'intervenant que lorsque l'émigration prenait des proportions trop considérables.

Tous avaient d'ailleurs une sorte de garantie contre l'excès de population. C'était le régime des capitulations militaires en vigueur jusqu'en 1849 et par lequel un grand nombre de jeunes Suisses allaient servir en qualité de mercenaires dans les armées étrangères. Ce système avait, en outre, l'avantage sur l'émigration actuelle d'être pour le pays une source immédiate de revenus considérables.

Nous ne faisons que signaler la contradiction qui existait de ce chef entre l'autorisation donnée à l'émigration quand elle était militaire et l'interdiction qu'on lui opposait quand il s'agissait d'éléments civils.

Dès le début du siècle, on trouve la trace d'exodes importants. En 1803, c'est le major Escher qui emmène en Crimée un grand nombre d'agriculteurs du canton de Zurich; en 1819, deux mille trois Suisses de différents cantons vont au Brésil à l'instigation de l'empereur Jean VI. Mais, les pays d'immigration n'étaient pas encore organisés pour les



recevoir, les plaintes des émigrés furent nombreuses, les rapports des consuls décourageants ; les Etats-Unis, d'autre part, interdisent, dès 1830, l'entrée des convois d'indigents qui se trouvent ainsi repoussés de toute part. Sous la pression de l'opinion publique et de la presse, et grâce aux prédications des pasteurs eux-mêmes, l'émigration n'eut que peu d'importance de 1833 à 1842.

Toutefois, devant les insuccès d'un grand nombre, devant leur exploitation par des « runners » sans conscience, l'idée d'un plan général d'émigration se faisait jour.

On essaya tout d'abord (1841) d'établir une statistique pour se rendre un compte exact de l'importance du mouvement, les essais furent stériles ; mais, à l'aide des renseignements qui avaient été recueillis dans les pays d'immigration, on tenta d'organiser une société fédérale de protection aux émigrants ; ce projet n'aboutit pas ; l'initiative privée, cependant, devançant l'action officielle, établit de nombreuses sociétés privées de bienfaisance.

Cette création marque la fin de la période ; une seule fois on avait pensé à mettre en œuvre l'action fédérale, c'était en 1846, dans une conférence qui réunissait les délégués de douze cantons, le résultat fut en, 1848, la création d'un commissaire spécial adjoint au consul suisse du Havre et qui avait pour mission de s'occuper de l'émigration.

L'intervention fédérale s'était aussi manifestée dans quelques publications officielles : telles que la liste des prix que les émigrants devaient payer sur les chemins de fer américains, les lois des Etats-Unis prohibant l'entrée des indigents.

A part ces légères exceptions, la législation avait été jusqu'alors cantonale. La Constitution de 1848 donna à l'autorité fédérale le droit d'intervenir ; ses pouvoirs, il est vrai, étaient encore assez limités. Elle devait se borner à subvenir par des règlements aux exigences du moment ; aussi le grand principe qui la guidait fut-il de ne pas favoriser l'émigration, de n'assumer aucune responsabilité et de montrer la plus stricte impartialité vis-à-vis des états transatlantiques.



Elle fut cependant maintes fois sollicitée d'intervenir.

Le 2 août 1852, on lui demandait d'établir des bureaux d'émigration à Bâle et dans les principaux ports à l'étranger pour protéger les émigrants. Les Chambres furent saisies du projet, mais ne purent se mettre d'accord; cette institution était cependant bien nécessaire puisqu'une société privée établit à ses frais un agent à New-York.

En 1854, l'émigration atteignait le chiffre de 15,000 à 18,000 individus soit 7 0/0 de la population totale; on se contenta d'augmenter les subventions accordées aux Consuls de New-York et du Havre, pour secourir les émigrants malheureux.

Un postulat du 23 juin 1855 réclamait une action diplomatique auprès des Etats étrangers pour assurer par l'introduction d'un contrôle plus sévère sur les capitaines de navires une protection plus efficace des émigrants. Cette action aurait également dû porter sur la réduction du prix des visas de passeports.

L'intervention des Etats-Unis qui ne cessaient de réclamer contre les envois d'indigents, donna lieu à un troisième postulat, invitant le Conseil fédéral à ne pas perdre de vue les moyens propres à empêcher l'émigration des familles indigentes.

Enfin, en 1858, parut un règlement pour interdire la vente publique des billets pour l'Amérique.

Le besoin d'une législation fédérale allait, cependant, sans cesse en croissant et l'on allait y pourvoir lorsque la Constitution fut modifiée.

Le projet de Constitution de 1872 portait que « les opérations des agences d'émigration et des entreprises d'assurance non instituées par l'Etat, seraient soumises à la surveillance et à la législation fédérale ». Ce texte, malgré les intrigues de deux partis qui voulaient, l'un faire de l'émigration une affaire d'Etat, l'autre la soumettre à un simple contrôle, fut conservé dans le projet de 1874 et forme aujourd'hui le paragraphe 2 de l'article 34 de la Constitution.

Voici quelle était à cette époque la législation cantonale, ainsi qu'il résulte d'une enquête qui eut lieu au mois de juin 1874 (1).

Les cantons de Zurich, Uri, Bâle-Campagne, Appenzell, Thurgovie, Vaud et Neuchâtel, n'avaient pas de lois sur l'émigration.

Berne, par de nombreuses lois (1838, 1846, 1852, 1853, 1854, 1858 et 1864), frappait d'une patente les agences d'émigration, qui étaient en outre soumises à un cautionnement de 5,000 francs. On y attachait une importance toute spéciale à la délivrance des passeports.

A Lucerne (1866), l'agent devait fournir une caution réelle de 8,000 francs et était tenu à quelques prescriptions relatives au contenu des contrats.

Dans le canton de Schwyz (27 novembre 1854), constitution d'une caution personnelle ou réelle de 4,000 francs.

Unterwalden le Bas possédait un arrêté du 15 février 1866 qui exigeait une autorisation pour émigrer et frappait les agences d'une patente.

Même système dans le canton de Zoug (19 février 1855), où l'agent devait, en outre, fournir un cautionnement de deux à trois mille francs.

A Glaris (10 novembre 1857 et 21 octobre 1873), on attachait aux passeports la même importance qu'à Berne. Les contrats ne pouvaient être conclus que par l'entremise du sous-agent résidant à Glaris.

Fribourg: 25 novembre 1862. Les agents paient patente et déposent un cautionnement de 5 à 10,000 francs. — Cette profession était exclusivement réservée à des Suisses habitant le canton.

A Soleure: 10 mars 1855. Les contrats devaient être approuvés par les autorités du district. L'agent déposait une caution de 5,000 francs.

Bâle-Ville: 2 octobre 1854. Caution et patente.

Schaffouse: 23 août 1854. Caution de 5,000 francs. Les

---

(1) KABRER, op. cit., p. 99.

contrats devaient être rédigés d'après un modèle approuvé au préalable.

Saint-Gall : 11 juillet 1869. Caution de 10,000 francs.

Grisons : 5 juillet 1854. Caution de 8,000 francs. Les passeports ne s'accordaient que sur la présentation des contrats.

Argovie : l'arrêté du 16 septembre 1851 accordait aux émigrants pauvres un subside de 20 à 30 francs, payé à New-York. Une loi était à l'étude au moment de la promulgation de la Constitution de 1874.

Tessin : 13 juin 1855. On ne pouvait émigrer avant 18 ans sans le consentement des parents. Les contrats étaient soumis au Conseil d'État. Les agents payaient un cautionnement de 20,000 francs.

Enfin, dans le canton du Valais (20 décembre 1856), l'émigration était interdite aux déments et aux indigents.

Le Conseil fédéral, cependant, s'occupait de préparer une loi fédérale. Le projet fut soumis à la critique des gouvernements cantonaux, modifié d'après leurs observations le 30 avril 1879, et la première loi fédérale fut votée le 24 décembre 1880.

Elle partait de ce principe que le Conseil fédéral ne devait s'occuper que du contrôle effectif des agences d'émigration, en négligeant tout ce qui touchait à la protection des émigrants à l'étranger.

Cette loi chargeait de la surveillance des agences le Conseil fédéral, assisté du concours des autorités cantonales (art. 1<sup>er</sup>). Les agents ne pouvaient obtenir patente que sur la justification de certaines qualités (art. 2-3). Un cautionnement de 40,000 francs assurait l'efficacité des réclamations relatives à leurs opérations (art. 4). Il leur était loisible de se faire représenter par des sous-agents ; ces derniers devaient alors être agréés par le Conseil fédéral ; toutefois ils ne déposaient pas de cautionnement (art. 5). Les principales obligations, auxquelles ils sont soumis, sont : tenue de

registres (art. 8); interdiction de contracter avec certaines catégories de personnes (art. 9). Ils doivent assurer à l'émigrant: le transport, la nourriture, les soins médicaux, et faire assurer leur vie et leurs bagages; en cas d'arrêt dans le voyage, l'entretien des émigrants est à leur charge (art. 12). L'article 13 énumérait les différentes formalités relatives à ces obligations.

Le contrat devait être écrit et rédigé en double expédition; le Conseil fédéral avait d'ailleurs la faculté d'imposer une formule obligatoire (art. 14). Les contraventions étaient punies d'une amende de 20 à 200 francs, sans préjudice de tous dommages-intérêts; elles pouvaient entraîner le retrait de la patente (art. 15). L'amende était portée de 50 à 1.000 francs, l'emprisonnement possible pour un maximum de six mois, lorsque les personnes qui s'immisçaient dans les opérations d'émigration n'étaient pas autorisées (art. 16). Les actions civiles étaient, en Suisse, soumises à la compétence des tribunaux de canton (art. 17), et, à l'étranger, devaient être examinées par les consuls (art. 18).

Le Conseil fédéral se réservait le droit d'interdire la publication de renseignements erronés et l'emploi de modes de transport défectueux (art. 20).

Sous réserves de ces prescriptions, on reconnaissait aux Suisses le droit d'émigrer librement; exception cependant était faite pour les personnes âgées, malades ou incapables de travailler; pour les indigents et tous ceux dont l'entrée était interdite dans les pays où ils voulaient aller; les mineurs au-dessous de 18 ans non autorisés de leurs parents et les individus sans papiers d'origine étaient également privés du droit de passer des contrats.

Cette loi fut complétée par plusieurs règlements et les réponses du Conseil fédéral à des questions posées par les agences ou les autorités cantonales formèrent toute une jurisprudence dans le détail de laquelle nous regrettons de ne pouvoir entrer (1).

---

(1) V. KARRER, *op. cit.*, p. 126 et seq.



Le but de la loi qui avait été la diminution des agents et sous-agents fut en partie atteint. Les anciens agents avaient été mis en demeure de se conformer aux dispositions nouvelles avant le 1<sup>er</sup> juin 1881. Sept seulement demandèrent une patente qui ne fut accordée qu'à six d'entre eux, et sur deux cent quatorze sous-agents présentés, le Conseil fédéral n'en accepta que cent quatre-vingt-quatorze.

La publication de la loi fut suivie de quelques postulats.

On demandait, le 3 mai 1881, d'étudier les moyens propres à empêcher l'émigration sans but déterminé, et de donner une direction utile à cette classe d'émigrants. Le 26 avril 1882, on consultait le Conseil fédéral sur le point de savoir si l'émigration était devenue nécessaire, et s'il n'y avait pas lieu de la favoriser; enfin, le 2 juillet 1886, on posa la question de la revision de la loi du 24 décembre 1880.

On lui reprochait tout d'abord de contenir des lacunes.

L'article 1<sup>er</sup>, en parlant du concours des gouvernements cantonaux, n'avait pas réglé leur mode d'intervention. On trouvait d'autre part trop modérées les dispositions visant les agents et sous-agents. Le tableau suivant indique quelle avait été l'augmentation de leur nombre, durant ces quelques années.

|    |             |      |    |         |     |             |
|----|-------------|------|----|---------|-----|-------------|
| Au | 31 décembre | 1881 | 6  | agences | 184 | sous-agents |
| —  | —           | 1882 | 10 | —       | 273 | —           |
| —  | —           | 1883 | 11 | —       | 341 | —           |
| —  | —           | 1884 | 11 | —       | 359 | —           |
| —  | —           | 1885 | 11 | —       | 402 | —           |
| —  | —           | 1886 | 9  | —       | 332 | —           |

On proposait donc de leur faire subir un examen de capacité, d'empêcher surtout leur recrutement dans certaines classes de la société telles que : fonctionnaires, instituteurs, aubergistes, etc..., on parlait aussi d'une caution de 3,000 francs par sous-agent, mais payée par l'agent principal.

La répression des contraventions ne paraissait également pas assez énergique.



Le nouveau projet fut présenté le 7 juin 1887 et adopté le 22 mars 1888. Aucune demande de referendum n'ayant été formée, la loi fut mise en vigueur le 10 juillet suivant (1).

Les modifications apportées étaient les suivantes :

Les autorités cantonales donnaient leur concours au Conseil fédéral :

1° Dans l'examen préalable des conditions auxquelles était subordonnée la délivrance des patentes ou la confirmation de la nomination des sous-agents ;

2° Elles prononçaient les pénalités encourues par les agents et sous-agents pour contravention à la loi ou par toutes les personnes qui se livraient à la vente des billets de passage (art. 1).

Rien n'était modifié de ce qui concernait la profession d'agent.

Les sous-agents ne pouvaient être choisis parmi les fonctionnaires ou employés de la Confédération (art. 6), ils ne pouvaient pas être non plus au service d'une Compagnie de transport (art. 3). L'agent qui les employait versait pour chacun d'eux une caution de 3,000 francs (art. 4).

On interdisait, d'autre part, la passation des contrats avec les parents, qui, sans être d'accord avec l'autorité d'assistance compétente, se proposaient de laisser en Suisse leurs enfants en bas âge (art. 11). Les agents ne pouvaient pas conclure de contrats par lesquels ils se seraient engagés à livrer un certain nombre de personnes, soit à une Société de transport, soit à un gouvernement étranger (art. 12); tout accord secret de ce genre les exposant à des poursuites (art. 13).

Le modèle du contrat était désormais fixé par le Conseil fédéral (art. 17).

Enfin, les amendes étaient portées à 1,000 francs et l'emprisonnement pouvait punir les infractions graves (art. 18).

---

(1) Pour le texte, voir *Annuaire de législation étrangère*, année 1889.

Aucun changement d'ailleurs quant à la compétence des tribunaux chargés de statuer sur l'action civile.

Un règlement du 10 juillet 1888 accompagnait cette loi. Un arrêté du 12 février 1889 et une circulaire en date du même jour complètent ces dispositions.

Les effets de cette loi ont été satisfaisants; le nombre des sous-agents diminue graduellement depuis cette époque; or, c'était là son véritable but :

|      |    |         |     |             |
|------|----|---------|-----|-------------|
| 1886 | 9  | agences | 332 | sous-agents |
| 1887 | 8  | —       | 308 | —           |
| 1888 | 8  | —       | 131 | —           |
| 1889 | 7  | —       | 142 | —           |
| 1890 | 7  | —       | 170 | —           |
| 1891 | 8  | —       | 170 | —           |
| 1892 | 9  | —       | 173 | —           |
| 1893 | 9  | —       | 167 | —           |
| 1894 | 10 | —       | 163 | —           |
| 1895 | 9  | —       | 151 | —           |

Sans que l'on puisse absolument y voir l'effet de la loi, car les conditions économiques se sont améliorées, l'émigration n'a plus atteint les chiffres de la période de 1881-83.

Les réclamations contre les agents ont diminué. Le Conseil fédéral n'a eu à statuer que sur 46 en 1893, 39 en 1894 et 33 en 1895.

L'article 25 de la loi prévoyait l'établissement d'un bureau spécial de surveillance de l'émigration. Il fut organisé par le décret du 18 septembre 1888. Il comprend deux sections : l'une, administrative, surveille les agents et leurs opérations. L'autre, dite : section du commissariat, protège l'émigration. Ses avis détournèrent plusieurs fois des tentatives de colonisation chimériques.

Nous avons vu que la loi suisse ne s'occupait pas de régler la protection des nationaux à l'étranger. Le Conseil fédéral et les autorités cantonales interviennent cependant

d'une façon indirecte en subventionnant des Sociétés privées établies dans les pays d'immigration.

Ce mode d'action, encouragé par une circulaire de 1877 fut réglé par deux circulaires en date des 25 novembre 1887, et 26 octobre 1894 qui indiquent les conditions requises de ces Sociétés pour bénéficier de ces subventions.

Elles doivent faire connaître leur but et communiquer leur statuts. Tous les ans un rapport sur leur gestion, indiquant le chiffre de leurs recettes et de leurs dépenses et la consistance du fonds social, doit être porté à la connaissance du Conseil fédéral.

Le tableau suivant emprunté au *Bulletin du ministère des Affaires étrangères* d'Italie — année 1896, n° 84, — indique le montant de ces subventions.

| ANNÉES  | NOMBRE<br>de<br>sociétés<br>suisses<br>à<br>l'étranger<br>enregistrées | NOMBRE<br>de<br>sociétés<br>subventionnées | MON-<br>TANT<br>des<br>subven-<br>tions<br>fédé-<br>rales | TOTAL<br>des<br>subven-<br>tions<br>canto-<br>nales | DÉPENSES<br>sociales<br>(bienfaisance)<br>des<br>sociétés<br>enregistrées | CAPITAL SOCIAL<br>actif<br>des sociétés<br>enregistrées |
|---------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
|         |                                                                        |                                            | fr.                                                       | fr.                                                 | fr. c.                                                                    | fr. c.                                                  |
| 1880... | 84                                                                     | 67                                         | 16.000                                                    | 20.610                                              | 293.009 80                                                                | 1.001.653 78                                            |
| 1881... | 85                                                                     | 68                                         | 16.000                                                    | 20.630                                              | 323.934 82                                                                | 1.009.711 94                                            |
| 1882... | 91                                                                     | 75                                         | 16.500                                                    | 21.000                                              | 471.929 33                                                                | 1.183.966 14                                            |
| 1883... | 99                                                                     | 78                                         | 19.650                                                    | 21.690                                              | 441.272 44                                                                | 1.343.711 29                                            |
| 1884... | 100                                                                    | 82                                         | 19.600                                                    | 21.340                                              | 475.926 37                                                                | 1.311.978 22                                            |
| 1885... | 101                                                                    | 85                                         | 22.000                                                    | 20.800                                              | 500.920 76                                                                | 1.639.908 94                                            |
| 1886... | 109                                                                    | 94                                         | 22.500                                                    | 20.750                                              | 539.375 20                                                                | 1.827.527 81                                            |
| 1887... | 114                                                                    | 98                                         | 22.500                                                    | 20.740                                              | 588.648 63                                                                | 1.955.506 37                                            |
| 1888... | 122                                                                    | 112                                        | 23.000                                                    | 20.180                                              | »                                                                         | 2.109.163 85                                            |
| 1889... | »                                                                      | 113                                        | 23.000                                                    | 20.350                                              |                                                                           |                                                         |
| 1890... | »                                                                      | 114                                        | 23.000                                                    | 21.420                                              |                                                                           |                                                         |
|         |                                                                        |                                            |                                                           |                                                     | Dépense sociale<br>(Bienfaisance)<br>des sociétés<br>subventionnées       | Capital social<br>actif des sociétés<br>subventionnées  |
|         |                                                                        |                                            |                                                           |                                                     | fr. c.                                                                    | fr. c.                                                  |
| 1891... | »                                                                      | 129<br>dont 115 exclusi-<br>vement suisses | 23.000                                                    | 24.720                                              | 422.647 51                                                                | 1.739.347 19                                            |
| 1892... | »                                                                      | 134<br>dont 120<br>ut supra                | 23.000                                                    | 24.720                                              | 439.799 07                                                                | 1.834.982 20                                            |
| 1893... | »                                                                      | 139<br>dont 124<br>ut supra                | 23.000                                                    | 24.820                                              | 483.336 44                                                                | 1.841.022 61                                            |
| 1894... | »                                                                      | 141<br>dont 126<br>ut supra                | 23.000                                                    | 24.820                                              | 476.425 65                                                                | 1.841.424 44                                            |
| 1895... | »                                                                      | 142<br>dont 126<br>ut supra                | 23.000                                                    | 24.820                                              | 453.846 13                                                                | 2.027.557 86                                            |

L'émigration en Suisse s'embarque pour les 57 au Havre et 1/7 à Anvers.

Marseille, Bordeaux, Saint-Nazaire, Rotterdam et Gênes ensemble 1/7.

La direction générale est l'Amérique du Nord qui absorbe 80 0/0 de l'émigration.

Nous donnons, d'après les statistiques officielles suisses, le nombre des émigrants tant nationaux qu'étrangers partis de Suisse dans la période 1868-1896.

| ANNÉES    | TOTAL  | ANNÉES    | SUISSES | ÉTRANGERS | TOTAL |
|-----------|--------|-----------|---------|-----------|-------|
| 1868..... | 5.007  | 1885..... | 6.928   | 655       | 7.583 |
| 1869..... | 5.206  | 1886..... | 5.803   | 539       | 6.342 |
| 1870..... | 3.494  | 1887..... | 6.801   | 757       | 7.558 |
| 1871..... | 3.882  | 1888..... | 7.432   | 914       | 8.346 |
| 1872..... | 4.899  | 1889..... | 7.445   | 985       | 8.430 |
| 1873..... | 4.957  | 1890..... | 6.693   | 1.019     | 7.712 |
| 1874..... | 2.672  | 1891..... | 6.521   | 995       | 7.516 |
| 1875..... | 1.772  | 1892..... | 6.629   | 1.206     | 7.835 |
| 1876..... | 1.741  | 1893..... | 5.229   | 948       | 6.177 |
| 1877..... | 1.691  | 1894..... | 2.863   | 986       | 3.849 |
| 1878..... | 2.608  | 1895..... | 3.107   | 1.161     | 4.268 |
| 1879..... | 4.288  |           |         |           |       |
| 1880..... | 7.255  |           |         |           |       |
| 1881..... | 10.935 |           |         |           |       |
| 1882..... | 11.962 |           |         |           |       |
| 1883..... | 13.502 |           |         |           |       |
| 1884..... | 9.608  |           |         |           |       |

~~~~~





## CHAPITRE III

### PROTECTION ET DIRECTION DE L'ÉMIGRATION VERS LES COLONIES

---

L'expansion coloniale est actuellement à l'ordre du jour; nous assistons depuis une quinzaine d'années au partage, par les grandes puissances européennes, des derniers territoires encore sans maîtres. Il s'agit, en effet, pour elles d'accroître leur influence et leur puissance dans le monde et de remplacer, pour les industries et le commerce métropolitains, les débouchés qui se ferment de toute part par suite des progrès de l'industrie dans les centres d'importation; il leur faut « prendre position pour la grande lutte économique qui remplira le siècle prochain ».

Cette question nous intéresse en ce que l'émigration est le fait générateur de la colonisation.

La tendance actuelle que l'on remarque chez les grandes puissances européennes est de diriger, voire même de provoquer un courant d'émigration à destination de leurs colonies.

Leur intervention, si elle consiste à provoquer l'émigration, sera peut-être critiquée; peut-être lui fera-t-on le reproche d'engager la responsabilité de l'État, premier instigateur du départ, et par suite responsable de l'insuccès éventuel de l'immigrant? Mais on ne peut qu'approuver le système de

diriger vers les colonies un courant déjà existant, cette action sera à la fois utile et légitime.

L'armée seule ne peut parfaire l'œuvre de la conquête; il faut l'action du colon qui, apportant sur un sol nouveau les procédés de culture ou de commerce de la métropole, et répandant peu à peu la civilisation, opère une prise de possession plus intime.

L'introduction d'un contingent de population tiré de la mère-patrie est en même temps une garantie du respect et de la soumission dus à la souveraineté de l'État conquérant; un État qui laisserait opérer le peuplement de ses propres colonies par des nations étrangères courrait le risque de donner corps, à ses dépens, à la théorie « que les meilleures colonies sont celles des autres ».

L'histoire des siècles précédents est remplie des efforts faits par les puissances européennes pour asservir à leur domination des contrées d'outre-mer. La France, l'Angleterre, le Danemark, la Hollande, l'Espagne et le Portugal avaient des colonies dans les diverses parties du monde. L'Espagne et le Portugal étaient à la tête du mouvement. Ces deux puissances sont aujourd'hui passées au second plan; d'autres, comme l'Allemagne, pour laquelle, durant une longue période, « la meilleure des colonies ne valait pas les os du dernier des Poméraniens », sont entrées dans la lice.

La première place revient aujourd'hui à l'Angleterre qui peut servir de prototype dans le groupe que nous étudions.

Cette nation n'a pas craint, dès le début du siècle, de favoriser ouvertement et de provoquer l'émigration à destination de ses colonies.

Elle doit notamment à ce système le développement rapide de l'Australie. Ce n'est pas qu'elle ait été toujours bien inspirée dans le choix des moyens, spécialement lorsqu'elle expédiait aux colonies, pour les transformer en agriculteurs, des indigents et des vagabonds ou des ouvriers que le développement de l'outillage mécanique privait de travail dans les usines qui les employaient. Plusieurs fois la métropole a pu se repentir de trop de précipitation; il n'en faut pas moins

reconnaître que l'ensemble des résultats obtenus la place à la tête des nations colonisatrices actuelles. Les principes du « Self Government » largement appliqués dans les colonies anglaises ont également contribué puissamment à assurer la prospérité de ces colonies.

La France vient au second rang. Après une longue période d'indifférence quant aux choses coloniales, l'opinion publique s'est heureusement modifiée et veut tirer parti du grand développement récemment donné à notre domaine colonial. L'avenir est plein d'espérances, s'il doit voir se réaliser les programmes que nous aurons l'occasion de développer.

L'œuvre de l'Allemagne est trop récente pour que l'on puisse préjuger ses résultats. L'on peut craindre toutefois une rivalité dangereuse; à la différence de la France, que l'on accuse d'avoir « des colonies sans colons », l'Allemagne possède relativement peu de colonies, mais une émigration abondante et parfaitement appropriée à la colonisation.

Nous rattachons la Russie à ce groupe. La presque totalité de l'émigration russe est absorbée par les possessions russes en Asie; mais la liberté des émigrants dans le choix d'une destination est si réduite, qu'il leur est bien difficile de prendre une autre direction.



## ANGLETERRE

---

L'Angleterre est, de tous les centres d'émigration, celui dans lequel il existe la plus grande liberté de circulation. C'est, en même temps, le premier qui en a adopté le principe. De Lolme pouvait dire, en 1785, dans un commentaire de la Constitution anglaise, que la liberté individuelle comprenait, d'après les jurisconsultes anglais, le droit de propriété, le droit de sûreté personnelle et la « faculté locomotive ».

La législation ne met aucun obstacle à l'émigration des nationaux ; pendant longtemps, elle l'a subventionnée et, aujourd'hui encore, cherche à la diriger vers les colonies. Ce système de liberté a certainement contribué pour une forte part à l'influence que l'élément anglo-saxon a pris dans le monde entier.

L'intervention des pouvoirs publics anglais dans l'émigration envisage quatre buts différents : elle renseigne l'émi-

---

Sources : *The Standard library Cyclopædia* : Mot : *Emigration*, Londres, 1848.

*Statistical Tables relating to emigration and immigration*, London, 30 mars 1896.

*Blue-Book*, 1896.

*Emigrant's Information Office Handbook*, 1897.

Communication de M. RAFFALOVICH au Congrès de 1889.

*The Chamber Commerce Journal*.

gration d'une façon officielle et exacte ; elle la favorise, au moins en principe, par des subventions en argent ; elle s'efforce de la diriger vers ses colonies, elle tâche enfin, par une législation appropriée, d'attirer dans ses ports les émigrants étrangers pour faire bénéficier de leur transport sa marine marchande.

Les renseignements sont aujourd'hui fournis aux émigrants par « l'Emigrant's Information Office » dont le siège est à Londres, et qui a été fondé en 1886 (1).

Cet Office avait eu un précédent dans la « Colonial Land and Emigration Commission » créée en 1840. Cette dernière se composait de 3 membres ; mais elle avait des agents dans les principaux ports de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et des colonies. Elle publiait, comme l'Office actuel, des renseignements utiles aux émigrants ; cependant, elle en différait en ce que son but principal était la vente des terres en Australie. Elle disparut en 1878.

L'« Emigrant's Information Office » actuel n'est pas à proprement parler une institution d'État ; mais il est en relations très étroites avec le département des Colonies. Il reçoit de l'État une subvention (25,000 francs) et jouit de la franchise postale. L'impression de ses affiches, brochures et circulaires a lieu aux frais de l'État. Son Conseil d'administration, enfin, est nommé par le secrétaire des Colonies.

Son but est ainsi indiqué dans l'en-tête de toutes les publications qui émanent de lui : « Cet établissement a été « établi par le gouvernement de Sa Majesté, dans le but de « donner à ceux qui veulent émigrer des informations « dignes de confiance concernant l'émigration, spécialement « aux colonies anglaises ».

Ces renseignements se donnent verbalement ou par écrit. Des brochures distribuées gratuitement ou vendues à des prix infimes contiennent sur chaque pays les renseignements nécessaires à ceux qui veulent s'y rendre.

---

(1) V. M. SIEGFRIED, *Rapport sur le Budget de 1897* (Ministère des Colonies), p. 89.



Cet Office tient en outre le public au courant des choses de l'émigration au moyen d'affiches qu'il est autorisé à apposer dans les bureaux de poste. Ces affiches publient le prix officiel des transports, le nombre de passages gratuits ou à prix réduits offerts par les colonies, et l'état du marché du travail dans ces mêmes lieux.

On trouve dans toutes ses publications le désir, bien légitime d'ailleurs, de détourner l'émigration vers les colonies. Toutes les brochures relatives à des contrées qui ne sont pas sous la domination anglaise sont suivies d'un appendice rappelant à ceux qui se disposent à émigrer : « que le climat de la plupart des pays hors d'Europe convient moins aux émigrants du Royaume-Uni que les colonies anglaises... Que, dans ces pays étrangers, les émigrants anglais se trouveront en face de gouvernements, de lois, de langages, enfin, de modes de vie et de travail différents de ceux auxquels ils ont été habitués, et qu'il en résultera pour eux un grand désavantage... »

L'Anglais qui a l'intention d'émigrer reçoit donc, de cette façon, des renseignements qui lui permettent de choisir sa destination en connaissance de cause. Le système de liberté du gouvernement anglais ne lui permettant pas de faire plus, il se bornait à répandre des avis officiels pour décourager l'émigration à destination du Brésil, alors que les autres nations européennes interdisaient à leurs agents toute espèce d'opérations dans ce but.

Une enquête a été faite en 1896 pour rechercher les améliorations que l'on pourrait apporter, tant dans l'organisation intérieure que dans le fonctionnement extérieur de l'Emigrant's Information Office (1).

On a suggéré l'envoi fréquent, aux colonies, d'agents spéciaux pour y étudier les conditions de la colonisation et l'extension de l'action de l'Office à tous les pays qui offrent

---

(1) Voir à ce sujet : *Papers relating to the management and working of the Emigrant's Information Office*, Londres, EYRE et SPOTTISWOODE, 1896.

un débouché important, alors que jusqu'à présent il ne s'est occupé que des colonies anglaises et des États-Unis. On voudrait, enfin, voir insérer dans les journaux les renseignements utiles aux émigrants et obtenir un concours plus efficace des gouvernements coloniaux.

On peut juger, d'après les chiffres communiqués par M. Raffalovich au Congrès de l'émigration de 1889, de l'importance des services rendus par cet Office qui, à cette époque, n'était encore que de création récente. Du 1<sup>er</sup> avril 1888 au 31 mars 1889, il avait fourni des renseignements verbaux à 5,962 personnes; reçu 13,222 lettres et expédié 55,821, dont 30,000 circulaires; 12,750 de ces circulaires avaient été envoyées au clergé de province.

L'intervention du gouvernement anglais s'est manifestée d'une façon plus directe par des subventions à l'émigration. Elles ont été fournies soit par le Trésor, soit par les paroisses, qui étaient autorisées à employer de cette façon une partie de la taxe des pauvres; mais ce système est aujourd'hui presque complètement tombé en désuétude.

L'origine de l'émigration subventionnée remonte au commencement du siècle. L'Australie, qui manquait de main-d'œuvre et qui, d'autre part, refusait le travail des « convicts » anglais, reçut ainsi le trop-plein des Workhouses et la masse des ouvriers sans travail. L'attitude de l'Angleterre avait pu être déterminée par la longue série de crises économiques qu'elle traversa pendant la première moitié du siècle.

En 1815, sévit la famine; de 1828 à 1833, une longue crise fut provoquée par l'application de la vapeur aux métiers à filer et à retordre. Un grand nombre d'ouvriers se trouvèrent alors sans travail et, en 1827, on en transporta en Australie 95,000, que l'on jugeait suffisamment remplacés par la vapeur et qui menaçaient de troubler l'ordre. Enfin; vers 1846, la maladie des pommes de terre, seule ressource de l'Irlande où les paysans étaient déjà très malheureux par suite d'un régime terrien défectueux, causa dans cette

population un exode qui atteignit la proportion de 1 pour 26 habitants.

Les subventions fournies par le gouvernement étaient employées par la « Commission d'émigration ». Elles diminuèrent à mesure que les colonies faisaient elles-mêmes de plus grands sacrifices pour attirer l'immigration et cessèrent complètement vers 1878. Aujourd'hui, c'est à peine si le gouvernement donne une aide pécuniaire à la colonisation au Canada par les enfants abandonnés. Nous aurons d'ailleurs occasion de revenir sur ce service.

L'action des paroisses avait eu des proportions beaucoup moins considérables.

L'assistance des pauvres est, en Angleterre, obligatoire et à la charge des paroisses. Il y est pourvu à l'aide d'une taxe spéciale payée par les propriétaires.

La somme ainsi obtenue servit pendant quelque temps à des subventions en argent ou en nature, puis à l'entretien des Workhouses, établissements dans lesquels les indigents étaient obligatoirement internés et soumis, dans une demi-captivité, à un travail forcé.

C'est une partie de cette somme que diverses lois autorisèrent à dépenser pour subventionner l'émigration.

Les lois des pauvres étaient différentes suivant qu'il s'agissait de l'Angleterre et du pays de Galles, de l'Irlande ou de l'Écosse.

Le « Poor Law Amendment Act 1834 » autorisait, dans les paroisses situées dans l'Angleterre et dans le pays de Galles, les propriétaires et contribuables, réunis en « meeting », à affecter à l'émigration des pauvres dont ils avaient la charge, une somme n'excédant pas la moitié de la moyenne de la taxe des pauvres pendant les trois dernières années. Ils devaient, en outre, obtenir l'autorisation des commissaires de la loi des pauvres.

L'initiative d'une semblable mesure fut transportée aux curateurs des pauvres en 1844, et la somme totale qui pouvait être affectée à chaque individu fixée à 10 livres sterling par le « Poor Relief Act 1849 ».

Le même act autorisait les curateurs des pauvres à admettre dans leurs Workhouses, mais pour les faire émigrer, des personnes qui n'avaient pas leur domicile dans la commune.

On étendit la faculté de subventionner l'émigration, en 1850, au cas d'enfants abandonnés, alors même qu'ils n'étaient pas encore tombés à la charge de la paroisse ; le consentement de l'enfant était toutefois nécessaire.

Depuis 1871, les commissaires de la loi des pauvres ont été remplacés par le Local Government Board.

Les curateurs des pauvres agissent donc maintenant sous sa direction et pour diminuer les charges on a autorisé la formation d'unions de paroisses.

Un act de 1888 autorise, d'autre part, les Conseils de Comtés à subventionner l'émigration ; cette subvention peut se faire au moyen d'un emprunt conclu avec ou sans autorisation du Parlement suivant sa quotité ; cette allocation ne constitue d'ailleurs qu'une avance, et si le bénéficiaire ne peut fournir caution pour le remboursement, on peut demander la garantie des autorités ou gouvernements locaux.

Mais en pratique ces modes d'intervention sont à peu près tombés en désuétude. La seule exception a lieu au profit d'enfants abandonnés qui sont, en vertu d'une convention passée avec le gouvernement de Québec, envoyés au Canada pour se former au travail dans les fermes.

L'émigration subventionnée par les curateurs des pauvres, de 1886 à 1895, accuse le mouvement suivant :

| ANNÉES    | ADULTES | ENFANTS | TOTAUX | ANNÉES    | ADULTES | ENFANTS | TOTAUX |
|-----------|---------|---------|--------|-----------|---------|---------|--------|
| 1886..... | 213     | 164     | 377    | 1891..... | 43      | 296     | 339    |
| 1887..... | 301     | 411     | 712    | 1892..... | 59      | 322     | 381    |
| 1888..... | 213     | 596     | 809    | 1893..... | 35      | 360     | 395    |
| 1889..... | 130     | 428     | 558    | 1894..... | 45      | 299     | 344    |
| 1890..... | 72      | 375     | 447    | 1895..... | 46      | 246     | 292    |

Les pouvoirs accordés aux curateurs des pauvres d'Irlande furent plus étendus. L'émigration dans cette contrée



a, en effet, atteint des proportions énormes. On estime que du 1<sup>er</sup> mai 1851 au 1<sup>er</sup> janvier 1897, il n'est pas parti moins de 3,690,000 individus. La majeure partie était composée de tenanciers évincés par suite d'un régime terrien qui favorise les grands propriétaires au détriment des classes pauvres ; mais il faut encore tenir compte de la persécution religieuse. La proportion des tenanciers évincés dans l'émigration totale est indiquée par le tableau suivant :

| PÉRIODES     | TENANCIERS ÉVINCÉS | ÉMIGRANTS | PROPORTION |
|--------------|--------------------|-----------|------------|
| 1849-60..... | 1.863.000          | 1.531.000 | 120.23     |
| 1861-70..... | 236.000            | 867.000   | 26.06      |
| 1871-82..... | 311.000            | 712.000   | 43.67      |
| TOTAUX.....  | 2.412.000          | 3.130.000 | 77.06      |

Le « Poor Relief Act 1838 » accordait au curateur des pauvres le droit de faire approuver en vue de l'émigration, par la majorité des contribuables, l'établissement d'un impôt s'élevant au maximum dans la proportion d'un schelling par livre du revenu de la paroisse ; le maximum fut abaissé à 6 deniers en 1843.

Cette même loi autorisait les curateurs à aider l'émigration des personnes enfermées dans les Workhouses depuis au moins trois mois. Le secrétaire de l'État aux Colonies devait cependant approuver leur envoi et la somme totale affectée à cette destination ne devait pas dépasser 6 deniers par livre de revenu.

La famine sévissant dans toute sa rigueur en 1847, on permit aux curateurs de faire émigrer sans condition de séjour les pensionnaires des Workhouses, ils purent même aider les « Landlords » à favoriser l'émigration de leurs tenanciers.

Les paroisses purent, en 1849, avec l'approbation des contribuables, emprunter une somme qui ne pouvait être supérieure à la moitié du revenu paroissial. On autorisait en



même temps à diriger les émigrants, non plus seulement sur les colonies, mais aussi à l'étranger.

Ces dispositions subsistèrent jusqu'en 1891, à l'exception de quelques modifications dans le mode d'emprunt, en outre, le Lord Lieutenant avait pris la haute direction des choses de l'émigration.

Le « Purchase Land Act 1891 » mit à la charge du « Congested districts Board » une partie de la subvention à l'émigration, lorsque les propriétaires voulaient réunir plusieurs fermes en une seule.

Le nombre des personnes assistées en vertu des dispositions spéciales à l'Irlande, que nous venons d'indiquer, s'élève de 1849 au 25 mars 1894 à 44,183 pour une dépense totale de 160,377 livres, soit 6,009,425 francs.

En Écosse, ce système ne fut appliqué que sur une échelle moindre.

Deux acts seulement, l'un en 1851 et l'autre en 1856, autorisèrent le commissaire du Trésor à avancer à des particuliers une somme d'argent destinée à favoriser l'émigration d'individus pauvres.

L'emploi de cette somme était alors surveillé par les commissaires des terres de la colonisation.

A partir de 1888, on suivit un autre plan. On conclut un traité avec le Canada pour la concession de terres destinées à l'établissement de closiers et de paysans écossais ; on affectait tant à leur transport qu'aux premiers frais de leur installation une somme de 12,000 livres, dont 2,000 devaient être fournies par l'initiative privée. Deux départs eurent lieu : l'un, en 1888, comprenait 30 familles formant un total de 189 personnes ; le second, qui eut lieu en 1889, se composait de 282 personnes réparties en 49 familles. Leur destination commune fut le Manitoba.

Le gouvernement anglais a cessé aujourd'hui de subventionner l'émigration, à part celle d'enfants orphelins à la

charge des paroisses, ou d'enfants de certaines catégories que des lois spéciales permettent de faire émigrer dans le but de les amender (1).

La principale cause de cette abstention est l'opposition faite par les colonies et les États-Unis, qui recevaient cette immigration subventionnée.

Il en est résulté en Angleterre un mouvement d'opinion assez marqué tendant à prendre l'initiative d'une colonisation officielle recrutée parmi les individus sans ressources que l'on désire éloigner du sol de l'Angleterre. Les colonies, consultées sur le point de savoir si elles consentiraient à affecter à cette entreprise des portions de leur territoire, ont fait des réponses décourageantes, et bien que cette idée ait rencontré dans le Parlement quelques partisans, elle est jusqu'à ce jour restée sans application.

Une partie de cette tâche est cependant remplie par de nombreuses sociétés privées, qui consacrent leurs revenus à subventionner l'émigration de telle ou telle catégorie d'individus.

De ces sociétés, 17 ont pour but exclusif l'émigration des enfants, 5 s'occupent des femmes et des jeunes filles, et 18 font émigrer indistinctement des individus de tout âge et de tout sexe. Il n'est pas jusqu'aux Trades-Unions qui ne subventionnent l'émigration de quelques-uns de leurs membres.

Nous nous contentons de signaler l'existence de ces sociétés qui rentrent dans le domaine de l'action privée; il y a lieu toutefois de faire remarquer l'utilité qu'elles peuvent avoir au point de vue de l'éducation coloniale du peuple. C'est à peine si, en France, on signale l'existence de quelques-unes, et encore l'opinion publique leur est-elle assez peu favorable. Les critiques d'une partie de la presse sur le projet conçu par l'Union coloniale française de favo-

---

(1) *Reformatory and Industrial School Act* 1891.  
*Custody of Children Act* 1891.  
*Prevention of Cruelty to Children Act* 1894.

riser l'émigration des femmes aux colonies en est une preuve.

L'action des pouvoirs publics anglais se manifeste encore dans la réglementation de l'aménagement des navires et des conditions de transport des émigrants, dans le double but de protéger les nationaux et d'attirer les émigrants étrangers spécialement à Liverpool.

La première loi qui réglemente cette matière remonte à 1803 (1). Depuis, de nombreux compléments ont été apportés aux quelques règles posées dans ce premier document. Les acts des 30 juin 1852, 14 août 1855, 13 juillet 1863 et 12 août 1889 sont les plus intéressants à consulter à ce sujet. La législation actuelle est contenue dans la III<sup>e</sup> partie du « Merchant Shipping Act 1894 ». Les prescriptions qu'elle renferme sont analogues à celles des autres puissances européennes. Le droit de passer des contrats avec les émigrants est réservé à des individus patentés qui ont en outre déposé un cautionnement de 1,000 livres sterling. L'émigrant doit recevoir d'eux un contrat qui contient l'énumération de toutes les conditions dans lesquelles doit s'accomplir le voyage.

Le fait de donner aux émigrants des renseignements erronés à ce sujet est puni d'une amende de 20 livres. Ces amendes sont recouvrées par les soins des officiers de l'émigration. Ces officiers ont pour principale mission de faire respecter l'application de la loi, et sont établis dans les ports en nombre beaucoup plus considérable qu'en France (14).

Les émigrants peuvent s'embarquer 48 heures avant le départ du navire, mais sont soumis auparavant à une visite médicale.

Les autres dispositions de cet act visent l'embarquement des vivres, les locaux réservés aux passagers et leur installation, le nombre, la dimension et la disposition des cou-

---

(1). Voir Rapport de M. Heurtier, p. 111.

chettes, l'infirmerie, les cuisines et la préparation des aliments, etc.

Depuis 1863, tout navire qui, au départ, emporte des passagers d'entrepont doit fournir une liste indiquant le nom et le signalement de ces passagers.

L'émigration purement anglaise tend aujourd'hui à diminuer. L'Australie ne lui offre plus qu'un débouché insuffisant, et, malgré l'augmentation du nombre des émigrants au Cap et dans l'Afrique australe, le chiffre de l'émigration tend plutôt à diminuer.

Le tableau suivant qui ne comprend que l'émigration des nationaux anglais, à l'exclusion de toute émigration transitaire, en donnera la preuve. Il nous a été fourni, jusqu'en 1853, par le 14<sup>e</sup> rapport des commissaires de l'émigration, et depuis cette époque par un Blue-Book publié en 1896.

| ANNÉES    | TOTAL   | ANNÉES    | TOTAL   | POURCENTAGE<br>de la<br>population |
|-----------|---------|-----------|---------|------------------------------------|
| 1815..... | 2.081   | 1834..... | 267.047 | 0.97                               |
| 1816..... | 12.510  | 1835..... | 150.023 |                                    |
| 1817..... | 20.634  | 1836..... | 148.284 |                                    |
| 1818..... | 27.787  | 1837..... | 181.051 |                                    |
| 1819..... | 34.787  | 1838..... | 95.067  |                                    |
| 1820..... | 23.729  | 1839..... | 97.093  | 0.48                               |
| 1821..... | 18.297  | 1860..... | 95.989  |                                    |
| 1822..... | 20.429  | 1861..... | 65.197  |                                    |
| 1823..... | 16.350  | 1862..... | 97.763  |                                    |
| 1824..... | 14.025  | 1863..... | 192.864 |                                    |
| 1825..... | 14.891  | 1864..... | 187.081 | 0.44                               |
| 1826..... | 20.900  | 1865..... | 174.891 |                                    |
| 1827..... | 28.003  | 1866..... | 170.053 |                                    |
| 1828..... | 26.092  | 1867..... | 156.982 |                                    |
| 1829..... | 31.198  | 1868..... | 138.187 |                                    |
| 1830..... | 56.907  | 1869..... | 186.300 | 0.51                               |
| 1831..... | 82.160  | 1870..... | 202.511 |                                    |
| 1832..... | 103.140 | 1871..... | 192.751 |                                    |
| 1833..... | 62.527  | 1872..... | 210.494 |                                    |
| 1834..... | 76.222  | 1873..... | 228.365 |                                    |
| 1835..... | 44.478  | 1874..... | 197.272 | 0.63                               |
| 1836..... | 75.034  | 1875..... | 140.675 |                                    |
| 1837..... | 72.034  | 1876..... | 109.469 |                                    |
| 1838..... | 33.222  | 1877..... | 95.195  |                                    |
| 1839..... | 62.207  | 1878..... | 112.902 |                                    |
| 1840..... | 90.743  | 1879..... | 161.274 | 0.37                               |
| 1841..... | 118.592 | 1880..... | 227.542 |                                    |
| 1842..... | 128.344 | 1881..... | 243.002 |                                    |
| 1843..... | 57.212  | 1882..... | 279.366 |                                    |
| 1844..... | 70.687  | 1883..... | 320.118 |                                    |
| 1845..... | 93.501  | 1884..... | 242.179 | 0.75                               |
| 1846..... | 129.851 | 1885..... | 207.644 |                                    |
| 1847..... | 258.270 | 1886..... | 232.900 |                                    |
| 1848..... | 248.089 | 1887..... | 281.487 |                                    |
| 1849..... | 299.498 | 1888..... | 279.928 |                                    |
| 1850..... | 280.849 | 1889..... | 253.795 | 0.69                               |
| 1851..... | 335.966 | 1890..... | 218.116 |                                    |
| 1852..... | 368.767 | 1891..... | 218.507 |                                    |
| 1853..... | 329.937 | 1892..... | 210.042 |                                    |
|           |         | 1893..... | 208.814 |                                    |
|           |         | 1894..... | 156.050 | 0.53                               |
|           |         | 1895..... | 183.181 |                                    |



# FRANCE

---

## I

### ÉMIGRATION DE FRANCE

---

Par rapport aux autres puissances européennes, la France n'a qu'une émigration très faible. Faut-il l'attribuer, comme beaucoup le prétendent, à une tournure d'esprit spéciale au caractère français, est-ce un résultat de la législation, spécialement du Code civil, qui, attribuant à tout héritier un droit réel sur le sol, nécessite le lotissement de l'héritage et multiplie le nombre des petits propriétaires ? N'est-ce pas plutôt l'indice que les besoins de la vie matérielle des travailleurs sont en France assez facilement satisfaits pour que les plus pauvres eux-mêmes hésitent à affronter les aléas inhérents à l'expatriation ?

---

Sources : *Rapport au nom de la Commission chargée d'étudier les différentes questions qui se rattachent à l'émigration européenne*, par M. HEURTIER, Paris, 1854.

*Surveillance des agences d'émigration*, CHANDÈZE, Paris, 1890. Bibliothèque des Annales économiques.

*Traité de législation coloniale*, Paul DISLERE, Paris, P. Dupont.

*Expansion coloniale de la France*, de LANESSAN, Paris, 1886.

*Émigration française aux Colonies*, Eugène POIRÉ, Paris, 1897.

*Revue coloniale française*.

Ce sont là autant de questions sur lesquelles on discute depuis longtemps, mais que nous n'avons pas à résoudre dans une étude limitée à l'intervention des pouvoirs publics. Le résultat seul nous intéresse : la faiblesse de l'émigration des nationaux.

Elle est principalement alimentée par les départements des Basses- et des Hautes-Pyrénées ; les départs sont le plus souvent provoqués par l'appel de membres de la famille déjà installés dans les pays d'outre-mer, et qui procurent aux arrivants un emploi immédiat.

La France n'a donc pas envers l'émigration de devoirs aussi impérieux que d'autres nations européennes, l'Italie ou l'Allemagne, par exemple.

Par contre, sa position géographique, qui lui donne accès sur deux mers, lui permettait d'attirer les émigrants étrangers venant emprunter ses lignes maritimes pour se rendre aux pays d'outre-mer. Les pouvoirs publics devaient donc s'occuper de protéger l'émigration transitaire.

Les actes législatifs concernant l'émigration sont très peu nombreux, mais le système employé, dès le début, atteignit bien le but que l'on se proposait ; aussi, bien qu'il existe depuis près de quarante ans, il a suffi d'en assurer la stricte exécution sans qu'il fût indispensable de le rajeunir ; grâce à lui nos ports peuvent tenir une place honorable parmi les nombreux concurrents qui se disputent les profits que procure le transport des émigrants et l'émigrant se trouve aussi bien protégé que dans les autres pays.

Ce système consiste dans une abstention complète, soit pour favoriser, soit pour entraver l'émigration, et dans une protection aussi efficace que possible de ceux qui veulent s'expatrier.

On remarque aujourd'hui, par suite de l'extension considérable donnée à notre domaine colonial durant ces dernières années, une tendance assez forte, dans les sphères politiques, à vouloir sortir de cette abstention systématique, pour diriger l'émigration vers nos colonies trop longtemps négligées, pour la provoquer même d'une façon analogue à

celle employée dans les pays d'immigration artificielle, mais en réservant ces avantages aux seuls nationaux.

Au commencement du xix<sup>e</sup> siècle, l'émigration française ne pouvait être alimentée que par des réfractaires voulant échapper aux levées militaires provoquées, sans interruption, par les grandes guerres de l'Empire. A partir de 1815 elle devient régulière.

Rappelons au point de vue historique la colonie fondée en 1817 au Texas, sous le nom de Champ-d'Asile par 300 officiers ou soldats en demi-solde, se considérant comme proscrits et partis sous la conduite du général Lallemand. Le vice-roi du Mexique Apodaca fit détruire l'établissement en 1819.

Les populations basques, qui tiennent encore aujourd'hui la tête du mouvement, sont les premières qui formèrent un courant d'émigration régulier(1). Leur présence est constatée dans la République Argentine dès 1825; en 1840, ils partirent 1,575 et en 1841, 2,827, encore ne comprend-on pas dans ce nombre tous les départs clandestins qui eurent lieu par l'Espagne. Leur principale destination est la République Argentine dans laquelle leurs services sont très recherchés(2), l'Algérie ne les attira que peu de temps en 1844 et 1845. Les émigrés des Basses-Alpes se dirigent de préférence vers le Mexique (3).

On se contentait alors de prendre quelques mesures de police, destinées tant à protéger les émigrants contre les incitations frauduleuses des recruteurs qu'à les empêcher de se soustraire aux obligations militaires qui étaient souvent la principale cause de leur départ.

---

(1) V. *Emigration basco-béarnaise*, P. BARBEREN, 1886. — *Emigration basco-béarnaise*, COLA Y GOITI, traduction Planté. Pau 1886.

(2) Les « basqueros » ou gardiens de troupeaux sont ainsi nommés dans la République Argentine à cause de l'origine basque de la plupart de ceux que les éleveurs employèrent au début de la colonisation.

(3) Au Mexique, on nomme « Barcelonnettes » les colporteurs et les petits commerçants en tissus ou en merceries.

Il y avait cependant, dans la législation, quelques prescriptions générales dont l'application était de nature à sauvegarder, dans une certaine mesure, les intérêts des émigrants en ce qui concerne leur transport.

C'étaient le titre III de la loi du 13 août 1791, relatif à la visite des navires au long cours prêts à prendre la mer, et qui permettait de constater la navigabilité des navires qui leur étaient affectés; la loi du 22 juillet 1851 concernant la pêche de la baleine et du cachalot et qui prévoyait le cas où les navires de pêche embarqueraient, outre l'équipage, des passagers.

Un décret réglementaire du 20 août 1851, disposait à cette occasion, que « le nombre des passagers embarqués ne pourrait excéder 20 0/0 du tonnage légal du navire, de telle sorte que, déduction faite de l'espace occupé pour les avitaillements et ustensiles de pêche, il reste toujours, pour chaque passager, un espace vide égal à deux tonneaux et demi ». Il existait, en outre, un décret du 27 mars 1852, mais qui concernait uniquement les émigrants européens ou les coolies de l'Inde qui se rendaient aux colonies françaises.

En réalité, il y avait donc toute une législation spéciale à créer.

Après la découverte, vers 1850, des mines d'or de la Californie, le mouvement d'émigration augmenta, provoqué surtout par les efforts des agents recruteurs.

« Mais au lieu de se contenter du bénéfice légitime que pouvait leur procurer la rapide extension de leurs affaires, un grand nombre d'agences mésusèrent du régime de liberté dont elles bénéficiaient » (1). Les réclamations des émigrants contre leurs agissements devinrent nombreuses; l'émigration transitaire semblait également menacée par un règlement prussien du 6 septembre 1853 qui interdisait aux agents prussiens de recruter des émigrants devant partir par les

---

(1) *Surveillance des agences d'émigration*, CHANDÈZE, 1890.



ports français « jusqu'à ce que des arrangements suffisants y fussent pris pour assurer le transport des émigrants » (1).

Pour remédier à cette situation fâcheuse, le gouvernement français nomma une commission qui avait pour mission de donner son avis et au besoin préparer :

1° Les règlements relatifs au transport des émigrants, tant pendant la traversée de notre territoire que pendant le voyage de mer jusqu'au lieu de destination ;

2° Le régime d'institutions charitables destinées à assurer sur les divers points du trajet la condition matérielle des émigrants ;

3° Le système de surveillance et d'inspection qu'il paraîtrait nécessaire d'organiser, afin de maintenir l'émigration sous l'action efficace de la police.

La Chambre de commerce du Havre, spécialement intéressée dans cette affaire, avait pris les devants, en signalant, le 4 novembre 1853, la nécessité de créer un commissariat pour la surveillance de tout ce qui se rattachait à l'entrée du territoire, au parcours dans l'intérieur jusqu'au Havre et au séjour dans ce port jusqu'à l'embarquement ; ce commissariat, qui aurait eu son centre à Paris, devait avoir des agents à la frontière et dans les ports. Elle demandait aussi la réduction des tarifs de chemins de fer pour pouvoir lutter avec les bas prix du transport de Manheim aux ports anglais, belges et hanséates.

Cette commission, présidée par M. Heurtier, conseiller

---

(1) Ce règlement fut motivé par le désir de détourner, au profit de Hambourg, le courant d'émigration allemande, que le Havre attirait pour une grande partie.

| ÉMIGRANTS ALLEMANDS |              |           |              |
|---------------------|--------------|-----------|--------------|
|                     | par Hambourg | par Brème | par le Havre |
| 1851.....           | 13.237       | 37.493    | 44.243       |
| 1852.....           | 23.449       | 58.551    | 74.870       |



d'État, après s'être entourée de nombreux renseignements fournis par les consuls et des conseils de M. le comte Reinhard, qui avait étudié sur place, en Allemagne, les choses de l'émigration, rédigea un projet qui devint le décret du 15 janvier 1855 (1). Ce décret fut remplacé par la loi du 18 juillet 1860 qui, avec les décrets des 9 mars 1861, 15 mars 1861, 15 janvier 1868 et 14 mars 1874, forme encore aujourd'hui la législation française de l'émigration.

Voici le texte des dispositions de la loi du 18 juillet 1860.

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut entreprendre les opérations d'engagement ou de transport des émigrants sans l'autorisation du ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

ART. 2. — Un règlement d'administration publique détermine les conditions auxquelles est accordée l'autorisation, le taux et le mode du cautionnement à imposer, les cas où l'autorisation peut être retirée et les obligations auxquelles sont soumises les agences d'émigration.

ART. 3. — Des décrets impériaux détermineront l'emplacement réservé à chaque passager sur les navires affectés au transport des émigrants, les conditions d'emménagement et d'approvisionnement, le mode de visite des navires avant le départ; cette visite tient lieu, pour les navires français, de celle qui est prescrite par l'article 225 du Code de commerce.

La vacation des experts chargés de la visite précitée à bord des navires français et étrangers, ainsi que les honoraires des médecins chargés de la visite médicale, et les

---

(1) V. Rapport au nom de la Commission chargée d'étudier les différentes questions qui se rattachent à l'émigration européenne, HEURTIER, Paris, 1854.

autres frais accessoires, sont fixés par arrêtés ministériels et demeurent à la charge du navire.

ART. 4. — Aucun navire affecté au service de l'émigration ne peut sortir du port sans que le capitaine ou l'armateur soit muni d'un certificat constatant que toutes les prescriptions imposées, soit par la présente loi, soit par les décrets et arrêtés ministériels rendus en exécution de ladite loi dans l'intérêt de la police et des émigrants, aient été remplies.

ART. 5. — Les émigrants ont le droit d'être reçus à bord la veille du jour fixé pour le départ.

Ils ont également le droit de demeurer à bord pendant les quarante-huit heures qui suivent le mouillage au port de destination, à moins que le navire ne soit obligé de repartir immédiatement.

ART. 6. — Tout émigrant empêché de partir pour cause de maladie grave ou contagieuse régulièrement constatée, a droit à la restitution du prix payé pour son passage. Le prix du passage est également restitué aux membres de la famille qui restent à terre avec lui.

ART. 7. — Si le navire ne quitte pas le port au jour fixé par le contrat, l'agence responsable est tenue de payer à chaque émigrant, par chaque jour de retard, pour les dépenses à terre, une indemnité dont le taux est fixé par un décret.

Si le délai dépasse dix jours, et si, dans l'intervalle, l'agence n'a pas pourvu au départ de l'émigrant sur un autre navire et aux conditions fixées par le contrat, l'émigrant a le droit de renoncer au contrat par une simple déclaration faite devant le commissaire de l'émigration, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être alloués à l'émigrant.

Toutefois, si les retards sont produits par des causes de force majeure, constatées et appréciées par le commissaire de l'émigration, l'émigrant ne peut renoncer au contrat, ni réclamer l'indemnité de séjour à terre, pourvu qu'il soit logé et nourri, soit à bord, soit à terre, aux frais de l'agence ou de ses représentants,

ART. 8. — L'agence est responsable du transport de l'émigrant au lieu de destination fixé par le contrat.

Le transport doit être direct, à moins de stipulations contraires.

En cas de relâche volontaire ou forcée du navire, les émigrants sont ou logés et nourris à bord, au compte du navire, pendant toute la durée de la relâche, ou indemnisés de leurs dépenses à terre.

En cas de naufrage ou de tout autre accident de mer qui empêcherait le navire de poursuivre sa route, l'agence est tenue de pourvoir à ses frais au transport de l'émigrant jusqu'au lieu de destination fixé par le contrat.

ART. 9. — Dans le cas où les agences d'émigration n'auraient pas rempli, depuis le départ du navire, leurs engagements vis-à-vis des émigrants, le ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics procède au règlement et à liquidation des indemnités, sauf recours au Conseil d'Etat.

Le recouvrement de ces indemnités, réglées et liquidées, est fait à la diligence du ministre des finances.

ART. 10. — Toute infraction aux dispositions des articles 1 et 4 de la présente loi est punie d'une amende de 50 francs à 5,000 francs. En cas de récidive dans l'année, l'amende est portée au double.

Toute contravention aux règlements d'administration publique, aux décrets impériaux et aux arrêtés ministériels pris pour l'exécution desdits règlements et décrets, en ce qui concerne la police de l'émigration, est punie des peines portées dans l'article 471 du Code pénal.

ART. 11. — Les délits et contraventions peuvent être constatés : 1° En France, par les commissaires de l'émigration, en la qualité d'officiers de police auxiliaires du procureur impérial, par tous les officiers de police judiciaire et par les fonctionnaires ou agents qu'un arrêté ministériel aura investis, soit à titre définitif, soit temporairement, des attributions du commissaire de l'émigration ; 2° à bord des navires

français dans les ports étrangers, par les consuls, assistés, s'il y a lieu, de tels hommes de l'art qu'ils jugeront à propos de désigner.

Les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

Ils sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

La loi de 1860 substituait au régime du « laissez faire, laissez passer, qui, dans cette matière, ne s'était distingué que par ses abus et ses dangers, le système de l'intervention tutélaire des pouvoirs publics dans la mesure la plus réduite pour n'apporter que le minimum d'entraves au libre exercice de la profession d'agents d'émigration (1) ».

Nul ne pouvait désormais entreprendre d'opérations d'engagement des émigrants sans l'autorisation du ministre du Commerce. Les conditions auxquelles était subordonnée cette autorisation n'étaient pas, à la différence de presque toutes les législations étrangères, indiquées dans la loi. La jurisprudence y a pourvu, et en fait les obligations essentielles exigées administrativement par la France sont les mêmes qu'exigent les législations étrangères, savoir : la jouissance des droits civils et d'une bonne réputation (2). Dans la pratique, l'autorisation est accordée sur l'avis favorable du ministre de l'Intérieur, lorsque les renseignements recueillis sur le postulant lui sont complètement favorables.

Le cautionnement fixé, en vertu du décret du 9 mars 1861, variait de 15,000 à 40,000 francs.

Ce cautionnement consistait, au choix de l'agent, dans un versement de numéraire ou la présentation d'une caution ; il était seulement dans les traditions d'exiger la totalité en numéraire ; lorsqu'il s'agissait d'un agent étranger.

---

(1) Rapport de M. Heurlier, p. 15.

(2) *Surveillance des agences d'émigration*, CHANDÈZE, p. 8 et 9.



De 1855 à 1878 (1) ce fut la méthode employée ; mais, à la suite d'abus, on exigea d'abord la moitié du versement en numéraire, puis, en 1889, les deux tiers. L'arrêté qui établit cette règle portait, en même temps, à 40,000 francs le taux uniforme du cautionnement ; on s'était aperçu, en effet, qu'une seule opération de transport pouvait engager la responsabilité de l'agent au delà de 30,000 francs.

Les sous-agents doivent être munis de procurations authentiques ; le ministre de l'Intérieur, toutefois, s'est réservé le droit d'agréer les sous-agents après une enquête sur leur moralité.

Les sous-agents ne sauraient constituer eux-mêmes de mandataires (Circulaire du 9 décembre 1873).

Les obligations imposées aux agents consistent principalement : dans la remise à l'émigrant d'un contrat qui sera visé au port d'embarquement par le commissaire d'émigration ; au cas de retard dans le voyage, l'agent devra une indemnité ; il est de même responsable des accidents de mer, cependant la loi ne l'oblige pas à s'assurer.

C'est avec cet ensemble de dispositions que les pouvoirs publics ont cherché à résoudre la tâche qui leur incombait dans la protection de l'émigration. Ce qui a fait l'excellence du système, c'est le caractère général de ses dispositions qui laissaient une très grande latitude aux ministres du Commerce et de l'Intérieur, chacun dans sa sphère, pour préciser les détails d'application, par le moyen des circulaires, et établir ainsi une sorte de jurisprudence se modifiant au fur et à mesure des besoins.

C'est ainsi que, pour mettre en garde le public contre les promesses faites au nom de centres d'immigration, dans lesquels les Français ne pouvaient trouver des conditions favorables, on a pu interdire aux agents, sous peine de retrait de leur autorisation, de recruter des émigrants pour les pays incriminés.

---

(1) *Surveillance des agences d'émigration*, CHANDÈZE, p. 10.



Ce système a eu plusieurs applications. Deux circulaires, en date des 14 avril et 30 août 1875, ont interdit le recrutement à destination du Vénézuéla et du Brésil. Dans cette occasion, notamment, le gouvernement a donné une preuve de sa sollicitude envers les émigrants, en maintenant ces prohibitions malgré les plaintes de la Chambre de commerce de Bordeaux, dont les armateurs se trouvaient privés de la plus grande partie des ressources que leur procurait auparavant l'émigration.

L'article 9 de la loi établit également un système très efficace pour assurer la parfaite exécution des contrats. C'est le ministre du Commerce qui règle et liquide, d'une façon toute administrative et sauf recours au Conseil d'Etat, toutes les indemnités dues à l'occasion de fraude ou d'inexécution des clauses du contrat, survenues depuis le départ du navire.

Le ministre de l'Intérieur de son côté surveille, au moyen des forces de police, les procédés de recrutement des agents et fait constater par des procès-verbaux tout ce qu'ils ont d'irrégulier. Ces procès-verbaux ont pu entraîner jusqu'à des poursuites correctionnelles ; notamment, le 22 septembre 1875, le tribunal de Marseille condamna un agent convaincu d'avoir recruté pour le Brésil des jeunes filles qui auraient été destinées à la prostitution.

Nous avons dit plus haut, que la liquidation d'office par le ministre du Commerce des indemnités dues aux émigrants n'a lieu que lorsqu'il s'agit de faits postérieurs à leur départ, qui se sont passés par conséquent en dehors du territoire français.

« La loi de 1860 n'a voulu évidemment établir une juridiction exceptionnelle que pour les cas susceptibles d'échapper matériellement à la compétence des tribunaux de droit commun. Ces derniers conservent le droit de statuer sur tout litige entre agences et émigrants lorsqu'il s'agit de faits antérieurs au départ du port français.

« Très justifiée en droit pur, cette distinction peut, dans la pratique, présenter de sérieux inconvénients. Le plus souvent, en effet, ce n'est pas après le départ des émigrants,

mais bien avant, que des difficultés sur l'exécution du contrat s'élèvent. Elles se produisent, par exemple, lorsqu'une agence devient subitement insolvable ; lorsqu'elle a imprudemment traité avec un grand nombre d'émigrants sans s'assurer préalablement le concours certain des compagnies de navigation qui doivent opérer le transport ; enfin, lorsque les commissaires de l'émigration s'opposent au départ du navire en refusant à l'armateur ou au capitaine le certificat constatant l'accomplissement de toutes les prescriptions de la loi française.

« Dans ces divers cas, la responsabilité de l'agence devient, en quelques jours, excessivement grave, parce que l'obligation de loger et de nourrir à terre un grand nombre d'émigrants constitue très rapidement une lourde charge pouvant absorber, et au delà, le montant du cautionnement. L'administration s'est vue parfois obligée d'assurer d'office l'embarquement d'émigrants dont le séjour prolongé dans un port devenait un danger pour la sécurité publique.

« Il serait donc utile de pouvoir régler très promptement les litiges de cette nature ; les délais de procédure imposés aux tribunaux et les délais d'appel ne le permettent pas (1). »

Il y a là une lacune qui pourra appeler l'attention des législateurs, si la loi du 18 juillet 1860 est révisée. Toutefois, la faculté donnée au ministre du Commerce de retirer leur autorisation aux agents d'émigration en cas d'abus graves donne déjà, avec la législation actuelle, le moyen très pratique d'obliger ces agents à accomplir leurs engagements et à régler à l'amiable les litiges qui se produisent.

Les commissions locales chargées, dans plusieurs pays d'Europe, de défendre les intérêts de l'émigrant ne sont pas, en général, aussi fortement armées pour la répression des abus ; l'action de ces commissions ne prévient pas toujours des instances judiciaires, tandis que, mis en demeure de

---

(1) CHANDÈZE, op. cit. p. 18 et 19,

donner une satisfaction légitime aux émigrants lésés, sous peine de retrait de son autorisation, l'agent d'émigration français ne saurait hésiter à donner pleine satisfaction au ministre et, en fait, les réclamations sont très rares.

D'un autre côté, l'accréditation des sous-agents est accordée par le ministre de l'Intérieur, et cette accréditation est retirée dès que les sous-agents abusent de leur procuration ; néanmoins, il semble exister, dans la loi de 1860, une lacune en ce sens, que pour éviter la trop grande multiplicité des sous-agences, il eût été préférable d'imposer également un cautionnement aux sous-agents, comme cela existe en Suisse.

Le nombre des agents d'émigration, en 1896, était de 15 ; dont :

- 5 à Paris ;
- 3 à Bordeaux ;
- 2 à Marseille ;
- 1 à Modane ;
- 1 à Navarrenx (Basses-Pyrénées) ;
- 3 Compagnies de navigation.

Leur nombre a été beaucoup diminué par l'obligation de verser un cautionnement en espèces (*V. supra*) que beaucoup d'agents n'ont pu payer. En 1875, en effet, on comptait 42 agences.

Le second point que devait résoudre la loi concernait tant les nationaux que les émigrants étrangers. C'était la protection pendant la traversée du territoire et pendant le voyage de mer.

Les émigrants qui se présentaient aux frontières de terre pour se rendre dans un port, pouvaient introduire leurs bagages en franchise à condition qu'ils fussent déposés dans des wagons plombés ; il était également interdit à qui que ce fût de les solliciter durant le transit (arrêté du 20 mars 1861), par contre et pour éviter le trop grand afflux de gens sans ressources, ils devaient justifier de la possession d'une somme de 300 francs.

Ils peuvent s'embarquer la veille du départ; mais ont dû auparavant faire viser leurs contrats par le commissaire de l'émigration. Ce fonctionnaire, qui est officier de police judiciaire, reçoit également du capitaine la liste des émigrants, fait visiter le navire avant son départ et délivre le certificat constatant que toutes les formalités légales ont été remplies. Ces commissaires furent au nombre de six jusqu'en 1870. Depuis, leur nombre a été réduit à trois.

Le décret du 15 mars 1861 concerne spécialement les conditions du voyage par mer, telles que : espace accordé à chaque passager, règles d'hygiène, mesures de précaution contre les accidents, etc.

On retrouve dans ces dispositions le même caractère général que nous signalions dans la réglementation de la profession d'agent et qui a permis de tenir ces dispositions au courant des progrès de la navigation sans avoir à rajeunir la loi en vigueur.

Le transport indirect autorisé par beaucoup de législations étrangères est interdit en France. Toutefois, malgré l'intérêt de la marine marchande française, on avait admis quelques tolérances dans la pratique. Quelques abus se produisirent et une première circulaire du 12 février 1889 avait rappelé aux agents cette interdiction. Une seconde, en date du 7 juin 1894 a fait appliquer strictement la règle, qui est étendue même à l'expédition d'émigrants étrangers.

Le point faible de la législation, comme d'ailleurs de toutes celles traitant de l'émigration, est la protection des émigrants à l'étranger. Elle réside toute entière dans la protection consulaire. Grâce au dévouement de nos représentants à l'étranger, cette protection serait très efficace, si tous les émigrants pensaient à y recourir. Aux termes de l'ordonnance du 28 novembre 1833, le Français à l'étranger qui veut obtenir la protection du consul doit se faire immatriculer à la chancellerie. Malheureusement beaucoup négligent de le faire, par ignorance ou souvent par une sorte de défiance contre ce



qu'ils croient être une sorte d'inquisition sur leur compte. Pendant les conférences diplomatiques entre le Brésil et la France, au sujet du retrait de la circulaire de 1875, interdisant l'émigration ; le gouvernement demandait comme condition de ce retrait que les émigrants fussent conduits par les soins des autorités brésiliennes à la chancellerie du consulat français pour y être immatriculés ; mais cette proposition fut toujours repoussée.

Le mouvement de l'émigration des nationaux a été le suivant(1) :

| ANNÉES    | TOTAL  | ANNÉES    | TOTAL | ANNÉES    | TOTAL | ANNÉES    | TOTAL  |
|-----------|--------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|--------|
| 1857..... | 18.809 | 1867..... | 4.938 | 1877..... | 3.666 | 1887..... | 11.470 |
| 1858..... | 13.813 | 1868..... | 5.274 | 1878..... | 2.316 | 1888..... | 23.339 |
| 1859..... | 9.164  | 1869..... | 4.837 | 1879..... | 3.634 | 1889..... | 31.354 |
| 1860..... | 10.087 | 1870..... | 4.845 | 1880..... | 4.612 | 1890..... | 20.560 |
| 1861..... | 8.752  | 1871..... | 7.101 | 1881..... | 4.456 | 1891..... | 6.217  |
| 1862..... | 6.800  | 1872..... | 9.581 | 1882..... | 4.858 | 1892..... | 5.200  |
| 1863..... | 5.771  | 1873..... | 7.561 | 1883..... | 4.011 | 1893..... | 5.300  |
| 1864..... | 5.431  | 1874..... | 7.080 | 1884..... | 6.100 |           |        |
| 1865..... | 4.489  | 1875..... | 4.464 | 1885..... | 6.063 |           |        |
| 1866..... | 4.531  | 1876..... | 2.867 | 1886..... | 7.314 |           |        |

Cette émigration est ainsi répartie par départements d'origine.

TABEAU

(1) Le ministère de l'Intérieur ne publie plus de statistiques sur l'émigration depuis 1893.



*Émigration par département (1857-1891 Années accumulées).*

| DÉPARTEMENTS        | NOMBRE<br>d'émigrants | DÉPARTEMENTS          | NOMBRE<br>d'émigrants | DÉPARTEMENTS          | NOMBRE<br>d'émigrants |
|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Ain.....            | 767                   | Gard.....             | 2.226                 | Oise.....             | 691                   |
| Aisne.....          | 906                   | Garonne (Haute-)..    | 9.710                 | Orne.....             | 337                   |
| Allier.....         | 612                   | Gers.....             | 5.957                 | Pas-de-Calais.....    | 1.683                 |
| Alpes (Basses-).... | 1.580                 | Gironde.....          | 16.497                | Puy-de-Dôme.....      | 927                   |
| Alpes (Haute-)....  | 4.232                 | Hérault.....          | 2.293                 | Pyrénées (Basses-)..  | 61.284                |
| Alpes-Maritimes.... | 900                   | Ille-et-Vilaine.....  | 2.201                 | Pyrénées (Hautes-)..  | 16.668                |
| Ardèche.....        | 1.699                 | Indre.....            | 465                   | Pyrénées-Orientales   | 4.831                 |
| Ardennes.....       | 911                   | Indre-et-Loire.....   | 898                   | Rhin (Haut), Belfort  | 2.405                 |
| Ariège.....         | 3.441                 | Isère.....            | 2.258                 | Rhône.....            | 3.780                 |
| Aube.....           | 643                   | Jura.....             | 1.431                 | Saône (Haute-).....   | 6.214                 |
| Aude.....           | 2.723                 | Landes.....           | 1.929                 | Saône-et-Loire.....   | 1.339                 |
| Aveyron.....        | 5.270                 | Loir-et-Cher.....     | 641                   | Sarthe.....           | 811                   |
| Bouches-du-Rhône..  | 7.407                 | Loire.....            | 2.074                 | Savoie.....           | 5.680                 |
| Calvados.....       | 734                   | Loire (Haute-).....   | 883                   | Savoie (Haute-).....  | 2.140                 |
| Cantal.....         | 3.003                 | Loire-Inférieure..... | 1.495                 | Seine.....            | 17.231                |
| Charente.....       | 2.852                 | Loiret.....           | 698                   | Seine-Inférieure..... | 4.142                 |
| Charente-Inférieure | 2.618                 | Lot.....              | 3.706                 | Seine-et-Marne.....   | 688                   |
| Cher.....           | 1.112                 | Lot-et-Garonne.....   | 1.898                 | Seine-et-Oise.....    | 990                   |
| Corrèze.....        | 1.500                 | Lozère.....           | 478                   | Sèvres (Deux-).....   | 821                   |
| Corse.....          | 4.559                 | Maine-et-Loire.....   | 987                   | Somme.....            | 830                   |
| Côte-d'Or.....      | 1.131                 | Manche.....           | 1.054                 | Tarn.....             | 1.843                 |
| Côtes-du-Nord.....  | 2.082                 | Marne.....            | 1.217                 | Tarn-et-Garonne....   | 1.554                 |
| Creuse.....         | 139                   | Marne (Haute-)..      | 937                   | Var.....              | 1.052                 |
| Dordogne.....       | 3.249                 | Mayenne.....          | 356                   | Vaucluse.....         | 2.515                 |
| Doubs.....          | 6.654                 | Meurthe-et-Moselle.   | 4.133                 | Vendée.....           | 560                   |
| Drôme.....          | 2.686                 | Meuse.....            | 1.004                 | Vienne.....           | 1.187                 |
| Eure.....           | 544                   | Morbihan.....         | 1.299                 | Vienne (Haute-)....   | 1.087                 |
| Eure-et-Loire.....  | 472                   | Nievre.....           | 853                   | Vosges.....           | 2.983                 |
| Finistère.....      | 2.024                 | Nord.....             | 2.937                 | Yonne.....            | 834                   |
|                     |                       |                       |                       | TOTAUX.....           | 285.873               |

La loi militaire du 15 juillet 1889 contient une disposition libérale en faveur des émigrants. Aux termes de l'article 50, les jeunes gens qui, avant l'âge de 19 ans révolus, ont établi leur résidence à l'étranger *hors d'Europe* et qui y occupent une situation régulière pourront, sur l'avis du consul de France, être dispensés du service militaire pendant la durée de leur séjour à l'étranger.

Cette faveur n'étant accordée qu'aux jeunes gens résidant hors d'Europe, les Chambres de commerce françaises établies en Europe ont, sur l'initiative de la Chambre de commerce de Milan, demandé qu'elle fût étendue aux jeunes Français établis hors de France *en Europe*.

M. Jules Roche, vice-président de la commission de l'armée, appuyant cette initiative, a présenté à la Chambre des députés, dans la séance du 12 mars 1895 la proposition de loi suivante :

ARTICLE UNIQUE. — En temps de paix, les jeunes gens qui, avant l'âge de dix-neuf ans révolus, ont établi leur résidence à l'étranger, *en Europe*, et qui y occuperont une situation régulière, seront, après un an de présence sous les drapeaux, renvoyés en congé jusqu'à la date de leur passage dans la réserve, sur leur demande et sur avis conforme du consul de France. Ils devront justifier de leur situation chaque année.

S'ils rentrent en France avant l'âge de trente ans, ils devront accomplir le temps de service actif dont ils auront été dispensés conditionnellement, sans toutefois pouvoir être retenus sous les drapeaux au delà de l'âge de trente ans. Ils seront ensuite soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

S'ils rentrent après l'âge de trente ans, ils ne seront soumis qu'aux obligations de leur classe.

Pendant la durée de leur établissement à l'étranger, ils ne pourront séjourner accidentellement en France plus de trois mois et sous la réserve d'aviser le consul de leur absence.

Voici les principaux passages de l'exposé des motifs de cette proposition de loi :

« La présente proposition de loi a pour objet, non point d'accorder une faveur à une certaine catégorie de citoyens, mais au contraire de procurer à l'armée un nombre important de recrues qui lui font chaque année défaut, et de conserver à la patrie française plusieurs milliers de ses enfants, qui se trouvent, dans l'état actuel de la loi, contraints, par la force des circonstances, d'abandonner leur nationalité. . .

« L'article 50 constitue la seule exception de la loi de 1889

au principe absolu de l'obligation du service militaire. « Il se  
« justifie, dit très judicieusement dans ses commentaires,  
« M. Daniel Mérillon, par cette considération personnelle,  
« que la situation des jeunes gens qu'elle vise est telle, le plus  
« souvent, que l'obligation du service militaire les mettrait  
« dans la nécessité de perdre la qualité de Français et par  
« cette considération générale que la France a un intérêt pri-  
« mordial à étendre au dehors son influence, sa langue et ses  
« relations commerciales. »

« La loi de 1889 n'a admis au bénéfice de cet article que  
les jeunes gens établis *hors d'Europe* ; elle a considéré que  
ceux qui sont établis *en Europe* ne se trouvent pas dans  
des conditions d'existence telles qu'ils ne puissent venir  
accomplir sur le sol français leur temps de service militaire.

« Mais cette manière de voir s'est trouvée démentie par les  
faits. L'expérience a prouvé, en effet, que des raisons iden-  
tiques militent en faveur des uns et des autres ; les services  
rendus au pays au point de vue de l'extension commerciale,  
les difficultés qui proviennent des dépenses à effectuer, du  
séjour prolongé loin de leur famille ou de leurs affaires, sont  
les mêmes, et la seule distance à parcourir pour se rendre  
du lieu de résidence étranger jusqu'à la métropole, — qui  
est égale pour les uns et pour les autres dans certains cas,  
— ne suffit pas à établir une distinction équitable.

« Bien plus. Non seulement les jeunes gens habitant à  
l'étranger, *en Europe*, ne bénéficient à aucun titre des avan-  
tages accordés par la loi à ceux qui sont établis *hors d'Europe*,  
mais ils ne profitent même pas des dispositions bienveillantes  
de cette même loi à l'égard des jeunes gens qui résident en  
France. Ceux-ci, grâce à l'obtention de certains diplômes,  
peuvent ne passer qu'une seule année sous les drapeaux,  
alors que les jeunes gens qui ont acquis leur instruction  
dans certaines écoles des pays étrangers, et ont obtenu dans  
ces pays des diplômes impliquant des connaissances équi-  
valentes à celles de nos écoles privilégiées, n'ont droit à  
aucune diminution de leur temps de service militaire.

« Qui n'aperçoit le danger d'une telle situation ! Tandis que

nous traitons nos jeunes nationaux établis à l'étranger, *en Europe*, avec une rigueur que nous n'appliquons pas aux jeunes français demeurés dans leur patrie, les pays étrangers, au contraire, leur offrent des avantages très positifs, très tentants, au point de vue du service militaire. Ces avantages, mis en parallèle avec les difficultés que notre loi de recrutement impose à ces jeunes gens, provoquent un véritable conflit entre leurs intérêts matériels et leurs sentiments patriotiques. Beaucoup d'entre eux (1) pressés par la nécessité, faiblissent et se font naturaliser étrangers, quand ils ne deviennent pas purement et simplement réfractaires. Dans l'un et l'autre cas, ce n'en est pas moins une perte réelle pour notre pays ; et ce n'est pas au moment où nous envisageons avec appréhension la diminution ou la faiblesse de la natalité en France, où l'insuffisance de nos contingents militaires n'apparaît pas sans péril, que nous devons, par une regrettable et injuste anomalie, nous priver de concours non moins précieux au point de vue militaire que pour l'extension des intérêts français à l'étranger.

« C'est en s'inspirant de ces considérations patriotiques que la plupart des Chambres de commerce françaises en Europe

---

(1) On peut évaluer le nombre des jeunes gens établis à l'étranger, *en Europe*, et qui ne répondent pas à l'appel, à 50, 60, et certains renseignements disent même 80 0/0.

Le service du recrutement ne possède pas de renseignements statistiques sur le nombre des jeunes gens établis à l'étranger et qui, d'après l'article 13 de la loi du 15 juillet 1889, doivent prendre part au tirage au sort dans le canton du domicile de leur père, mère ou tuteur.

On connaît seulement le nombre des jeunes gens résidant hors d'Europe dispensés du service militaire en vertu de l'article 50 de la loi du 15 juillet. Ce nombre a été :

|            |   |   |   |   |   |     |
|------------|---|---|---|---|---|-----|
| En 1891 de | . | . | . | . | . | 431 |
| » 1892 »   | . | . | . | . | . | 465 |
| » 1893 »   | . | . | . | . | . | 638 |

Le nombre total des réfractaires, calculé d'après les listes générales de recrutement, s'est élevé :

|           |   |   |   |   |   |       |
|-----------|---|---|---|---|---|-------|
| En 1891 à | . | . | . | . | . | 2.502 |
| » 1892 »  | . | . | . | . | . | 2.496 |
| » 1893 »  | . | . | . | . | . | 2.162 |



ont émis des vœux en faveur d'une modification, dans un sens plus libéral, de la loi du 15 juillet 1889.

« Elles demandent, non l'assimilation pure et simple de nos jeunes nationaux établis en Europe à ceux qui sont actuellement visés par l'article 50, c'est-à-dire l'exonération complète du service militaire, mais une modération dans l'application de la loi. En d'autres termes, elles réclament pour cette catégorie de jeunes gens la faveur de n'être appelés sous les drapeaux que pour une seule année.

« On a objecté que l'application de cette mesure pourrait avoir pour conséquence le départ et l'établissement à l'étranger pour quelques années d'un certain nombre de jeunes gens désireux de profiter des avantages ainsi accordés par la loi, tout en se perfectionnant dans l'étude des langues étrangères et en étudiant les questions commerciales ou industrielles chez nos voisins.

« Nous estimons qu'il n'y a pas lieu d'envisager avec appréhension une semblable hypothèse. En admettant que cette considération pousse une certaine catégorie de jeunes gens, dont le nombre resterait d'ailleurs forcément restreint, à aller s'établir à l'étranger *pour une période d'au moins dix années*, on reconnaîtra que les avantages que trouverait notre expansion commerciale compenseraient suffisamment l'exemption partielle de service qui serait consentie à ces jeunes gens, surtout si l'on ne perd pas de vue qu'ils auraient reçu pendant une année leur instruction militaire et qu'ils n'en compteraient pas moins dans notre effectif de guerre. Quant à envisager le cas où des jeunes gens, n'appartenant à aucune branche du commerce et de l'industrie, iraient s'établir à l'étranger pendant dix années dans l'unique but de se soustraire à une partie de leurs devoirs de citoyens, nous nous y refusons. Il faudrait, si de tels faits étaient démontrés, désespérer de la patrie. Mais rien de semblable n'est à craindre, et l'expérience prouve qu'aucun des jeunes appelés n'a jamais songé, à l'exception de ceux qui y sont contraints par leur situation antérieure, à bénéficier de l'article 50 en s'expatriant hors d'Europe. »



« Comme conséquence naturelle de cette nouvelle disposition de loi, les jeunes Français résidant hors de France, en Europe, et qui sont actuellement sous les drapeaux pour y accomplir trois années de service, devraient être libérés par anticipation, soit immédiatement s'ils ont déjà accompli une année complète de service, soit aussitôt après qu'ils l'auront accomplie.

« Le départ du contingent serait fixé pour l'étranger à la même époque qu'à celui de la métropole (actuellement un sursis de deux mois est accordé aux appelés résidant en Europe). Enfin, amnistie serait accordée aux réfractaires des classes précédentes, à condition qu'ils se mettent, dans les délais déterminés, à la disposition de l'autorité militaire pour accomplir leur année de service. »

Le 4 décembre 1895, la Commission de l'Armée, après une courte discussion, émettait un vote favorable et nommait M. Bazille rapporteur. Le rapport a été déposé dans la séance du 25 janvier 1896.

Il serait très désirable que cette proposition de loi pût être adoptée par les Chambres avant la fin de la législature, il est cependant à craindre que la discussion ne puisse venir en temps utile et que la question soit ajournée à la prochaine législature.

---

## II

### IMMIGRATION EN FRANCE

Nous avons vu que la France était un des États dans lesquels l'intervention des pouvoirs publics s'est le moins accusée en matière d'émigration, puisqu'on s'est borné à des prescriptions humanitaires pour protéger les émigrants.

En matière d'immigration, cette intervention a été nulle dans le passé, la France ayant toujours accordé la plus large hospitalité aux étrangers venant exercer chez elle leur travail ou leur industrie.

Dans ces derniers temps, de nombreuses propositions de lois d'initiative parlementaire sollicitent les pouvoirs publics de modifier cette généreuse tradition. Elles ont pu être inspirées par la proportion toujours croissante du nombre des étrangers en France.

| ANNÉES    | ÉTRANGERS |                    |
|-----------|-----------|--------------------|
|           | Nombre    | Pour 100 habitants |
| 1851..... | 379.289   | 1.06               |
| 1861..... | 506.381   | 1.35               |
| 1866..... | 653.036   | 1.72               |
| 1872..... | 740.668   | 2.03               |
| 1876..... | 804.754   | 2.17               |
| 1881..... | 1.001.090 | 2.67               |
| 1886..... | 1.426.531 | 2.97               |
| 1891..... | 1.430.211 | 2.97               |

Bien qu'aucune de ces propositions n'ait encore été adoptée par les Chambres, il n'est pas inutile d'en faire ici un rapide exposé (1).

*Proposition de M. Pally* (23 novembre 1885). — Interdiction de l'emploi d'ouvriers étrangers dans les travaux publics exécutés par l'État, les départements et les communes.

*Proposition de M. Thiessé*. — Établissement d'une taxe de séjour sur les ouvriers étrangers résidant en France.

*Proposition de M. Pradon*, signée par quarante-trois députés de l'Est. — Taxe de séjour (6 francs) sur les étrangers résidant en France.

*Propositions de M. Steenackers* (1885 et 1887). — Taxe de 18 francs par étranger. — La proposition de 1887 demandait le paiement par les employeurs d'une taxe de 0 fr. 10 par ouvrier étranger et par jour.

*Proposition de M. Castelin* (21 novembre 1889). — Les étrangers auraient été soumis à toutes les charges supportées par les Français.

*Proposition de M. Lalou* (novembre 1889). — Taxe de 24 francs par an et par tête, payable par tout étranger se fixant en France. — Taxe militaire analogue à celle qui atteint les dispensés de la loi du 15 juillet 1889 et payable par tout étranger habitant la France et âgé de vingt et un à quarante-cinq ans. — Taxe annuelle de 50 francs à payer par tout patron faisant travailler un ouvrier de nationalité étrangère.

---

(1) V. « *La taxation des étrangers en France et hors de France*, G. MICHEL. » *Économiste Français*, 8 janvier 1898.

*Proposition de M. Macherez* (1889) divisant les étrangers en deux catégories : ceux qui vivent de leurs revenus ne sont pas imposés ; ceux qui travaillent payent une taxe de séjour : 24 francs pour ceux qui sont aux gages d'une autre personne ; 48 francs pour ceux qui sont à leur compte ou exercent un commerce ou une profession.

*Proposition de M. Brincard* (20 novembre 1889). — Les étrangers exerçant en France un travail quelconque seraient munis d'un livret spécial à l'âge de vingt et un ans, ils devraient accomplir un service de trois ans dans la légion étrangère ou, s'ils justifiaient avoir satisfait aux obligations militaires de leur pays, payer une taxe représentative. L'employeur payerait une taxe de 5 0/0 des salaires journaliers de ces employés.

*Proposition de M. Hubbard* (1889). — La taxe de séjour reposerait sur le revenu annuel déclaré par l'étranger ou sur le produit de son travail.

*Proposition de M. Thellier de Poncheville* (octobre 1892). Taxe spéciale sur les étrangers qui, à l'âge de vingt et un ans, refuseraient de se soumettre aux obligations militaires.

LÉGISLATURE ACTUELLE. — *Proposition de M. Bazille*. — Taxe militaire de 2 francs par mois sur tous les étrangers exerçant une profession ou un métier.

*Proposition de M. J. Brice* (7 décembre 1893). — Taxe mensuelle de 5 francs ; pour les femmes, 2 fr. 50. Les sommes ainsi perçues seront versées à la Caisse nationale des retraites.

*Proposition de M. Brincard* (18 décembre 1893). — Tout étranger de vingt et un ans à quarante-cinq ans sera soumis à la taxe militaire fixe mentionnée au paragraphe 3 de l'article 35 de la loi du 15 juillet 1889. — Ceux qui les emploient payeront une taxe de 5 0/0 de leur salaire journalier.

*Proposition de M. Richard* (20 janvier 1894). — Les patrons occupant des ouvriers étrangers sont tenus de payer au Trésor pour chacun d'eux une taxe journalière de 50 centimes.

*Proposition de M. Gendre* (24 janvier 1894). — Les étrangers qui ont l'autorisation d'établir leur domicile en France sont soumis à la taxe militaire.

Au cours de la discussion de la loi du 16 juin 1896 relative à l'Exposition universelle de 1900 (séance de la Chambre des députés du 17 mars 1896), M. de Mahy avait déposé la disposition additionnelle suivante :

« Il ne sera employé aux travaux que des ouvriers français. »

MM. Berry, Binder, Brincard, Le Gavrian et Plichon avaient déposé une autre disposition additionnelle ainsi conçue :

« Il ne pourra être employé pour les travaux de l'Exposition plus de 10 0/0 d'ouvriers étrangers. »

Ces dispositions additionnelles furent retirées par leurs auteurs à la suite de l'engagement pris par le gouvernement (M. Léon Bourgeois, président du Conseil) que l'Administration de l'Exposition introduirait dans les divers cahiers des charges une disposition analogue à celle qui figure dans les cahiers des charges de la Ville de Paris et imposant à l'entrepreneur de ne pas employer plus de 10 0/0 d'ouvriers étrangers sur l'ensemble de ses ouvriers.

*Proposition de M. Paulin Méry* (24 novembre 1896). — Les étrangers sont soumis à l'autorisation de séjour quand ils viennent exercer une profession; il est interdit de les employer quand ils n'ont pas cette autorisation.

*Proposition de M. Bourrat* (1<sup>er</sup> février 1897) obligeant les professeurs de nationalité étrangère à être autorisés par le gouvernement pour exercer l'enseignement.



*Amendement de M. Paulin Méry* soutenu par M. Fabérot, lors de la discussion de la loi sur les sucres du 7 avril 1897, tendant à interdire aux cultivateurs de betteraves, aux fabricants de sucre et aux raffineurs d'employer des ouvriers étrangers. Cette proposition ayant été repoussée par 322 voix contre 62, M. Castelin demanda, mais sans succès, qu'il ne fût pas employé plus d'un dixième d'ouvriers étrangers.

Cette seconde modification ayant également été écartée, MM. Marcel Habert et Gauthier (de Clagny) ont proposé une disposition additionnelle ainsi conçue : « Les primes d'ex-  
« portation ne seront accordées qu'aux industriels qui em-  
« ploieront, au moins, les trois quarts d'ouvriers français. » Elle réunit 232 voix contre 234.

*Proposition de M. de Montfort* (8 février 1897). — Ne seraient admis aux fonctions publiques comme agents du gouvernement ou dépositaires de l'autorité, que des Français issus de parents français ou naturalisés.

*Proposition de M. de Pontbriand* tendant à n'admettre que des Français dans les administrations, dans l'armée, dans la marine et dans les assemblées électives.

*Proposition de M. Michelin* ayant pour objet : 1° de déclarer inéligibles et incapables de remplir les emplois civils et militaires, les étrangers naturalisés français et les descendants d'étrangers jusqu'à la quatrième génération; 2° d'interdire aux dignitaires de l'État, aux officiers de l'armée de terre et de mer et à certains fonctionnaires de contracter mariage avec des étrangères, même naturalisées et des descendantes d'étrangers jusqu'à la quatrième génération.

*Proposition de loi de M. Mirman* tendant à interdire aux étrangers l'entrée de certains conseils d'administration.

*Proposition de M. Carnaud* (13 décembre 1897) ayant pour but de refuser la naturalisation aux étrangers qui se

seront soustraits au service militaire à la fois chez eux et en France et à exiger la totalité du service actif des jeunes gens qui jouissent du droit d'option.

Lorsque ces diverses propositions de loi viendront en discussion, le législateur devra considérer que l'application du plus grand nombre de mesures soumises à son approbation ne saurait se concilier avec les stipulations des traités de commerce et d'amitié qui lient la France aux puissances étrangères.

En effet, soit par des traités directs, soit en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, la France a promis à toutes les nations avec lesquelles elle a conclu des conventions de ne pas assujettir les étrangers à des impôts, contributions, taxes et charges ordinaires ou extraordinaires, autres ou plus élevés que ceux payés par les Français.

Les extraits suivants des divers traités ou conventions actuellement en vigueur ne laissent aucun doute à cet égard.

**DANEMARK.** — *Traité de commerce conclu à Copenhague le 23 août 1742.*

ART. 2. — Les habitants et les sujets des deux royaumes, quels qu'ils soient, étrangers ou naturels, pourront aller librement de l'un en l'autre, et entrer dans les royaumes, États, havres, ports et rivières les uns des autres, situés en Europe, y demeurer et y trafiquer, par eux-mêmes ou par autrui, *en y payant les droits accoutumés et en se conformant dûment aux lois, ordonnances et coutumes des pays et des endroits où ils se trouvent, pourvu que ces lois, ordonnances et coutumes ne soient pas contraires à ce qui aura été convenu par le présent traité.*

ART. 7. — Les sujets du Sérénissime Roi Très Chrétien, allant ou demeurant dans les royaumes, États ou domaines du roi de Danemark et y faisant trafic, *ne seront obligés de payer d'autre droit que celui que payent les sujets du Sérénissime Roi Très Chrétien.*

*nissime Roi de Danemark et pareillement les sujets du Sérénissime Roi de Danemark, allant ou demeurant en France et y trafiquant, ne payeront pas d'autre droit que celui que payent les sujets du Roi Très Chrétien.*

**BRÉSIL.** — *Traité de commerce du 8 janvier 1826.*

ART. 6. — Les sujets des hautes parties contractantes...  
..... seront exempts de tout service militaire, de quelque nature que ce soit, et de tous emprunts forcés ou *impôts* et réquisitions *militaires*; ils ne seront *tendus à payer aucunes contributions ordinaires plus fortes que celles que payent ou viendraient à payer les sujets du souverain dans les États duquel ils résident.*

**ÉQUATEUR.** — *Traité de commerce du 9 novembre 1844.*

ART. 4. — Les citoyens respectifs jouiront dans les deux États d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés..... ils ne pourront être assujettis..... à aucun titre quelconque à *d'autres charges, réquisitions ou impôts que ceux payés par les nationaux eux-mêmes.*

**NICARAGUA.** — *Traité de commerce du 11 avril 1859.*

ART. 4. — Les sujets et citoyens respectifs..... ne pourront être assujettis..... à aucun titre quelconque à *d'autres charges ordinaires ou extraordinaires* que celles payées par les nationaux eux-mêmes.

**RUSSIE.** — *Traité de commerce du 1<sup>er</sup> avril 1874.*

ARTICLE PREMIER. — Les Français en Russie et les Russes en France pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans quelque partie que ce soit des territoires et possessions respectifs, pour y vaquer à leurs affaires; ils jouiront, à cet

effet, pour leurs personnes et pour leurs biens, de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils pourront, dans toute l'étendue des deux territoires, exercer l'industrie, faire le commerce, tant en gros qu'en détail, louer ou posséder les maisons, magasins, boutiques ou terrains qui leur seront nécessaires, *sans être assujettis soit pour leurs personnes ou leurs biens, soit pour exercer leur commerce ou leur industrie, à des taxes générales ou locales, ni à des impôts ou obligations de quelque nature qu'ils soient autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou pourront être établis sur les nationaux.*

ART. 4. — Les Français en Russie et les Russes en France seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre et de mer, soit dans les gardes ou milices nationales; *de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel, de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire.*

**SUISSE.** — *Traité sur l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France, du 13 février 1882.*

ARTICLE PREMIER. — Les Français seront reçus et traités dans chaque canton de la Confédération, relativement à leurs propriétés et à leurs personnes, *sur le même pied et de la même manière que le sont ou le pourront être à l'avenir les ressortissants des autres cantons.* Ils pourront, en conséquence, aller, venir et séjourner temporairement en Suisse, en se conformant aux lois et règlements de police. Tout genre d'industrie et de commerce permis aux ressortissants des divers cantons le sera également aux Français et *sans qu'on puisse en exiger aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse.*

ART. 3. — Les Suisses jouiront en France des mêmes droits et avantages que l'article premier ci-dessus assure aux Français en Suisse.

**GRANDE-BRETAGNE.** — *Convention du 28 février 1882.*

ART. 2. — Les ressortissants de chacun des deux États seront exempts dans l'autre de tout service militaire, de toutes

réquisitions et contributions de guerre, des prêts et emprunts et autres contributions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles en tant que ces contributions ne seraient pas imposées sur la propriété foncière.

**RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE.** — *Traité de commerce*  
du 10 juillet 1885.

ARTICLE PREMIER. — Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes auront réciproquement, *comme les nationaux*..... la faculté de voyager, de résider ou de s'établir partout où ils le jugeront convenable pour leurs intérêts ; *d'exercer toute espèce d'industrie ou de métier*.... le tout sans qu'ils puissent être *tenus à acquitter des droits autres et plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes*.

**ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.** — *Traité de commerce*  
du 27 novembre 1886.

ART. 2. — Les Français dans les États-Unis du Mexique et les Mexicains en France..... ne seront assujettis à *d'autres charges, contributions, taxes ou impôts que ceux auxquels sont soumis les nationaux*.

Les statistiques suivantes indiquent : 1° la proportion des étrangers dans la population ouvrière de France ; 2° le nombre et la nationalité des étrangers résidant en France.



*Proportion des ouvriers étrangers en France.*

| GROUPES PROFESSIONNELS                                                                    | PROPORTION<br>DES ÉTRANGERS<br>SUR 100 OUVRIERS |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------|
|                                                                                           | Sexe masculin                                   | Sexe féminin |
| Professions agricoles .....                                                               | 3.3                                             | 1.2          |
| Industries textiles (filés et tissus) .....                                               | 5.5                                             | 4.3          |
| Industries extractives (mines, carrières, salines) .....                                  | 13.4                                            | 6.6          |
| Industries métallurgiques (production des métaux) .....                                   | 12.9                                            | 3.6          |
| Fabrication d'objets en métal (machines, outils, tourneurs, forgerons, couteliers) .....  | 8.3                                             | 3.3          |
| Industries du cuir .....                                                                  | 4.5                                             | 2.3          |
| Industries du bois (navires, wagons, voitures, charrons) .....                            | 5.0                                             | 4.8          |
| Industries céramiques (verres, porcelaines, faïences, briques, etc.) .....                | 9.6                                             | 5.4          |
| Produits chimiques .....                                                                  | 22.0                                            | 9.6          |
| Industrie du bâtiment .....                                                               | 9.2                                             | 3.5          |
| Industrie de l'éclairage .....                                                            | 11.7                                            | 6.1          |
| Industrie de l'ameublement .....                                                          | 8.2                                             | 3.6          |
| Industrie de l'habillement et de la toilette .....                                        | 10.6                                            | 5.1          |
| Industrie de l'alimentation .....                                                         | 10.1                                            | 3.8          |
| Industries relatives aux sciences, lettres, arts (papeteries, imprimeurs, relieurs) ..... | 5.0                                             | 4.4          |
| Industrie de luxe (horlogers, bijoutiers, objets d'art, etc.) .....                       | 7.1                                             | 6.0          |
| Etablissements de l'Etat .....                                                            | 0.4                                             | 0.4          |
| ENSEMBLE de l'industrie .....                                                             | 8.7                                             | 4.7          |
| Transports .....                                                                          | 5.2                                             | 2.0          |
| Commerce .....                                                                            | 6.6                                             | 4.2          |

*Étrangers en France.*

| NUMÉROS<br>de<br>classe-<br>ment | NATIONALITÉS                                                                                 | PROPORTION<br>PAR RAPPORT A LA POPULATION<br>de leur pays d'origine<br>des étrangers recensés en France en 1891 |                                              |                                                                      |
|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
|                                  |                                                                                              | Nombre<br>des étrangers<br>présents<br>en France                                                                | Nombre<br>des habitants<br>de<br>chaque pays | Proportion<br>pour 100,000<br>des habitants<br>des<br>pays d'origine |
| 8                                | Anglais, Écossais et Irlandais.....                                                          | 39.687                                                                                                          | 37,887.153                                   | 165                                                                  |
| 19                               | Americains du Nord.....                                                                      | 7.024                                                                                                           | 89.250.000                                   | 8                                                                    |
| 18                               | Americains du Sud.....                                                                       | 4.828                                                                                                           | 36.420.000                                   | 13                                                                   |
| 7                                | Allemands.....                                                                               | 83.333                                                                                                          | 49.428.470                                   | 169                                                                  |
| 11                               | Autrichiens.....                                                                             | 9.648                                                                                                           | 23.895.413                                   | 41                                                                   |
| 17                               | Hongrois.....                                                                                | 2.261                                                                                                           | 17.449.705                                   | 13                                                                   |
| 2                                | Belges.....                                                                                  | 465.860                                                                                                         | 6.069.321                                    | 7.676                                                                |
| 6                                | Hollandais.....                                                                              | 9.078                                                                                                           | 4.548.596                                    | 200                                                                  |
| 1                                | Luxembourgeois.....                                                                          | 31.248                                                                                                          | 201.068                                      | 14.804                                                               |
| 4                                | Italiens.....                                                                                | 286.042                                                                                                         | 30.947.306                                   | 924                                                                  |
| 5                                | Espagnols.....                                                                               | 77.736                                                                                                          | 17.545.160                                   | 443                                                                  |
| 13                               | Portugais.....                                                                               | 1.331                                                                                                           | 4.348.551                                    | 31                                                                   |
| 3                                | Suisses.....                                                                                 | 83.117                                                                                                          | 92.933.334                                   | 2.834                                                                |
| 6                                | Russes.....                                                                                  | 14.357                                                                                                          | 1.861.910                                    | 16                                                                   |
| 14                               | Suédois.....                                                                                 | 1.155                                                                                                           | 4.784.675                                    | 24                                                                   |
| 10                               | Norvégiens.....                                                                              | 915                                                                                                             | 1.999.176                                    | 46                                                                   |
| 12                               | Danois.....                                                                                  | 741                                                                                                             | 2.172.205                                    | 34                                                                   |
| 9                                | Grecs.....                                                                                   | 2.035                                                                                                           | 2.187.208                                    | 93                                                                   |
| 15                               | Roumains, Serbes et Bulgares.....                                                            | 1.677                                                                                                           | 9.047.054                                    | 18                                                                   |
|                                  | Turcs : <i>Pour Mémoire</i> , la population de la Turquie n'étant pas connue exactement..... | 1.854                                                                                                           | 4.790.000                                    | (37)                                                                 |
|                                  | Totaux (sans l'Amérique)..                                                                   | 1.112.072                                                                                                       | 317.317.305                                  | 250                                                                  |
|                                  | Totaux (avec l'Amérique)..                                                                   | 1.123.924                                                                                                       | 432.987.305                                  | 26                                                                   |

Source : Dénombrement des étrangers en France en 1891. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, 1893.

### III

## ÉMIGRATION AYANT POUR BUT LE PEUPLEMENT ET L'EXPLOITATION DES COLONIES FRANÇAISES

---

### A. — IMMIGRATION LIBRE

---

La France, qui, dans les siècles précédents, s'était si hardiment intéressée à l'œuvre coloniale (1) et qui avait manifesté de si grandes qualités colonisatrices, dont les fautes de la politique et des revers de fortune ont anéanti les plus brillants résultats, s'est, pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, tristement désintéressée des colonies restées en sa possession ou entrées dans son domaine.

La conquête de l'Algérie elle-même n'a pas été, à l'origine, entreprise dans un but colonial, mais bien pour détruire un foyer de corsaires.

Ce désintéressement tient à des causes multiples.

Après les grandes guerres de la Révolution et de l'Empire, les hommes manquaient pour s'occuper d'œuvres

---

(1) C'est donc très injustement, à notre avis, que dans un mémoire présenté à l'Institut en 1796, M. de Talleyrand écrivait :

« Jusqu'à présent, les gouvernements se sont fait une espèce de principe de politique de n'envoyer, pour fonder les colonies, que des individus sans industrie, sans capitaux et sans mœurs. C'est le principe absolument contraire qu'il faut adopter, car le vice, l'ignorance et la misère ne peuvent rien fonder, ils ne savent que détruire. »

Ce reproche ne peut pas, bien évidemment, être applicable aux colonisateurs du Canada, de la Louisiane et de l'Inde française.

coloniales. Lorsque ce vide fut comblé, survint une période d'activité industrielle très intense, absorbant toutes les préoccupations et tous les efforts.

Enfin, la centralisation administrative excessive qui, depuis le premier Empire, est restée la base de notre régime politique, était pour la bonne gestion d'un domaine colonial un obstacle qui, malheureusement, n'a pas encore disparu.

L'exemple de l'Angleterre démontre à l'évidence que l'autonomie sagement réglementée est la condition nécessaire du développement rapide et continu des colonies.

L'administration des colonies par le Département de la Marine a également présenté des inconvénients; un ministère militaire absorbé par les préoccupations primordiales de la défense nationale ne pouvant apporter une attention égale au développement agricole et commercial d'une colonie.

Fort heureusement, dans ces dernières années, un mouvement d'opinion de plus en plus caractérisé s'est produit, qui proteste contre ce système de désintéressement.

Nombreux sont les hommes politiques, les économistes et les publicistes qui, frappés de l'insuffisance des résultats obtenus dans notre domaine colonial, si on les compare aux sacrifices considérables d'hommes et d'argent qui y ont été faits, recherchent les moyens nouveaux d'avancer l'œuvre de la colonisation dans les immenses territoires qui sont devenus la propriété de la France.

On a préconisé l'emploi des grandes Compagnies sur le modèle de celles qui existaient aux siècles derniers, il a été présenté dans ce but, le 17 juillet 1891, un projet de loi gouvernemental et, à la date des 8 novembre 1892 et 24 janvier 1896, des propositions de loi d'initiative parlementaire (1).

---

(1) Voir CAUWÈS, *Les nouvelles compagnies de colonisation privilégiées*, Larose et Forcé, 1892.

Voir Eug. ETIENNE, *Les compagnies de colonisation*, Paris, Challamel, 1897.

La discussion de ces projets ne pourra vraisemblablement avoir lieu dans la législature actuelle, mais ils s'imposeront à l'attention de la nouvelle Chambre.

Leur examen ne rentre pas dans le cadre de cette étude, puisque leur adoption aurait pour résultat de déléguer à des Compagnies d'initiative privée l'action des pouvoirs publics, ceux-ci n'intervenant que pour donner les autorisations nécessaires sur des bases préalablement arrêtées par le législateur.

Revenons donc à notre sujet, en recherchant ce qui a été fait par le gouvernement français et ce qu'il projette de faire pour le peuplement et l'exploitation des colonies françaises.

Au point de vue budgétaire, les ressources mises à la disposition du gouvernement sont d'une parcimonie navrante.

Le ministère des Colonies dispose d'un crédit spécial affecté à l'introduction de travailleurs aux colonies; ce crédit est insuffisant pour faire face à une émigration importante, la gratuité du transport n'a pu être jusqu'ici donnée que pour les personnes et non pour le matériel qu'elles emportent avec elles. Le seul bon côté de cette fâcheuse économie est d'obliger l'Administration à faire un choix parmi les postulants et de n'envoyer aux colonies que des individus qui présentent toutes les conditions de réussite (1).

---

(1) L'Administration fait son choix parmi les postulants qui fournissent les justifications suivantes :

I. — Production des pièces ci-après désignées, savoir :

1<sup>o</sup> Extrait du casier judiciaire ;

2<sup>o</sup> Certificat de bonnes vie et mœurs ;

3<sup>o</sup> Certificat médical constatant que l'état de santé permet de supporter les climats tropicaux.

II. — Justification de ressources assurées à l'arrivée dans la colonie choisie.

1<sup>o</sup> Quand le pétitionnaire possède des ressources personnelles (il devra toujours en indiquer le montant dans sa demande de passage) le moyen le plus simple consiste à déposer la somme dont il peut



Le tableau qui suit, emprunté à l'exposé des motifs d'une proposition de résolution de MM. Bazille et Dutreix, annexée au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 28 mai 1897, présente pour chacune des années 1885 à 1894 :

- 1° Le montant des crédits définitifs du budget colonial ;
- 2° La somme prévue pour introduction de travailleurs aux colonies ;
- 3° Le montant de la dépense réelle effectuée sur cette somme.

On remarquera le chiffre trop modeste de la subvention affectée à ce service.

| ANNÉES     | BUDGET COLONIAL<br>—<br>Montant<br>des crédits définitifs<br>de l'exercice | CRÉDIT PRÉVU<br>pour<br>Introduction<br>de travailleurs<br>aux colonies | DÉPENSE EFFECTUÉE<br>sur le crédit<br>prévu pour<br>Introduction<br>de travailleurs<br>aux colonies |
|------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
|            | fr. c.                                                                     | francs                                                                  | fr. c.                                                                                              |
| 1885.....  | 112.715.003 90                                                             | 38.800                                                                  | 45.273 39                                                                                           |
| 1886.....  | 42.484.927 18                                                              | 25.000                                                                  | 14.719 03                                                                                           |
| 1887.....  | 43.078.693 74                                                              | 75.000                                                                  | 37.188 62                                                                                           |
| 1888.....  | 64.939.578 67                                                              | 75.000                                                                  | 52.042 56                                                                                           |
| 1889.....  | 59.516.902 23                                                              | 50.000                                                                  | 50.166 75                                                                                           |
| 1890.....  | 59.048.140 10                                                              | 50.000                                                                  | 11.381 56                                                                                           |
| 1891.....  | 68.682.402 23                                                              | 50.000                                                                  | 51.408 51                                                                                           |
| 1892.....  | 86.433.579 61                                                              | 50.000                                                                  | 63.716 75                                                                                           |
| 1893.....  | 81.346.180 07                                                              | 70.000                                                                  | 53.777 71                                                                                           |
| 1894.....  | 86.202.006 85                                                              | 70.000                                                                  | 32.873 07                                                                                           |
| Total..... | 704.447.414 58                                                             | 553.800                                                                 | 412.547.95                                                                                          |

disposer dans une maison de banque ou établissement de crédit, qui tiendra les fonds à sa disposition dans le pays de destination.

Le dépôt effectué, en retirer *deux récépissés* ; le *primata* devant être conservé par le titulaire pour retirer son dépôt, le *uplicata* devant être remis à l'Administration et rester annexé au dossier.

A titre d'indication, le Département signale aux déposants la Banque de l'Indo-Chine, 35, rue Laffitte, à Paris, qui a des succursales à Saïgon (Cochinchine), à Hanoï et Haiphong (Tonkin), Pnom-Penh (Cambodge), à Pondichéry (Inde), à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) ;

2° Quand le pétitionnaire ne possédera pas de ressources, il devra joindre à sa demande une déclaration émanant d'une maison de commerce ou d'un industriel, portant *engagement* de l'employer et de faire face aux frais de son rapatriement s'il devenait nécessaire, quelle qu'en soit la cause.

Dans les budgets de 1895, 1896 et 1897, le crédit affecté à l'introduction de travailleurs aux colonies n'a pas varié; dans ces trois dernières années, il a été envoyé, sous les auspices du département, le nombre d'émigrants suivant :

|                         | 1895 | 1896 | 1897<br>15 novembre |
|-------------------------|------|------|---------------------|
| Indo-Chine.....         | 129  | 90   | 89                  |
| Nouvelle Calédonie..... | 115  | 179  | 163                 |
| Nouvelles Hébrides..... | »    | »    | 3                   |
| Côte d'Ivoire.....      | 1    | 1    | »                   |
| Sénégal.....            | 13   | 1    | »                   |
| Guyane.....             | 1    | 4    | 5                   |
| Réunion.....            | 2    | 2    | 1                   |
| Djibouti.....           | »    | »    | 1                   |
| Mayotte.....            | 4    | 1    | »                   |
| Diégo-Suarez.....       | 6    | »    | »                   |
| Martinique.....         | 2    | »    | »                   |
| Guadeloupe.....         | »    | 1    | »                   |
| Nossi-Bé.....           | 2    | 2    | 1                   |
| Madagascar.....         | »    | »    | 8                   |
| Tahiti.....             | »    | »    | 3                   |
| TOTAUX.....             | 275  | 281  | 274                 |

L'extension donnée au service en 1897 a nécessité l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 10,000 francs.

Les organes institués pour propager les connaissances des ressources de nos colonies et faire l'éducation coloniale du peuple peuvent rendre de réels services; mais ils sont loin d'être aussi bien organisés que l'*Emigrant's Information Office* anglais et surtout que l'*Imperial Institute for the United Kingdom, the Colonies and India*, créé à Londres à la suite de l'Exposition coloniale et indienne de 1886 et dont les magnifiques collections se composent d'échantillons de produits des colonies anglaises et des marchandises qui y sont importées. Le montant des dons particuliers et des subventions recueillies lors de la fondation de cette œuvre grandiose a dépassé 400,000 livres sterling.

La Belgique, qui vient d'organiser dans le Parc de Ter-vueren, pendant l'Exposition internationale de Bruxelles, un musée colonial permanent, est également bien mieux dotée que la France à l'heure actuelle.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que depuis quelques années on a fait des efforts sérieux pour mettre ces services en contact plus intime avec le public (1).

L'*Exposition permanente des Colonies*, qui possède des collections assez riches de produits coloniaux et une bibliothèque coloniale, avait été, en 1887, augmentée du service des renseignements coloniaux.

En 1894, l'exposition permanente (2) devint une simple annexe du service des renseignements commerciaux et de la colonisation, qui avait été ainsi mis à même de donner des indications plus précises.

On compléta son action par la publication d'une *Revue Coloniale* (3) qui répandait dans la France entière des renseignements utiles aux personnes qui ne pouvaient venir les demander à Paris.

Toute une série de *notices*, à l'usage des émigrants, contenait des indications pratiques sur le climat, les moyens de transport, les ressources, la culture, etc., de différentes colonies.

Il est question de compléter cette œuvre en établissant un bureau de renseignements pour les émigrants en France au départ et un bureau du même genre dans chaque colonie à l'arrivée qui, établis d'une façon simple et pratique, serviraient d'intermédiaires pour faciliter l'émigration (4).

---

(1) V. Rapport de M. Siegfried sur le budget du ministère des Colonies. — Exercice 1897, p. 78 et suivantes.

(2) A la suite de la démolition du Palais de l'Industrie pour la construction de nouveaux palais destinés à l'Exposition de 1900, l'Exposition permanente des Colonies a dû être momentanément supprimée. Elle sera partiellement reconstituée par la Chambre de commerce de Paris si le Parlement adopte le projet de loi qui a été présenté à cet effet par M. André Lebon ministre des Colonies. On peut espérer que l'Exposition des Colonies françaises en 1900 fournira les éléments rajeunis d'une nouvelle exhibition de produits coloniaux installés dans un local bien approprié et comparable à ceux de l'Imperial Institute de Londres et du Musée de Tervueren.

(3) La *Revue Coloniale* est actuellement annexée au *Moniteur officiel du Commerce*, publié par le ministère du Commerce et de l'Industrie.

(4) V. Rapport Siegfried, p. 36.

L'*Office national du Commerce Extérieur* (1), projeté par le ministère du Commerce et qui a fait l'objet d'un projet de loi présenté à la Chambre le 4 décembre 1897, contribuera de son côté à propager les renseignements nécessaires aux exportateurs français dans les colonies et aux industriels qui auraient l'intention de s'y établir.

Au point de vue de l'immigration il y a lieu de distinguer les colonies françaises en colonies d'exploitation et colonies de peuplement.

Dans les premières, l'Européen ne peut pas impunément, pour sa santé, se livrer au travail de la terre ou en plein air; ces colonies recherchent donc surtout des capitalistes pour créer des entreprises et elles ont besoin d'une main-d'œuvre apte au travail local. Cette main-d'œuvre est quelquefois fournie par les indigènes, la plupart du temps elle l'est par l'immigration de gens de couleur. Il n'y a donc pour ainsi dire pas place pour l'émigrant, tel que nous l'avons défini. Ceci explique le peu de faveurs dont disposent les autorités locales pour attirer l'émigration française. Ces faveurs consistent, en général, en concessions ou ventes de terres à bas prix (Guyane : prix réduit payé en espèce ou en prestations. Arrêtés locaux des 5 juin et 5 déc. 1884. — Mayotte : concessions faites en vertu de l'ordonnance du 21 oct. 1845 et du décret du 5 mars 1856. — Cochinchine : subventions aux immigrants qui s'adonnent à certaines cultures ou pratiquent certains métiers).

Les mesures de police concernant l'immigration imposent aux immigrants l'obligation de faire constater leur arrivée et souvent d'obtenir un permis de séjour. Ce système est en vigueur à la Martinique, on exige leur inscription sur un

---

(1) V. Exposé des motifs, n° 2873. 6<sup>me</sup> Législature.



registre matricule (Arr. loc. 6 déc. 1880 et 19 avril 1883); il en est de même à la Guadeloupe (18 juin 1864).

L'étranger doit, au Sénégal, se présenter au bureau des affaires extérieures pour y déclarer les motifs de son voyage (5 nov. 1847), et à la Réunion il lui faut, en vertu de l'arrêté du 12 juin 1862, obtenir un permis de séjour. L'immigration chinoise, assez considérable en Cochinchine, y a motivé un service spécial institué par les arrêtés locaux des 24 novembre 1874; 6 avril 1876 et 13 octobre 1876. En dehors de ces dispositions locales, l'immigration y est soumise aux lois générales spécialement au décret du 13 février 1852.

Tous les efforts portent sur l'immigration réglementée que nous étudierons dans un chapitre spécial.

Les colonies françaises de peuplement sont : l'Algérie, le protectorat de Tunisie, Madagascar, tout au moins en partie, la Nouvelle-Calédonie et les îles Tahiti.

---

## ALGÉRIE

L'Algérie est une colonie d'une nature spéciale qui, suivant les régions que l'on envisage, présente tour à tour les caractères de colonie de peuplement, d'exploitation ou de commerce.

La zone du littoral ou du Tell est celle où doit de préférence se rendre l'immigration. Elle seule se prête, d'une façon constante, à l'habitat et la reproduction de l'Européen,

---

Nous extrayons la plupart des renseignements qui suivent du remarquable rapport de M. le sénateur Labiche, sur la colonisation de l'Algérie, annexé au procès-verbal de la séance du 4 février 1896, n° 19. Voir aussi *Journal officiel*, 27 mars 1897. Sénat, discours de M. CAMBON.

J. DUVAL, *L'Algérie et les colonies françaises*, Paris, Guillaumin, 1862.  
Pour les textes, V. ESTOUBLON, *Code de l'Algérie*, Alger, 1896.



son sol est assez fertile pour la constitution de la petite propriété. La région des hauts plateaux, au contraire, convient plutôt à l'élevage ou aux exploitations qui n'exigent pas une culture intensive; enfin, sur les confins du Sahara, quelques points situés sur la route des caravanes peuvent être utilisés comme comptoirs ou comme marchés. Il faut donc, au point de vue économique, diviser l'Algérie en trois zones parallèles à la mer, au lieu de maintenir la division, à la fois politique et historique en trois parties perpendiculaires au rivage (1). C'est pour n'avoir pas reconnu à temps cette division, que l'on a été amené à prolonger la période des tâtonnements et à essayer des systèmes très divers que l'on avait le tort de vouloir appliquer également sur toute l'étendue du territoire.

A ces difficultés purement physiques, que rencontrait l'œuvre de la colonisation, il faut joindre celles qui résultaient de la présence sur le territoire d'une population arabe très considérable.

Au lieu de reculer devant le conquérant ou de s'assimiler à lui, comme le font généralement les peuplades qui habitent les territoires coloniaux, les Arabes, guidés par un fanatisme religieux, qui les rend presque inassimilables, cherchaient toutes les occasions de révolte. L'immigrant ne trouvait donc pas la sécurité nécessaire.

D'autre part, les Arabes, dont, aux termes de la capitulation, la France devait respecter les droits, possédaient la plus grande partie des terres. On ne pouvait donc offrir aux immigrants qu'une étendue relativement minime et ceci explique pourquoi les lots ont toujours été d'une contenance restreinte, ce qui pour beaucoup a été la cause de l'insuccès, parce que le sol, peu fertile en certains endroits, demande à n'être cultivé que tous les deux ans.

On divise l'histoire de la colonisation algérienne en quatre périodes. Elles correspondent à des systèmes différents que

---

(1) Voir discours de M. J. CAMBON, p. 612.

nous allons étudier au point de vue spécial de l'immigration.

Ces périodes sont les suivantes :

De 1830 à 1857, conquête et suite de la conquête jusqu'à la pacification complète par suite de la soumission de la grande Kabylie ; — de 1858 à 1860, Ministère de l'Algérie ; — de 1861 à 1870, reconstitution du gouvernement militaire et rêve du royaume arabe ; — de 1871 à ce jour, régime du gouvernement civil.

La première période est caractérisée par l'application d'une foule de systèmes qui, tour à tour, ouvrent ou ferment les portes à l'immigration.

Avant 1836, rien n'avait été fait en vue du peuplement, bien plus, M. J. Duval nous révèle l'existence d'une ordonnance ou d'un arrêté ministériel de 1832 qui avait pour but « d'arrêter une émigration trop hâtive, trop nombreuse, « d'obvier au désagrément de voir tomber des individus dans « la détresse pour s'être inconsidérément transportés dans « cette contrée sans avoir les moyens d'y vivre fixes et « assurés ».

On exigea des immigrants la preuve qu'ils avaient des moyens d'existence. L'ouvrier célibataire devait justifier d'un capital de 100 francs ; de 400 s'il était marié ; celui qui prétendait à la propriété foncière devait posséder 2,000 francs. Les rapatriements furent presque aussi nombreux que les départs ; les Suisses, qui avaient tenté d'y diriger leur émigration durent bientôt y renoncer.

Les principales causes des succès furent le manque de sécurité et le peu de stabilité de la propriété basée sur le régime des concessions.

Un arrêté du maréchal Clauzel, en date du 26 septembre 1836 prescrivait le lotissement de terrains situés aux alentours du camp d'Erlon, il réglait également le mode de concession. Mais le pays était encore mal pacifié, la révolte d'Abd-el-Kader et, dans un autre ordre d'idées, l'ordonnance du 21 juillet 1846, qui, soumettant à la sanction royale la concession des moindres terres, paralysait l'action des gouverneurs, entravaient tout progrès.

Entre temps, le maréchal Bugeaud avait tenté son système de colonies militaires et le général Lamoricière, proposé de subventionner l'émigration européenne en donnant des primes aux émigrants pour chacun des actes qu'ils accompliraient comme colons.

En 1848, une loi ouvrit un crédit de plusieurs millions destinés à la création de centres agricoles ; mais les éléments qui les peuplèrent, issus pour la presque totalité des ateliers de Paris, ne purent réussir.

Le maréchal Randon négligea l'œuvre du peuplement ; son but fut de remédier aux défauts de l'arrêté de 1841 et des ordonnances de 1846 et 1847 sur le régime des concessions. Pour permettre au colon de trouver du crédit au moment de son établissement, il fit inaugurer, par le décret du 26 avril 1851, un régime qui accordait la propriété définitive du lot dès le premier jour, mais contenait une clause résolutoire pour le cas de défaut d'accomplissement de certaines conditions. Les concessionnaires durent justifier qu'ils avaient des ressources nécessaires pour mener à bien leur exploitation (Déc. du 23 avril 1852).

C'est avec le gouvernement de ce maréchal que se termine la première période. Les résultats au point de vue du peuplement avaient été les suivants :

| ANNÉES    | FRANÇAIS | POPULATION EUROPÉENNE TOTALE |
|-----------|----------|------------------------------|
| 1833..... | 3.748    | 7.812                        |
| 1836..... | 5.485    | 14.561                       |
| 1841..... | 16.677   | 37.374                       |
| 1845..... | 46.339   | 95.321                       |
| 1851..... | 63.050   | 131.283                      |
| 1856..... | 92.750   | 167.670                      |

Dans les dernières années de la première période se place, dit M. le sénateur Labiche, à la page 24 de son rapport précité, une tentative de colonisation par l'intermédiaire d'une Compagnie. Par décret du 26 avril 1853, l'État concéda à la Compagnie genevoise des terrains domaniaux d'une contenance de 20,000 hectares situés dans les environs

de Sétif. La Compagnie devait créer sur ces terrains dix villages ayant chacun une superficie de 2,000 hectares et devant comprendre 50 feux. Ces conditions n'ont été remplies que dans une très faible mesure. Les maisons construites par la Société ne présentaient plus, peu d'années après, que des ruines. Les colons découragés, exploités par la Société et expropriés par celle-ci pour non payement des sommes dues, ont abandonné en masse le pays. La population des colonies genevoises n'était plus formée au 1<sup>er</sup> janvier 1868, que de 308 individus. Par contre, à la même date, la population indigène installée dans ces colonies se chiffrait par 3,242 âmes. L'entreprise de colonisation a tourné en une spéculation de capitalistes.

La seconde période s'étend du 24 juin 1858 au 24 novembre 1860.

Au point de vue politique, on rattache plus étroitement le gouvernement local au gouvernement métropolitain par la création du ministère de l'Algérie. La question du peuplement fut abandonnée. Le seul fait notable de la période est la substitution de la vente à la concession gratuite, opérée par le décret du 25 juillet 1860. Ce décret avait été rendu pour simplifier la tâche de l'Administration, impuissante à vérifier l'accomplissement des nombreuses conditions qui étaient imposées aux colons, par les ordonnances précédentes, pour obtenir leur titre définitif de propriété.

Le ministre ne pouvait qu'à titre exceptionnel accorder des concessions gratuites.

La troisième période (1860 à 1871) débute par la mise en œuvre de ce régime nouveau ; mais la politique du royaume arabe arrêta complètement l'œuvre commencée.

La faculté de donner exceptionnellement des concessions gratuites conservée en 1860, fut complètement supprimée par le décret du 31 décembre 1864 ; on retirait en même temps,



par le sénatus-consulte du 22 avril 1863, des terres à la colonisation en déclarant les tribus propriétaires des territoires dont elles avaient la jouissance, à quelque titre que ce fût ; le maréchal de Mac-Mahon alla jusqu'à déclarer qu'il ne couvrirait plus de sa protection les audacieux qui voudraient faire de la colonisation en dehors des limites fixées par le gouvernement (1).

La politique du royaume arabe n'avait pas été sans soulever de vives oppositions ; vers 1870, on comprit la nécessité de reprendre l'œuvre des années antérieures et l'on allait y pourvoir lorsque éclata l'insurrection d'une partie des indigènes des départements d'Alger et de Constantine.

Cette insurrection fut bientôt réprimée et la mise sous séquestre de guerre d'une grande partie des terres appartenant aux indigènes permit de réaliser les programmes un instant suspendus.

C'est dans ces conditions que s'ouvre la quatrième période qui va de 1871 à nos jours.

La contenance des terres séquestrées sur les Arabes était de 400,000 hectares.

On en affecta immédiatement, par la loi du 21 juin 1871, 100,000 aux Alsaciens-Lorrains qui voudraient opter pour la nationalité française ; les terres étaient mises à leur disposition par le système des concessions gratuites.

Ce régime fut appliqué à tous les immigrants français ; le décret du 16 octobre 1871, dans son titre II, établissait une sorte de location du lot, au prix de un franc par an ; qui se changeait en propriété définitive si le colon résidait neuf ans sur la terre. La superficie ainsi concédée variait de 3 à 10 hectares par tête, suivant la composition de la famille. Le bail était cessible au bout de la deuxième année et c'est à l'occupant au moment de l'expiration du délai, que l'on remettait le



titre définitif de propriété. Des décrets postérieurs (10 oct. 1872 et 15 juil. 1874), reprirent ce système, mais en améliorant la situation du colon au point de vue du crédit.

La législation en vigueur est formée par le décret du 30 septembre 1878. Comme les décrets précédents, il conserve le système de la concession. Le gouverneur peut concéder des lots de villages d'une étendue maximum de 40 hectares ; ils deviennent la propriété des concessionnaires au bout de cinq ans de résidence. Les lots de fermes peuvent comprendre jusqu'à 100 hectares.

Dans certains cas et sous certaines conditions, on peut mettre des lots aux enchères ou les vendre de gré à gré si la vente aux enchères n'a pas réussi ; une décision du gouverneur général, datée de 1882 et prise en vertu de l'article 26 du décret du 30 septembre 1878, a appliqué ce mode d'une façon invariable à tous les lots de fermes.

Des projets de loi ont été déposés depuis cette époque dans le but d'avancer l'œuvre de la colonisation.

L'un d'eux fut voté par la Chambre des députés le 11 juin 1881, par le Sénat le 22 mai 1882 ; les quelques modifications qui y avaient été apportées le firent renvoyer à la Chambre ; mais il ne fut pas examiné par suite de la présentation d'un second projet analogue.

Le premier établissait un privilège spécial sur les lots, pour augmenter les facilités de crédit des colons. Le colon recevait sans délai le titre définitif de propriété, sous condition résolutoire.

L'attributaire muni de son titre définitif pouvait, si l'immeuble concédé n'était encore grevé d'aucune hypothèque conventionnelle, consentir sur cet immeuble une hypothèque privilégiée au profit du prêteur qui lui fournissait des sommes destinées à des travaux de construction, d'améliorations agricoles ou à l'acquisition d'un cheptel.

L'acte d'emprunt devait constater la destination des fonds empruntés.

Le prêteur, pour opposer aux tiers son hypothèque privilégiée, aurait dû établir par tous les moyens de preuve du

droit commun, et notamment par la production de quittances et documents justificatifs, que les sommes prêtées avaient reçu la destination annoncée dans l'acte de prêt.

Il pouvait, au préalable, requérir le juge de paix de la circonscription de faire constater l'état des terrains par un expert dans un procès-verbal sommaire, qui resterait annexé à l'acte de prêt et qui n'entraînerait d'autres frais que le salaire de l'expert (art. 2).

En cas de déchéance, le prêteur conservait son hypothèque privilégiée sur l'immeuble, sans que l'État pût se prévaloir de la résolution qui résulterait contre lui de cette déchéance aux termes de l'article 225 du Code civil (art. 3).

Le second projet tendait au vote de 50 millions destinés à compléter le réseau des centres de colonisation. On devait acquérir par voie d'expropriation régulière des terrains sur les indigènes.

Ce projet, déposé le 3 juillet 1883 sur le bureau de la Chambre, ne fut pas adopté.

Le 29 avril 1886, le gouvernement saisit le Sénat d'un nouveau projet qui tendait à la réglementation de l'aliénation des terres coloniales. Le Sénat l'adopta dans sa séance du 19 novembre 1889, mais il n'a pas encore été examiné par la Chambre.

Enfin, le 17 mars 1897, M. Cambon obtenait au Sénat le vote d'une résolution ainsi conçue :

« Le Sénat, persuadé qu'il y a lieu de poursuivre l'œuvre de colonisation en Algérie, appelle l'attention du Gouvernement sur la nécessité :

« 1° De modifier le décret du 30 septembre 1878 dans le sens du projet présenté par l'Administration algérienne ;

« 2° De donner suite au projet de loi sur le crédit des colons, adopté par le Sénat dans sa séance du 16 mai 1882 ;

« 3° De développer la colonisation, en faisant appel de plus en plus à l'initiative individuelle ».

Les modifications demandées au décret du 30 septembre 1878 sont : la substitution, au moins en principe, de la vente à la concession en matière de colonisation, tout en

maintenant le droit pour l'Administration d'accorder quelques concessions gratuites. — Augmentation de l'étendue des lots destinés au pâturage; ils seraient alors attribués par le gouverneur en conseil de gouvernement. — Introduction d'une faculté analogue au droit de préemption américain en faveur des fils des colons.

Le mouvement de l'immigration depuis 1861 est le suivant :

| ANNÉES    | FRANÇAIS | IMMIGRATION EUROPÉENNE TOTALE |
|-----------|----------|-------------------------------|
| 1861..... | 112.229  | 205.888                       |
| 1866..... | 122.119  | 235.222                       |
| 1872..... | 129.601  | 256.659                       |
| 1876..... | 136.365  | 371.378                       |
| 1881..... | 233.937  | 523.981                       |
| 1886..... | 259.729  | 499.633                       |
| 1891..... | 271.101  | 803.629                       |

Les sommes qui sont affectées au service de la colonisation s'élèvent :

| ANNÉES                 | FRANCS     | ANNÉES             | FRANCS     |
|------------------------|------------|--------------------|------------|
|                        |            | <i>Report.....</i> | 19.765.000 |
| 1885.....              | 2.845.000  | 1892.....          | 2.545.000  |
| 1886.....              | 2.845.000  | 1893.....          | 2.495.000  |
| 1887.....              | 2.815.000  | 1894.....          | 2.545.000  |
| 1888.....              | 2.815.000  | 1895.....          | 2.545.000  |
| 1889.....              | 2.815.000  | 1896.....          | 2.319.000  |
| 1890.....              | 2.815.000  | 1897.....          | 2.220.000  |
| 1891.....              | 2.815.000  |                    |            |
| <i>A reporter.....</i> | 19.765.000 | <i>TOTAL.....</i>  | 34.434.000 |

## TUNISIE

Le service de l'immigration en Tunisie appartient à la Direction de l'agriculture et du commerce.

On accorde aux émigrants des réductions sur le prix des

---

Voir *Notice sur la Tunisie*, à l'usage des émigrants. Tunis, 1897.

passages; mais ils doivent, pour obtenir cette faveur, soit justifier qu'ils ont du travail assuré d'avance dans le pays ou qu'ils disposent de ressources nécessaires pour attendre d'avoir trouvé de l'ouvrage, soit venir dans le but d'acquérir et travailler des terres domaniales.

Ils peuvent, à leur arrivée, se rendre à la Direction de l'agriculture et du commerce où un service spécial de renseignements et d'immigration a été institué pour les guider et faciliter leurs recherches.

Le gouvernement du protectorat dispose de vastes étendues de terres qui sont vendues aux immigrants, mais ne font jamais l'objet de concessions gratuites. Les domaines ont été morcelés de façon à rendre les lots accessibles aux plus petites fortunes; ces lots ont été au préalable défrichés par la main-d'œuvre pénale.

La vente a lieu de gré à gré et à prix fixe, payable moitié au moment de la conclusion de la vente, un quart après la troisième année et le dernier quart après la quatrième année, le tout sans intérêt.

Le paiement au comptant ferait bénéficier l'acheteur d'un escompte de dix pour cent.

Le titre foncier n'est délivré qu'au bout de deux ans, le colon doit alors avoir mis en valeur son terrain dans des conditions compatibles avec sa situation de fortune; il doit également construire une habitation et résider sur son lot. En cas de non-accomplissement de ces conditions, le terrain lui serait retiré avec toutes ses améliorations; on ne lui rembourserait que le prix d'achat sous déduction de 5 0/0 représentant l'indemnité d'occupation.

Le titre foncier est frappé, lors de sa délivrance, d'une hypothèque de premier rang destinée à garantir le paiement des termes non échus.

L'immatriculation du lot sur les registres de la conservation foncière est facultative pour l'immigrant. Ce système, institué par un décret du 1<sup>er</sup> juillet 1885, modifié le 17 mars 1892, est analogue à celui établi en Australie par l'Act Torrens.

Les immigrants qui préfèrent ne pas immobiliser immé-



diatement dans l'achat du fonds une grande partie de leurs capitaux, peuvent acquérir un terrain par le contrat d'Enzel; d'après la nouvelle législation foncière, l'enzeliste devient propriétaires des fonds par le paiement, non d'un prix versé une fois pour toutes, mais par une rente fixe et perpétuelle.

Ce mode d'acquisition est spécialement employé pour les biens habous (biens de mainmorte) dont la vente au comptant n'est pas autorisée par la loi. La demande se fait à la Djemaïa des Habous, l'immatriculation du lot est obligatoire.

L'immigration tunisienne se compose principalement de Français, de Siciliens et de Maltais.

« Les Français, au nombre primitif de quelques centaines, se sont accrus d'un millier par an. La colonie française compte environ quinze mille âmes. C'est une colonie d'élite; la qualité des colons supplée à leur quantité au point de donner des illusions sur cette dernière (1). »

Les Italiens atteignent le chiffre de 35,000; ils sont un obstacle à l'arrivée d'immigrants d'autres nationalités parce qu'ils contribuent, par la modicité de leurs prétentions, à faire baisser des salaires déjà très bas par suite de la concurrence des indigènes; l'élément sicilien, dont la proportion dans la criminalité est considérable, forme en outre une immigration dangereuse.

Un certain nombre de Grecs, pêcheurs, résident aux environs de Sfax.

Bien qu'il n'y ait jamais eu, à proprement parler, de recensement général, on divise la population comme suit (2):

---

(1) *La France en Tunisie*. Société générale des sciences pures et appliquées. Paris, 1897, CARRÉ et NAUD, p. 44.

(2) V. TURQUAN. *Notes statistiques sur la Tunisie*, dans *la France en Tunisie* (V. *supra*).



|                                                                      |           |          |
|----------------------------------------------------------------------|-----------|----------|
| Musulmans et Israélites . . . . .                                    | 1,700,000 |          |
| Italiens. . . . .                                                    | 40,000    | } 77,750 |
| Français ou protégés, non compris<br>le corps d'occupation . . . . . | 20,000    |          |
| Maltais. . . . .                                                     | 16,000    |          |
| Espagnols . . . . .                                                  | 500       |          |
| Allemands . . . . .                                                  | 250       |          |
| Grecs. . . . .                                                       | 1,000     |          |
| Total. . . . .                                                       | 1,777,750 |          |

La population française, que l'on évaluait à 300 unités au moment de l'occupation en 1881, est ainsi indiquée par le recensement de 1891 :

|                                                           |        |          |
|-----------------------------------------------------------|--------|----------|
| Population française civile . . . . .                     | 10,030 | } 19,647 |
| Corps d'occupation . . . . .                              | 9,617  |          |
| Protégés musulmans (Algériens) . . . . .                  | 20,098 | } 22,530 |
| Protégés israélites (Algériens et<br>Tunisiens) . . . . . | 2,389  |          |
| Protégés chrétiens (Syriens et Rou-<br>mains) . . . . .   | 43     |          |
| Total. . . . .                                            | 42,177 |          |

Leur répartition par professions est la suivante :

|                                                              |     |
|--------------------------------------------------------------|-----|
| Agriculteurs, viticulteurs. . . . .                          | 348 |
| Propriétaires et rentiers. . . . .                           | 271 |
| Avoués, avocats, hommes d'affaires en géné-<br>ral . . . . . | 84  |
| Commerçants, industriels . . . . .                           | 885 |
| Ecclésiastiques, religieux . . . . .                         | 155 |
| Employés de l'État . . . . .                                 | 892 |
| — chez les particuliers. . . . .                             | 780 |
| Ingénieurs, architectes, etc. . . . .                        | 102 |
| Journalistes . . . . .                                       | 7   |

|                                                       |       |         |
|-------------------------------------------------------|-------|---------|
| Magistrats . . . . .                                  | 22    |         |
| Manceuvres, ouvriers, etc. . . . .                    | 527   |         |
| Médecins, pharmaciens . . . . .                       | 51    |         |
| Ouvriers d'art. . . . .                               | 471   |         |
| Professeurs. . . . .                                  | 215   |         |
| Sans professions connues, femmes et enfants . . . . . | 5,809 |         |
| Total : population civile . . . . .                   |       | 9,973   |
| Corps d'occupation : Officiers. . . . .               | 487   | } 9,617 |
| Troupe. . . . .                                       | 9,130 |         |
| Total général. . . . .                                |       | 19,590  |

L'immigration italienne est la suivante :

Résidents en 1882 : 11,206

|               |       |                 |        |
|---------------|-------|-----------------|--------|
| 1882. . . . . | 2,235 | 1887. . . . .   | 633    |
| 1883. . . . . | 1,867 | 1888. . . . .   | 902    |
| 1884. . . . . | 637   | 1889. . . . .   | 639    |
| 1885. . . . . | 818   | 1890. . . . .   | 522    |
| 1886. . . . . | 1,557 | Total . . . . . | 21,016 |

## MADAGASCAR

L'autorité de la France à Madagascar fut longtemps nominale; à l'issue de la guerre de conquête, elle fut, le 6 août 1896, déclarée colonie française, et l'on confia au général Gallieni, investi des fonctions de résident général, le soin de tracer la voie à l'immigration. L'histoire de l'immigration

---

*Sur la colonisation de Madagascar au XVII<sup>e</sup> siècle. V. Louis PIAULAT, Madagascar sous Louis XIV.*

gration n'a donc point de passé au XIX<sup>e</sup> siècle, mais l'avenir semble plein d'espérances. Le résident général a reconnu la diversité qui existe dans le climat des différentes zones de l'île ; son intention est d'établir pour chacune un régime distinct ; il désire en même temps assurer la sécurité des immigrants et asseoir la propriété sur des bases certaines. Il nous paraît intéressant de citer quelques-uns des passages de circulaires dans lesquelles il expose son système et donne à ses subordonnés les instructions nécessaires pour sa mise en œuvre.

...Le climat tempéré des plateaux appelle la petite colonisation qui donnera l'aisance à de nombreux agriculteurs français à l'étroit dans la mère-patrie ; les vastes pâturages du Nord assureront une grande extension à l'industrie de l'élevage déjà prospère ; les climats chauds de la côte sont propres à toutes les cultures coloniales (Circulaire n° 221, avril 1897)...

La contenance des lots variera suivant la destination à laquelle ils seront affectés.

...Les concessions gratuites étant de 100 hectares, les lots les plus petits devront avoir cette contenance approximative... Les terrains pour l'élevage comprendront de vastes espaces... Vous devrez procéder à l'immatriculation, par vastes territoires, de plusieurs milliers d'hectares des terrains reconnus particulièrement propres à l'élevage ; ces territoires seront divisés, selon les demandes, au fur et à mesure des besoins (Circulaire n° 243)...

Le mode employé pour donner à la propriété des bases certaines sera le suivant :

...J'estime que le moyen le plus pratique consiste à suivre la méthode de colonisation déjà appliquée avec succès au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Cette méthode consiste à déclarer *ouverts à la colonisation* certains territoires choisis judicieusement, fertiles, salubres, situés près centres habités ou sur de grandes voies de communication et d'une étendue variable depuis une centaine jusqu'à des

milliers d'hectares. Chacun de ces territoires sera arpenté et divisé en lots de superficie variables... Les titres de propriété définitifs de ces différents lots seront établis à l'avance et de telle sorte que l'arrivant n'ait qu'à faire mettre son nom sur ce titre de concession et à payer les frais d'immatriculation, pour être à même d'entrer en possession immédiate et définitive de sa concession (Circulaire n° 221)...

... Quand le travail préparatoire sera achevé et que j'aurai adopté le projet de lotissement que vous m'aurez proposé, je donnerai des ordres pour que les agents du service topographique se rendent sur les lieux et fassent l'abornement des lots et des périmètres déclarés ouverts et pour que le service des domaines procède à l'immatriculation des lots ainsi choisis (Circulaire n° 243)...

Le général Gallieni se propose de faire l'accueil le plus hospitalier à l'immigration.

... Nous devons faire de la grande île une colonie de colons (Circulaire 221). — Il importe que chacun se rende bien compte que la conquête, commencée par nos armes, ne peut devenir définitive et profitable que par l'arrivée de colons français, qui mettront en valeur les richesses du pays ainsi conquis (Circulaire 243). — Suivant moi, le meilleur administrateur sera celui qui aura réussi par son intelligente sollicitude à favoriser, dans sa province, l'installation du plus grand nombre d'entreprises agricoles, commerciales ou industrielles...

... Il est du devoir de nos résidents, de nos chefs de provinces, de tous nos fonctionnaires, en un mot, de faire tous leurs efforts pour assurer le succès de l'initiative privée : 1° en attirant les bonnes volontés par la perspective de grandes facilités d'installation; 2° en évitant au nouvel arrivant les pertes de temps et d'argent résultant de longues recherches et en lui offrant immédiatement un terrain préparé à le recevoir; 3° en permettant au colon d'écouler ses produits en le mettant en relations avec les commerçants de la métropole ou de nos autres colonies (Circulaire n° 221).

En outre et pour empêcher qu'aucune atteinte ne puisse être portée à l'agriculture et à l'industrie locales par un exode trop considérable des indigènes, le ministre des Colonies a, sur la demande du résident général à Madagascar, fait rendre le 10 juin 1897 un décret approuvant l'arrêté suivant :

ART. PREMIER. — Nul ne peut entreprendre à Madagascar et dans ses dépendances les opérations d'engagement et de transport des émigrants ou de recrutement des travailleurs engagés à temps sans l'autorisation du résident général en conseil d'administration.

ART. 2. — Les compagnies ou agences d'émigration ou de recrutement de travailleurs pour des colonies ou pays n'appartenant pas à la France ne pourront être autorisées à entreprendre les opérations d'engagement et de transport des émigrants qu'à titre essentiellement temporaire et exceptionnel, à la condition de fournir un cautionnement dont le maximum est fixé à la somme de 40,000 francs.

ART. 3. — Les compagnies ou agences agissant pour le compte et sous la garantie de l'administration d'une colonie française pourront être dispensées de la formalité du cautionnement par le résident général en conseil d'administration.

ART. 4. — Le cautionnement sera versé en numéraire et portera intérêt à raison de 3 0/0 par an.

Il ne pourra être restitué que six mois après la déclaration faite par les compagnies ou agences qu'elles renoncent à l'exercice de leur industrie ou après le retrait de l'autorisation ou le décès des personnes autorisées.

ART. 5. — L'autorisation sera toujours révocable par le résident général, soit d'une façon générale, soit pour un pays déterminé :

- 1° En cas d'abus grave;
- 2° Toutes les fois que la situation économique ou politique de la colonie sera jugée de nature à nécessiter la suppression



des opérations pour lesquelles aura été délivrée l'autorisation.

ART. 6. — Les compagnies sont responsables de leurs agents, qui doivent être munis d'une procuration authentique.

ART. 7. — Aucun navire affecté au service de l'émigration ne pourra sortir du port sans que le capitaine ou l'armateur soit muni d'un certificat constatant que toutes les prescriptions imposées, soit par la loi du 23 juillet 1860, soit par les décrets rendus en exécution de cette loi dans l'intérêt de la police et des émigrants, ont été remplies.

ART. 8. — Toute infraction aux dispositions des articles 1 et 7 du présent arrêté sera poursuivie devant les tribunaux de police correctionnelle et punie d'une amende de 50 à 5,000 francs ou d'un emprisonnement de quinze jours à six mois.

En cas de récidive, les pénalités pourront être cumulées et portées au double.

L'article 463 du Code pénal ne sera pas applicable.

Seront passibles des mêmes pénalités les capitaines de navire et patrons de bateaux qui auraient embarqué des émigrants et seraient en contravention à l'article 7 susvisé.

ART. 9. — Les contraventions au présent arrêté seront constatées par les officiers de police judiciaires et les capitaines de port.

ART. 10. — M. le procureur général, chef du service judiciaire et MM. les résidents et administrateurs chefs de province sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tananarive, le 26 avril 1897.

Des propositions de lois d'initiative parlementaire tendent à appuyer et à faciliter l'exécution de cet excellent programme de colonisation.

L'une, de MM. L. Brunet et de Mahy, propose l'ouverture d'un crédit de cinq millions de francs, imputable sur les exercices 1898, 1899, 1900, 1901 et 1902 mis à la disposition du gouvernement de Madagascar pour servir à l'établissement d'une caisse de colonisation.

Une seconde, de M. Girault concerne l'introduction gratuite à Madagascar de colons français.

Elle instituerait en faveur des immigrants libres un régime de concessions analogue à celui établi par les articles 10, 41 et 12 du décret du 18 janvier 1895 pour les transportés libérés.

---

## NOUVELLE-CALÉDONIE

Cette colonie a un des meilleurs climats du globe, l'Européen peut y travailler sans danger, dès son débarquement, et elle est appelée à devenir une des plus belles parties du domaine colonial français.

Son affectation, comme lieu de transportation des criminels, constitue cependant un très sérieux obstacle à son rapide développement. Entrée en notre possession en 1853, elle a cette destination depuis 1863.

Le voisinage désagréable et dangereux des déportés éloigne trop souvent les colons libres qui ne regardent pas comme une compensation suffisante les avantages qu'ils peuvent retirer de l'« Assignation individuelle » ou mise à leur disposition de condamnés comme main-d'œuvre agricole, système créé par décret du 15 septembre 1891 et réglementé à nouveau par un second décret du 31 décembre 1894.

L'immigration libre s'est trouvée, d'autre part, entravée par une difficulté tout administrative, la question de savoir si les terres à concéder appartenaient à l'Etat ou à la colonie.

Par une déclaration en date du 20 janvier 1855, le gouverneur de la colonie avait réservé à l'Etat le droit d'acheter les

terres occupées par les indigènes et la propriété de toutes celles non occupées par ces derniers.

L'Etat se réservait, en outre, le droit de faire les concessions. En 1862, un arrêté du 5 octobre créa à côté du domaine de l'Etat un domaine colonial, en attribuant à la colonie la propriété des bois, des carrières et des eaux. De ce dualisme mal défini naquirent des difficultés auxquelles coupa court un arrêté du 11 septembre 1875, supprimant purement et simplement le domaine de l'Etat en Nouvelle-Calédonie, en reconnaissant que le domaine colonial comprenait tous les biens vacants et sans maître et les biens et droits immobiliers provenant de l'occupation de la Nouvelle-Calédonie tels qu'ils sont déterminés par la déclaration du 20 janvier 1855.

L'Etat ne possède donc plus que la propriété des bâtiments et terrains qui sont ou seront affectés à un service public rétribué sur les fonds de l'Etat.

Toutefois, en vue de constituer une réserve permettant de donner des concessions aux condamnés, l'Etat s'est attribué par un décret du 16 août 1884, le droit de propriété sur les terres alors occupées par les indigènes et qui deviendraient libres et vacants (1).

Les concessions et les ventes affectées au profit de l'immigration libre portent donc sur le domaine colonial.

L'œuvre de la colonisation se poursuit aujourd'hui activement sous la triple action de l'Etat, du gouvernement et de l'Union Coloniale Française. Nous n'avons pas à examiner l'action de cette dernière, qui rentre dans l'initiative privée, mais nous devons reconnaître son heureuse influence et l'impulsion qu'elle a donnée à l'immigration.

Indépendamment du grand nombre de passages gratuits accordés par le ministre des Colonies à des émigrants désirant se rendre à la Nouvelle-Calédonie, l'Etat a fait, par décret du 10 avril 1897, attribution au budget local, à titre

---

(1) V. DISLERE. *Traité de législation coloniale*, n° 891 à 893. 1<sup>re</sup> Edition, Paul Dupont, à Paris.

de subvention pour une période de dix années des produits du domaine de l'Etat qui excèdent le montant des recettes qui seraient inscrites sous le même titre (Produits du domaine) au budget de l'Etat. Ces produits doivent être employés aux dépenses de la colonisation.

Ce même décret pose le principe de la vente et de la location par adjudication publique des lots mis à la disposition des immigrants. Il prévoit cependant quelques cas de concessions gratuites.

Le programme suivi par le gouverneur actuel, M. Feillet, est réglé par deux arrêtés locaux des 10 juillet et 19 novembre 1895.

Il consiste à ouvrir des centres à la colonisation. Ils sont morcelés en lots mis à la disposition des immigrants. Ces terres sont appropriées soit à titre onéreux par location avec promesses de vente (1) soit par concessions gratuites ; mais ce qui fait l'originalité du système, c'est que dans ce dernier cas, l'immigrant est tenu de planter la moitié de son lot en caféiers, dans l'espace de cinq ans. En cas d'inexécution de cette clause, le lot lui serait retiré.

Pour aider les colons dans leurs exploitations et leur assurer une main-d'œuvre qui leur manque, le gouvernement local a entrepris l'introduction de travailleurs de couleur par l'immigration réglementée.

Il introduisit tout d'abord des travailleurs annamites, mais le premier essai ne fut pas satisfaisant. L'administration demanda alors aux autorités néerlandaises et obtint l'autorisation de recruter des Javanais, dont la situation fut réglementée par un arrêté de novembre 1895. Le premier convoi, composé de 184 coolies, est débarqué à Nouméa le 15 février 1896 et ceux-ci trouvèrent rapidement un emploi.

---

(1) Lorsque la terre est concédée en location avec promesse de vente, les conditions de cette vente sont stipulées dans le bail, le prix du fermage est de 60/0 de la valeur de la terre et le prix se paye par annuités. On emploie généralement ce mode pour l'acquisition de domaines plus étendus que les concessions gratuites.

## I L E S - T A H I T I

Les autorités locales ont constitué une Caisse agricole qui facilite l'installation des colons. Cette caisse achète des terrains qu'elle revend au prix coûtant et payable en dix annuités. On a supprimé sauf pour les habitants des autres îles de l'Océanie toutes les formalités relatives au séjour.





## B. — IMMIGRATION RÉGLEMENTÉE

---

Après l'abolition de l'esclavage dans les colonies, qui eut lieu le 3 mai 1848, les plantations furent abandonnées par les esclaves émancipés; et les autochtones se refusant au travail agricole, l'État dut se préoccuper d'amener aux colonies une main-d'œuvre étrangère soumise à un régime spécial qui assurât la régularité de son travail tout en écartant le caractère de servilité. On avait un précédent dans les pratiques du xvii<sup>e</sup> siècle. Le système consistait à provoquer de la part des travailleurs un contrat, par lequel ils s'engageaient à venir travailler en qualité de travailleurs libres pendant un temps déterminé, à les soumettre à une législation particulière destinée tout à la fois à prévenir les abus dont ils pourraient être victimes et à faire en sorte qu'ils ne puissent se soustraire à l'engagement de travail qu'ils auraient contracté; une fois le délai d'engagement expiré, ils seraient rapatriés gratuitement. Ce système a reçu le nom d'*immigration réglementée*.

Ce système fut organisé par les décrets des 13 février et 27 mars 1852.

Le premier ne faisait aucune distinction entre les émigrants européens ou hors d'Europe. L'article 1<sup>er</sup> décidait que « les émigrants, qui seront engagés par les colonies pourront « y être conduits soit aux frais de l'État soit avec l'assistance

---

DISLÈRE. *Traité de Législation coloniale* (2<sup>e</sup> édition), Paul Dupont.  
DE LANESSAN. *L'Expansion coloniale de la France*, Félix-Alcan, Paris.

« du Trésor public. — Art. 2. L'émigrant aura droit lorsqu'il  
« n'aura encouru aucune condamnation correctionnelle ou  
« criminelle au passage de retour pour lui, sa femme et ses  
« enfants non adultérins. — Il aura pendant l'année qui suivra  
« l'expiration du délai fixé, la faculté d'opter entre le rapa-  
« triement et une prime d'une somme équivalente aux frais  
« de ce rapatriement, qui lui sera allouée après justification  
« d'un rengagement ».

Le titre II déterminait la situation de l'immigrant dans la colonie et le mode de passation de ce contrat.

Le payement des frais du rapatriement ou des primes était opéré par le budget local pour lequel il était une dépense obligatoire; il devait être perçu dans chaque colonie, pour l'alimenter : 1° un droit d'enregistrement dès l'engagement de chaque immigrant introduit aux frais ou avec l'assistance de l'État ou de la colonie et sur chaque transfert ou renouvellement dudit engagement; 2° un droit proportionnel au salaire de l'immigrant.

Le régime du travail spécial aux colonies organisé, par le décret du 13 février 1892, diffère de celui établi par le droit commun, par les points suivants :

1° La définition du vagabondage, donnée à l'article 16 est beaucoup plus stricte que celle résultant de l'article 270, C. pén. : un émigrant peut être condamné pour vagabondage, même s'il possède un domicile certain;

2° Par dérogation au principe ordinaire des contrats, la retenue d'une journée de travail supplémentaire est édictée, sans stipulation spéciale, contre l'immigrant qui manque au travail pendant une journée;

3° L'immigrant est soumis à l'obligation d'un engagement;

4° Les contrats d'engagement ne sont pas faits en vue d'un engageiste déterminé; ils peuvent être rétrocedés et le travail des immigrants sous-loué.

Le décret du 27 mai 1852 fixe les conditions et les règles de l'émigration des travailleurs d'Europe d'une part et en second lieu des travailleurs exotiques.

L'émigrant européen devait produire en France au préfet

du département, et à l'étranger à toute autorité désignée par le ministre, un engagement de travail avec un propriétaire rural d'une colonie. Cet engagement devait contenir les obligations réciproques de l'engagiste et du travailleur. L'immigrant n'avait droit aux allocations de l'État ou des colonies qu'après l'approbation de ce contrat par le ministre; celui-ci fixait, pour chaque cas, le montant de la somme qui serait accordée à chaque individu, soit comme frais de passage, soit comme secours de route.

« De ce premier chef, le résultat fut nul, soit qu'il ait été impossible de recruter des émigrants, soit plutôt que les propriétaires des colonies n'aient manifesté aucun désir d'avoir des travailleurs européens, auxquels ils auraient été obligés de donner des salaires élevés (1).

La situation des émigrants des pays hors d'Europe était ainsi réglée :

« ART. 7. — L'émigration des pays hors d'Europe n'aura lieu, même sans subvention sur les fonds de l'État, qu'après avoir été autorisée par le ministre de la Marine et des colonies.

Il sera créé, pour cette émigration, un agent spécial au lieu même où elle s'effectuera; il devra veiller aux opérations du recrutement et s'assurera que les partants consentent, en pleine connaissance de cause, à se rendre dans la colonie pour laquelle ils ont été recrutés (art.8). Les émigrants de moins de vingt ans seront représentés auprès de l'agent par leurs parents (art. 9).

L'agent tiendra un registre matricule où il sera fait mention de l'accomplissement des formalités prescrites et qui contiendra des indications signalétiques propres à faire reconnaître l'identité de l'émigrant.

Le titre II réglait le mode d'aménagement des navires affectés au transport.

L'article 36 investit les gouverneurs des colonies du soin de

---

(1) V. DE LANESSAN. *Expansion coloniale de la France*, p. 801.

pourvoir « par des règlements spéciaux à toutes les mesures  
« de protection que pourra réclamer la situation des immi-  
« grants, et notamment, quand il y aura lieu, à l'organisation  
« des syndicats destinés à leur servir d'intermédiaires auprès  
« de l'administration et d'ester pour eux en justice à fin  
« d'exercice et de recouvrement de leurs salaires ou de leurs  
« parts dans les produits ».

Les conditions du rapatriement sont indiquées dans les articles 37 et 38.

« Sous l'influence de ce décret, les agences de recrutement de travailleurs, pris hors d'Europe, se multiplièrent avec une grande rapidité et de très nombreux immigrants furent introduits dans nos colonies; mais le recrutement fut accompagné d'abus tels que le gouvernement français dut prendre en mains le service de l'introduction (1). »

Le 14 avril 1857, il signait avec la maison Régis un contrat pour l'introduction de 7,500 Africains à la Guadeloupe; mais on ne put trouver d'engagés volontaires.

Enfin le 6 janvier 1859, le prince Napoléon, alors ministre de l'Algérie et des colonies interdisait à la Réunion l'émigration africaine.

A l'immigration de travailleurs de race noire, succéda celle de travailleurs indiens; mais comme les quelques parcelles qui nous restaient de notre ancien domaine ne constituaient pas un réservoir suffisant et comme, d'autre part, il n'était pas possible de faire fonctionner sur le territoire anglais des agences de recrutement sans l'autorisation du gouvernement britannique, les autorités françaises se virent amener à conclure la convention du 25 juin 1860, qui autorisait le recrutement d'indigènes du Bengale à destination de la Réunion. Cette convention fut étendue le 1<sup>er</sup> juillet 1861, à toutes les colonies françaises.

---

(1) V. DE LANESSAN. *Op. cit.*, p. 803 et seq.

Elle établissait le mode de recrutement de ces travailleurs sous le contrôle de la surveillance du gouvernement anglais.

La convention du 1<sup>er</sup> juillet 1861 contenait un article additionnel qui mettait, en quelque sorte, le sort de nos colonies à la discrétion de l'Angleterre.

Cet article stipulait, pour le gouvernement anglais, la faculté de suspendre, en tout temps, l'émigration pour une ou plusieurs des colonies françaises, dans le cas où il aurait lieu de croire que dans ces colonies on ne remplissait pas exactement les obligations imposées par la convention.

Usant de cette faculté le gouvernement des Indes anglaises interdit l'émigration de ses indigènes à la Guyane en 1876 ; en 1882 à la Réunion et en 1888 dans les Antilles.

Depuis cette époque une convention a été conclue avec le Portugal, consacrée par un décret portugais du 23 juin 1881, pour autoriser le recrutement dans les possessions du Mozambique de travailleurs à destination de Mayotte et de Nossi-Bé.

Il semble, au premier abord, qu'avec l'étendue actuelle de notre domaine colonial l'interdiction de recrutement à l'étranger de travailleurs faite à nos colonies devrait nous laisser indifférents. N'avons-nous pas, en effet, en Indo-Chine ou à Madagascar des réservoirs où pourraient puiser celles de nos colonies qui sont obligées de se procurer une main-d'œuvre étrangère ?

Il n'en est rien, cependant, l'Administration ayant le devoir de réserver tout d'abord cette main-d'œuvre à la colonie elle-même tant qu'il n'y a pas pléthore évidente.

C'est pour ce motif qu'à la date du 26 avril 1897, le résident général de Madagascar prenait un arrêté, cité à la page 150 pour interdire les opérations de recrutement des indigènes sans autorisation du résident général en conseil d'administration ; dans le même ordre d'idées on peut citer un arrêté du 25 juin 1895, qui interdit le recrutement des indigènes du Sénégal.

Quelques colonies, et spécialement la Guyane et la Réunion, ont beaucoup souffert de cette disette de main-d'œuvre ;



cette situation pénible semble à la veille de se modifier. Des négociations étaient depuis longtemps déjà en cours pour conclure avec le gouvernement anglais une nouvelle convention. Elles ont abouti au mois de décembre 1897 à la signature d'une convention dont le ministre des Affaires étrangères a donné communication au Conseil des ministres dans sa séance du 14 janvier.

Voici les principales dispositions de cette Convention, qui porte la date du 24 décembre 1897 :

ARTICLE PREMIER. — La colonie de la Réunion pourra recruter et engager des travailleurs sur les territoires indiens appartenant à la Grande-Bretagne, à destination de la Réunion, aux conditions ci-après désignées.

ART. 2. — Le recrutement des travailleurs indiens sujets de Sa Majesté britannique n'est autorisé que pour la culture du sol et les travaux de l'industrie agricole ; il sera interdit d'employer à d'autres occupations, à la Réunion, les Indiens qui auront contracté un engagement de travail en exécution de la présente convention.

ART. 4. — Tout propriétaire foncier de la Réunion qui désirera engager aux Indes des travailleurs indiens sujets de Sa Majesté britannique, pour la culture du sol ou les travaux de l'industrie agricole, en fera la demande au protecteur des immigrants. Il indiquera dans sa demande le nombre d'hommes et de femmes qu'il désire engager.

A la réception de cette demande, qui sera aussitôt communiquée au consul britannique à la Réunion, le protecteur procédera à la visite des camps et de l'hôpital du propriétaire, puis il la transmettra au gouverneur de la Réunion avec un rapport sur les résultats de sa visite.

Au vu de ce rapport et des observations du consul britannique, s'il en est présenté, le gouverneur statuera sur la demande.

ART. 7. — L'agent français jouira, relativement aux opérations de recrutement qui lui seront confiées, pour lui comme pour toutes les personnes qu'il emploiera, de toutes les faci-

lités et avantages accordés aux agents de recrutement des colonies britanniques.

ART. 9. — La durée de l'engagement d'un travailleur indien ne pourra excéder trois années.

ART. 10. — Aucun émigrant ne pourra être embarqué sans que l'agent français d'émigration et le protecteur britannique des émigrants aient reconnu que l'émigrant s'est librement engagé, qu'il a une connaissance parfaite du contrat qu'il a passé, du lieu de sa destination, de la durée probable de son voyage et des divers avantages attachés à son engagement.

ART. 16. — Chaque convoi d'émigrants embarqués pour la Réunion devra comprendre un nombre de femmes égal au moins à la moitié de celui des hommes.

ART. 18. — Les capitaines des navires portant des travailleurs indiens seront tenus de transporter gratuitement toutes les dépêches qui leur seraient délivrées par l'Administration postale du port d'embarquement pour leur port de destination et de les remettre à l'Administration postale de ce port au moment même de leur arrivée.

ART. 19. — A l'arrivée à la Réunion d'un navire de travailleurs indiens, l'Administration... prendra les mesures nécessaires pour que le consul britannique puisse communiquer avec les immigrants avant leur répartition dans la colonie.

Il sera donné au consul avis des décès et naissances qui pourraient survenir durant l'engagement, ainsi que des changements de maîtres, des rengagements, des délivrances de cartes d'ancien émigrant et des rapatriements.

ART. 22. — Dans la répartition des travailleurs faite à l'arrivée des immigrants ou ultérieurement, aucun mari ne sera séparé de sa femme, aucun père ni aucune mère de ses enfants âgés de moins de seize ans, à moins que lesdits mari, femme, père ou mère n'y aient donné leur consentement exprès devant le protecteur qui le consignera sur le

matricule des immigrants et en avisera aussitôt le consul britannique.

Aucun travailleur ne sera transféré sans son assentiment d'une commune dans une autre, non plus que tenu d'accepter un nouveau maître si ce n'est lorsque l'exploitation agricole à laquelle le travailleur est attaché aura changé de propriétaire.

ART. 23. — L'immigrant ne pourra être tenu de travailler plus de six jours sur sept, ni plus de neuf heures et demie par jour.

ART. 24. — Pour les absences de l'immigrant, il ne sera pas exigé de journées de remploi à l'expiration du contrat de service, mais, au cours de celui-ci, il pourra être fait sur les salaires mensuels de l'immigrant une retenue des journées d'absence illégale et de la valeur des rations de vivres correspondant à ces journées.

Toutefois, en cas d'interruption du travail résultant d'un emprisonnement pour toute autre cause qu'une infraction à la loi du travail, l'immigrant pourra être astreint à remplacer les jours employés à purger sa condamnation.

ART. 27. — Toutes les facilités nécessaires seront accordées aux immigrants indiens pour leur permettre de déposer par petites sommes leurs économies dans les caisses d'épargne de la colonie.

ART. 29. — A l'expiration de son engagement, l'Indien... aura la faculté... de conclure... un nouveau contrat de service dont la durée ne pourra excéder un an.

Il jouira de la même faculté à l'expiration de ce nouveau contrat et de ceux qu'il pourrait conclure successivement pour le même objet.

ART. 30. — Aucune prime ni aucune avance de salaire ne seront allouées aux travailleurs indiens à l'occasion de leurs rengagements.

ART. 32. — Tous engagements et contrats de service de travailleurs indiens conclus à la Réunion seront soumis au

visa du consul britannique... auquel il appartient de donner ou de refuser son adhésion auxdits engagements et contrats.

ART. 40. — La présente convention entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1898 ; sa durée est fixée à trois ans et demi...

Néanmoins, le gouverneur général des Indes britanniques, en conseil, aura, conformément à l'Act sur l'émigration indienne de 1883 relatif à l'émigration aux colonies britanniques, la faculté de suspendre, en tout temps, l'émigration pour la Réunion, dans le cas où il aurait lieu de croire que les mesures convenables n'ont pas été prises dans cette colonie, soit pour la protection des immigrants immédiatement à leur arrivée, ou pendant le temps qu'ils y ont passé, soit pour leur retour en sûreté dans l'Inde, soit pour les pourvoir du passage de retour à l'époque à laquelle ils y auront droit. »

---

## COCHINCHINE

Il n'y a pas, dans cette colonie, de régime spécial concernant l'immigration réglementée, qui se trouve, par suite, soumise aux décrets généraux de 1852. Le besoin de main-d'œuvre se fait sentir et l'on désire l'établissement d'un service qui mette des travailleurs à la disposition des colons.

Dans sa séance du 24 janvier 1897, le Conseil colonial de la Cochinchine émettait le vœu ci-après :

« Les membres soussignés du Conseil colonial,

« Attendu que plus des trois quarts de la superficie de la Cochinchine est encore inculte ;

« Que cette situation est due au manque de bras et de capitaux ;

« Qu'il est de l'intérêt de cette colonie de voir supprimer ces deux causes qui arrêtent son développement ;

« Que la population du Tonkin, de même race que les indigènes de la Cochinchine, suffit et au delà pour procurer à cette dernière la main-d'œuvre qui lui fait défaut ;



« Invitent l'administration de la Cochinchine à s'entendre avec le gouverneur général et l'administration du protectorat du Tonkin pour créer à Hanoï et à Haiphong un service d'émigration auquel les colons cochinchinois, désireux de se procurer une main-d'œuvre qui fait défaut en Cochinchine, puissent s'adresser ;

« Invitent également l'administration à faire tout son possible pour accorder la gratuité du passage aux émigrants tonkinois engagés par des colons de Cochinchine. »

---

## NOUVELLE-CALÉDONIE

La main-d'œuvre de cette colonie est en partie fournie par les condamnés déportés qui sont mis à la disposition des colons en vertu de deux décrets en date des 15 septembre 1891 et 31 décembre 1894. Il a été cependant nécessaire d'organiser un régime spécial pour l'immigration réglementée. Le recrutement des Indiens n'est pas autorisé par l'Angleterre, et les autorités locales ne se soucient pas d'introduire des Chinois sur le territoire. On a donc eu recours à l'immigration de Javanais autorisée par un décret de novembre 1895 et celle d'indigènes des îles de l'Océanie, en particulier des Nouvelles-Hébrides. Le service est institué par l'arrêté local du 26 mars 1874. Le recrutement est dirigé par un « commissaire du gouvernement ». La durée des contrats varie de deux à cinq ans, ils peuvent être renouvelés ou cédés, mais avec le consentement des intéressés. Le port du livret est obligatoire.

Les engagés insubordonnés peuvent être envoyés, par le commissaire de l'immigration, aux ateliers de discipline, pour une durée de huit à soixante jours.

Après un séjour de huit années, l'engagé peut obtenir le droit de rester sur le territoire en qualité de colon libre.

On peut assimiler à ces engagés les naturels de l'île qui



viennent passer des contrats, leur situation a été réglée par un arrêté du 8 août 1882, ils sont soumis aux conditions imposées aux travailleurs étrangers.

Les frais enfin sont supportés par une caisse d'immigration constituée par l'arrêté du 10 novembre 1865. Elle est alimentée par une subvention de la colonie et une taxe annuelle et fixe payée par les engagistes pour chacun des travailleurs qu'ils emploient.

---

### MARTINIQUE

Le système de l'immigration réglementée a été aboli dans cette colonie par l'arrêté du 26 décembre 1884. Cet arrêté avait été pris pour exécuter une délibération (1) du Conseil général du 18 décembre 1884. Il était dit dans cette délibération : « Le travail réglementé est aboli. Aucun contrat passé sous le régime actuel ne sera renouvelé, la prime de rengagement est en conséquence supprimée (2). » Cette décision a été prise sous l'influence d'une population métis et mulâtre de petits propriétaires, dont le but était de provoquer le morcellement des grandes propriétés en les privant des travailleurs qui étaient nécessaires à leur mise en valeur.

Le régime de transition fut réglé par un arrêté du 17 janvier 1885, qui avait surtout pour but de hâter le départ des travailleurs actuellement en cours de contrat.

A cet effet, après avoir édicté quelques règles sur le logement, la nourriture, l'habillement et les soins médicaux auxquels ont droit les immigrants, il instituait à Fort-de-France et à Saint-Pierre des syndicats protecteurs destinés

---

(1) Aux termes de l'article 3 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866, qui règle la Constitution de la Martinique, il appartient au Conseil général de délibérer sur le mode de recrutement et de protection des immigrants.

(2) V. DISLÈRE, *Traité de législation coloniale*, n° 1186.

à diriger les immigrants dans les actions judiciaires qu'ils peuvent avoir à soutenir, ils ont le droit de poursuivre d'office la résiliation des contrats, *même sans le consentement des engagés.*

Le recrutement des travailleurs fut fait successivement dans l'Inde, en Chine et en Afrique, puis dans l'Inde.

|                           |                   |
|---------------------------|-------------------|
| 1853-1857 : Inde.         |                   |
| 1857-1852 : Chine . . . . | 1,001 immigrants. |
| — Afrique . . .           | 13,058 —          |
| 1861-1882 : Inde . . . .  | 24,584 —          |

---

## GUADELOUPE

Le régime spécial est établi par des arrêtés des 24 septembre 1859, 19 février 1861, 16 juin 1877, 27 janvier 1880 et 21 février 1881.

La protection des immigrants est assurée par un personnel spécial (V. 19 février 1861 et 21 février 1881). Le protecteur des immigrants centralise ce service, il est aidé par des syndics et des sous-inspecteurs.

Les premiers, établis auprès de chaque justice de paix, reçoivent les réclamations des immigrants, ils veillent à ce que leurs salaires soient régulièrement payés.

Les seconds servent de mandataires pour introduire toutes les actions dans l'intérêt des immigrants.

Chaque propriétaire ne peut recevoir plus de 30 engagés par an, ni en compter plus de 150 à la fois sur sa plantation.

Les travailleurs sont répartis entre les engagistes par les soins d'un comité d'immigration; ils peuvent être retirés de l'exploitation, à laquelle ils ont été affectés, par le gouverneur.

Les dépenses occasionnées par ce service sont supportées

par une caisse spéciale qui recouvre ses avances au moyen des primes d'introduction que lui versent les engagistes. Cette caisse a été organisée par l'arrêté du 18 février 1860.

---

## GUYANE

Le régime de l'immigration réglementée à la Guyane fut successivement établi par des arrêtés locaux du 28 décembre 1860, 27 mai 1877 et 12 octobre 1880. Il est aujourd'hui réglé par le décret du 13 juin 1887.

Le protectorat des immigrants est placé dans les attributions du directeur de l'intérieur (V. chap. XVII), un chef de bureau, qui prend le titre de protecteur des immigrants, est spécialement attaché à ce service; il fait des propositions pour l'ordonnancement des dépenses de l'immigration, il contrôle l'introduction des immigrants et la conclusion de leur contrat d'engagement ou de réengagement, ainsi que les mesures à prendre pour leur rapatriement. Il doit visiter, au moins une fois par an, les exploitations qui emploient des immigrants; toutefois ce droit de visite ne s'étend pas au domicile privé de l'engagiste, etc. Les immigrants sont tenus de passer un contrat, ils sont immatriculés et doivent toujours être porteurs de leur livret; les immigrants d'origine indienne ne pourront être employés sur les établissements aurifères. La conclusion des contrats, le traitement des immigrants, leur salaire, font l'objet de chapitres spéciaux.

L'immigration des Indiens sujets anglais à la Guyane fut interdite par l'Angleterre dès 1876.

A cette époque, on en avait introduit 8,472; auparavant, du 11 novembre 1854 au 11 novembre 1859, 1,828 indigènes africains avaient été amenés dans la colonie.

La difficulté de se procurer une main-d'œuvre a arrêté presque complètement l'œuvre de la colonisation de la

Guyane, qui est cependant susceptible de grands développements. On s'est demandé souvent pourquoi elle n'était pas aussi prospère que ses deux voisines : la Guyane hollandaise et la Guyane anglaise. Leurs conditions climatiques sont, en effet, semblables ; leurs richesses naturelles identiques. Il faut en trouver la cause dans ce fait qu'elle ne peut se servir comme elles de coolies indiens.

Le nombre des coolies introduits dans la Guyane anglaise et la Guyane hollandaise, de 1891 à 1894, serait :

| ANNÉES    | GUYANE ANGLAISE | GUYANE HOLLANDAISE |
|-----------|-----------------|--------------------|
| 1891..... | 5.776           | 616                |
| 1892..... | 4.723           | 1.233              |
| 1893..... | 5.262           | 1.112              |
| 1894..... | 7.277           | 1.219              |

On peut toutefois espérer que la convention récemment conclue entre l'Angleterre et la France au sujet de l'immigration à la Réunion n'est qu'un premier pas, et que lorsqu'elle aura été étendue à la Guyane, celle-ci acquerra la prospérité à laquelle elle peut prétendre.

## LA RÉUNION

La Réunion a commencé à souffrir de la disette de main-d'œuvre depuis le jour de l'émancipation des esclaves, bien que l'on eût pris le soin d'obliger, le 25 octobre 1848, les travailleurs qui allaient être affranchis à contracter un engagement sur une exploitation pour donner aux propriétaires le temps nécessaire de pourvoir à leur remplacement ; on laissait cependant aux esclaves toute liberté pour discuter les conditions de cet engagement.

Les colons de la Réunion bénéficièrent par la suite de l'immigration réglementée telle qu'elle était organisée par

les décrets de 1852, mais leur conduite vis-à-vis des engagés souleva des plaintes qui déterminèrent le gouvernement métropolitain à interdire pour sa destination le recrutement de nègres africains.

C'est alors que fut signée la convention du 25 juin 1860, qui autorisait le recrutement de travailleurs indiens. La colonie bénéficia largement de cette faculté et reçut plus de 40,000 coolies indiens.

A partir de 1877, des plaintes plus ou moins fondées s'étant élevées sur la façon dont les Indiens étaient traités, firent manifester plusieurs fois, par les autorités anglaises, l'intention de suspendre l'émigration. En 1882, le gouvernement britannique fit connaître qu'il exigeait, pour autoriser la continuation du recrutement des travailleurs :

« Que le consul britannique ait le droit de visiter et d'inspecter les habitations qui emploient les sujets anglais ;

« Que les engagements par anticipation, c'est-à-dire ceux faits avant l'expiration du premier contrat de travail, n'aient plus lieu et que les rengagements devront être soumis à la ratification du consul ;

« Que les frais du service de la protection fussent classés parmi les dépenses dites obligatoires du budget local ».

Ces conditions furent repoussées et le gouvernement anglais suspendit l'émigration.

La colonie fut pendant longtemps privée de presque toute main-d'œuvre ; récemment, sur l'intervention de M. Chailley-Bert, secrétaire général de l'Union coloniale, le gouverneur des Indes néerlandaises a autorisé notre colonie à recruter des travailleurs javanais.

La signature de la convention conclue entre la France et l'Angleterre, dont nous avons donné le texte à la page 161, permettra à nouveau l'introduction de travailleurs indiens.

Le régime spécial institué par décret du 27 août 1887, règle comme suit la situation des autres émigrants sur le territoire de la colonie. Ce décret est analogue à celui qui règle la situation des immigrants à la Guyane ; la plus grande partie de leurs dispositions sont communes. Ce sont les



mêmes autorités qui sont chargées du service. Les quelques différences consistent en ce qu'aucun travailleur, sans son consentement, n'est tenu de changer d'engagiste ; que les frais de rapatriement sont dépenses obligatoires pour la colonie qui peut exercer un recours contre les introducteurs et les engagistes ; que le protecteur des immigrants n'est pas investi du droit de provoquer le retrait des coolies ; la limitation des heures de travail qui, à la Guyane, n'est pas applicable la première année, est au contraire immédiatement en usage à la Réunion.

---

#### MAYOTTE — NOSSI-BÉ

Dans ces deux colonies, la situation des immigrants est réglée par un acte de l'autorité métropolitaine, le décret du 2 octobre 1885.

Le service est placé sous l'autorité du chef de service de l'intérieur ; un sous-chef de bureau y prend le titre de commissaire de l'immigration.

Sont soumis au régime de ce décret tous les travailleurs introduits dans ces îles, dans les conditions prévues par les décrets de 1852 ; ceux qui sont venus librement peuvent, par des engagements spéciaux, se placer sous sa protection. Les enfants venus avec leurs parents sont considérés comme immigrants ; à l'âge de vingt et un ans ils peuvent réclamer la qualité de sujet français (en renonçant à tout droit de rapatriement) et rentrent dans le droit commun.

Ce décret règle avec une grande abondance de détails le mode de recrutement des travailleurs, les conditions de leur arrivée dans les îles ; il les soumet à l'obligation de l'immatriculation et du livret ; il détermine les cas de réception, renouvellement, transfert et résiliation des contrats de sous-location ; il fixe les salaires et leur paiement. Un rapport de l'administration de Nossi-Bé ayant démontré l'insuffisance des garanties réservées aux engagés par le système établi, et

les propriétaires ne payant pas toujours régulièrement leurs engagés, un décret du 13 juillet 1896 a modifié l'article 61 du décret de 1885.

Désormais les salaires seront acquittés mensuellement entre les mains du syndic (au lieu de paiement direct tous les trois mois); le syndic paiera les engagés tous les trois mois. Toute personne qui demandera des engagés devra au préalable verser dans les mains du syndic un cautionnement fixé à un mois de salaire d'avance pour chaque engagé.

Le décret de 1885 déterminait encore les cas d'absence légale et illégale, la situation des immigrants au point de vue de l'état civil, les conditions du rapatriement, etc.

L'article 132 autorisait le commandant de la colonie en conseil à priver du droit de recevoir des travailleurs tout engage qui, dans le cours des deux années précédentes, aurait subi une condamnation pour mauvais traitements envers ses engagés ou manquement à ses obligations.

Les propriétaires de Mayotte et de Nossi-Bé eurent toujours de grandes facilités pour recruter des travailleurs. L'interdiction faite à la Réunion en 1859 de continuer l'immigration des noirs de la côte occidentale d'Afrique ne les atteignait pas, et ils purent continuer leurs opérations de recrutement à la grande terre de Madagascar et aux Comores. Le décret portugais du 29 juin 1881 autorisait l'émigration de travailleurs de Mozambique sur leur territoire; les conditions d'exercice de cette faculté étaient réglées par le décret du 14 octobre 1882.

Mayotte et Nossi-Bé ont été rattachées à Madagascar par la loi du 6 août 1896.



## ALLEMAGNE

---

La race germanique, depuis les temps les plus reculés, présente une tendance remarquable à s'expatrier et toutes les lois restrictives opposées par les gouvernements n'ont eu pour autre résultat que de multiplier l'émigration clandestine. Il faut reconnaître d'ailleurs que cette race possède des qualités exceptionnelles pour la colonisation. Procédant lentement, sûrement, avec une ténacité que rien n'arrête, les Allemands réussissent là où d'autres ont échoué (1). Une tournure d'esprit spéciale leur facilite ces résultats ; « comme chez les Sémites, dit J. Duval, la famille ou la « tribu sont la patrie, ils ne se sentent nulle part exilés ».

---

Sources : *Histoire de l'émigration*, J. DUVAL.

*Exposé des motifs de la loi de 1897*, Reichstag, neuvième législature, IV<sup>e</sup> session, n<sup>o</sup> 706.

*Les Colonies et l'Emigration allemande*, J. STÆCKLIN, Paris, Westhauser, 1888.

(1) « Le mécanisme de son intrusion est le même dans tous les pays ; « il est arrivé ici (*Anvers*) la poche peu garnie, mais fort de sa volonté ; « ses prétentions modestes lui ont donné accès dans une grande maison de commerce : peu à peu sa puissance de travail, son instinct des « affaires, ses connaissances linguistiques le mettent en lumière, il en « profite pour pénétrer les secrets de la « firme » et se rendre indispensable. C'est alors qu'il évince les employés... et attire ses compatriotes ; un nouveau pas, il entre dans la famille et devient associé... « Si besoin est, il se fait naturaliser ; mais il ne cesse d'être Allemand « et il continue à travailler dans l'intérêt de son pays. » (*Moniteur officiel du Commerce*, 25 mars 1897, p. 372.)

On les trouve dans toute l'Europe (1). Aux Etats-Unis, ils ont une colonie nombreuse dont Philadelphie fut longtemps le centre. Ils sont également répandus au Brésil, dans l'Amérique du Sud, et, au Chili et au Pérou notamment, sont à peu près les seuls qui réussissent. Enfin, en Afrique où ils ne sont pas encore très nombreux, l'Allemagne s'est créée dans ces dernières années avec sa théorie « des droits tombés en désuétude » (2) un domaine colonial qui la place au troisième rang parmi les puissances colonisatrices, immédiatement après l'Angleterre et la France.

Cette tendance à l'expatriation est d'ailleurs facilitée par l'extrême fécondité de la race et la situation encore peu enviable des ouvriers et des agriculteurs allemands, qui, déjà affaiblis par l'insuffisance de la production agricole, supportent le poids des impôts nécessités par les dépenses maritimes et militaires, et considèrent l'émigration comme une solution immédiate à leur misère.

Cette émigration a néanmoins sa contre-partie. A la différence de l'Italien, du Suisse et du Basque, qui, conservant toujours le souvenir du pays natal, ne partent qu'avec l'espoir de revenir un jour, l'Allemand qui quitte sa patrie est perdu pour elle. « Aux Etats-Unis les colons allemands ne restent plus Allemands de nation. Ils deviennent Américains en peu de temps et acceptent plus aisément que d'autres peuples une nationalité étrangère (3). » Ils y ont perdu leur langue qui est remplacée par un idiôme dans

---

(1) Les Allemands ont pris, à Anvers notamment, une influence qui n'est pas sans préoccuper le gouvernement belge. De 3,161 membres en 1880, la colonie allemande s'est portée en 1895 à 8,726, et encore ne comprend-on dans ce nombre que ceux qui ont un domicile connu. Ils y détiennent la plus grande partie du commerce et ont des représentants dans toutes les chambres syndicales. (*Moniteur officiel du Commerce*, 25 mars 1897.)

(2) *Conférence de Berlin*. — L'Allemagne a acquis de cette façon les territoires continentaux du sultanat de Zanzibar et vise aujourd'hui le Maroc. — Elle a pris à la France des territoires situés à l'embouchure du Congo. — POSTEL, *Gazette géographique*, 29 octobre 1885.

(3) *L'Allemagne illustrée*, MALTE-BRUN, Paris, J. Rouff, 1887, t. IV, 89<sup>e</sup> fasc., p. 106-109.

lequel est entrée une quantité de mots anglais. Cet idiome possède aujourd'hui une littérature et peut être considéré comme une langue nouvelle. Les noms même se sont anglicanisés et l'on remarque que les Allemands qui se sont fait une situation enviable professent un souverain dédain pour les nouveaux colons arrivés d'Allemagne (1).

On comprend donc qu'un semblable état de choses n'ait pu laisser indifférents les pouvoirs publics allemands, et qu'ils veuillent intervenir pour diriger le courant d'émigration. C'est du moins le système qui paraît ressortir de l'exposé des motifs de la nouvelle loi promulguée en 1897.

Désormais l'Allemagne chercherait à tirer profit du surcroît de sa population, qu'elle a, jusqu'à nos jours, dépensé pour le plus grand bénéfice des nations étrangères.

L'histoire de l'intervention des pouvoirs publics en Allemagne comprend trois périodes :

Dans la première, les divers États, soucieux de l'augmentation de la population, entravent l'émigration ; quelques-uns même méconnaissent le droit d'émigrer ; dans la seconde, l'émigration est réglementée dans son recrutement et son transport ; enfin, dans la troisième, à la naissance de laquelle nous assistons, l'émigration serait dirigée aux colonies.

Le système presque généralement employé au début favorise l'immigration et entrave l'émigration dont le droit est cependant reconnu en principe.

La Prusse seule faisait exception. Frédéric-Guillaume avait installé des colonies intérieures dans lesquelles il tâchait, par des faveurs, d'attirer et de retenir les étrangers. La peine de mort frappait l'émigrant et ses complices ; une prime de 200 thalers était donnée à ceux qui arrêtaient un émigrant dans sa fuite.

La Saxe se signalait également par l'extrême rigueur de

---

(1) J. STÖCKLIN, *op. cit.*, p. 168-178.



ses règlements ; l'émigration y fut d'ailleurs de courte durée, et toutes les institutions qui la concernaient, dissoutes vers 1851, faute d'emploi.

Le régime en vigueur en Bavière frappait de mort les agents de recrutement ; l'émigration cependant était permise en droit, mais soumise à des conditions destinées à la supprimer en fait : la délivrance du passeport était subordonnée au dépôt d'un cautionnement et à une retenue d'un dixième des biens de l'émigrant.

C'était la police, dans le Nassau, qui remettait aux quelques émigrants autorisés à partir un duplicata de leur engagement, encore ne pouvait-on se rendre au Pérou. Cet État soutenait les gouvernements qui avaient une législation analogue à la sienne ; les sujets bavarois ou prussiens ne pouvaient conclure de contrats avec les agents recruteurs du duché.

L'électeur de Hesse multipliait les entraves ; il fallait, pour être autorisé à émigrer, fournir des justifications presque impossibles, notamment prouver l'impossibilité de trouver du travail.

Le grand-duc de Hesse agissait d'une façon analogue.

D'autres gouvernements, pour empêcher l'émigration de se procurer les ressources nécessaires, déclaraient nulles les ventes de terre faites par des personnes ayant l'intention d'émigrer.

En résumé, la plus grande partie de l'Allemagne essayait alors de retenir les individus malgré eux, aussi l'émigration clandestine était-elle considérable (1).

Dans tous ces États, les causes d'émigration étaient à peu près les mêmes.

C'était avant tout la grande difficulté du mariage légal. Dans le duché de Bade, dans le Wurtemberg, en Prusse, le jeune homme ne pouvait se marier avant la conscription

---

(1) Il s'y joignait, dans le duché de Posen, une question de patriotisme. Ce duché, après un siècle de domination, n'était pas encore assimilé. — J. DUVAL, p. 93.

(22 ans) ni pendant son service (6 ans). Il lui fallait de plus prouver un domicile légal par la propriété d'une maison (1). Cette dernière condition était très difficile pour les pauvres. Il fallait y ajouter le poids des impôts, l'insuffisance des libertés civiles, politiques et religieuses (spécialement pour les protestants séparatistes et luthériens). La situation du travailleur abandonné aux caprices du propriétaire n'était guère plus enviable que celle du serf de l'ancien régime.

D'autres États, par contre, favorisaient l'émigration. C'étaient spécialement les villes libres : Hambourg, Brême et Francfort. N'ayant pas de territoire, elles n'avaient pas à redouter, comme les autres, la dépopulation des campagnes et, en accueillant les fugitifs des États voisins, elles trouvaient, dans leur expédition à l'étranger, une source de revenus assez considérables. Francfort, le premier, accorda aux agents le droit d'avoir des sous-agents.

Quelques-uns, enfin, subventionnaient l'émigration des indigents.

Le Wurtemberg affecta à cette destination, pendant plusieurs années, une somme de 50,000 florins.

Telle fut la situation durant la première période. Dans la seconde, on remarque deux tendances principales. Les peines sévères qui frappaient l'émigration sont abolies, cependant l'on s'efforce encore d'éviter un trop grand essor; d'autre part, pour éviter les exploitations des nombreux agents recruteurs que la liberté ainsi donnée, avait attirés, et, pour assurer aux émigrants les meilleures conditions de transport, on édicte de nombreuses lois de protection.

A l'Assemblée fédérale de Francfort de 1848, on avait

---

(1) Le Mecklembourg dispensait les pauvres de cette dernière condition pourvu qu'ils émigrent; mais s'ils ne le faisaient pas, ou si, ayant émigré, ils revenaient au pays et tombaient dans l'indigence, ils étaient enfermés dans les « Landarbeitshauser » (maisons de travail).

d'une façon générale reconnu le droit d'émigrer, on ne faisait exception que pour quelques classes d'individus telles que les jeunes gens d'un âge voisin de la conscription.

Mais certains États diminuaient la portée de cette autorisation.

La Bavière, entre autres, exigeait de ceux qui voulaient émigrer la preuve qu'ils avaient acquis l'indigénat à l'étranger; les jeunes gens, longtemps avant l'âge de la conscription, devaient déposer un cautionnement de 1200 florins; enfin, on multipliait les formalités pour l'obtention du passeport.

L'Assemblée de 1848 avait été saisie d'une demande de législation générale qui manquait à la Confédération. Un projet de loi fut prêt au mois de mars 1849; mais ne put être pris en considération par suite de la dissolution de l'Assemblée nationale.

En 1856, sur l'initiative de la Bavière, cependant hostile à l'émigration, on fit une nouvelle tentative.

M. J. Duval a rapporté les différentes questions sur lesquelles on eut à voter.

|                                                                                                            | POUR | CONTRE |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|--------|
| Nécessité d'un permis d'émigration .....                                                                   | 20   | 12     |
| Exhibition de ce permis avant de passer le contrat d'expédition.....                                       | 20   | 11     |
| Recrutement réservé aux courtiers allemands.....                                                           | 18   | 14     |
| Intervention des consuls allemands pour des émigrants de nationalité allemande autres que leurs nationaux. | 25   | 6      |

L'opposition venait des États qui avaient tout intérêt à voir faciliter l'émigration, comme les villes hanséatiques, ou de ceux qui, comme le duché de Bade, subventionnaient les émigrants en échange de leur renonciation aux biens communaux (1) ou bien encore qui transportaient leurs indigents.

(1) Voici d'après M. J. Duval les sommes dépensées dans ce but par le duché de Bade.

|           |                |           |                |
|-----------|----------------|-----------|----------------|
| 1850..... | 44.989 florins | 1853..... | 31.124 florins |
| 1851..... | 110.744 —      | 1854..... | 12.540 —       |
| 1852..... | 14.381 —       | 1855..... | 4.003 —        |

Les lois destinées à protéger les émigrants concernaient les agences et entreprises d'émigration, l'aménagement des navires, la vente des billets pour l'étranger, etc... Les villes de Brême et Hambourg qui, par leur situation géographique, étaient appelées à tirer un grand profit de l'émigration, se signalaient par leurs nombreuses lois dans ce sens (1).

Les autres États avaient adopté des règles à peu près identiques (2).

En général il faut, pour exercer la profession d'agent obtenir une autorisation de l'autorité supérieure; cette autorisation est presque toujours révocable et réservée aux seuls nationaux (3). Elle est subordonnée au dépôt d'un cautionnement qui répond des fautes des agents. Les contrats doivent être rédigés par écrit et contenir l'énumération de toutes les obligations de l'agent envers l'émigrant (4). On admet en général le transport indirect.

Quelques lois enfin exigent une permission spéciale pour les sous-agents; d'autres prohibent la vente de billets aux émigrants par d'autres que les agents.

Jusqu'au vote de la loi générale en 1897, on a continué

---

Chaque émigrant recevait :

|                                 |             |
|---------------------------------|-------------|
| Secours pour le voyage.....     | 41 florins. |
| Traversée (vivres compris)..... | 70 —        |
| Secours en Amérique.....        | 11 —        |
|                                 | <hr/>       |
| En tout.....                    | 92 florins. |

(1) La situation particulière de ces villes nous fait renvoyer l'étude de leurs lois à un chapitre spécial.

(2) Les principales lois sont :

Prusse : 7 mai et 6 septembre 1853. — Hanovre : 19 mars 1852. — Bavière : ordonnance du 7 juin 1862. — Saxe : ordonnances des 3 janvier et 9 décembre 1853. — Wurtemberg : Constitution du 11 juin 1870 et loi du 27 décembre 1871. — Mecklembourg : 8 juin 1852 et 4 février 1864. — Bade : 11 février 1853. — Voir : *Surveillance des agences d'émigration*, CHANDÈZE, Paris, 1890, page 7.

(3) Contrà, Hanovre, 20 mai 1852.

(4) *Modèle officiel de contrat*, Bade, 11 février 1853; Hanovre, 20 mai 1852.

d'appliquer la législation particulière des différentes parties de l'Empire.

La colonisation et l'émigration devaient cependant, en vertu de l'article 4 de la Constitution, être réglées par les lois d'Empire; mais on ne s'était encore occupé que de la surveillance. A cet effet, une loi du 11 juillet 1868 avait institué un commissaire spécial à Hambourg, pour surveiller les opérations de l'émigration. Un second avait été, par la suite, installé à Brême.

Quelques dispositions de lois générales touchaient incidemment la question. C'étaient (1) :

Les paragraphes 1 et 3 de la loi du 12 octobre 1876, sur les passeports, et les paragraphes 15, 17, 18, 19, 21 de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1870, sur la nationalité fédérale et la nationalité d'État;

Les articles 140, 144, 360 du Code pénal, modifié par la loi du 26 février 1876.

Les articles 140 et 360 modifiés restreignaient le droit d'émigrer des individus soumis aux lois militaires. Ils amendaient la loi militaire de l'Empire du 2 mai 1874 qui était très libérale au point de vue de l'émigration, « permet-  
« tant même d'affranchir les Allemands hors d'Europe de  
« l'obligation de se présenter en cas de déclaration de guerre  
« (art. 28) ».

Art. 679 du Code de commerce.

Art. 23 et 649 du Code de procédure civile, sur les rixes entre voyageurs et hôteliers dans les ports d'embarquement.

Par deux fois, cependant, on avait présenté des projets de législation fédérale : en 1878 et en 1892.

Le premier projet était l'œuvre de M. Kapp ; il proposait d'étendre à l'Empire entier les principes formulés par la loi prussienne du 7 mai 1853.

La loi actuelle, votée en 1897, comprend huit sections

Elle distingue (section I) : L'entrepreneur d'émigration qui

---

(1) Exposé des motifs de la loi de 1897.



recevra du chancelier une autorisation d'expédier des émigrants dans certains pays, régions ou villes nommément désignés. Il dépose un cautionnement et doit faire la preuve qu'il dispose des navires nécessaires.

Cet entrepreneur peut faire recruter les émigrants par un ou plusieurs agents. Ceux-ci sont également soumis à l'autorisation préalable et au dépôt d'un cautionnement (section II).

La section III énumère quelques obligations communes à l'entrepreneur et à l'agent : tenue de registres, emploi du cautionnement, etc.

Les règles qui concernent le transport (section IV) sont inspirées de la législation de Hambourg.

L'entrepreneur doit nourrir les passagers pendant la traversée ; en cas de retard il leur doit une indemnité. Le navire est l'objet de visites fréquentes, et son aménagement fait suivant des règles à déterminer par le Bundesrath (section V).

Un conseil technique de 14 membres (section VI) donne son avis ou fait des propositions au chancelier et des commissaires spéciaux surveillent dans chaque port les opérations d'émigration.

Enfin, des peines allant de l'amende à l'emprisonnement sanctionnent ces dispositions (section VII).

D'après l'exposé des motifs, cette loi a trois buts distincts :

1° Fournir à ceux qui veulent émigrer des renseignements sûrs et certains ;

2° Les protéger ;

3° Rendre l'émigration profitable à la mère patrie en dirigeant le courant vers les colonies allemandes.

C'est dans ce dernier point que réside toute l'originalité de la loi. Le moyen employé sera la concession d'autorisation aux expéditeurs pour des lieux spécialement désignés. L'impulsion d'ailleurs sera lente, car le gouvernement allemand tient à éviter deux choses : trop favoriser l'émigration, ou assumer la responsabilité de l'avenir des émigrants ainsi dirigés.

Ce système est d'ailleurs critiqué. Le docteur Scharlach,

avocat à Hambourg, dans une conférence sur cette matière, le récusait à trois points de vue :

« Au point de vue juridique, c'est la suppression du principe de la liberté d'établissement pour ceux qui ne voudraient pas aller aux colonies allemandes, ou bien, si on ne l'applique qu'aux passagers de 3<sup>e</sup> classe, c'est faire un dédoublement odieux de la population.

« Au point de vue économique, on risque de causer de grands dommages à la navigation et aux constructions navales.

« Enfin, à un point de vue purement national, c'est une contrainte que le gouvernement veut exercer sur ses sujets ; c'est risquer, loin de favoriser la politique d'une « plus grande Allemagne », de faire naître dans le cœur des par-tants des sentiments hostiles aux pays qu'ils laissent derrière eux. »

On pourrait critiquer aussi l'omnipotence donnée au chancelier en matière d'émigration. Le conseil technique a voix consultative, mais le chancelier décide librement. C'est bien la meilleure preuve qu'il doit « pouvoir prendre des mesures sans les justifier expressément (1). »

Enfin, l'obligation imposée à l'entrepreneur de justifier de la disposition des navires ne risque-t-elle pas de mettre tout le transport des émigrants aux mains d'un petit nombre d'armateurs ?

Ce sont là des questions que l'on ne pourra bien juger, qu'après un commencement d'application.

Le Reichstag a encore adopté, à l'occasion du vote de cette loi, trois résolutions qui méritent d'être signalées :

1<sup>o</sup> Création de consuls en nombre suffisant aux ports de débarquement et dans les lieux de colonisation ;

2<sup>o</sup> Facilités aux jeunes soldats, dans l'accomplissement du service militaire ;

3<sup>o</sup> Création d'un bureau impérial de renseignements aux

---

(1) *Economiste Français*, Maurice BLOCK, 1897, p. 807.

émigrants, avec mission d'engager les partants à aller là où ils pourront le plus facilement conserver la nationalité allemande.

L'émigration allemande se dirige principalement aux États-Unis, ainsi que l'indique le tableau suivant, qui montre la destination prise par l'émigration allemande, en 1894 et 1895 :

| ANNÉES  | PAYS DE DESTINATION |        |          |                    |        |                      |       |         |      |            |        |
|---------|---------------------|--------|----------|--------------------|--------|----------------------|-------|---------|------|------------|--------|
|         | AMÉRIQUE            |        |          |                    |        |                      |       | AFRIQUE | ASIE | AUS-TRALIE | TOTAL  |
|         | États-Unis          | Canada | Centrale | Indes Occidentales | Brésil | République Argentine | Chili |         |      |            |        |
| 1894... | 34.210              | 1.490  | 59       | 58                 | 1.283  | 673                  | 143   | 126     | 700  | 151        | 39.178 |
| 1895... | 30.692              | 1.100  | 64       | 60                 | 1.340  | 733                  | 240   | 97      | 886  | 134        | 35.537 |

La statistique suivante indique, de 1851 à 1884, le nombre des émigrants allemands partis par ports allemands, et de 1885 à 1895, par les ports allemands et étrangers. La diminution des dernières années tient à l'extension considérable des débouchés de l'industrie allemande, ce qui a beaucoup relevé la prospérité du pays et par conséquent, tari les sources de l'émigration.

| ANNÉES    | TOTAL   | ANNÉES    | TOTAL  | ANNÉES    | TOTAL   | ANNÉES    | TOTAL   |
|-----------|---------|-----------|--------|-----------|---------|-----------|---------|
| 1851..... | 49.214  | 1860..... | 42.136 | 1868..... | 96.025  | 1877..... | 20.128  |
| 1852..... | 82.461  | 1861..... | 27.362 | 1869..... | 88.529  | 1878..... | 23.241  |
| 1853..... | 81.523  | 1862..... | 28.778 | 1870..... | 59.100  | 1879..... | 29.238  |
| 1854..... | 116.190 | 1863..... | 36.083 | 1871..... | 75.912  | 1880..... | 91.966  |
| 1855..... | 45.241  | 1864..... | 47.802 | 1872..... | 124.534 | 1881..... | 184.369 |
| 1856..... | 58.713  | 1865..... | 77.648 | 1873..... | 100.040 | 1882..... | 169.216 |
| 1857..... | 75.927  | 1866..... | 84.403 | 1874..... | 43.536  | 1883..... | 143.951 |
| 1858..... | 38.438  | 1867..... | 88.725 | 1875..... | 23.707  | 1884..... | 126.511 |
| 1859..... | 31.714  |           |        | 1876..... | 23.880  |           |         |

TABEAU

| ANNÉES    | ÉMIGRANTS PARTIS PAR |        |         |        |                                   |                   | TOTAL   |
|-----------|----------------------|--------|---------|--------|-----------------------------------|-------------------|---------|
|           | Hambourg             | Brême  | Stettin | Anvers | Amster-<br>dam<br>et<br>Rotterdam | Ports<br>français |         |
| 1885..... | 35.335               | 52.328 | 1.237   | 14.742 | 3.596                             | 2.881             | 110.119 |
| 1886..... | 25.714               | 40.224 | 709     | 10.040 | 3.138                             | 3.350             | 83.225  |
| 1887..... | 22.648               | 55.290 | 1.535   | 16.132 | 4.107                             | 5.075             | 104.787 |
| 1888..... | 25.402               | 52.974 | 2.295   | 14.057 | 2.787                             | 5.436             | 103.950 |
| 1889..... | 22.963               | 48.972 | 2.166   | 12.657 | 3.500                             | 5.811             | 96.070  |
| 1890..... | 24.907               | 48.080 | 1.833   | 13.765 | 3.340                             | 5.178             | 97.103  |
| 1891..... | 31.581               | 59.673 | 1.891   | 19.069 | 3.178                             | 4.697             | 120.089 |
| 1892..... | 28.072               | 59.897 | 2.214   | 17.554 | 4.471                             | 4.250             | 116.458 |
| 1893..... | 30.510               | 39.852 | 646     | 11.532 | 1.918                             | 3.219             | 87.677  |
| 1894..... | 16.297               | 17.269 | »       | 4.158  | 1.454                             | 1.786             | 40.964  |
| 1895..... | 13.997               | 15.160 | 69      | 4.924  | 1.407                             | 4.218             | 39.775  |
| 1896..... |                      |        |         |        |                                   |                   |         |

## RUSSIE

---

L'émigration russe est presque complètement absorbée par la colonisation des terres incultes de certaines parties de la Russie d'Europe ou celle des vastes possessions russes de l'Asie. Le droit d'émigrer n'est pas reconnu au sujet russe et il lui faut obtenir, pour quitter son lieu d'origine, une autorisation et, pour se rendre à l'étranger, un passeport dont le simple refus de la part du gouverneur le met dans l'impossibilité presque absolue de quitter le sol russe. L'observation de cette règle est si rigoureuse que même l'étranger qui se présente à la sortie des frontières sans être porteur d'un passeport est arrêté par les autorités. L'émigration à l'étranger n'est donc pas pratiquée en fait.

Celle qui a pour but la colonisation d'une partie de territoire placé sous la domination russe est également soumise à l'autorisation administrative. Les conditions dans lesquelles elle peut s'opérer sont fixées par la loi du 13/25 juillet 1889, qui est la première loi réglant d'une façon générale cette question à l'égard de tous les paysans russes, depuis leur émancipation.

Le servage est une institution qui, en Russie, a été

---

Nous devons les renseignements relatifs à la Russie à l'aimable obligeance de M. Verstraete, secrétaire de l'ambassade de France à Saint-Petersbourg.



employée comme remède à l'émigration. Au xvi<sup>e</sup> siècle, il y eut de tels exodes, que les seigneurs russes, dont les terres n'étaient plus cultivées, décidèrent par leurs plaintes Boris Godounof à attacher le serf à la glèbe par le servage.

La situation des serfs était différente suivant qu'ils appartenaient aux seigneurs ou à la couronne.

L'émigration des paysans des seigneurs était principalement causée par la misère ou quelquefois par les mauvais traitements. C'étaient en réalité plutôt des fugitifs, qui allaient s'établir dans des parties du territoire, dites « territoires des Cosaques », situées sur les confins de l'Empire. Ils y formaient des sortes de « Marches » militaires.

À côté de ces départs isolés, on assistait de temps à autre à l'émigration d'une tribu entière, emmenée par son seigneur, qui avait été déterminé à cet exode par des faveurs spéciales et l'octroi de vastes concessions de terres nouvellement conquises, faits par le gouvernement impérial.

C'est de cette façon qu'agit Catherine II pour peupler les provinces du Sud et la Crimée. L'autorisation générale de coloniser la Sibérie date du milieu du xviii<sup>e</sup> siècle.

La situation des paysans de la Couronne était bien différente. Passant d'une partie du domaine de l'État sur une autre, ils ne changeaient pas de maître et, par conséquent, n'appauvrirent pas ce dernier. Le gouvernement impérial eût donc été à même, dès le temps de Pierre le Grand, d'organiser l'émigration sur ses immenses territoires au mieux des intérêts de l'Empire. Il ne semble pas cependant que l'on s'occupât sérieusement de régler cette question avant la création d'un ministère des Domaines de la Couronne sous Nicolas I<sup>er</sup> (1825-1855). Ce ministère fut confié au comte Kisselef, qui envoya des inspecteurs dans les provinces pour lui faire un rapport sur la situation. On apprit ainsi que certaines parties du territoire avaient une population trop dense; que dans certaines localités les terres cultivables n'étaient pas en quantité suffisante; que les paysans, très malheureux, désertaient fréquemment. Ce fut à la suite de cette enquête que l'on édicta les règlements du 8/20 avril 1843, qui organi-

saient d'une façon très précise l'émigration et la colonisation.

L'émigration était permise chaque fois que, dans un village, on comptait moins de cinq déciatines (1) de terre par habitant.

On déterminait également quelles étaient les terres à coloniser et les secours ou avances que les fonctionnaires des domaines étaient tenus de fournir aux émigrants.

Ces systèmes, toutefois, n'étaient pas susceptibles de causer un fort courant d'émigration soit parmi les paysans des seigneurs, soit parmi ceux de la Couronne.

L'émancipation des serfs, accordée en 1861, inaugura un ordre de choses nouveau.

A l'exception d'un amendement fait en 1866, aux règlements de 1843, on négligea de régler les conditions dans lesquelles les paysans russes devenus libres pourraient émigrer. Chaque commune put statuer sur ce point.

La règle générale fut la nécessité d'une double autorisation : l'une pour sortir de la commune d'origine, et la seconde, accordée par la commune de destination, pour obtenir le droit de résider sur son territoire. Cette double condition rendait donc très difficile l'émigration dans la Russie d'Europe. La masse des émigrants se portait vers la Sibérie, pour laquelle il ne fallait qu'une seule autorisation, celle de la commune d'origine; mais il arriva souvent que, rebutés par la longueur du voyage, des émigrants s'arrêtèrent dans leur route et constituèrent des villages nouveaux dont les autorités furent obligées d'admettre l'existence illégale.

Des abus s'étant produits, le gouvernement impérial y mit un terme par la loi du 13/25 juillet 1889, qui règle d'une façon générale l'émigration, dans tout l'empire russe, sur les terres de la couronne (2).

Cette loi subordonne la faculté d'émigrer à la double auto-

---

(1) Déciatine : 1 hectare 092.

(2) La Sibérie est presque entièrement comprise dans les terres de la Couronne.

risation du ministre de l'Intérieur et du ministre des Domaines. Cette autorisation s'obtient par l'intermédiaire du gouverneur de la province. Elle n'est accordée que lorsque les motifs invoqués paraissent suffisants (Sect. I, art. 1-4); en règle générale, on évite de donner une autorisation aux bourgeois qui ne s'occupent pas, depuis longtemps, d'agriculture.

L'autorisation ainsi obtenue dispense d'obtenir un congé de la commune d'origine (art. 5). Les terrains spécialement affectés à la colonisation sont, en Russie d'Europe, le territoire d'Arkhangel (1), et en Sibérie, les gouvernements de Tobolsk, de Tomsk et les territoires de Semiriezd, Akmolinsk et Semipalatinsk (art. 6); une ordonnance impériale du 20 avril 1892 a ajouté les gouvernements d'Irkoutsk et d'Iénisseï (2).

En pratique, les choses se passent ainsi, quand il s'agit de l'émigration en Sibérie :

« Lorsque plusieurs familles d'un *Volost* (3) se proposent d'émigrer, on les invite à se concerter sur le district sibé-

---

(1) La situation des émigrants se rendant à la côte Mourmane (gouvernement d'Arkhangel) avait été réglée auparavant par une loi du 2/14 mai 1876 qui leur accordait certains subsides et certains avantages, tels que l'exemption du service militaire.

(2) L'émigration dans les territoires de l'Amour et du littoral de l'océan Pacifique était soumise à une loi spéciale (celle du 25 mars 1861); elle reconnaissait, aux Russes comme aux étrangers, le droit d'émigrer sur ces terres et d'y devenir propriétaires; les émigrants venant de Russie d'Europe ou de Sibérie devaient toutefois justifier d'une autorisation. Ces colons jouissaient de certaines faveurs, spécialement au point de vue militaire. Cette loi fondamentale a été modifiée, en 1892, par une ordonnance qui stipule que les émigrants doivent avoir des ressources suffisantes pour s'établir et supprime la faculté donnée aux étrangers d'acquérir des terres. Une circulaire du ministre de l'Intérieur du 19 février 1893 a décidé que, pour émigrer dans ces territoires, une famille de six personnes devait posséder au moins 275 roubles. Une ordonnance, enfin, du 3 août 1895 a décidé que la vente des terres de la Couronne dans les territoires de l'Amour ou du littoral ne serait plus autorisée dans un rayon de 100 verstes à droite et à gauche du chemin de fer de l'Oussouri.

(3) Le *Volost* est l'unité administrative formée par la réunion de plusieurs communes. On peut le comparer à notre canton.

« rien où elles entendent s'établir, puis, s'il y a des terres  
« libres dans ce district, si l'on juge que l'autorisation doit  
« être accordée, on fait désigner aux émigrants un ou deux  
« délégués; ceux-ci se rendent sur les lieux, on leur montre  
« les endroits où l'on pourrait les fixer et parmi lesquels ils  
« doivent choisir. Ils retournent alors en Russie d'Europe,  
« exposent la situation à leurs compatriotes qui prennent  
« ainsi une décision en connaissance de cause. Autrefois on  
« faisait venir tout de suite les paysans qui demandaient à  
« émigrer et on les fixait quelque part; souvent ils ne s'y  
« plaisaient pas, allaient ailleurs ou s'en retournaient après  
« avoir épuisé leurs maigres ressources. C'est pour éviter  
« ces faits, autant que possible, qu'on a adopté la méthode de  
« l'envoi préalable des délégués (2). »

Le droit de l'émigrant sur la terre diffère suivant que l'on se trouve en Russie d'Europe et dans les gouvernements et territoires sibériens de l'Ouest ou au contraire dans la Sibérie Occidentale (gouvernements de Tomsk, Tobolsk, Semiriezd, Ákmolinsk et Semipalatinsk).

Dans le premier cas, les terres sont seulement concédées en louage aux émigrants et ne leur appartiennent pas en propre. La première période de l'usage est déterminée et varie de six à douze ans, puis, si à l'expiration de ce délai, si on laisse l'occupant en possession, le délai est indéterminé.

Dans le second cas, au contraire, il y a droit d'usage également, mais dès le début pour un temps indéterminé. Ces lots ne peuvent être ni vendus ni hypothéqués (art. 8).

Nous avons vu enfin que dans les territoires de l'Amour et du littoral, le colon pouvait être propriétaire, à condition, depuis 1892, qu'il soit de nationalité russe.

L'exploitation a lieu en commun ou individuellement. L'adoption par les émigrants du premier système entraîne entre eux responsabilité solidaire de toutes sommes ou impôts dus à la Couronne (art. 9).

---

(2) Pierre LEROY-BEAULIEU, *Économiste français*, 27 nov. 1897, p. 694.



Les faveurs qui leur sont accordées sont les suivantes : 1° les personnes exemptes de la capitation en Russie d'Europe n'y sont pas soumises dans les localités sibériennes où elles émigrent et où la capitation subsiste ; 2° exemption de tout ou partie des contributions pendant un temps variant, suivant les localités, de deux à six ans (art. 10).

Les articles 11 à 17 s'occupent de liquider la situation faite par le départ des émigrants dans le groupe communal d'origine et de leur admission dans un nouveau groupe au lieu d'arrivée.

Les sections II et III offrent peu d'intérêt. Elles s'occupent, en quelques alinéas seulement, de la situation des paysans ayant émigré sur les terres de la Couronne avant la promulgation de ladite loi.

Le gouvernement impérial a établi, en divers points du territoire, des *bureaux de colonisation* dont le premier remonte à 1881 et qui ont pour but de venir en aide aux émigrants par renseignements utiles ou secours en argent ; ils sont en outre chargés de l'immatriculation des émigrants.

M. Pierre Leroy-Beaulieu signale également l'existence, dans les principaux chefs-lieux de district, d'asiles réservés aux émigrants. Ces asiles sont composés d'un certain nombre de huttes qui servent d'abri ; ils sont complétés par un hôpital, des cuisines et un bain russe (1).

Les résultats obtenus par cette législation sont relativement considérables. Au début de 1897, il n'y avait presque plus de terres disponibles dans le gouvernement de la Steppe (Semiriezd, Akmolinsk, Semipalatinsk).

L'achèvement du chemin de fer Transsibérien contribuera à accentuer ce mouvement civilisateur.

On estime à 94,000 familles, représentant 467,000 personnes, le nombre des émigrants de 1887 à 1895.

---

(1) *Économiste français*, 29 nov. 1897.



La moyenne est de 52,000 par an; toutefois, les dernières années accusent un chiffre plus important.

|        |                               |
|--------|-------------------------------|
| 38,000 | vers le gouvernement de Tomsk |
| 17,000 | » » l'Amour                   |
| 3,800  | » » des Steppes               |
| 2,100  | » » de la Sibérie             |
| 2,100  | » » de Tobolsk                |
| 3,495  | » » du Littoral               |
|        | et arrivés par la mer         |
| <hr/>  |                               |
| 66.495 |                               |

L'année 1895 dépasse 100,000 immigrants.

Il faut mentionner, à côté de l'émigration volontaire, l'émigration forcée. Les individus qui y sont soumis reçoivent des terres en Sibérie, mais sont placés sous la surveillance de la police.

Le gouvernement russe pratique, d'autre part, la colonisation militaire, au moyen des Cosaques. Le principe fondamental de l'organisation des Cosaques est l'obligation du service militaire; en retour, ils possèdent d'importantes concessions de terres et jouissent de divers privilèges.

Les corps de Cosaques sont au nombre de onze, ainsi répartis: Cosaques du Don, du Kouban, du Terek, d'Astrakhan, de l'Oural, d'Orembourg, de Semiriezd, de Sibérie, du Transbaïkal, de l'Amour et de l'Oussouri.

Quelques-uns de ces corps sont très anciens. Les Cosaques de Sibérie descendent des compagnons d'Ermak, l'ataman qui, en 1581, conquit la Sibérie pour Ivan le Terrible.

Dans le but de faire mettre en valeur la grande quantité de terres qui restaient incultes, à cause du peu de densité de la population, les tzars avaient autrefois eu recours à l'immigration étrangère.

C'est ainsi que Catherine II, dans la Russie méridionale, et Alexandre I<sup>er</sup>, par son ukase de 1820 relatif à la Pologne, attirèrent des Allemands qui formèrent des colonies importantes. Saratof, sur le Volga, Lodz, Zgierz, Pabianitz, en

Pologne, sont actuellement des localités qui doivent, sinon leur origine, du moins leur perfectionnement à des Allemands.

Les étrangers doivent être, aujourd'hui, immatriculés à leur consulat et, lorsqu'ils veulent s'établir en Russie, prendre de la police un permis de séjour. La loi du 14 mars 1887 leur interdit d'acquérir la propriété foncière dans les villes de vingt et une provinces voisines de la frontière occidentale. Nous avons déjà vu qu'ils sont soumis, comme les sujets russes, à l'obligation du passeport.

Il convient de détruire une opinion trop répandue d'après laquelle le gouvernement impérial aurait chassé les Juifs du territoire, aidant même leur émigration par des mesures directes telles que secours pécuniaires. Les Juifs sont simplement soumis à une législation d'exception qui a certainement été inspirée par le désir de leur voir quitter le sol de la Russie; mais là s'est bornée l'intervention des pouvoirs publics russes. M. J. Duval indique même un ukase d'après lequel on leur refuserait le droit d'émigrer sous peine d'emprisonnement et d'amende.

D'après les lois actuelles, les Juifs peuvent résider en Pologne, dans les provinces de Bessarabie, Vilna, Volhynie, Gradno, Iekaterinoslaf, Kowno, Minsk, Mohilef, Podolie, Poltava, Tchernigof, Kief, Kherson, et Tauride. Ils ne doivent pas cependant, à moins d'être marchands, résider dans les villes de Kief, Ialta, Nicolaïef et Sébastopol.

Ils ne peuvent également habiter dans un rayon de moins de 50 verstes (1) de la frontière, ni, dans ces provinces, posséder des biens immobiliers hors des villes et des villages (loi de 1882).

Enfin, dans toutes les autres provinces de l'Empire, ils ne sont autorisés à résider que temporairement et pour affaires. On ne fait exception que pour les marchands appartenant à la 1<sup>e</sup> ghilde, ceux qui sont pourvus de diplômes universitaires et les étudiants.

---

(1) La verste : 1<sup>km</sup>,067.

Le tableau suivant montre le nombre des Russes qui ont quitté la Russie d'Europe à destination de pays autres que la Sibérie. On constate, par la comparaison du chiffre des rentrées et celui des sorties, que la perte éprouvée est peu considérable. Nous indiquons également la circulation des étrangers en Russie.

*Russes.*

| ANNÉES    | SORTIES        |                               | ENTRÉES        |                               |
|-----------|----------------|-------------------------------|----------------|-------------------------------|
|           | AVEC PASSEPORT | AVEC BILLETS<br>à court terme | AVEC PASSEPORT | AVEC BILLETS<br>à court terme |
| 1875..... | 70.436         | 238.400                       | 60.399         | 236.288                       |
| 1876..... | 62.294         | 285.603                       | 60.981         | 241.672                       |
| 1877..... | 60.660         | 269.929                       | 51.238         | 233.124                       |
| 1878..... | 72.485         | 269.207                       | 72.315         | 233.201                       |
| 1879..... | 62.040         | 236.171                       | 53.625         | 191.892                       |
| 1880..... | 45.511         | 249.856                       | 46.711         | 212.016                       |
| 1881..... | 62.418         | 216.846                       | 37.590         | 197.123                       |
| 1882..... | 57.279         | 288.864                       | 43.133         | 258.920                       |
| 1883..... | 60.076         | 273.387                       | 36.445         | 263.291                       |
| 1884..... | 53.439         | 323.975                       | 36.148         | 299.777                       |
| 1885..... | 68.637         | 304.432                       | 58.928         | 287.789                       |
| 1886..... | 68.905         | 352.647                       | 53.944         | 319.448                       |
| 1887..... | 63.332         | 386.666                       | 44.465         | 376.834                       |
| 1888..... | 63.381         | 473.615                       | 50.565         | 423.116                       |
| 1889..... | 115.630        | 530.798                       | 79.144         | 533.323                       |
| 1890..... | 105.469        | 575.509                       | 64.598         | 572.114                       |
| 1891..... | 135.289        | 666.946                       | 91.018         | 629.754                       |
| 1892..... | 123.306        | 627.581                       | 87.329         | 619.150                       |
| 1893..... | 129.746        | 692.664                       | 81.216         | 671.997                       |
| 1894..... | 108.554        | 710.046                       | 82.936         | 693.969                       |
| 1895..... | 126.914        | 1.093.039                     | 109.320        | 1.177.815                     |

TABLEAU

*Etrangers.*

| ANNEES    | SORTIES        |                               | ENTRÉES        |                              |
|-----------|----------------|-------------------------------|----------------|------------------------------|
|           | AVEC PASSEPORT | AVEC BILLETS<br>à court terme | AVEC PASSEPORT | AVEC BILLET<br>à court terme |
| 1875..... | 239.231        | 270.232                       | 267.877        | 316.810                      |
| 1876..... | 209.863        | 262.639                       | 245.132        | 312.363                      |
| 1877..... | 208.830        | 291.290                       | 236.882        | 323.384                      |
| 1878..... | 175.784        | 295.217                       | 252.684        | 305.006                      |
| 1879..... | 136.425        | 322.927                       | 204.256        | 332.746                      |
| 1880..... | 152.674        | 357.241                       | 215.344        | 356.247                      |
| 1881..... | 178.468        | 228.775                       | 225.335        | 288.072                      |
| 1882..... | 213.051        | 296.843                       | 272.069        | 333.434                      |
| 1883..... | 184.074        | 319.527                       | 231.748        | 341.577                      |
| 1884..... | 171.614        | 341.900                       | 209.276        | 319.851                      |
| 1885..... | 171.511        | 345.044                       | 222.297        | 408.761                      |
| 1886..... | 154.694        | 446.740                       | 197.489        | 502.936                      |
| 1887..... | 195.133        | 502.099                       | 206.454        | 546.868                      |
| 1888..... | 217.543        | 592.854                       | 227.533        | 667.855                      |
| 1889..... | 267.031        | 958.790                       | 274.578        | 1.009.672                    |
| 1890..... | 248.776        | 1.335.193                     | 253.479        | 1.385.207                    |
| 1891..... | 222.239        | 1.582.871                     | 215.642        | 1.598.806                    |
| 1892..... | 172.764        | 931.876                       | 173.222        | 943.912                      |
| 1893..... | 183.004        | 1.057.188                     | 184.993        | 1.088.272                    |
| 1894..... | 184.406        | 992.707                       | 192.387        | 1.006.981                    |
| 1895..... | 181.161        | 1.485.903                     | 198.223        | 1.408.303                    |

## CHAPITRE IV

### ÉMIGRATION TRANSITAIRE

---

L'intérêt est en somme le motif déterminant qui amène un gouvernement à protéger l'émigration des étrangers.

Brème et Hambourg en sont l'exemple le plus frappant, par suite de leur position géographique et de leur situation de villes libres. N'ayant pas de territoire, elles n'ont pas à légiférer en vue de protéger leurs propres nationaux, leur seul but est d'attirer l'émigration étrangère pour bénéficier des profits qu'assurent son séjour dans le port et le transport de mer. Le caractère de la législation doit alors être aussi humanitaire que possible; car elle doit satisfaire non seulement les émigrants, mais encore les autorités des pays d'où ils viennent; afin que celles-ci ne croient pas de leur devoir d'interdire ou tout au moins de déconseiller une voie, qui ne leur paraîtrait pas présenter toutes les garanties nécessaires.

La concurrence la plus vive a eu lieu entre Brème et Hambourg.

Brème eut, pour ainsi dire, jusqu'en 1846, le monopole du transport de l'émigration allemande; Hambourg possédait, il



est vrai, une législation relative à l'émigration depuis 1837 ; mais ses efforts n'avaient pas obtenu les mêmes résultats. La lutte commence en 1846. Deux ordonnances furent rendues simultanément à Brème et à Hambourg, identiques toutes deux et assurant aux émigrants tous les avantages matériels que pouvait alors permettre la navigation (1). Depuis cette époque, des lois très nombreuses ont été promulguées, des amendements nombreux y ont été apportés pour les tenir toujours au courant des derniers progrès de la navigation ; mais ils étaient adoptés en même temps dans les deux villes.

Ces nombreuses modifications, à proprement parler, n'étaient pas des innovations, mais plutôt des répétitions de systèmes antérieurement essayés ; dès 1855, les législations de Brème et de Hambourg ont établi tous les organes, qui existent encore aujourd'hui, avec les attributions qu'ils remplissaient déjà à cette époque. Il y a plutôt dans cette législation une sorte de trompe l'œil. Pour attirer les émigrants, on faisait une loi dans ces deux villes pour un point qui, autre part, était réglé par un arrêté ministériel ; on y introduisait, comme dans la dernière loi de Hambourg, des prescriptions qui trouvent leur place dans un Code de navigation générale.

Il faut toutefois reconnaître que cette législation était parfaitement appropriée à son but et offrait autant de garanties à l'émigrant qu'au gouvernement, dont il ressortissait.

Dès 1853, ces deux villes ont des services réguliers de navires à vapeur, bimensuels, à destination des États-Unis et même du Brésil.

Brème organisa la première un établissement pour assister les émigrants. Dans un rapport au ministre des Affaires étrangères, en date de janvier 1853, M. le comte Reinhard exposait l'organisation des services affectés aux émigrants

---

(1) Voir rapport de M. Heurtier, p. 125 et 129.

à Bremerhafen (1) (2). Il y avait à Brême trois bureaux officiels, établis, l'un au débarcadère du chemin de fer, l'autre à l'arrivée des bateaux arrivant d'Allemagne par le Weser et le troisième au centre de la ville. Les employés remettaient aux émigrants des listes, contenant les prix officiels arrêtés à la suite de marchés conclus avec certains aubergistes de la ville. On y fournissait tous les renseignements nécessaires et il était interdit aux employés de recevoir la moindre rétribution.

On recevait les émigrants dans un vaste établissement comprenant cuisine, magasins, hôpital et logement. Cet établissement était dirigé par un conseil d'administration privé ; mais le gouvernement y exerçait une surveillance rigoureuse par l'intermédiaire du bailli de Bremerhafen.

Les armateurs hambourgeois imitèrent bientôt l'exemple de leurs confrères de Brême. On établit un bureau de renseignements au débarcadère du chemin de fer, les émigrants y recevaient les premiers renseignements et étaient conduits dans des voitures spéciales aux auberges placées sous la surveillance de la police.

Grâce à ces sages mesures, l'émigration y afflua bientôt.

D'autres ports voulurent faire concurrence à Brême et à Hambourg. Ce furent spécialement Altona et Harbourg, sur l'Elbe ; Wismar et Rostock, mais leurs armements n'eurent que peu d'importance.

Favorisés par les tarifs très bas des transports par chemin de fer sur les réseaux allemands et l'abaissement continu, par leurs armateurs, du prix des passages, Brême et Hambourg ont toujours tenu la tête.

Les dernières lois qui régissent l'émigration à Brême sont celles des 1<sup>er</sup> février 1891 et 2 octobre 1893 ; à Hambourg, c'est celle du 14 janvier 1887, modifiée le 18 septem-

---

(1) Rapport de M. Heurtier, p. 331.

(2) V. *Bericht über die Wirksamkeit des Nachweisungs-bureau*, BREMEN, 1854.

bre 1896 (1). Nous allons nous arrêter un instant sur cette dernière loi.

Cette loi a servi de modèle, lors de la préparation de la loi générale allemande, c'est à ses dispositions que l'on a emprunté : la spécialisation de l'autorisation des agents, à certaines parties du territoire. Cette disposition n'avait évidemment pas la même portée à Hambourg qui, n'ayant pas d'émigration propre, ne pouvait songer à la diriger.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que cette loi entre dans un luxe de détails peut-être exagéré : le paragraphe intitulé « Aménagement et Armement du navire » en offre de nombreux exemples. Était-il besoin d'exiger que les chaudières et machines fussent en bon état (art. 30), que le vaisseau puisse tenir la mer pendant toute la durée du voyage (art. 31), etc. ? La loi française n'en dit-elle pas autant en prescrivant, avant le départ du navire, une visite pour constater sa navigabilité (art. 15 du décret du 15 mars 1861) ?

La haute direction de l'émigration est confiée à un comité composé de deux membres du Sénat et de trois de la Chambre de commerce. La police s'occupe de tout ce qui a trait au séjour des étrangers, enfin un bureau de renseignements, dirigé par le comité, essaye d'arranger à l'amiable tous les différends dans lesquels un émigrant est en cause et fournit à ces derniers toute sorte de renseignements. Les membres de ce bureau sont officiers de police, et pour faciliter leur tâche on interdit l'accès des gares et embarcadères aux intermédiaires (art. 1-2). — Le service de l'émigration est complété par un corps médical (art. 3) et le nombre nécessaire d'inspecteurs (art. 4).

C'est le Comité qui délivre aux expéditeurs leur autorisation ; celle-ci est réservée aux citoyens de Hambourg qui justifient de la disposition de vaisseaux et déposent un cautionnement de 20,000 marcs, *leur appartenant* (art. 7 et 8). Il faut, en outre, pour être autorisé à entreprendre des trans-

---

(1) Le texte se trouve à la suite de l'exposé des motifs de la loi allemande de 1897 sur l'émigration. — V. notice bibliographique.

ports indirects, faire la preuve de l'existence d'un contrat valable, conclu avec un armateur résidant au port de transbordement et autorisé lui-même à transporter des émigrants. Ce dernier devra également prendre l'engagement d'exécuter dans sa forme et teneur le contrat conclu à Hambourg (art. 9).

L'autorisation est spéciale à certaines localités déterminées (art. 10); elle peut être révoquée spécialement pour faux renseignements donnés par l'expéditeur d'émigrants ou diminution du cautionnement (art. 12).

Les intermédiaires doivent avoir une procuration de l'entrepreneur et sont punissables, s'ils donnent de faux renseignements; les circulaires ou prospectus ne peuvent, dans tous les cas, émaner que de l'expéditeur (art. 15).

Les aubergistes qui veulent loger des émigrants doivent obtenir une autorisation de la police (art. 16), ils sont tenus de veiller à ce que les émigrants se trouvent avec leurs bagages, à l'heure et au lieu fixés pour l'embarquement (art. 67).

L'expéditeur doit loger et nourrir les émigrants en cas de retard dans le voyage (au bout de dix jours l'émigrant pourrait résilier son contrat, art. 19); les accidents de mer sont à la charge de l'expéditeur, qui doit s'assurer (art. 21).

Parmi les règles générales relatives au transport, nous mentionnerons seulement : l'interdiction d'embarquer des Allemands soumis au service militaire (art. 25); l'obligation de fournir la liste des émigrants (art. 26), et la déclaration sous serment de l'accomplissement de toutes les formalités; le contrat doit être écrit (art. 28) et peut être soumis à un modèle officiel (art. 29).

Les prescriptions qui concernent l'armement du navire ne sont, malgré la longueur des articles qui les contiennent, pas différentes de celles indiquées par les lois des différentes nations.

Le navire est visité avant son départ et doit obtenir un certificat des inspecteurs. Les émigrants sont de même soumis à une visite médicale avant l'embarquement (art. 65), des dispositions pénales complètent cette loi.



Les statistiques ne donnent pas le nombre total des émigrants partis par Brême et Hambourg. Nous donnons donc le chiffre des Allemands partis par ces ports, mais l'on peut juger de l'importance des autres éléments par le chiffre indiqué pour les deux dernières années.

| ANNÉES    | BRÊME  | HAMBOURG | ANNÉES    | BRÊME  | HAMBOURG |
|-----------|--------|----------|-----------|--------|----------|
| 1885..... | 52.328 | 35.335   | 1890..... | 48.080 | 24.907   |
| 1886..... | 40.224 | 23.714   | 1891..... | 59.673 | 31.581   |
| 1887..... | 55.290 | 22.648   | 1892..... | 59.897 | 28.072   |
| 1888..... | 52.974 | 23.402   | 1893..... | 39.852 | 30.510   |
| 1889..... | 48.080 | 22.963   |           |        |          |

| ANNÉES    | BRÊME     |        |        | HAMBOURG  |        |        |
|-----------|-----------|--------|--------|-----------|--------|--------|
|           | Allemands | Autres | TOTAL  | Allemands | Autres | TOTAL  |
| 1894..... | 17.269    | 30.230 | 47.499 | 16.297    | 22.530 | 38.827 |
| 1895..... | 15.160    | 53.832 | 68.992 | 13.997    | 41.100 | 55.097 |

Ces deux villes ne sont cependant pas les seules qui en Allemagne bénéficient de l'émigration transitaire.

Dès que le mouvement d'émigration allemande devint régulier et un peu considérable, les États maritimes de l'Allemagne, en particulier la Prusse, l'Oldembourg et les deux Mecklembourg édictèrent des prescriptions tendant à attirer l'émigration.

Rotterdam fut également, pendant la première moitié du siècle, un rival sérieux ; mais son importance a beaucoup diminué à mesure que croissait celle d'Anvers pour lequel le gouvernement belge fit de grands sacrifices. En 1854, on subventionnait pour une somme de 1,500,000 francs, une compagnie qui faisait des transports pour l'Amérique, de façon à ce qu'elle eût des départs réguliers ; elle était en outre exonérée pendant dix ans de tous droits d'entrée sur les matières propres à la construction des navires.

L'émigration par Anvers donne les résultats suivants :



|               |        |               |        |
|---------------|--------|---------------|--------|
| 1885. . . . . | 24.057 | 1891. . . . . | 48.856 |
| 1886. . . . . | 22.049 | 1892. . . . . | 43.580 |
| 1887. . . . . | 33.750 | 1893. . . . . | 38.010 |
| 1888. . . . . | 36.086 | 1894. . . . . | 13.737 |
| 1889. . . . . | 39.401 | 1895. . . . . | 18.982 |
| 1890. . . . . | 36.660 | 1896. . . . . | 24.384 |

Les ports anglais ont reçu pour les transporter 31,056 passagers en 1893; 28,682 en 1894; 30,528 en 1895.

La France tient également dans ce trafic une place honorable.

Le port du Havre, que sa situation géographique indique comme lieu d'embarquement pour les États-Unis, attire un grand nombre d'étrangers. Bordeaux joue un rôle analogue pour l'Amérique du Sud. Bayonne fait surtout le transport des Basques français et des Espagnols partis clandestinement. Enfin, Marseille reçoit beaucoup d'émigrants italiens et levantins.

Le Havre fut pendant longtemps le seul port d'embarquement fréquenté par les Suisses. Leur afflux y fut tel qu'en 1848, le gouvernement suisse dut adjoindre à son consul dans cette ville un commissaire spécial pour le service exclusif de l'émigration. « Les runners » que cette surveillance gênait dans leurs opérations, s'efforcèrent alors de détourner le courant sur Anvers et ils y réussirent pendant quelque temps; mais les Suisses reprirent bientôt leur route accoutumée par le Havre.

C'est également sur les avis de la Chambre de Commerce du Havre, consultée lors de la réunion de la Commission chargée d'élaborer un projet de décret sur l'émigration, que l'on établit un commissaire d'émigration pour recevoir à Strasbourg les nombreux Allemands qui se dirigeaient sur le Havre.

La législation française était reconnue comme protégeant très efficacement les émigrants et ce n'étaient pas nos ports que visait le postulat du 23 juillet 1855 à l'Assemblée fédérale suisse, « qui demandait une action diplomatique auprès « des États étrangers en vue d'assurer par l'introduction d'un

« contrôle plus sévère des capitaines de navires une protection plus efficace des émigrants suisses (1) ».

On ne s'explique que par le désir de favoriser des ports allemands au détriment des ports français, la circulaire prussienne du 6 septembre 1853 interdisant aux agents d'expédier des émigrants par les ports français.

Depuis les événements de 1870, les Allemands sont moins nombreux au départ du Havre; mais les Suisses nous ont conservé leur clientèle. Pour eux, notamment, un train spécial partant de Bâle se rend directement et sans transbordement au Havre, ils évitent ainsi en cours de route les sollicitations de toute sorte.

Le nombre des émigrants français et étrangers partis par les ports français de 1865 à 1881 a été le suivant :

| ANNÉES    | LE HAVRE |           | BORDEAUX |           | BATONNE  |           | MARSEILLE |           |
|-----------|----------|-----------|----------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|
|           | Français | Etrangers | Français | Etrangers | Français | Etrangers | Français  | Etrangers |
| 1865..... | 3.008    | 12.707    | 1.295    | 647       | 371      | 608       | 41        | 496       |
| 1866..... | 3.535    | 20.637    | 1.670    | 936       | 513      | 1.069     | 34        | 696       |
| 1867..... | 3.306    | 19.448    | 1.798    | 1.011     | 618      | 2.013     | 326       | 2.506     |
| 1868..... | 3.230    | 15.097    | 2.193    | 1.387     | 199      | 797       | 784       | 4.168     |
| 1869..... | 3.617    | 19.033    | 2.971    | 2.339     | 359      | 713       | 951       | 6.617     |
| 1870..... | 2.107    | 11.853    | 1.462    | 1.746     | 254      | 1.047     | 777       | 6.867     |
| 1871..... | 3.930    | 3.977     | 1.175    | 825       | 46       | 30        | 826       | 3.777     |
| 1872..... | 12.752   | 22.912    | 1.869    | 2.065     | 182      | 243       | 1.026     | 8.690     |
| 1873..... | 5.913    | 24.844    | 1.724    | 3.566     | »        | »         | 767       | 11.120    |
| 1874..... | 4.798    | 40.969    | 1.584    | 3.096     | »        | »         | 781       | 9.128     |
| 1875..... | 2.837    | 14.701    | 826      | 1.985     | 210      | 240       | 411       | 5.677     |
| 1876..... | 1.291    | 12.189    | 465      | 1.340     | 160      | 176       | 284       | 7.529     |
| 1877..... | 979      | 9.724     | 762      | 856       | 143      | 185       | 232       | 7.193     |
| 1878..... | 1.265    | 14.940    | 725      | 1.476     | 195      | 197       | 131       | 5.614     |
| 1879..... | 1.781    | 15.944    | 1.291    | 3.633     | 138      | 205       | 424       | 11.758    |
| 1880..... | 2.645    | 28.222    | 1.287    | 2.345     | 154      | 224       | 526       | 9.546     |
| 1881..... | 2.530    | 29.412    | 958      | 4.039     | 243      | 116       | 725       | 12.580    |
| 1882..... | 2.973    | 29.537    | 1.212    | 6.491     | »        | »         | 673       | 15.190    |
| 1883..... | 2.406    | 26.096    | 976      | 8.908     | »        | »         | 629       | 12.338    |
| 1884..... | 2.231    | »         | 3.592    | »         | »        | »         | 277       | »         |
| 1885..... | 2.018    | 15.125    | 3.670    | 7.318     | »        | »         | 331       | 7.526     |
| 1886..... | 2.892    | 16.055    | 3.608    | 4.857     | »        | »         | 534       | 14.539    |
| 1887..... | 4.554    | 25.666    | 5.061    | 6.741     | »        | »         | 1.280     | 28.430    |

Depuis cette époque le ministère de l'Intérieur n'a pas publié de statistiques sur ce point.

(1) KARRER, *L'Émigration suisse et la loi fédérale*, p. 17.

Ces émigrants se classent ainsi, suivant leur nationalité (période de 1857-1891).

|                                        |           |
|----------------------------------------|-----------|
| Allemands .....                        | 184.174   |
| Alsaciens-Lorrains (depuis 1871) ..... | 26.494    |
| Anglais .....                          | 3.639     |
| Autrichiens-Hongrois .....             | 17.974    |
| Belges .....                           | 4.366     |
| Danois .....                           | 14        |
| Espagnols .....                        | 66.966    |
| Grecs .....                            | 2.601     |
| Hollandais .....                       | 633       |
| Italiens .....                         | 466.931   |
| Luxembourgeois .....                   | 1.402     |
| Norvégiens et Suédois .....            | 84        |
| Portugais .....                        | 345       |
| Russes et Polonais .....               | 3.896     |
| Roumains .....                         | 890       |
| Suisses .....                          | 177.929   |
| Turcs .....                            | 11.682    |
| Américains (rapatriements) .....       | 26.060    |
| Indiens .....                          | 12        |
| Syriens .....                          | 3.841     |
| Autres .....                           | 61.731    |
| <hr/>                                  |           |
| Total des étrangers .....              | 1.061.105 |
| Total des Français .....               | 243.435   |
| <hr/>                                  |           |
| Total général .....                    | 1.304.540 |
| <hr/>                                  |           |





## DEUXIÈME PARTIE

### L'IMMIGRATION





## DEUXIÈME PARTIE

### L'IMMIGRATION

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### IMMIGRATION ARTIFICIELLE

---

Dès le début du xix<sup>e</sup> siècle, les conditions économiques qui régissaient les républiques Sud-Américaines furent modifiées ; leur indépendance fut reconnue ; la traite, puis l'esclavage abolis. Ces républiques, pouvant enfin s'organiser et mettre en valeur leurs immenses territoires, durent, pour se procurer la main-d'œuvre nécessaire, provoquer un courant d'immigration. Le chemin était peu connu, aussi durent-elles recourir à l'immigration artificielle, leurs agents parcouraient les pays d'émigration promettant le passage, des primes, des avances en argent, en terres ou en vivres. Ce

fut la première manière. Il semblait qu'elle ne devait avoir qu'un temps ; que la route, une fois tracée, le nombre des immigrants augmentant sans cesse, ces républiques pourraient promptement supprimer tout au moins le passage subsidiaire, même opérer un choix parmi les arrivants. Les espoirs conçus à cet égard ont été déçus. C'est qu'en effet, l'éloignement de ces régions des centres d'émigration, le climat torride qui règne dans certaines d'entre elles avec son cortège de fièvres et de maladies, un système terrien défectueux ne donnant aucune base certaine à la propriété, l'organisation insuffisante de la justice, un régime politique mal assis engendrant de fréquentes discussions civiles, l'intolérance religieuse, furent et sont souvent encore des obstacles sérieux à l'arrivée des colons libres.

Une seule parmi elles, la République Argentine, a pu, pendant quelques années, éviter l'immigration artificielle. Les statistiques enregistraient un nombre considérable d'immigrants. Mais cette prospérité n'était qu'apparente ; une crise financière, deux ou trois mauvaises récoltes, ont suffi à détruire l'engouement des années précédentes, la rétromigration est devenue importante. Les lois de cette République étaient cependant considérées comme les meilleures de l'Amérique du Sud.

On peut donc augurer que l'immigration artificielle sera longtemps le régime normal de ces centres d'immigration ou, tout au moins, devra coexister avec l'immigration libre pour diriger et renforcer l'essor de cette dernière.

Le système qui a remplacé les moyens les plus extrêmes, parfois les plus injustifiables, semble devoir tendre à la réserve de l'octroi des faveurs spéciales aux seuls agriculteurs, on remarque également une forte tendance à prohiber l'entrée des indigents ou individus inutiles ; on peut donc prévoir une meilleure adaptation de l'immigration aux besoins de ces États.

Nous conservons à l'Uruguay sa place dans ce groupe, bien que sa législation, sans que l'on puisse trop s'expliquer pourquoi, étant donnée sa situation économique, semble se

rapprocher de celles qui mettent des entraves à l'immigration.

L'Amérique Centrale trouvera également place dans ce chapitre, bien que l'immigration y soit presque nulle. Le type le plus complet des pays qui pratiquent l'immigration artificielle est le Brésil, qui, après avoir épuisé tous les systèmes pour attirer un courant régulier d'immigration, a dû renoncer à cette tâche et faire de l'immigration un service « estadual ».



## BRÉSIL

---

L'histoire de l'immigration au Brésil se résume en une suite d'efforts pour se procurer une immigration qui lui est indispensable et ces efforts sont sans cesse contrecarrés par l'action des contrées dans lesquelles se fait le recrutement.

D'un côté, c'est le Brésil voulant assurer à ses grands propriétaires la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation de leurs terres, c'est l'État se faisant le pourvoyeur des particuliers dans leur intérêt personnel.

D'autre part, ces propriétaires abusant parfois de l'immigration mise ainsi à leur disposition, au point de la transformer en une sorte de traite des blancs, les promesses inscrites dans les contrats rarement tenues, enfin l'impossibilité presque absolue d'arriver à la propriété du sol, faisaient un devoir aux puissances européennes, devant les réclamations de leurs nationaux ainsi exploités, d'interdire, tout au moins de détourner par des avis officiels, l'émigration à destination du Brésil. C'est ainsi que la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, la Suisse, la Belgique, l'Italie, la Suède et la Norvège, ont successivement découragé le départ de leurs nationaux.

---

Sources : *Histoire de l'émigration*, J. DUVAL ; *Recueil consulaire belge* ; *Rapport de M. Karrer* ; *Italie et Brésil*, SANTA ANNA NÉRY, Paris, 1884 ; *Cartes commerciales*, BIANCONI, Paris, Chaix, 1889 ; *La vérité sur le Brésil*, D<sup>r</sup> PEREIRA SODIO, Genève.



Le premier essai du Brésil dans le sens de l'immigration artificielle remonte à 1815; il visait spécialement la Suisse (1). Jean VI voulut attirer des immigrants de la même façon, que les souverains européens obtenaient des mercenaires suisses; il promettait donc terrains, habitations et argent; la Suisse répondit à son appel et un décret brésilien du 16 mai 1818 sanctionna la fondation d'une colonie de catholiques suisses dans la province de Rio. Ces émigrants partirent au nombre de 2,003 sous la conduite de l'abbé Joyé. A leur arrivée, ils trouvèrent des habitations déjà construites et le 17 avril 1820 eut lieu l'inauguration de New-Fribourg.

Cependant, cet essai fut malheureux. Une division arbitraire en famille de 16 à 18 individus mécontenta les immigrants; d'après leur correspondance, ils auraient été odieusement rançonnés par les commissaires brésiliens. La véritable cause de l'échec est plutôt, croyons-nous, que la Suisse avait vu dans cette offre une occasion de déporter ses indigents et n'avait composé le convoi tout entier que d'individus de cette catégorie; mais grâce aux nombreuses subventions que fournirent les autorités cantonales Suisses, on put éviter de les rapatrier.

Un groupe d'Allemands, qui furent, après la période révolutionnaire de 1848, amenés au Brésil en vertu d'un contrat du 10 novembre 1846 (2) eut un sort plus heureux. Il est vrai que, cantonnés par l'Administration brésilienne dans les Etats du Sud, alors très peu peuplés, ces Allemands purent éviter presque tout contact avec les indigènes; ils

---

(1) V. KARRER, *L'Émigration suisse et la loi fédérale*, p. 2.

(2) Ce contrat était fait pour l'introduction de 400 à 450 immigrants : ces individus devaient être « bons et diligents agriculteurs, de bonne « santé et porteurs de certificats établissant leur moralité et leur caractère pacifique. Toutes ces qualités étaient rigoureusement exigées. « Ils devaient être organisés en familles et âgés, pour la plus grande « partie, de 14 à 30 ans. Ils seraient conduits gratuitement de Hambourg « à Santos et de ce dernier port à la colonie. On mettrait des terres à « leur disposition, à leur choix sous le régime de *Parceria*, ou moyennant le paiement d'une rente annuelle. Les membres d'une même « famille ne seraient pas séparés sans leur consentement ».

formèrent une véritable colonie au sens propre du mot et conservent encore leurs mœurs et leur idiome.

D'après un rapport du consul suisse de Bahia, en date du 19 décembre 1853, il se serait également constitué avec l'appui financier du gouvernement, une Société qui aurait eu pour but d'attirer au Brésil des Chinois à défaut d'Européens.

Jusqu'au 18 novembre 1858, date à laquelle un décret vint régler les questions d'immigration, on ne rencontre aucun fait bien saillant. La colonisation n'était encore qu'à son début; pourtant elle avait déjà parcouru deux phases distinctes.

Celle de l'action individuelle, qui échoua; les colons directement engagés par les propriétaires avaient beaucoup souffert; leur recrutement devenait impossible. Les « fazendas » étaient la plupart du temps situées dans l'intérieur; et les « feitores », sorte de contre-maitres au service des propriétaires, habitués à diriger des esclaves, usaient envers les immigrants de la brutalité avec laquelle ils traitaient les noirs. Enfin, un usage était particulièrement odieux. Pour s'attacher plus étroitement leurs colons, les propriétaires les forçaient à s'approvisionner dans une sorte de cantine leur appartenant et dans laquelle tout était vendu à des prix exorbitants et à crédit. De là, une dette toujours croissante dont le colon était impuissant à s'acquitter.

Le juge de paix, qu'une loi du 27 septembre 1854 instituait en qualité d'arbitre dans les différends relatifs aux contrats entre l'armateur ou le propriétaire et l'immigrant d'autre part, « n'offrait pas des garanties suffisantes d'impartialité et de justice (1) ». Il n'y eut, en général, un semblant de succès que là où les immigrants eurent un peu de terre en propre et ils échouèrent partout où ils furent soumis à la *Parceria*, système d'économie rurale qui n'était autre

---

(1) Rapport du 10 janvier 1856 de M. Valdetaro, commissaire brésilien chargé par son gouvernement de faire une enquête sur la situation des immigrants.

que le métayage mais qui était exécuté d'une façon telle que les immigrants étaient plutôt des esclaves (1).

Le propriétaire pouvait, en outre, même contre le gré du colon, transférer à un autre son contrat, qui, la plupart du temps, était verbal.

L'action gouvernementale était également défectueuse. L'État amenait gratuitement l'immigrant au Brésil, mais il entendait recouvrer les frais occasionnés par le passage. A leur arrivée sur le territoire, les immigrants étaient donc employés, soit à la confection des routes, soit à la mise en valeur des domaines nationaux; ils y étaient dans une sorte de quasi-servilité jusqu'à ce qu'un propriétaire les prit et répondit pour eux de ce qu'ils avaient coûté à l'État.

Le décret du 18 novembre 1858 comprenait deux parties.

La première concernait l'immigration libre. Les avantages consistaient en vente de terres à bas prix, au comptant ou à terme, le remboursement d'un passage sur six par famille, de deux au delà; le don d'une maison et d'un terrain à défricher, enfin, la première année, la fourniture de semences et de bétail.

La seconde avait trait aux immigrants que le gouvernement introduisait pour le compte des propriétaires.

Chaque planteur brésilien pouvait, par l'intermédiaire de l'État, faire venir de quatre-vingts à cent colons dans l'espace de trois ans, sous la seule condition que la somme dépensée pour chacun n'excédât pas 300 contos de reis par an (2).

Certaines obligations imposées à l'engagiste étaient humanitaires.

Il ne pouvait transférer son contrat qu'avec l'assentiment du colon et sous l'approbation du président de la Société centrale de colonisation. Il lui devait l'entretien, la nourriture et le logement, un petit terrain et un salaire mensuel de 8,000 à 12,000 reis (21 à 32 francs).

La création de la Société centrale de colonisation dans le

---

(1) J. DUVAL, *Histoire de l'émigration* (Brésil).

(2) Environ de 1,500 à 2,000 francs.

but de surveiller l'exécution de la loi semblait une garantie de son bon fonctionnement.

Les premiers effets parurent heureux. En huit mois, onze navires de toute nationalité amenèrent 1,600 colons ; mais, en réalité, rien n'était prêt pour les recevoir. Usages, aliments, climat, culture, tout était nouveau pour eux. Les propriétaires obligés de les nourrir leur fournissaient du manioc et du maïs au lieu de pain, ils étaient privés de toute boisson fermentée (1).

Leurs plaintes nombreuses parvinrent jusqu'en Europe et, le 3 novembre 1859, la Prusse, inaugurant un état de chose nouveau, interdit le fonctionnement des agences et l'embarquement pour le Brésil.

A partir de cette époque, le nombre des immigrants diminua chaque année ; malgré la création en 1864 d'une agence officielle, bientôt transformée en « Inspection des terres et de la colonisation », mais dont l'action en réalité ne s'étendait pas au delà du port de Rio ; malgré la nomination par le gouvernement d'un directeur à la tête de chaque colonie pour y maintenir la tranquillité, système inauguré par décret du 9 janvier 1867, le chiffre des entrées n'était plus en 1871 que de 6,275.

La situation des colons n'était d'ailleurs pas enviable. Les agents de recrutement auxquels ils rapportaient tant par tête, leur faisaient signer des contrats chimériques.

« Une clause semblait particulièrement immorale, c'était celle qui obligeait les immigrants à renoncer à toute réclamation contre le gouvernement brésilien (2). »

---

(1). Un journal, *l'Echo du Brésil*, indique quelle était à cette époque la situation des colonies (24 juin 1860).

1° Colonies établies par le gouvernement : 27,535 habitants ;

2° Colonies d'entreprise particulière subventionnée : 7,006 habitants ;

3° Colonies particulières : 5,144 habitants.

Soit un total de 39,975 habitants.

Les colonies dites militaires et destinées, soit à assurer la sécurité, soit à relier entre elles les colonies existantes n'existaient pour ainsi dire que nominalement.

(2) *Économiste Français*, année 1874, page 287.



Le gouvernement prussien, nous l'avons dit, avait déjà interdit l'émigration de ses nationaux au Brésil, l'Angleterre répandait des avis propres à en détourner ses nationaux et les conseils généraux des départements pyrénéens demandaient au gouvernement français d'intervenir.

Aussi « les abus paraissant s'aggraver, la nécessité de « rapatrier aux frais du gouvernement un grand nombre de « ses nationaux » déterminèrent le ministre du Commerce français à interdire, par la circulaire du 31 août 1875, le recrutement à destination du Brésil (1).

Le mauvais état de la situation était d'ailleurs reconnu par les hommes d'État brésiliens : le conseiller Cardoza de Menezes écrivait, dans un ouvrage sur la colonisation : « pour que « l'immigration spontanée afflue au Brésil, il faut réformer « une grande partie de nos lois, habitudes, tendances et « régime administratif. »

Le ministre lui-même, dans un « relatorio », reconnaissait l'insuffisance de ses moyens de contrôle et d'action et demandait de nouvelles attributions, notamment par rapport à la réception, l'installation et l'inspection des centres coloniaux.

L'Italie se joignit à l'action des nations européennes le 13 mars 1889. M. Crispi interdit de continuer les opérations d'immigration pour le Brésil. Cette mesure, motivée par une épidémie de fièvre jaune, fut complétée par les circulaires des 14 mars et 14 juin 1890.

Cette interdiction ne fut d'ailleurs pas maintenue ; le ministre Crispi étant tombé, son successeur rapporta l'arrêté, le

---

(1) M. DE SANTA-ANNA NÉRY, signale un résultat curieux de la circulaire française du 31 août 1875. Les Français n'apparaissent au Brésil d'une façon continue que depuis cette époque :

|           |     |           |     |           |     |           |     |
|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-----|
| 1877..... | 383 | 1880..... | 240 | 1883..... | 152 | 1886..... | 218 |
| 1878..... | 183 | 1881..... | 194 | 1884..... | 243 | 1887..... | 241 |
| 1879..... | 264 | 1882..... | 249 | 1885..... | 233 | 1888..... | 47  |



17 juillet 1891, « parce que les conditions sanitaires du Brésil étaient redevenues normales. »

L'abolition de l'esclavage, le 13 mai 1889, augmenta encore le besoin de travailleurs.

Des négociations diplomatiques étaient depuis longtemps engagées avec les Etats européens, dans le but de les faire revenir sur une décision qui causait un tel préjudice au Brésil. L'action visait spécialement la France, qui semblait, vu le faible chiffre de son émigration, la moins intéressée dans la question ; mais le gouvernement brésilien ne lui accordant pas les garanties qu'elle demandait, notamment la surveillance et le contrôle direct du gouvernement brésilien sur ses agents recruteurs, elle maintint son interdiction.

L'Empire était tombé en 1889, le gouvernement fédéral reçut le service de l'immigration dans ses attributions ; « mais la situation n'en fut pas améliorée (1) », de tous ses actes, dit Egisto Rossi, il résultait avant tout la preuve du désir de peupler le Brésil.

Son premier acte avait été, le 15 décembre 1889, d'accorder la nationalité en masse à tous les étrangers, qui résidaient au Brésil le 15 novembre 1889 et qui ne manifesteraient pas, dans un délai fixé, le désir formel de conserver leur nationalité première.

Il rendit ensuite le décret du 28 juin 1890, qui contenait, disait-on, toutes les réformes et améliorations demandées par les puissances étrangères.

Ce décret, connu sous le nom de « décret Glicerio », comprend huit chapitres.

Le premier concerne l'admission des immigrants. L'entrée du Brésil est ouverte à tous individus valides et capables de travailler ; elle est interdite aux indigents, aux individus sous le coup de poursuites judiciaires et, au moins d'une façon

---

(1) *Emigrazione et Colonie*, rapport Rozwadowski, page 161, Rome, 1893.

générale, aux Chinois et aux indigènes africains. Les capitaines qui amènent des individus de ces catégories, s'exposent à une amende de 2,000 à 5,000 contos de reis (5,600 à 14,000 francs).

Les avantages offerts consistent en passages gratuits ou à prix réduits ; mais ils sont en principe réservés aux seuls agriculteurs, la proportion des gens de métier ne pouvant dépasser 17 0/0.

Les particuliers ou les sociétés de colonisation peuvent obtenir des travailleurs en faisant une demande à l'Inspection générale de la Colonisation, qui se charge directement de faire le recrutement en Europe. Les contrats acceptés par les propriétaires seront exécutés, même avec le secours des moyens légaux ; les propriétaires peuvent en outre être privés, pour une certaine période, du droit de faire venir des travailleurs par l'intermédiaire de l'Etat.

Dans le but d'assurer aux immigrants les meilleures conditions de transport, on accorde une prime de 100,000 francs aux compagnies de navigation qui, ayant transporté dans l'année au moins 10,000 émigrants, n'auront donné lieu à aucune réclamation de leur part.

L'article 17 prévoit enfin les cas de rapatriement aux frais de l'Etat. Cette faveur n'est accordée qu'aux personnes devenues veuves ou orphelines dans la première année de séjour, ainsi qu'aux individus, qui, dans le même délai, se trouveraient sans travail, par suite de désastres survenus à l'exploitation à laquelle ils étaient attachés.

Le chapitre II traite des conditions requises pour les domaines que leurs propriétaires destinent à être morcelés entre les immigrants.

Les lots (chap. III) doivent contenir une maison d'une valeur d'au moins 200,000 reis (560 francs), le prix maximum de vente est fixé à 70 francs l'hectare de terre en friche et 140 francs s'il s'agit de terres cultivées. Le paiement se fait en huit annuités à partir de la deuxième année de jouissance, les versements sont mentionnés sur le titre provisoire

de propriété qui est converti en titre définitif lors du paiement total.

La situation, en cas de défaut de paiement, d'abandon du lot ou de transfert de propriété provisoire, est réglée par le chapitre IV.

Les propriétaires qui mettent ainsi leurs domaines à la disposition des immigrants jouissent de quelques avantages (chap. V). Ces domaines, d'après leur étendue et leur nature, sont divisés en trois classes. Le propriétaire d'un domaine de première classe reçoit une prime de 560 francs par famille établie et de 700 francs par maison construite. On y ajoute pour les domaines de la deuxième classe 4,200 francs par kilomètre de chemin construit pour relier la propriété au chemin de fer. Enfin, on donnait, en plus, une somme de 2,240 francs pour construire des voies de communication intérieure aux domaines de troisième classe. On donnait également au propriétaire, sur les terres de l'Etat, une étendue de terrain égale à celle de son domaine.

Lorsque cent familles seraient régulièrement établies, il y aurait lieu à une prime spéciale de 14,000 francs, que l'on pourrait toucher plusieurs fois.

Aux termes du chapitre VI, le paiement de ces primes se faisait sur le vu d'un certificat du contrôleur des finances par chaque groupe de dix familles établies.

Les formalités relatives à la demande par les propriétaires de la jouissance de ces faveurs, sont réglées par le chapitre VII et le chapitre VIII et dernier contient des dispositions générales.

Un décret du 20 décembre soumettait en outre à l'approbation du Congrès tous les contrats relatifs, soit à la fondation de centres agricoles, soit à l'introduction des immigrants.

Tel était l'ensemble de la législation, qui, dans l'opinion du gouvernement brésilien, devait amener les nations européennes au retrait de leurs mesures prohibitives. Cet espoir

fut trompé. Non seulement les prohibitions ne furent pas levées, mais la France renouvelait, le 10 septembre 1890, sa défense à ses agents; en 1891, le gouvernement anglais, sur la demande de ses consuls (1), faisait dans les journaux une contre-propagande et l'Italie, à l'issue du Congrès de Gênes 1892, pendant lequel la production de lettres émanées d'immigrants avait clairement fait connaître la situation, invitait ses préfets à déconseiller l'immigration à destination du Brésil.

Le gouvernement brésilien chercha alors à diminuer les frais que le service de l'immigration imposait à l'Etat et voulut faire de l'immigration un service « estadual ».

Un premier projet, du 12 juin 1891, qui n'aboutit pas, consistait à confier pour cinquante ans à une banque privée tout le service de l'immigration; le gouvernement aurait simplement exercé son contrôle pouvant aller jusqu'au veto au moyen d'une commission fédérale.

On supprima dans le budget de 1893 5,000 contos de reis au chapitre de l'immigration et l'on s'attacha à diminuer les charges qui résultaient du fait des contrats passés pour l'introduction des immigrants.

Ces contrats étaient très onéreux. Le Gouvernement fédéral payait 7 livres par tête, alors que les Etats particuliers, qui faisaient les leurs aux enchères publiques obtenaient le prix de 6 livres 15 schellings et 5 livres 16 schellings.

Par l'effet des contrats conclus avec la « Métropolitaine » le chiffre des entrées ne diminua pas tout d'abord. Le dernier en date, du 2 août 1892, porte sur l'introduction de un million d'émigrants catholiques en dix ans.

Une loi abolit également le paragraphe 52 de l'article premier du décret du 28 juin 1890; on autorisa aussi l'immigration chinoise et japonaise; mais les premiers résultats n'ont pas, jusqu'ici, donné de résultats satisfaisants.

Signalons le retrait par l'Allemagne, au début de l'année

---

(1) *Reports from Her Majesty's Representatives in Brazil concerning the condition of british immigrants.* 12 juin 1891.



1897, de ses lois de prohibition concernant le Brésil. Cette détermination fut prise, après une enquête sur place accomplie pour le compte du gouvernement allemand par M. Krauel.

Les négociations entamées entre l'Etat fédéral et les Etats particuliers auxquels, dès 1891, on avait fait l'abandon de toutes les terres domaniales, ne semblent pas devoir aboutir au résultat espéré. Plusieurs Etats, qui, depuis longtemps, assuraient eux-mêmes l'introduction des immigrants qui leur étaient nécessaires, ont nettement refusé; d'autres ont réservé leur réponse.

Il est facile, devant la défense presque générale faite par les nations européennes d'expédier leurs nationaux au Brésil, d'apprécier le système employé par cet Etat. Ce système de l'introduction à tant par tête, condamné « par tous ceux qui désirent une immigration profitable et qui voudraient voir substituer la qualité à la quantité, n'est appuyé que par les agents d'émigration intéressés à recevoir de nombreux subsides (1) ». La statistique assigne à l'immigration des chiffres relativement peu considérables; il n'en reste rien lorsqu'on a retranché l'immigration italienne.

Cette introduction de gens de toutes catégories est la plupart du temps inutile. Le Brésil a besoin d'agriculteurs; c'est à peine s'ils forment 60 0/0 de l'immigration totale.

Elle peut aussi devenir nuisible. En 1895, le mouvement de l'hôpital de la Charité à Rio donne 80 0/0 d'immigrants; la proportion des étrangers dans le nombre des individus condamnés dans l'Etat de São Paulo pour crimes qualifiés est; dans la période 1892-1895, de 85 0/0.

TABLEAU

---

(1) *Recueil consulaire belge*, février 1896.



| ANNÉES    | (*)    | ANNÉES                                                                                                         | IMMIGRA-<br>TION<br>italienne | IMMIGRA-<br>TION<br>totale |
|-----------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| 1851..... | 9.680  | 1877.....                                                                                                      | 13.582                        | 29.029                     |
| 1852..... | 6.870  | 1878.....                                                                                                      | 10.836                        | 22.423                     |
| 1853..... | 9.648  | 1879.....                                                                                                      | 9.677                         | 22.189                     |
| 1854..... | 8.673  | 1880.....                                                                                                      | 12.839                        | 22.839                     |
| 1855..... | 11.597 | 1881.....                                                                                                      | 2.705                         | 11.054                     |
| 1856..... | 13.800 | 1882.....                                                                                                      | 40.562                        | 27.197                     |
| 1857..... | 14.597 | 1883.....                                                                                                      | 12.569                        | 28.670                     |
| 1858..... | 18.252 | 1884.....                                                                                                      | 7.933                         | 20.087                     |
| 1859..... | 12.695 | 1885.....                                                                                                      | 17.589                        | 30.135                     |
| 1860..... | 14.915 | 1886.....                                                                                                      | 14.336                        | 25.741                     |
| 1861..... | 12.747 | 1887.....                                                                                                      | 40.157                        | 54.990                     |
| 1862..... | 12.666 | 1888.....                                                                                                      | 104.353                       | 131.745                    |
| 1863..... | 7.434  | 1889.....                                                                                                      | 36.124                        | 65.161                     |
| 1864..... | 7.600  | 1890.....                                                                                                      | 31.275                        | 107.160                    |
| 1865..... | 5.952  | 1891.....                                                                                                      | 183.738                       | 216.699                    |
| 1866..... | 7.281  | 1892.....                                                                                                      | 54.993                        | 86.269                     |
| 1867..... | 10.032 | 1893.....                                                                                                      | 58.352                        | 127.279                    |
| 1868..... | 8.355  | 1894.....                                                                                                      | 56.457                        | 67.009                     |
| 1869..... | 9.527  | 1895.....                                                                                                      | 116.223                       | 191.137                    |
| 1870..... | 9.123  | (*) Ne comprend que les individus arrivés<br>par Rio et Santos; pour les autres ports on<br>manque de détails. |                               |                            |
| 1871..... | 6.275  |                                                                                                                |                               |                            |
| 1872..... | 17.745 |                                                                                                                |                               |                            |
| 1873..... | 13.932 |                                                                                                                |                               |                            |
| 1874..... | 19.942 |                                                                                                                |                               |                            |
| 1875..... | 11.001 |                                                                                                                |                               |                            |
| 1876..... | 30.567 |                                                                                                                |                               |                            |

La tendance suivie par le gouvernement brésilien à se décharger sur les Etats particuliers du soin d'attirer l'immigration, nous amène à dire quelques mots de l'action des pouvoirs publics dans deux de ces Etats, qui absorbent la plus forte partie du courant de l'immigration : l'Etat d'Es-piritu Santo et l'Etat de São Paulo (1).

On a remarqué que, d'une façon générale, l'immigration avait une certaine corrélation avec la culture du café; ce sont les Etats qui s'adonnent le plus à cette culture qui re-çoivent le plus grand nombre d'immigrants.

Voici, à titre d'exemple, l'indication de la direction prise par l'immigration pendant l'année 1896 :

---

(1) L'immigration considérable qui se répand dans le District fédéral trouve sa source dans la masse des individus qui, après leur débar-quement, restent dans la ville de Rio dans l'espoir d'y trouver du travail.

*Etats dans lesquels la culture du café est très étendue*

|                             | Nombre<br>d'immigrants. |
|-----------------------------|-------------------------|
| Etat de São Paulo.....      | 90.000                  |
| District fédéral.....       | 31.000                  |
| Ville de Rio.....           | »                       |
| Etat de Minas-Geraes.....   | 9.500                   |
| Etat de Espiritu Santo..... | 5.000                   |
| Etat de Rio.....            | 1.600                   |

*Etats du Nord.*

|                                         |     |
|-----------------------------------------|-----|
| Etat de Bahia.....                      | 12  |
| Etat de Pernambuco.....                 | 20  |
| Etat de Ceará.....                      | 12  |
| Etat de Para.....                       | 35  |
| Etat de Amazonas.....                   | 110 |
| Etats de Gazaz, Pianhy et Maranhão..... | 0   |

*Etats du Sud.*

|                                |       |
|--------------------------------|-------|
| Etat de Rio Grande do Sul..... | 1.660 |
| Etat de Sainte-Catherine.....  | 885   |
| Etat de Paraná.....            | 7.000 |

L'immigrant qui se rend dans l'Etat d'Espiritu Santo, jouit, jusqu'à son arrivée au Brésil, des avantages offerts par le gouvernement fédéral; après son débarquement il est transporté, hébergé et installé par les soins de l'Administration provinciale. Les faveurs spéciales qui lui sont faites sont énumérées dans une note officielle publiée en 1894.

L'Etat d'Espiritu Santo, entretient à ses frais un courant d'émigration européenne pour lequel il dépense annuellement 800 contos de reis (aujourd'hui 750,000 francs environ). Il a conclu avec la Compagnie italienne de navigation, *la Veloce*,

un contrat dit « contrat Giffoni », par lequel cette dernière s'engage à introduire 28,000 Européens (1).

Chaque famille reçoit un lot de 25 hectares et une subvention de 300 francs, à titre de subvention aux frais causés par la construction d'une maison et l'acquisition des premiers instruments aratoires. En attendant que leurs premières récoltes leurs fournissent les ressources nécessaires à leur subsistance, les immigrants consacrent une partie de leur temps à la construction des chemins vicinaux et reçoivent un salaire pour ce travail. Le prix du terrain et le montant de la subvention sont remboursés par annuités; la somme, qui fait ainsi retour à l'Etat est versée à la masse des fonds destinés à l'immigration et contribue à augmenter l'étendue de ce service.

L'Etat de São Paulo absorbe la plus grande partie des immigrants qui se rendent au Brésil. Le chiffre des arrivées a été le suivant :

|                |         |                                  |         |
|----------------|---------|----------------------------------|---------|
| 1827-1886..... | 52.917  | 1892.....                        | 42.061  |
| 1887.....      | 32.112  | 1893.....                        | 81.745  |
| 1888.....      | 92.086  | 1894.....                        | 34.091  |
| 1889.....      | 27.893  | 1895.....                        | 114.769 |
| 1890.....      | 38.291  | 1896 (1 <sup>er</sup> sem.)..... | 33.240  |
| 1891.....      | 108.736 | Total.....                       | 658.541 |

Au point de vue de la nationalité, ils se divisent ainsi :

| PAYS             | CHIFFRE GLOBAL | PROPORTION  |
|------------------|----------------|-------------|
| Italiens.....    | 473.293        | 72 1/3 0/0. |
| Portugais.....   | 72.951         | 11 »        |
| Espagnols.....   | 64.358         | 10 »        |
| Allemands.....   | 13.969         | 2 »         |
| Autrichiens..... | 10.448         | 1 2/3 »     |
| Slaves.....      | 3.152          | } 3 0/0     |
| Français.....    | 3.142          |             |
| Suisses.....     | 1.773          |             |
| Belges.....      | 1.710          |             |
| Suèdois.....     | 1.553          |             |
| Anglais.....     | 1.305          |             |
| Divers.....      | 10.924         |             |

(1) *Bollettino del Ministero degli Affari Esteri*, avril 1896.

En vertu d'une loi de 1893, cet Etat a conclu avec la Compagnie *Fiorita*, en 1894, un contrat pour l'introduction de 50,000 émigrants; ces émigrants doivent être avant tout des agriculteurs et l'on a adopté pour le recrutement un système qui permet aux propriétaires de les engager directement en Europe. Ceux qui sont ainsi engagés sont dirigés, dès leur arrivée, sur leur lieu de destination au lieu de passer par les hôtels de l'immigration. Un nouveau contrat, tendant à l'introduction de 60,000 immigrants, fut mis en adjudication en 1896; en même temps on résiliait certains contrats antérieurs dont les clauses ne paraissaient pas devoir assurer la bonne qualité des immigrants; les désirs du gouvernement de l'Etat de São Paulo sont actuellement d'attirer l'immigration des races du Nord de l'Europe, slave, allemande, autrichienne et des Canadiens (1), qui doivent être dans la proportion de 20 0/0; on veut surtout éviter l'immigration italienne qui prend des proportions inquiétantes pour la sûreté de l'Etat.

L'action des pouvoirs publics a également porté sur l'amélioration de la condition des immigrants; des commissions d'inspection ont réussi à diminuer la brutalité de certains « feitores ». Les employeurs sont tenus de déposer par écrit à l'hôtel de l'immigration les stipulations du contrat qu'ils passent avec les immigrants; et des agents officiels ont été créés pour servir d'arbitres entre les patrons et les employés.

---

(1) Il y a lieu de rapprocher l'opposition faite à ces tentatives par le gouvernement canadien.

« Le Brésil fait une grande propagande en ce moment parmi les Canadiens français pour les inciter à émigrer à l'Etat de São Paulo. Cette émigration a rencontré une vive opposition. M. Laurier a annoncé lundi dernier, à la Chambre des communes du Dominion, qu'il s'opposerait de tout son pouvoir au départ des émigrants et qu'il avait invité les autorités ecclésiastiques à dissuader leurs ouailles, du haut de la chaire, de se rendre au Brésil. »

*Le Précurseur*, journal d'Anvers, 18 septembre 1896.

~~~~~

## URUGUAY

---

Bien que l'indépendance de l'Uruguay date de 1829, ce pays n'a pas encore trouvé la tranquillité intérieure nécessaire à la mise en valeur régulière du sol. Fréquemment les journaux nous signalent les phases de la lutte entre insurgés et troupes légales. La question de l'immigration n'y a donc actuellement que peu d'importance, surtout si on la compare aux deux nations voisines : la République Argentine et le Brésil. La population de l'Uruguay ne s'est augmentée, du fait de l'immigration, pendant une période de dix-huit années, que de 95,153 individus. La statistique accuse cependant un afflux assez considérable à Montevideo, mais il n'y a là qu'une indication fictive. Beaucoup d'émigrants, en effet, se rendant dans la République Argentine écourtent le voyage maritime en débarquant à Montevideo pour se rendre ensuite par terre à Buenos-Ayres. Le tableau suivant indique la défalcation qu'il y a lieu de faire sur le chiffre apparent des entrées.

---

Sources : *Recueil consulaire belge.*

*Rapports de la Chambre de commerce française de Montevideo.*

*The monthly bulletin of the bureau of the american republics.*

*Anuario estadístico, de las publicaciones de direccion de estadística general.* Montevideo, 1896.

*Cartes commerciales,* BIANCONI. Paris, Chaix, 1885.



| ANNÉES    | ARRIVÉES | SORTIES | AUGMEN-<br>TATION<br>réelle | ANNÉES    | ARRIVÉES | SORTIES | AUGMEN-<br>TATION<br>réelle |
|-----------|----------|---------|-----------------------------|-----------|----------|---------|-----------------------------|
| 1884..... | 11.954   | 6.040   | 5.914                       | 1891..... | 11.916   | 19.869  | 7.953                       |
| 1885..... | 15.679   | 6.729   | 8.950                       | 1892..... | 11.871   | 8.827   | 3.055                       |
| 1886..... | 12.291   | 6.542   | 5.749                       | 1893..... | 9.543    | 6.339   | 3.204                       |
| 1887..... | 12.867   | 6.252   | 6.615                       | 1894..... | 11.875   | 6.016   | 5.859                       |
| 1888..... | 16.581   | 7.601   | 8.980                       | 1895..... | 9.158    | 6.387   | 2.771                       |
| 1889..... | 27.349   | 10.638  | 16.691                      |           |          |         |                             |
| 1890..... | 24.117   | 10.852  | 4.265                       |           |          |         |                             |

On peut cependant prévoir, que le jour où l'Uruguay jouira d'une paix définitive, il bénéficiera pour une forte part de l'émigration européenne; car sa législation sur l'immigration compte parmi les meilleures de l'Amérique du Sud.

Déjà, en 1855, dans un règlement du 14 mai, le dictateur disait vouloir favoriser l'immigration « pour accélérer le « mouvement de la population, améliorer l'agriculture et « multiplier les riches produits offerts par le climat et le « sol ».

Dans la période actuelle, une première loi intitulée « Loi « de colonisation et d'immigration », promulguée en 1885 s'occupait spécialement de la formation de colonies officielles ou privées dans le but de mettre en valeur les terres fiscales. La Commission d'agriculture et d'immigration en avait la direction et une somme de 200,000 piastres (1,000,000 de francs) prélevée sur l'impôt des patentes était affectée annuellement à ce service. Les terres ou « chacras » remises aux immigrants ne devenaient leur propriété définitive qu'au bout de quatre ans et après justification de l'accomplissement de certains travaux ou améliorations.

La loi d'immigration actuelle est celle du 10 juin 1890 complétée par un règlement du 10 décembre 1894.

Cette loi charge les consuls d'être des agents d'information et de propagande (art. 2).

Elle considère comme immigrants tout étranger de bonne conduite et apte au travail qui vient en Uruguay en 2<sup>me</sup> ou 3<sup>me</sup> classe avec l'intention de s'y fixer (art. 6).

Cette définition permet donc de faire une sélection parmi

les arrivants, en conséquence, les malades, les mendiants, les sexagénaires (1) et les infirmes, de même que les asiatiques, africains et les individus désignés sous le nom de « bohémiens » sont exclus du territoire et le capitaine qui les amène, puni d'une amende de 100 piastres (500 francs) pour chaque individu indûment embarqué (art. 26, 27, 28).

L'inspection des immigrants a lieu sur le navire même.

Cette loi divise, en outre, les immigrants en deux catégories : ceux qui viennent spontanément et ceux auxquels on accorde l'anticipation du passage.

A l'une et à l'autre de ces classes on accorde des avantages.

Le système adopté pour accorder l'anticipation du passage est analogue au passage « nominated » des colonies anglaises ; toute entreprise de colonisation ou toute personne domiciliée dans le pays peut adresser à la direction de l'immigration une demande tendant à faire l'avance du passage à des personnes déterminées dans la requête.

En cas de réponse favorable, on remet au pétitionnaire les bulletins de passage établis au nom des personnes qu'il a indiquées. On lui fait souscrire en même temps, un billet égal au montant des avances, mais dont la date est en blanc (art. 14).

Le bulletin de passage doit être utilisé dans les six mois ; à l'arrivée du paquebot et pendant la visite des immigrants, le bénéficiaire le remet au contrôleur du débarquement ; il doit en même temps signer, comme débiteur solidaire, le billet souscrit par le pétitionnaire. On ajoute alors la date qui sert de point de départ au délai de deux ans et demi accordé pour le remboursement (art. 16, 17, 18).

Le gouvernement a fait construire à Montevideo un hôtel spécial aux immigrants où ils peuvent être logés et nourris gratuitement pendant huit jours. Cet hôtel était placé sous la

---

(1) Le décret de 1894 abaisse cette limite d'âge à 50 ans. — On fait exception pour ceux qui font partie d'une famille comprenant au moins quatre personnes aptes au travail.

direction de la Commission générale d'émigration, qui devait également servir d'intermédiaire entre les employeurs et les immigrants, faire l'office d'une agence de travail (1).

Le gouvernement, d'ailleurs, complète les bonnes dispositions de cette loi en tenant strictement la main à son observation. Le rapport de la Chambre de commerce française de Montevideo, pour 1896, signale de nombreux renvois de gens « sans profession » que les agences maritimes sont tenues de rapatrier à leurs frais pour les avoir trop imprudemment acceptés.

Bien que le nombre des immigrants soit, ainsi que nous l'avons dit, peu important, nous en donnons la statistique depuis l'année 1867 en indiquant, en outre, le nombre des immigrants qui ont été placés par les soins des commissaires de l'immigration.

| ANNÉES    | ARRIVÉES | PLACÉS<br>par les<br>commissaires | ANNÉES    | ARRIVÉES | SORTIES | PLACÉS<br>par les<br>commissaires |
|-----------|----------|-----------------------------------|-----------|----------|---------|-----------------------------------|
| 1867..... | 17.356   | 1.802                             | 1882..... | 40.116   | »       | 1.493                             |
| 1868..... | 16.892   | 2.335                             | 1883..... | 11.086   | »       | 1.022                             |
| 1869..... | 20.435   | 1.661                             | 1884..... | 11.954   | 6.040   | 1.163                             |
| 1870..... | 21.148   | 1.210                             | 1885..... | 15.679   | 6.729   | 1.266                             |
| 1871..... | 17.912   | 714                               | 1886..... | 12.291   | 6.542   | 1.072                             |
| 1872..... | 11.516   | 877                               | 1887..... | 12.867   | 6.252   | 1.047                             |
| 1873..... | 24.339   | 1.444                             | 1888..... | 16.581   | 7.601   | 1.243                             |
| 1874..... | 13.759   | 2.640                             | 1889..... | 27.349   | 10.658  | 8.867                             |
| 1875..... | 5.298    | 1.401                             | 1890..... | 24.117   | 19.852  | 8.738                             |
| 1876..... | 5.570    | 1.432                             | 1891..... | 11.916   | 19.809  |                                   |
| 1877..... | 6.168    | 1.884                             | 1892..... | 11.871   | 8.827   |                                   |
| 1878..... | 9.464    | 1.518                             | 1893..... | 9.543    | 6.339   |                                   |
| 1879..... | 10.710   | 1.513                             | 1894..... | 14.875   | 6.016   |                                   |
| 1880..... | 9.281    | 1.845                             | 1895..... | 9.158    | 6.387   |                                   |
| 1881..... | 8.336    | 1.322                             | 1896..... |          |         |                                   |

(1) Par raison d'économie, cette Commission a été supprimée en 1891.

## PARAGUAY

---

La question de l'immigration au Paraguay est tout à fait secondaire. Toute la partie du Nord est encore habitée par des sauvages et, sur les rives du fleuve Paraguay où se trouvent les colonies, la fièvre atteint tant les indigènes que les colons, sous l'influence d'une température moyenne de 40 degrés.

D'autre part, le gouvernement paraguayen ne pratique pas l'immigration artificielle et s'en rapporte uniquement à l'immigration spontanée à laquelle il fait quelques avantages.

Chaque famille d'agriculteurs peut obtenir la concession de deux lots de terre d'une contenance ensemble de 28 hectares. Ces lots sont payés à raison de 2 francs environ chaque espace de 10,000 varas carrés (8,600 mètres carrés), payables en dix annuités, ou à raison de 1 franc seulement, en cas de payement au comptant. Les frais de métrage et d'arpentage, calculés à raison de quatre piastres par lots de 14 hectares, sont, en outre, à la charge de l'immigrant. On lui fait don des semences nécessaires pour la première année et l'avance d'instruments de travail, d'une vache et de deux bœufs, dont il doit graduellement rembourser le prix.

Les colonies actuellement existantes sont au nombre de sept :

1° Colonie Saint-Antoine : Français.

- 2° Colonie australienne : Australiens.  
3° Colonie Guillaume-Tell : Suisses du Tessin.  
4° Colonie Saint-Bernard, la plus ancienne : Allemands.  
5° Colonie Nouvelle-Germanie : Allemands.  
6° Colonie Villa Sana : Français.  
7° Colonie Cosme : Australiens, Anglais, Allemands.  
Le nombre des arrivées annuelles est peu considérable :

|                |       |                |       |
|----------------|-------|----------------|-------|
| 1886 . . . . . | 101   | 1890 . . . . . | 1.419 |
| 1887 . . . . . | 564   | 1891 . . . . . | 448   |
| 1888 . . . . . | 1.063 | 1892 . . . . . | 539   |
| 1889 . . . . . | 1.491 | 1893 . . . . . | 656   |





## BOLIVIE

---

La dernière loi relative à la colonisation est celle du 13 novembre 1886. Elle met à la disposition des immigrants, par vente ou don, suivant leur distance des centres de population, les terres labourables appartenant aux cantons et vice-cantons. Chaque famille ne peut obtenir plus de trois lots de 25 hectares chacun. Le contrat n'est parfait qu'au bout de quatre années, si le colon a mis en valeur la sixième partie de son lot. Si cette obligation n'était pas remplie, le terrain serait repris et vendu pour le compte de l'État, on rembourserait cependant au colon ses impenses; mais jusqu'à concurrence seulement du produit de la vente. Toutes les propriétés doivent être enregistrées au bureau des Colonies.

Le gouvernement a, de plus institué, dans le but d'attirer l'immigration, en octobre 1890, un « Office national d'immigration, statistique et propagande géographique », qui dépend du ministère de l'Instruction publique et de Fomento. Le siège de cet office est à La Paz, tandis que le ministère dont il relève est à Sucre.

---

## RÉPUBLIQUE ARGENTINE

---

L'histoire de l'intervention des pouvoirs publics dans l'émigration en République Argentine est très courte. Ce pays a eu le privilège unique dans l'Amérique du Sud, de voir affluer l'immigration spontanée, à laquelle il ne faisait que quelques avantages. Le nombre d'immigrants, qui ont peuplé son territoire est considérable et, bien que la période colonisatrice n'ait commencé que fort tard, la République Argentine avait promptement acquis une grande prospérité.

Les excès de la spéculation ont compromis ces progrès, une crise financière succédant à de mauvaises récoltes est survenue en 1890, qui pendant plusieurs années a enrayé le mouvement d'immigration. La République Argentine ne

---

Sources : *La République Argentine*, Louis GUILANEI. Paris, Motte-  
roz, 1889.

*La République Argentine*, F. LATZINA. Buenos-Aires, 1882.

*Géographie de la République Argentine*, F. LATZINA. Buenos-  
Ayres, 1890.

*Annuaire de la direction générale de statistique*, Buenos-Aires,  
1895.

*La République Argentine*, DAIREAUX. Paris, 1889.

*Economista d'Italia*, *passim*, Articles de M. Vincenzo GROSSI.

*Cartes commerciales*, BIANCONI. Paris, Chaix, 1890.

*La République Argentine et l'émigration*, John LELONG. Paris, 1890.

*Mission à la Plata (1886-1888)*, CALVET.

*Argentine Republic. General information for intending emigrants*,  
London, 1897.

s'est pas encore complètement relevée de cette crise qui s'est cependant beaucoup atténuée.

Ce n'est que dans la Constitution de 1853 que l'on trouve des dispositions réglant d'une façon vraiment complète la situation des étrangers.

Il y avait cependant eu, avant cette époque, de timides essais; par réaction contre le régime absolutiste des rois d'Espagne, un des premiers actes de la Révolution, la loi du 4 septembre 1812, avait fait appel aux étrangers, mettant des terres à leur disposition et leur assurant la liberté du travail; cependant, la période vraiment utile de la mise en valeur des terres n'était pas encore venue; l'agriculteur ne trouvera la sécurité nécessaire à son industrie que vers le milieu du siècle. En effet, l'anarchie, les troubles de l'année 1820, auxquels succéda une légère accalmie, sous la présidence du général Rodriguez, pendant laquelle on avait pour la première fois décrété l'inviolabilité des personnes et du domicile; puis la guerre contre le Brésil, des luttes intérieures entre unitaires et non-unitaires; enfin, le gouvernement sanglant du général Rosas; telles sont les diverses périodes que traverse l'histoire de la République Argentine jusqu'en 1852, date à laquelle fut déposé le général Rosas (1).

La Constitution du 9 juillet 1853 régla la situation des étrangers.

Ils jouissent, au même titre que les nationaux et à condition de se conformer aux lois qui en réglementaient l'exercice, des droits suivants :

Droit de travailler et d'exercer toute industrie licite; droit de naviguer, de commercer, d'adresser des pétitions aux autorités, d'entrer, séjourner, voyager et sortir du territoire argentin, de publier leurs idées par la voie de la presse sans censure préalable et de disposer de leurs biens, s'associer dans un but utile, etc.

L'article 20 leur permet : d'exercer toutes industries,

---

(1) *Géographie de la République Argentine*, F. LATZINA, p. 9-23.

commerces et professions, de posséder des biens meubles et immeubles... Ils ne sont pas forcés de se faire naturaliser, ni de payer de contributions foncières ou extraordinaires.

Après deux ans de séjour, ils peuvent obtenir leur naturalisation et, sur leur demande, ce délai peut être réduit.

L'article 25 prescrit au gouvernement fédéral de favoriser l'immigration européenne. Il ne pourra réduire, limiter, ni grever d'aucun impôt l'entrée sur le territoire, des étrangers, qui se proposent de travailler les terres, d'améliorer l'industrie et d'enseigner les arts et les sciences.

A cette époque, remontent les premiers essais de colonisation, au sens moderne du mot. L'honneur en revient à deux Français, le docteur Brougues et M. John Lelong qui, en 1852, passèrent avec le gouvernement de Corrientès un contrat, dans le but de former des centres agricoles (1). Ces tentatives furent imitées par la suite, spécialement dans le gouvernement de Santa-Fé, qui fit de nombreux sacrifices pour protéger et encourager les colons. Cette province compte aujourd'hui 192 colonies très prospères, réunissant 100,000 habitants et valant 400,000,000 francs.

La première loi, qui règle les questions d'immigration est celle du 27 septembre 1854.

Cette loi soumettait à la compétence du juge de paix, avec faculté d'appel au tribunal de l'instance, tous les cas relatifs à l'exécution des contrats conclus entre l'immigrant et l'armateur ou l'engagiste, qui lui auraient avancé une partie du prix de transport. La procédure devait être orale (art. 1, 2, 3, 4, 5).

Lorsque l'immigrant était entièrement libéré vis-à-vis soit de l'armateur, soit de l'engagiste, il devenait soumis aux lois générales (art. 6).

---

(1) *Economista d'Italia*, 9 août 1896.

Uné commission de neuf à quinze membres nommés, sans distinction de nationalité, par le pouvoir exécutif, devait avoir pour but d'arranger tous différends relatifs à l'immigration, d'une façon amiable et si elle n'y parvenait pas, de les soumettre à un juge arbitre.

Elle devait en outre proposer au gouvernement toutes les mesures qu'elle jugerait utiles (art. 7).

On accordait enfin l'exemption des droits de port aux navires, qui amenaient au moins 50 immigrants.

De cette époque, date le commencement de la prospérité de la République Argentine. Le courant d'immigration ira sans cesse en grandissant jusqu'en 1890, il sera, de plus, spontané et les pouvoirs publics ne seront pas obligés de recourir aux moyens que presque toute l'Amérique du Sud a été forcée d'employer pour se procurer les travailleurs, dont elle avait besoin.

Une des principales causes de succès fut le bas prix des terres. Un hectare de bonne terre valait alors 3 francs, 2 francs, 1 franc, 0 fr. 10 même à mesure que l'on approchait des Pampas. Les grands propriétaires donnaient leurs terres à fermage gratuit à qui se présentait pour les cultiver. La construction, en 1857, de la première voie ferrée, contribua à développer ce mouvement.

Le gouvernement du général Mitre favorisa ce développement, le premier il comprit le profit à tirer des terres publiques des Pampas. Son œuvre, continuée par son successeur, le général Sarmiento, ne fut accomplie que sous la présidence du docteur Avellaneda, en 1878, par la conquête définitive des terres des Pampas sur les Indiens (1).

Jusqu'en 1873, les pouvoirs publics n'eurent pas à intervenir, les arrivées se firent régulièrement. On facilita seulement l'acquisition de la nationalité. La loi du 1<sup>er</sup> octobre 1869 déclarait Argentins tous les individus nés sur le territoire, quelle que fut la nationalité de leurs parents. Ces derniers devaient, pour l'acquérir, justifier d'une résidence ininter-

---

(1) Louis GUILAINE, *la République Argentine*, p. 94.



rompue de deux années, ou, sans condition de résidence, avoir rendu au pays l'un des services suivants : Service dans l'armée ou la marine ; apport d'une industrie nouvelle ; entreprise d'un chemin de fer.

L'immigration avait diminuée en 1874 et 1875, aussi le 6 octobre 1876, une loi vint régler à nouveau les choses de l'immigration. Cette loi est encore en vigueur.

La direction du service de l'immigration était confiée à un département général d'immigration, qui fonctionnait sous le contrôle du ministre de l'Intérieur. Il était en correspondance tant avec les agents consulaires à l'étranger qu'avec les commissions locales. Il avait pour mission de recevoir et de placer les immigrants.

La réception avait lieu dans des établissements spéciaux placés directement sous la surveillance du département d'immigration. Tout immigrant âgé de moins de 60 ans, à moins qu'il n'arrivât avec sa famille, et capable de travailler, pouvait y être reçu, nourri et logé gratuitement pendant cinq jours, ou jusqu'à son complet rétablissement s'il était malade en arrivant. Cet entretien gratuit était prolongé jusqu'à l'arrivée à la colonie, pour tous ceux qui avaient conclu un contrat de travail, soit avec le gouvernement, soit avec des particuliers.

Le département d'immigration devait servir d'intermédiaire pour le placement des immigrants qui en feraient la demande. On transportait alors ces individus au lieu où ils devaient être employés et ils recevaient une somme de 2 fr. 50 pendant les dix premiers jours de leur arrivée à ce lieu.

Les immigrants jouissaient en outre de la franchise douanière pour tous leurs objets mobiliers et instruments aratoires.

Le navire qui les amenait était également exempté de quelques droits ; mais, par contre, le capitaine était frappé d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 500 francs s'il avait amené un immigrant âgé de plus de 60 ans, voyageant seul, ou des individus idiots, incapables de travailler, atteints

de maladies contagieuses ou criminels échappés à la justice de leurs pays.

Cette loi admettait en outre le principe du passage subsidiaire, mais on ne le mit en pratique qu'en 1882. A cette époque, on fit un premier essai auquel on consacra 50,000 piastres-monnaie, puis devant les heureux résultats, on porta le crédit à 1,000,000 de francs.

Ce système fonctionnait sous la garantie de la Banque nationale. L'argent était avancé au colon jusqu'à concurrence de 150 francs et cette somme devait être remboursée en l'espace de deux ans et demi.

Une loi (24 octobre 1882) vint également régler à nouveau le mode de vente des terres. Les terrains, arpentés par les ingénieurs de l'Etat, étaient divisés en lots de 100 hectares. Chaque immigrant ne pouvait en acheter moins de 25 hectares, ni plus de 400, et le prix de l'hectare variait, suivant la situation du lot, de 7 fr. 50 à 10 francs, dont le paiement était échelonné en cinq annuités. Toutefois, le colon n'obtenait le titre définitif que, si à la fin de la troisième année, il avait mis en valeur la cinquième partie du lot.

Des bureaux d'informations officiels furent établis en 1886 à Paris, Londres, Berlin, Berne, etc., et en 1888, le crédit affecté aux passages subsidiaires s'élevait à 20,000,000 fr. Le résultat fut d'amener un nombre d'autant plus grand d'immigrants que l'Europe, à cette époque, traversait une crise. En France, l'engouement pour la République Argentine fut si grand, qu'une question fut adressée au ministre à ce sujet. Elle fut soulevée, le 24 octobre 1888, par M<sup>re</sup> Freppel, visait spécialement les agissements d'un agent étranger, qui recrutait à destination de la République Argentine et donna lieu à une circulaire du 18 avril 1889 qui recommandait aux préfets de surveiller de près la régularité des opérations visant cette contrée. Mais ce grand nombre d'immigrants ne fut pas en réalité très profitable; beaucoup qui avaient été engagés comme agriculteurs, *bonâ fide*, étaient incapables d'en tenir l'emploi, la qualité des nouveaux venus fut très inférieure et les rapatriements furent nombreux.

Aussi, en 1891, on renonça au système du passage subsidiaire.

Depuis 1890, la prospérité de l'Argentine subit un arrêt; à cette époque commença une grande crise financière qui dure encore aujourd'hui, bien qu'ayant tendance à s'atténuer. La situation des agriculteurs est devenue très précaire, une preuve en est dans la désorganisation des colonies fondées par la « Jewish Association » dont les membres étaient cependant dans des conditions matérielles bien supérieures à celles des autres colons.

Une première invasion de sauterelles, en 1896, et l'apparition du phylloxera aggravèrent encore la situation.

Le gouvernement conçut, un moment, le projet d'adopter pour quelques années le système suivi au Brésil, en concluant des contrats pour l'introduction d'un nombre fixe d'immigrants; mais on ne donna pas suite à cette idée.

Le docteur E. Costa, dans le but de diminuer les frais de transport d'immigrants à la charge de l'Etat, présenta dans un projet de loi, le plan d'un concours pour la construction de navires devant servir et à transporter le bétail argentin en Europe et au retour, après transformation et désinfection des locaux des immigrants. Ce double service devait être placé sous la direction d'une commission dite « d'Immigration et d'exportation de bétail vivant ». Toute la question était de savoir si l'on peut construire un type de navire apte à se transformer dans le court espace de temps que durent les escales pour servir à deux usages si différents.

La récolte de 1875 a été également mauvaise par suite d'une seconde apparition de sauterelles qui ont ravagé les provinces de Santa-Fé, Entre Rios et Mendoza (1). Le gouvernement a fait des efforts louables en distribuant 1,500,000 francs aux agriculteurs les plus malheureux, mais il n'en reste pas moins vrai que la situation est devenue peu favorable et que les pouvoirs publics seront

---

(1) *Economista d'Italia*, année 1897, page 188.

obligés, s'ils veulent attirer un nombre un peu considérable d'immigrants, de recourir à l'immigration artificielle (1).

Un des faits particuliers à l'immigration de la République Argentine est le séjour temporaire des Italiens, qui viennent, chaque année, louer leurs bras pour la moisson des céréales. Celle-ci a lieu, comme on le sait, aux mois de décembre et de janvier, de telle sorte que les Italiens, qui n'ont pas l'emploi de leurs bras en Italie, après les vendanges, peuvent s'embarquer dans le courant de novembre, trouver du travail dans la République Argentine en décembre et janvier et revenir en Italie en temps utile pour prendre part, au printemps, aux travaux agricoles. Le manque de bras dans la République Argentine pour la moisson, oblige les fermiers à rémunérer chèrement la main-d'œuvre, aussi, malgré les frais qu'entraînent les deux voyages d'aller et retour, les Italiens trouvent-ils dans cette immigration temporaire un profit très appréciable.

L'immigration dans la République Argentine accuse les chiffres suivants pris dans les documents officiels.

TABLEAU

---

(1) La récolte de 1898 est signalée comme bonne et le prix élevé qu'atteindront en Europe les blés exportés, contribuera à améliorer sensiblement la situation de la culture et, par suite, des immigrants.

| ANNÉES    | IMMIGRANTS<br>par<br>Buenos-<br>Ayres | IMMIGRANTS<br>par<br>Montevideo | TOTAL   | ÉMIGRANTS | IMMI-<br>GRATION<br>réelle |
|-----------|---------------------------------------|---------------------------------|---------|-----------|----------------------------|
| 1857..... | 4.951                                 | »                               | 4.951   | »         | + 4.951                    |
| 1858..... | 4.658                                 | »                               | 4.658   | »         | + 4.658                    |
| 1859..... | 4.735                                 | »                               | 4.735   | »         | + 4.735                    |
| 1860..... | 5.656                                 | »                               | 5.656   | »         | + 5.656                    |
| 1861..... | 6.301                                 | »                               | 6.301   | »         | + 6.301                    |
| 1862..... | 6.716                                 | »                               | 6.716   | »         | + 6.716                    |
| 1863..... | 10.408                                | »                               | 10.408  | »         | + 10.408                   |
| 1864..... | 11.682                                | »                               | 11.682  | »         | + 11.682                   |
| 1865..... | 11.767                                | »                               | 11.767  | »         | + 11.767                   |
| 1866..... | 13.696                                | »                               | 13.696  | »         | + 13.696                   |
| 1867..... | 13.225                                | 3.821                           | 17.046  | »         | + 17.046                   |
| 1868..... | 25.919                                | 3.515                           | 29.234  | »         | + 29.234                   |
| 1869..... | 28.958                                | 8.976                           | 37.934  | »         | + 37.934                   |
| 1870..... | 30.898                                | 9.669                           | 40.567  | »         | + 40.567                   |
| 1871..... | 14.626                                | 6.307                           | 20.933  | 10.686    | + 10.247                   |
| 1872..... | 26.208                                | 10.829                          | 37.037  | 9.153     | + 27.884                   |
| 1873..... | 48.382                                | 27.950                          | 76.332  | 18.236    | + 58.096                   |
| 1874..... | 40.674                                | 27.603                          | 68.277  | 21.340    | + 46.937                   |
| 1875..... | 18.532                                | 23.534                          | 42.066  | 25.578    | + 16.488                   |
| 1876..... | 14.532                                | 16.433                          | 30.965  | 13.487    | + 17.478                   |
| 1877..... | 14.675                                | 21.651                          | 35.326  | 18.150    | + 17.176                   |
| 1878..... | 23.624                                | 19.334                          | 42.958  | 14.860    | + 28.098                   |
| 1879..... | 32.717                                | 22.438                          | 55.155  | 23.696    | + 31.459                   |
| 1880..... | 26.643                                | 15.008                          | 41.651  | 20.377    | + 21.274                   |
| 1881..... | 31.431                                | 16.053                          | 47.484  | 22.374    | + 25.110                   |
| 1882..... | 41.041                                | 10.462                          | 51.503  | 8.720     | + 42.783                   |
| 1883..... | 52.473                                | 10.771                          | 63.244  | 9.510     | + 53.734                   |
| 1884..... | 49.623                                | 28.182                          | 77.805  | 14.444    | + 63.361                   |
| 1885..... | 80.618                                | 28.104                          | 108.722 | 14.585    | + 94.137                   |
| 1886..... | 65.655                                | 27.461                          | 93.116  | 13.907    | + 79.209                   |
| 1887..... | 98.898                                | 21.944                          | 120.842 | 13.630    | + 107.212                  |
| 1888..... | 130.271                               | 25.361                          | 155.632 | 16.842    | + 138.790                  |
| 1889..... | 218.744                               | 42.165                          | 260.909 | 40.649    | + 220.260                  |
| 1890..... | 77.875                                | 54.426                          | 132.301 | 82.981    | + 49.320                   |
| 1891..... | 28.266                                | 23.831                          | 52.097  | 81.932    | + 29.835                   |
| 1892..... | 27.850                                | 33.321                          | 61.171  | 43.853    | + 29.441                   |
| 1893..... | 37.997                                | 33.353                          | 71.350  | 48.791    | + 35.626                   |
| 1894..... | 37.699                                | 25.951                          | 63.650  | 41.391    | + 39.272                   |
| 1895..... | 41.203                                | 19.762                          | 60.965  | 36.820    | + 44.168                   |
| 1896..... | 75.204                                | »                               | 75.204  | »         | »                          |



## CHILI

---

La situation climatérique du Chili est analogue à celle de la République Argentine ; mais pour des causes diverses, l'immigration n'y afflue pas comme dans cette dernière.

Indépendamment de la raison de distance (1), les lois chiliennes, longtemps diffuses et défectueuses et ne donnant à la propriété qu'une base très incertaine, furent le principal obstacle. Cette législation est aujourd'hui très heureusement modifiée et permet d'offrir aux immigrants des avantages réels. Il résulte d'ailleurs de la manière d'agir du Chili, qu'il a en vue, moins l'immigration proprement dite, que la colonisation, c'est-à-dire la culture des terres.

Dans le passé, on trouve quelques essais faits pour attirer l'immigration ; un traité du 30 novembre 1855, entre autres, conclu avec l'Angleterre, garantissait aux sujets anglais la liberté religieuse et le respect de la propriété.

On cite enfin, comme le seul exemple de succès, jusqu'à nos jours, de l'émigration européenne au Chili, l'établissement en 1848, dans les provinces de Llanquihoë et de Valdivia, de deux colonies fondées par les Allemands. Ces colonies,

---

Sources : *Le Chili*, Davila LARRAIN ;  
*Histoire de l'émigration*, J. DUVAL ;  
*Recueil consulaire belge*, 1896, tome XCI, n° 1.

(1) La construction d'un chemin de fer de Buenos-Aires à Santiago a diminué la durée du voyage qui ne se fait plus nécessairement en doublant le cap Horn.

aujourd'hui très prospères, sont les centres dans lesquels l'industrie chilienne est la plus vigoureuse ; les Allemands qui les occupent, ont acquis dans ces provinces une influence considérable, bien que, contrairement à leurs habitudes, ils ne se soient pas fondus dans l'élément indigène ; mais en réalité il ne s'agissait pas de colonisation proprement dite ; la plupart de ces émigrants s'adonnèrent au commerce et à l'industrie et peu à l'agriculture.

On estime qu'en 1856, le Chili comptait à peine 1,700 étrangers ; l'on a prétendu que la cause de cette faiblesse numérique venait de ce que le gouvernement chilien, ne pouvant refouler les incursions des sauvages araucaniens, avait établi les colonies européennes sur la frontière méridionale pour servir de barrière (1).

Le recensement de 1885 accusait, sur une population totale de 2,956,412 habitants, la présence de 25,822 étrangers ainsi répartis.

|                     |       |                          |        |
|---------------------|-------|--------------------------|--------|
| Allemands . . . . . | 6,808 | Italiens . . . . .       | 4,114  |
| Espagnols . . . . . | 2,508 | Américains du Nord . . . | 924    |
| Français . . . . .  | 4,198 | Divers . . . . .         | 1,967  |
| Anglais . . . . .   | 5,303 | Total . . . . .          | 25,822 |

Ce n'est qu'à partir de 1893 ; que le Chili a commencé à entretenir à ses frais un courant d'immigration régulier.

Une longue guerre avec le Pérou, la révolution de 1891 l'avaient jusque-là empêché de s'occuper de la mise en valeur de son territoire.

Les lois qui réglaient alors l'immigration des étrangers, étaient celles des 18 novembre 1845 et 9 janvier 1851. Elles prévoyaient la possibilité de concessions de terres gratuites aux immigrants, sur l'initiative du Président de la

---

(1) A une époque plus récente (1883) un certain nombre d'émigrants Français, Allemands, Suisses, Espagnols et Anglais étant venus au Chili, reçurent chacun 40 à 50 hectares de terres récemment conquises sur les Indiens. Les nombreux vols commis par ces derniers et l'impuissance de l'autorité du gouverneur de la province à les réprimer, forcèrent les colons à abandonner leurs lots.

République ; elles accordaient en outre un certain nombre d'avantages, consistant surtout en exemptions de toute sorte. Un décret du 1<sup>er</sup> octobre 1891 concernait la remise des titres définitifs.

La principale difficulté, à laquelle se heurtait le gouvernement chilien dans l'œuvre de la colonisation, était l'incertitude des limites de la propriété territoriale de l'État. Avant donc d'attirer les immigrants, il fallut refaire la législation des terres fiscales.

On avait donné, dans les terres araucaniennes aujourd'hui mises à la dispositions des colons, des droits considérables aux premiers occupants et aux indigènes. L'intérêt de l'État avait été complètement négligé. Il était interdit aux indigènes, propriétaires de terres ainsi concédées dans les provinces centrales ou méridionales, en vertu d'une loi du 4 août 1874, de les vendre aux étrangers, pendant un temps finissant le 20 janvier 1893.

Le gouvernement chilien avait l'intention, pendant ce laps de temps, de procéder à la délimitation des terres, qui lui appartenaient ; mais cette opération était à peine commencée ; lorsque le délai fut près d'expirer.

On apprit aussi, que, dès le 21 janvier, des spéculateurs devaient s'approprier une partie des terres de l'État non encore reconnues, par la conclusion de traités de vente fictifs passés avec des indigènes complices, qui se prétendraient propriétaires.

Le gouvernement déjoua ces tentatives de fraude en prorogeant le délai pour dix ans ; en même temps, on étendait cette interdiction aux terres voisines du détroit de Magellan qui, dans l'intervalle, s'étaient révélées comme propres à la colonisation (1).

A cette même époque, un projet de loi soumis aux Chambres demandait le retour en masse au domaine national, de toutes les terres qui, situées dans les provinces

---

(1) *Recueil consulaire belge*, tome XCI, n° 1, année 1896.

méridionales du Chili, ne se trouvaient pas appropriées par un titre légalement inscrit. — Une partie de ces terres, cependant, spécialement désignée, devait être réservée pour les indigènes encore nomades.

Une administration dite « Inspection générale des terres publiques et de la colonisation » en aurait la direction, elle devrait les faire reconnaître et cadastrer.

Elle tiendrait aussi le registre des adjudications ; car on poserait en principe que ces terres ne pourraient être vendues qu'aux enchères publiques ; le paiement néanmoins pouvant avoir lieu par termes.

Les terres affectées à la colonisation seraient désignées par le Président de la République.

C'est alors, que l'on voulut indroduire des émigrants européens sur les terres fiscales déjà cadastrées. Un décret du Président de la République détermina l'emplacement de trois colonies nouvelles, dans les provinces de Llanquihoë et de Chiloë. Les premiers colons recrutés par le gouvernement arrivèrent en 1893.

Leur recrutement avait été fait sans plan bien déterminé ; le chef de l'agence générale de colonisation du gouvernement chilien à Paris, notamment, insistait dans son rapport pour l'exercice 1894, sur la nécessité d'établir ce service sur une base fixe. Un régime analogue à celui qu'il indiquait, a été institué par le décret du 15 octobre 1895, complété par un règlement du 21 octobre suivant.

Les émigrants sont recrutés par les soins de l'agence générale de colonisation et d'émigration ; ils doivent être agriculteurs ; cependant, la « Sociedad de Fomento Fabril » pourra demander l'envoi de quelques artisans.

Les avantages offerts par le Chili sont : *a*) le paiement d'une partie du prix du passage et l'avance du reste ; *b*) le transport des bagages et outils jusqu'à concurrence de deux tonnes ; *c*) transport gratuit du port de débarquement à la colonie ; *d*) avance de 30 centavos (1 fr. 50) par adulte et par jour, jusqu'au moment de la remise du lot ; *e*) avance d'une paire de bœufs, d'une charrette, etc... ; *f*) don d'un

lot de 70 hectares au chef de famille, plus 30 hectares pour chacun de ses fils âgés de plus de 12 ans. « Le tout bien délimité et avec des sentiers » ; *g*) paiement d'une somme mensuelle de 25 pesos (112 francs) pendant la première année ; *h*) soins médicaux et produits pharmaceutiques pendant deux ans.

Ces avantages sont stipulés dans un contrat signé par le colon, d'une part et l'agent officiel de colonisation du Chili en Europe « représentant le gouvernement », d'autre part.

De son côté, le colon s'engage : à s'installer sur le lot, à le cultiver pendant au moins six ans ; à ne pas s'absenter sans autorisation du directeur de la colonie ; à rembourser les avances reçues du fait des §§ *a, d, e, g* (ce remboursement s'effectue en cinq ans à partir de la quatrième année de résidence) ; à n'aliéner aucun des objets fournis à moins de le remplacer immédiatement ; à ne conclure aucun contrat relatif à la propriété de son lot, tant qu'il n'aura pas reçu le titre définitif, qui lui sera remis au bout de six ans et sur justification de l'accomplissement de toutes ses obligations.

En cas d'abandon furtif du lot, il serait poursuivi conformément aux lois.

L'agence de colonisation doit tenir des listes des colons engagés et rester au courant de leur situation.

Le petit nombre des émigrants recrutés indique, que le gouvernement chilien recherche plus la qualité que la quantité : en 1894, 395 colons et en 1895, 150 familles représentant de 400 à 500 individus seulement furent envoyés au Chili.

Les conditions d'admission sont assez rigoureuses.

Le colon doit être marié et partir avec sa femme et ses enfants. Il ne doit pas être âgé de plus de 50 ans et présenter les certificats suivants : acte de mariage, acte de naissance de chaque membre de la famille, certificat médical justifiant de la santé de tous ceux qui doivent partir, certificat de bonnes vie et mœurs, extrait du casier judiciaire, certificat d'agriculteur. C'est sur le vu de ces certificats, que l'on statue sur son admission.



Une manière aussi sage de procéder ne peut amener que le succès et servira à attirer au Chili un courant spontané d'émigration, qui permettra au gouvernement chilien de suspendre l'immigration artificielle dans un délai rapproché.

## PÉROU

---

Le gouvernement péruvien n'intervient officiellement dans l'immigration que depuis 1848, bien que son indépendance date de 1821 (1). En 1839, encore, la Constitution se montrait hostile aux étrangers. Il a été promulgué depuis de nombreuses lois pour attirer l'immigration blanche; mais ce furent autant d'insuccès. La cause vient de la situation physique du Pérou, qui est toute particulière. Sans doute, le pays est d'une nature riche; possède d'immenses terrains, qui pourraient être cultivés avec succès; mais l'accès de ces territoires est si difficile, qu'il suffit à décourager les immigrants les plus entreprenants. Le Pérou se divise, en effet, au point de vue géographique, en trois bandes parallèles à la mer: la côte, la Sierra et la Montaña. Dans la première, le sol est peu productif; la seconde est une zone montagneuse et aride; enfin, la Montaña est très fertile, couverte de forêts remplies d'essences précieuses et c'est elle, qui est destinée à la colonisation. Mais la difficulté est d'y accéder et d'en exporter les produits. La voie ferrée ne peut, en effet, traverser la Sierra, d'une altitude trop élevée; d'autre part, les

---

Sources : *Le Pérou en 1889*, Alejandro de YDIAQUEZ, Le Havre, Le Roy et Porée, 1890.

*Recueil consulaire belge*, année 1895, tome LXXXIX, n° 2; année 1897, tome XCVI, n° 2.

(1) En fait depuis 1824.

chemins de terre sont peu nombreux, étant donnée la rareté des cols. Une brochure officielle de propagande recommande d'y arriver en remontant le cours de l'Amazone; or, c'est là un voyage très long et très coûteux. De plus, le climat est chaud (1) et le pays si peu connu, qu'on ne connaît encore, que d'une façon théorique les limites de la Bolivie et du Pérou.

Au point de vue politique, la situation n'est guère plus enviable: l'état de guerre, qui dura de 1825 à 1885, aujourd'hui l'instabilité gouvernementale, l'absence de liberté religieuse maintenue par la Constitution de 1860; ne sont pas des conditions propres à attirer l'immigration.

De 1850 à 1876, les autorités péruviennes se sont constamment occupées de colonisation et d'immigration.

L'immigration spontanée a été à peu près nulle. Six cents Allemands seulement, arrivés en deux fois (302 en 1857 — 321 en 1868) ont formé, en Amazonie, la colonie de Pozuzo, aujourd'hui prospère. Leur condition était réglée par la loi du 24 mai 1845, première réaction contre la Constitution de 1839, qui permettait aux étrangers d'acquérir des propriétés immobilières.

L'immigration artificielle fut inaugurée avec le système de la prime par la loi du 17 novembre 1849: on offrait 30 sols (2) par tête d'immigrants de race blanche ou asiatique amenés par convois d'au moins 50 individus. Chacun d'eux recevait des terrains en friche, exempts de toute redevance pendant vingt-cinq ans.

Pendant les années 1850-1851, on avait ainsi introduit 3,932 colons:

2,516 Chinois, 320 Irlandais, 1,096 Allemands.

Le montant des primes s'était élevé à 117,960 sols, soit environ 589,800 francs.

Ce système fut abandonné et remplacé, dans la loi du 15 avril 1853, par le paiement du passage et le don à chaque

---

(1) La température moyenne est de 25-30 degrés.

(2) Le sol, qui vaut aujourd'hui 2 fr. 90, valait environ 5 francs à cette époque.

immigrant de semences, d'instruments et d'un terrain de 20-40 fanegadas (1).

Les immigrants avaient de plus, la faculté de former des communes; qu'ils administreraient eux-mêmes, en dehors de toute ingérence du gouverneur de la province.

Ce nouveau régime n'eut pas plus de résultats, il en fut de même de contrats passés en 1859, par le gouvernement avec des compagnies de navigation, pour l'introduction de 25,000 Irlandais et 10,000 Espagnols.

En 1862, on avait attiré quelques indigènes des îles Hawaï (750), mais cette immigration fut prohibée dès 1863.

Les Chinois furent la seule source d'immigration un peu considérable au Pérou pendant cette période. Les premières entrées datent de 1849, le dernier convoi arriva le 2 juillet 1874; le traité de Tientsin du 7 août 1875 ayant inauguré un nouveau régime.

A vrai dire, cette immigration, en dépit de la loi du 5 mars 1856, qui obligeait tout capitaine à prouver que les Chinois venaient librement, fut plutôt une sorte de traite. Ceux qui les amenaient, les cédaient aux planteurs pour 500 sols par tête. Ils furent d'ailleurs très maltraités; le gouvernement portugais crut même de son devoir d'interdire, le 27 décembre 1873, le départ par Macao d'émigrants chinois pour le Pérou; ceux-ci, de leur côté, se vengèrent plusieurs fois par l'assassinat.

De 1849 à 1874, il fut introduit 87,393 émigrants de race jaune.

| ANNÉES                                  | IMMIGRANTS | ANNÉES              | IMMIGRANTS | ANNÉES           | IMMIGRANTS |
|-----------------------------------------|------------|---------------------|------------|------------------|------------|
|                                         |            | <i>Report...</i>    | 17.930     | <i>Report...</i> | 44.250     |
| 15 oct. 1849, 31 juil. 1853.            | 2.441      | 1864.....           | 6.410      | 1870.....        | 7.544      |
| 1 <sup>er</sup> août 1853, 31 déc. 1859 | 10.000     | 1865.....           | 4.540      | 1871.....        | 11.812     |
| 1860.....                               | 1.413      | 1866.....           | 5.929      | 1872.....        | 13.391     |
| 1861.....                               | 1.440      | 1867.....           | 2.184      | 1873.....        | 6.571      |
| 1862.....                               | 1.008      | 1868.....           | 4.266      | 1874.....        | 3.825      |
| 1863.....                               | 1.628      | 1869.....           | 2.991      |                  |            |
| <i>A reporter.....</i>                  | 17.930     | <i>A reporter..</i> | 44.250     | <i>Total....</i> | 87.393     |

(1) Fanegada : 2 hectares 86 ares.

Le traité de Tientsin, dans son article 6, reconnaissait aux citoyens du Pérou et de la Chine le droit de circuler librement « aux fins de voyage d'agrément, commerce, travail, ou comme résidents permanents ». Les parties contractantes s'engageaient à repousser toute immigration, qui ne serait pas purement volontaire, et à punir ceux de leurs concitoyens qui contreviendraient à ces dispositions. En avril 1877, un traité fut conclu par le Pérou, avec une maison de Hong-Kong, pour l'introduction d'un certain nombre de coolies; mais ne put être exécuté, devant l'opposition des autorités anglaises à laisser partir les navires, sur lesquels, par suite du mauvais traitement pendant la traversée, la mortalité était effrayante.

Puis, survint la guerre avec le Chili, pendant laquelle toute immigration fut suspendue.

La paix conclue, on s'occupa de nouveau de la mise en rapport des terres de la Montaña.

Dans ce but, une loi du 11 octobre 1887 déclarait propriétaires, d'une façon absolue, des terres qu'ils cultivaient, les indigènes, qui formaient des villages dans les diverses régions de la Montaña. L'article 2 étendait cette faveur à tous les étrangers, à quelque nationalité qu'ils appartenissent, qui rempliraient les mêmes conditions.

Pour augmenter le nombre de ces centres de population, on exemptait les habitants, pour une durée de 20 ans, à partir de la promulgation de la loi, de toute contribution civile, ecclésiastique ou judiciaire; on les dispensait de l'emploi du papier timbré dans tous leurs actes ou contrats et les curés, qu'il y aurait lieu d'établir dans les nouvelles paroisses, seraient payés par l'Etat (art. 3).

L'immigration est aujourd'hui régie par les lois des 28 octobre 1873 et 14 octobre 1893.

La première autorise le pouvoir exécutif, à consacrer une somme annuelle de 100,000 sols (environ 290,000 francs) à l'introduction des émigrants.

La seconde a en vue la colonisation. Elle permet l'entrée



du territoire à tous individus de race blanche (1), âgés de moins de 60 ans, qui viennent dans la République et exhibent aux autorités, un certificat délivré par le consul ou l'agent du Pérou dans leur pays d'origine, justifiant de leur moralité et de leur aptitude à un travail ou un métier (art. 2).

Ces individus forment, aux yeux de la loi péruvienne, deux catégories.

Les uns, dits « immigrants » peuvent être logés et entretenus aux frais du gouvernement, pendant les sept jours, qui suivent leur arrivée et introduire en franchise leurs outils et objets mobiliers (art. 3).

Mais la seconde classe seule jouit d'avantages plus étendus. Ce sont les « colons » qui ont contracté avec la République, pour occuper des endroits déterminés.

On leur accorde le passage, un terrain d'une certaine étendue, l'entretien pendant trois mois au lieu de colonisation, etc. (art. 4).

Le service de l'immigration est dirigé par une junta centrale; qui peut établir, dans les provinces où elle le jugera utile, des juntas auxiliaires. Il est à remarquer, que la charge de membre d'une junta auxiliaire d'immigration; est élective et obligatoire, qu'il ne peut y être renoncé qu'en cas d'empêchement légitime (art. 10).

Cette disposition n'est pas la seule, qui montre l'importance, que l'on attache à ces assemblées et à leurs fonctions.

L'article 12 leur donne, relativement à leur service, la même initiative, qu'aux conseils départementaux sur la décentralisation fiscale; pour proposer toutes réformes utiles en matière d'immigration.

Cette législation n'a pas eu jusqu'ici de résultats bien appréciables; il faut d'ailleurs remarquer, qu'en dehors des colons forcément peu nombreux, étant donnée la subvention affectée à leur introduction; elle n'offre aux immigrants proprement dits; que des avantages bien insignifiants.

---

(1) Cette restriction prohibe implicitement l'immigration chinoise.

## ÉQUATEUR

---

La situation climatérique de cette contrée ne peut donner aux pouvoirs publics, l'espoir de voir arriver un fort courant d'immigration blanche qui ne saurait y réussir. Les principales productions sont le sucre et le café; que les Européens ne peuvent cultiver à cause du climat. Mais indépendamment de cette cause purement physique, les émigrants devraient éviter de se rendre sur ce territoire. La République consent, il est vrai, quelques faveurs aux familles qui viennent s'établir dans le pays, et cela depuis 1850; mais une adjonction opérée en 1886, à l'article 18 de la Constitution, est venue détruire l'effet de ces dispositions bienveillantes.

Cet article était ainsi conçu : « Les étrangers seront admis à résider dans l'Équateur et jouiront des garanties constitutionnelles, tant qu'ils respecteront les lois de la République. »

L'adjonction est la suivante : « Dans tous les contrats, conclus par les étrangers avec le gouvernement ou avec les particuliers, ils renoncent implicitement à toute réclamation diplomatique ».

Ce nouveau paragraphe ne peut que nuire au crédit de l'Équateur, et en détourner les quelques immigrants, qui auraient pu être tentés de s'y rendre.

Un décret du 14 novembre 1889 prohibe l'entrée des Chinois.

---

## COLOMBIE

---

La Colombie, dont le climat ne se prête également pas à l'immigration européenne, fait aux immigrants quelques faveurs. Après avoir vers 1850, pratiqué le système de la subvention en argent, elle se contente aujourd'hui de donner aux immigrants : des terres qu'ils doivent défricher et cultiver ; l'exemption de service militaire et de contribution pendant vingt ans.

---

## VÉNÉZUELA

---

Avant même, que l'Espagne eut reconnu son indépendance, le Vénézuéla encourageait l'immigration. Il s'adressa en premier lieu aux habitants des îles Canaries. Une loi du 13 juin 1831 leur accordait autant de terrain, qu'ils pourraient en cultiver, l'exemption du service militaire et des contributions pendant dix ans; mais ils étaient naturalisés par le fait même de leur entrée sur le territoire.

Ces dispositions furent étendues à tous les étrangers le 19 mars 1837; on y ajoutait une prime de 120 francs par immigrant. Jusqu'au 12 mai 1840, les frais du passage furent remboursés; mais à partir de cette époque, les seuls avantages offerts consistent en terres et privilèges; bien qu'on fit encore quelques avances aux entrepreneurs d'émigration. Les Français jouissaient d'un régime de faveur, en vertu d'un traité du 25 mars 1843.

Les émigrants, arrêtés par les inconvénients du climat tropical du littoral et les troubles politiques, ne répondirent pas en nombre suffisant aux appels du Vénézuéla; le gouvernement eut alors recours à l'immigration artificielle et conclut un contrat, le 18 août 1847, pour l'introduction de 80,000 immigrants. On devait mettre à leur disposition

---

Sources : *Histoire de l'émigration*, J. DUVAL.

Consular Reports. Washington, Government printing office, passim.

712 lieues carrées de terre ; mais ce contrat resta sans effet, et, en 1850, le ministre de l'Intérieur annonçait au Congrès l'arrêt complet de l'immigration.

Les sommes dépensées jusqu'alors, pour ce service étaient relativement considérables. Un compte publié en 1884 accuse, du 23 juin 1840 au 30 juin 1847, une dépense totale de 705,071 francs, dont 466,996 francs n'étaient pas encore remboursés. Le colonel Codazzi, directeur de la colonie Tovar, en devait à lui seul 400,000.

Cette colonie Tovar était l'unique résultat de tant d'efforts. Elle avait été fondée en 1843 avec 374 Allemands, et avait réussi, grâce à la protection des comtes de Tovar. Sa prospérité fut un moment sur le point d'être compromise. Le colonel Codazzi s'enfuit en Nouvelle-Grenade, avant d'avoir remboursé au gouvernement les avances qu'il en avait reçues. Cependant le gouvernement fit remise de cette somme aux immigrants et aux comtes de Tovar, dont le colonel Codazzi était le mandataire, à cause des services rendus au pays.

On estime que de 1835 à 1855, il ne serait arrivé que 12,000 émigrants.

La législation fut encore modifiée le 18 mai 1855. La nouvelle loi, en désespoir de cause, ouvrait les portes à l'immigration asiatique ; elle affectait, d'autre part, une somme annuelle de 240,000 francs à l'immigration. Les colons devaient recevoir des terres ; dont ils ne deviendraient propriétaires définitifs qu'au bout de trois ans, s'ils les avaient mises en valeur. Des juntas spéciales seraient créées pour assurer le bon fonctionnement du service. Une clause enfin, qui, par la suite, devait faire interdire en France le recrutement d'émigrants à destination du Vénézuéla, conférait la nationalité par le fait de résider sur le territoire.

Cette disposition permit en effet, en 1875, au gouvernement vénézuélien de repousser l'intervention du consul français en faveur d'un de ses nationaux molesté. Ce refus, ainsi du reste, que l'effervescence qui agitait alors le pays, obligea le gouvernement français à interdire aux agents d'émigration,



par une circulaire du 14 avril 1875, de recruter à destination du Vénézuéla.

La dernière loi sur la matière est celle du 20 juillet 1891, complétée par décret réglementaire du 11 août suivant.

Elle prohibe l'entrée des infirmes, des sexagénaires et individus d'une moralité douteuse, ainsi que celle des asiatiques et indigènes des Antilles anglaises et hollandaises (art. 3 et 4).

Tous les immigrants bénéficient de la gratuité du passage ; qu'ils viennent, en vertu d'un contrat avec le gouvernement ou une société, ou spontanément. Ils sont logés pendant les quinze premiers jours et introduisent leurs bagages en franchise. Ils reçoivent un hectare de terre gratuit et sont admis à en acheter une plus grande quantité à la moitié du prix légal des terres de l'État (40 bolivars (1) l'hectare de terre cultivable, et 2,000 bolivars la lieue carrée de terrains de pâturages, le paiement se faisant en deux ans). La naturalisation n'est plus obligatoire.

L'immigrant, de son côté, s'engage à exécuter les contrats qu'il a acceptés et à résider un an au moins dans le pays ; sinon il doit rembourser les avances qui lui ont été faites.

Une junta spéciale était chargée du service de l'immigration.

Mais en réalité cette loi ne fut jamais appliquée ; en 1892, le Vénézuéla était en pleine période révolutionnaire ; la junta d'immigration n'existait que de nom et les hôtels d'immigration, peu vastes, ne fonctionnaient qu'à La Guayra et Puerto Cabello.

L'article 26 de la loi institue les agents consulaires comme agents de propagande, réservant au Président de la République le droit d'étendre ce service. En vertu de cette disposition, on a établi, au mois de mai 1897, à New-York, un agent chargé de recruter des immigrants.

Plus récemment encore, le 4 août 1897, le gouvernement

---

(1) Le Bolivar : 1 franc environ.

a signé, avec un agent italien, un contrat pour l'introduction de 1,000 familles européennes par an.

Chaque individu recevra de 2 à 6 hectares de terres, dont il devra cultiver un tiers en blé ou en vigne.

Il n'existe pas de courant d'émigration d'Europe vers le Vénézuéla. L'immigration spontanée est nulle; l'immigration subventionnée par l'État s'élève, dans les dix dernières années, à 7,598 individus.



## AMÉRIQUE CENTRALE

---

L'Amérique Centrale est peu fréquentée par l'émigration. Faut-il en trouver la cause, suivant l'opinion du consul de Costa-Rica à Berlin (1), dans une croyance populaire que ces pays sont en proie à la révolution, aux guerres civiles, au régime des « pronunciamientos », qu'il n'y a en eux ni justice ni sécurité pour la vie et la propriété ? Costa-Rica est, il est vrai, celle de ces républiques qui s'est montrée la plus hospitalière pour les émigrants ; mais il y a une grande part de vérité dans cette prétendue croyance en ce qui concerne les dissensions civiles. On peut espérer cependant qu'un traité, récemment conclu entre toutes les républiques de l'Amérique Centrale pour le maintien de la paix intérieure, produira d'heureux résultats.

Le gouvernement de Costa-Rica proposait, en 1848, de recevoir des déportés et de leur donner des terres. En 1849, il établit à Paris un bureau de recrutement pour l'envoi de 1,500 émigrants ; mais personne ne se présenta, malgré la promesse d'une subvention en argent, d'une concession de terrain et de l'exemption de contributions pendant quinze ans.

Le gouvernement costaricain reprit ses propositions en

---

(1) Voir *Informes consulares*, San José de Costa-Rica, juin 1896, page 9.

1860. Il s'adressa, cette fois, à une société suisse. Il lui accordait une portion de territoire de dix lieues carrées, de 5,000 varas espagnoles, à prendre « dans une ou plusieurs « localités au gré du gouvernement, quelque éloignées « qu'elles soient les unes des autres ». La société pouvait choisir elle-même son terrain ; il eût alors été réduit d'un tiers. Ces propositions n'eurent pas de suite.

La Constitution du 7 décembre 1871 accorde aux étrangers tous les droits des citoyens, ils peuvent exercer leur industrie, etc., ils ne sont tenus ni de se faire naturaliser, ni de payer de contributions extraordinaires.

Malgré tous ces efforts, l'élément étranger de Costa-Rica est peu considérable. Au cours de 1892, sur une population de 243,205 habitants, on ne comptait que 2,879 étrangers, soit 1,18 0/0 ainsi répartis :

|                     |     |
|---------------------|-----|
| Espagnols. . . . .  | 831 |
| Italiens . . . . .  | 622 |
| Allemands. . . . .  | 342 |
| Anglais . . . . .   | 246 |
| Etats-Unis. . . . . | 204 |
| Antilles . . . . .  | 634 |

---

2.879

---

Au Nicaragua, le gouvernement se propose d'attirer l'émigration ; qu'il considère « comme le meilleur remède, qui « puisse être appliqué pour mettre fin aux dissensions politiques (1) » qui ravagent les républiques de l'Amérique Centrale.

A cet effet, une loi publiée en 1897, décide d'établir à New-York et dans certaines villes d'Europe des bureaux de renseignements, chargés de fournir des informations de tout genre concernant la République de Nicaragua, en vue d'y attirer l'émigration.

Le recensement de 1892 accusait la présence de 371 étran-

---

(1) Préambule de la loi de 1897.

gers. Leurs propriétés étaient estimées 4.205,160 pesos, soit environ trois millions de francs. Les Allemands et les Italiens comptaient dans ce nombre pour environ 900,000 francs chacun, et les Français pour 200,000 francs. Les nationalités étaient ainsi réparties.

|                      |    |                       |            |
|----------------------|----|-----------------------|------------|
| Autrichiens. . . . . | 3  | Italiens. . . . .     | 69         |
| Belges . . . . .     | 1  | Jamaïque. . . . .     | 3          |
| Chiliens . . . . .   | 4  | Mexique . . . . .     | 4          |
| Chinois. . . . .     | 2  | Péruviens . . . . .   | 2          |
| Colombie. . . . .    | 4  | Russes . . . . .      | 2          |
| Danois . . . . .     | 3  | Espagnols . . . . .   | 25         |
| Equateur. . . . .    | 1  | Suisses. . . . .      | 6          |
| Français . . . . .   | 35 | Etats-Unis . . . . .  | 60         |
| Allemands . . . . .  | 88 | Vénézuéliens. . . . . | 1          |
| Anglais. . . . .     | 52 |                       |            |
| Hollandais . . . . . | 6  | TOTAL . . . . .       | <u>371</u> |

Le Salvador (1) accordait quelques avantages à l'émigration, mais il exigeait en retour la naturalisation. Ce pays fut en révolution jusqu'en 1885. Sa Constitution date du 13 août 1886; elle contient quelques dispositions relatives aux étrangers. Ceux-ci doivent observer strictement les lois salvadoriennes (art. 45); ils ne peuvent réclamer du gouvernement une réparation quelconque pour quelque dommage que ce soit (art. 46); le seul fait d'avoir accepté un emploi public, sauf le professorat et la milice, confère la nationalité (art. 48); ces règles ne pourront être modifiées par traité international (art. 49). Les émigrants ne peuvent, enfin, recourir à la voie diplomatique, qu'en cas de déni de justice, et seulement après avoir épuisé inutilement, les recours de droit commun établis par les lois (art. 39).

La loi du 3 mars 1877, dégageant la responsabilité de l'Etat à l'occasion de pillages ou exactions en temps de guerre, insurrections ou anarchie, ne donne aucune garantie à la propriété dans un pays continuellement en proie aux luttes intestines.

Le climat de la République de Honduras, plus sain que

---

(1) BIANCONI, *Cartes commerciales*, Paris, Chaix, 1891.



celui du Salvador, se prêterait mieux à la colonisation européenne. Dès 1876, les pouvoirs publics ont essayé de relever ce pays épuisé par les guerres civiles.

Le Guatemala offre aux immigrants certaines immunités fiscales ; mais pas plus que dans les contrées voisines, l'immigration ne répond à ses avances. Les terrains sont achetés à l'État au prix de 200 francs les 45 hectares. Les Indiens qui habitent sur le terrain sont tenus de travailler pour le propriétaire moyennant le paiement d'un salaire officiel. En cas de refus de leur part, le propriétaire pourrait les expulser (1).

---

(1) Recueil consulaire belge, année 1885, tome LII, page 467.

## MEXIQUE

---

Les causes qui ont, pour ainsi dire, empêché toute émigration de travailleurs européens au Mexique sont nombreuses.

A côté des raisons climatiques, il faut tenir compte du régime du louage d'ouvrage, qui tient le travailleur dans une sorte de sujétion à laquelle ne saurait se soumettre un Européen ; la population indigène, d'autre part, est très dense et travaille pour des prix excluant toute concurrence ; il n'y a enfin que peu d'années que le Mexique jouit de la paix intérieure, actuellement très assurée sous la présidence du général Porfirio Diaz.

L'étranger y fut d'ailleurs longtemps un ennemi ; on voyait toujours en lui un Yankee. En 1854, on mentionne cependant une loi nommant des agents, chargés de recruter les colons. Ceux-ci auraient bénéficié de l'avance du passage et de la concession d'un terrain, qu'ils auraient remboursées en un certain nombre d'annuités.

En 1885, le Mexique s'associait aux efforts tentés par les Etats du Sud des Etats-Unis pour attirer l'immigration (création de *The Southern States and european land and emigration Company*). Les immigrants, amenés aux frais du gouvernement, auraient été considérés comme mexicains et soumis aux lois, dont ils recueillaient les bénéfices. C'était mettre un obstacle à l'arrivée de ceux, que leur position de fortune ne rendaient pas indépendants. Une loi du 27 no-

vembre 1896, complétée par un règlement du 6 septembre 1897, concerne la concession gratuite de terrains nationaux (1).

L'agriculture n'y fut pas considérée, dès le début, comme source de fortune ; la recherche des métaux précieux absorbait, avec l'industrie, le travail de tous les habitants. Le développement constant de la production caféière prouve cependant que les immigrants pourraient, de ce chef, trouver des garanties de réussite.

L'exportation des dernières années pour le café se chiffre ainsi :

|                   |            |              |
|-------------------|------------|--------------|
| 1892-93 . . . . . | 8.727.000  | piastres (2) |
| 1893-94 . . . . . | 11.766.000 | —            |
| 1894-95 . . . . . | 12.670.000 | —            |

Le Mexique semble devoir s'ouvrir à la colonisation japonaise. Le premier pas dans ce sens serait l'établissement d'une ligne de navigation entre Salina Cruz et un port japonais. On signale, depuis cette création, des achats considérables de terre par des Japonais dans l'État de Chiapas (août 1896).

---

(1) *V. Semana Mercantil*, Mexico, 4 octobre 1897.

(2) La piastre mexicaine = 3 fr. 75 environ.



## SAINT-DOMINGUE

---

Une loi du 8 juillet 1876, dans le but d'étendre la production des denrées d'exportation, affectait les terres appartenant au gouvernement, à la culture de la canne à sucre, du café, du cacao, du tabac et du coton.

Les nationaux et les immigrants étrangers pouvaient, au même titre, occuper ces terres incultes ; après en avoir fait la demande au sous-délégué de Hacienda (finances) et en acquérir la propriété, en faisant la preuve qu'au bout d'un an ils avaient mis en culture, avec l'un des produits indiqués, la plus grande partie du terrain.

Cette faveur fut retirée aux immigrants par l'article 2 de la loi du 3 juin 1879 qui régit aujourd'hui encore l'immigration.

Aux termes de cette loi, le gouvernement dominicain fait des avantages assez considérables aux immigrants, sans toutefois chercher à augmenter leur nombre d'une façon artificielle.

Il accorde la franchise douanière pour tous les meubles et outils, et, en outre, pour les matériaux, que les immigrants pourraient apporter pour la construction de leur habitation ;

---

Sources : *The Monthly Bulletin* of the bureau of the American Republics, Washington, numéros de juillet et août 1896.

les navires qui les amènent sont eux-mêmes exemptés de droit de port.

Ils jouissent aussi de l'exemption de toute taxe publique, et s'ils se font naturaliser, de celle du service militaire pendant six ans.

Les immigrants qui viennent pour s'établir à leur compte, reçoivent un titre de propriété de 30 acres de terre, qu'ils ne peuvent vendre avant l'obtention du titre définitif, qui s'acquiert par résidence ininterrompue d'un an.

Ceux, au contraire, qui arrivent porteurs d'un contrat de travail, sont entretenus aux frais du gouvernement jusqu'au moment de leur transport au lieu où ils doivent travailler. Le prix de leur passage est remboursé, du moins en partie, à ceux qui les auront fait venir ; mais ne leur sera définitivement acquis que si le colon n'a pas abandonné la plantation durant la première année de son séjour.

L'émigration ne peut d'ailleurs acquérir une bien grande importance à Saint-Domingue, étant donnée la situation climatique. L'insurrection de Cuba a cependant été la cause d'une certaine recrudescence dans l'immigration, et le gouvernement dominicain a tout fait pour l'attirer.

Vers le mois de mai 1896, le secrétaire de l'Intérieur avait chargé les gouverneurs de province de faire procéder à une enquête, pour connaître quels étaient les habitants qui consentiraient à employer des Cubains ou à leur vendre des terres. Ces gouverneurs étaient également requis de trouver un moyen quelconque de fournir du travail à ces immigrants.

L'absence de documents statistiques ne nous permet pas de donner le résultat de cette intervention.

---



## MOZAMBIQUE

---

Dans le but de mettre en valeur ses possessions du Mozambique, le gouvernement portugais a établi deux systèmes de concessions de terres (1).

Le premier s'adresse à la petite épargne. Les lots sont au maximum de 1,000 hectares, ils s'obtiennent moyennant le paiement de 10 reis par hectare et par an ; le colon est tenu de mettre en valeur un tiers de sa concession en cinq ans. A cette condition seule, on l'autorisera à se racheter de la rente par le paiement de vingt fois le montant de l'annuité.

Avec ce système, pour une propriété de 1,000 hectares, le versement sera de 1,200 francs.

Les *Prazos* sont d'immenses territoires domaniaux dont la location est faite pour vingt-cinq ans à des particuliers et constituent le second mode de concession ; mais il faut, pour les obtenir, posséder des ressources que n'ont pas la majorité des émigrants.

Le prix de la location est mis aux enchères, la mise à prix est égale à la moitié du rendement de l'impôt perçu sur les noirs qui habitent le prazo.

L'adjudicataire est investi de droits importants. Il perçoit l'impôt sur les nègres qui habitent sa concession et en est responsable ; il doit faire la police. Il est enfin tenu de

---

(1) V. G. AUBERT, *L'Afrique du Sud*, Flammarion, Paris, 1897

mettre en culture une partie de la concession proportionnelle à son étendue ; ces parcelles cultivées peuvent devenir sa propriété. Ces prazos s'accordent de préférence aux émigrants portugais.

Le Mozambique est en même temps un centre d'émigration. Une convention conclue avec la France et sanctionnée par un décret portugais du 23 juin 1881 autorise l'émigration des noirs à destination de Mayotte et Nossi-Bé ; d'autre part, les indigènes des environs de Lourenço-Marquez forment la plus grande partie de la main-d'œuvre des mines d'or du Transvaal. Le gouvernement portugais, qui perçoit un droit sur chaque indigène recruté, a consenti récemment à abaisser ce droit en faveur du Transvaal.

## ILES HAWAÏ

---

Les îles Hawaï étaient habitées lors de leur découverte par une population canaque. Ces indigènes, à la différence des autres races polynésiennes, étaient doux, intelligents et très amis des progrès. Sous l'influence de leurs rois, heureusement conseillés par des missionnaires américains d'abord, puis par un Français, M. de Varigny, qui y fut pendant longtemps ministre des Affaires étrangères, ils atteignirent rapidement une civilisation très avancée. L'industrie agricole, notamment la culture des cannes à sucre, dont le rapport atteignait 50, 60 et même 100 0/0 répandit dans toutes les classes de la société l'aisance et même le luxe; malheureusement encouragés par cette vie facile, ils se laissèrent dominer par le penchant indolent et paresseux de leur caractère. Le recrutement de travailleurs indigènes pour les exploitations agricoles devint impossible et l'on fut obligé de recourir à la main-d'œuvre étrangère. Ce fut leur perte, car dans une race qui déjà périssait, les Asiatiques introduisirent la lèpre, les blancs la petite vérole et le type canaque, autrefois superbe, n'existera plus aux îles Hawaï dans un délai rapproché.

Le système adopté était celui de l'immigration par contrat

---

Sources : *Revue française de l'étranger et des colonies*, juillet 1897, J. Servigny.

Communication de M. H. de Varigny au Congrès de 1889.

pour un temps déterminé; les frais du transport étaient supportés, en partie par le gouvernement, pour une somme fixe et pour le reste par le planteur.

Les travailleurs furent tirés de quatre sources différentes.

Les premiers en date sont les Chinois. Commencée en 1860, après la conclusion d'un traité avec la Chine, cette immigration ne dura que quelques années, le gouvernement chinois ayant élevé des réclamations sur l'exécution du contrat et les travailleurs ne rendant pas aux planteurs tous les services qu'ils en attendaient. Elle fut même totalement interdite en 1892; mais une loi du 23 avril 1896 a tempéré la rigueur de cette prohibition en autorisant l'entrée des Chinois; qui se spécialiseraient dans la culture ou le service domestique, tout commerce leur étant défendu. On en trouve aujourd'hui un grand nombre, qui descendent pour la plupart des premiers Chinois introduits et qui étaient demeurés dans l'Archipel à l'expiration de leur contrat. De 1,900 en 1872, on en comptait 18,000 en 1884 et plus de 21,000 en 1896.

De 1878 à 1887, on introduisit, sans grand succès d'ailleurs, 2,000 Polynésiens des autres îles de l'Océanie.

L'immigration de travailleurs de race blanche fut ensuite essayée. De 1881 à 1885, 1,176 Allemands et 223 Norwégiens furent amenés dans les îles. Mais le plus fort contingent fut fourni par des Portugais habitant Madère et les îles Açores. Ces derniers réussirent fort bien; leur engagement terminé, ils restaient dans le pays et s'aggloméraient rapidement dans la population. Du 30 septembre 1878 au 23 septembre 1886, il en arriva 10,715 en 16 convois échelonnés. Le prix élevé du transport dut seul faire renoncer à cette immigration; chaque individu revenait en effet à 1,325 francs.

Ils furent remplacés par des Japonais pour lesquels le passage ne coûtait que 350 francs. Ils étaient, en vertu de traités conclus en 1875 et 1886 avec le gouvernement japonais, engagés pour trois ans au prix de 15 dollars par mois. Le premier convoi arriva en 1885; il en amenait 943; ils sont aujourd'hui près de 25,000.

Des événements récents, auxquels l'immigration japonaise a servi de prétexte, permettent de supposer que le traité de 1886, qui dispense les Japonais de savoir lire l'anglais pour obtenir le droit de cité, sera bientôt dénoncé; que peut-être même leur immigration sera interdite comme celle des Chinois.

A la fin du mois de février 1897, les autorités hawaïennes refusèrent l'entrée du territoire à 750 Japonais sous prétexte qu'ils ne possédaient pas en propre les cinquante dollars exigés ou que leurs contrats de travail n'étaient pas réguliers (1).

Les réclamations du gouvernement japonais auront pour premier effet de hâter l'annexion aux États-Unis, depuis longtemps désirée. Depuis longtemps, les Américains habitant l'archipel ne cessaient de protester contre l'accord du droit de cité aux Japonais; on peut donc prévoir que, lorsqu'ils seront les maîtres, un de leurs premiers actes sera sa suppression.

Le *Consular Reports* (avril 1897) donne le résultat du recensement de la population des îles Havaï en 1896. Ce tableau indique la situation respective des diverses nationalités.

|                           | HOMMES | FEMMES | TOTAL   |
|---------------------------|--------|--------|---------|
| Hawaïens et Métis.....    | 20.648 | 18.856 | 39.504  |
| Japonais.....             | 19.212 | 5.195  | 24.407  |
| Chinois.....              | 19.167 | 2.449  | 21.616  |
| Portugais.....            | 8.202  | 6.989  | 15.191  |
| Américains.....           | 1.975  | 1.111  | 3.086   |
| Anglais.....              | 1.406  | 844    | 2.250   |
| Allemands.....            | 866    | 566    | 1.432   |
| Îles des mers du Sud..... | 321    | 134    | 455     |
| Norwégiens.....           | 216    | 162    | 378     |
| Français.....             | 56     | 45     | 101     |
| Divers.....               | 448    | 152    | 600     |
| Total.....                | 72.517 | 36.503 | 109.020 |

(1) *Journal des Débats*, 11 juin 1897; *Le Temps*, 5 juin 1897.



Ce système de « l'immigration par contrat a donné jusqu'ici des résultats très satisfaisants, qui ne feront qu'augmenter si l'on facilite l'acquisition de la propriété aux immigrants et si on les met en mesure de se créer une famille par une immigration féminine plus forte (1). »

---

(1) Communication de M. de Varigny.

~~~~~



## CHAPITRE II

### ENTRAVES A L'IMMIGRATION

---

Les pouvoirs publics sont amenés, bien avant qu'ils n'aient à redouter l'excès de population, à entraver l'immigration.

La mauvaise qualité ou l'inaptitude au travail des immigrants sont la cause des premières mesures prohibitives. Le peu de profit qui résulte de l'arrivée d'indigents, de déments, de malades de toute sorte ou d'individus incapables de se subvenir à eux-mêmes, ainsi que le mal que peut causer celle de gens notoirement vicieux n'ont, en effet, pas besoin d'être démontrés.

Toutefois, la tendance aux restrictions, aujourd'hui presque générale, existant même dans des contrées qui pratiquent encore l'immigration artificielle, ne se rencontre pas dans les divers pays à la même période de l'histoire de l'immigration.

Quelques-uns (États-Unis, Sud de l'Afrique) prennent ces mesures dès le début d'un mouvement un peu considérable d'immigration ; mais la plupart commencent par ouvrir leurs territoires indistinctement à toutes les catégories d'immigrants et attendent pour intervenir et faire un choix parmi les arrivants que la population ait une densité suffisante. De ce nombre sont : l'Australie, le Canada et le groupe presque entier des Républiques Sud-Américaines.

La concurrence, réelle ou supposée, faite par les étrangers au travail national, détermine certains pays à établir une nouvelle série de prohibitions. Celles-ci peuvent concerner deux sortes de travailleurs.

Les ouvriers de race blanche ne peuvent, par exemple, pénétrer aux États-Unis lorsqu'ils sont porteurs d'un contrat de travail quelconque conclu à l'étranger, ils sont présumés de ce chef devoir faire une concurrence plus grande aux ouvriers indigènes. On repousse également les Européens complètement illettrés sous le prétexte qu'ils feront baisser les prix en acceptant des salaires trop infimes.

Les ouvriers de race jaune et les nègres sont également repoussés pour ce dernier motif.

L'arrivée dans un pays d'un nombre trop considérable d'immigrants d'une même nationalité peut être également une cause d'entraves à la libre entrée de ces individus. Cette interdiction cependant n'existe pas encore d'une façon directe ; à moins que l'on ne fasse rentrer les Chinois dans cette classe ; mais l'on peut prévoir l'existence prochaine d'une question italienne faisant un pendant à la question chinoise. Jusqu'à ce jour seuls les États-Unis ont légiféré en visant spécialement les Italiens quand ils ont prohibé l'entrée des illettrés.

---

## ÉTATS-UNIS

---

Les États-Unis doivent à plusieurs motifs l'énorme afflux d'immigration qui se porte sur leur territoire.

La principale cause est qu'ils furent les premiers à offrir aux travailleurs étrangers la sécurité et la liberté désirables. Dès 1819, ils possèdent des lois relatives au transport des immigrants, alors que les autres centres d'immigration ne commencent que vers 1850 leurs tentatives de recrutement dans le vieux monde.

Ils reçurent tout d'abord des immigrants anglais et allemands qui, jusqu'en 1868, formèrent 85 0/0 du chiffre total de l'immigration ; puis vinrent des Hollandais et des Suédois, qui s'établirent, les uns sur les bords de la baie d'Hudson, les autres dans le bassin de la Delaware.

Ces immigrants y trouvaient l'analogie de climat ; les États-Unis sont, en effet, situés entre 49 et 25 degrés de latitude et les contrées d'où ils provenaient entre 60 et 40 degrés ; ils y rencontraient également l'analogie de religion, ou tout au

---

Sources : *Statistical abstract of the United States*. Washington 1896.

*Immigration and passenger movement*. Washington 1896.

*Rapport spécial sur l'Immigration*. E. YOUNG, Washington 1872.

*Bollettino del Ministero degli Affari Esteri*. Roma, novembre 1897.

*Les États-Unis d'Amérique et l'émigration*. DE VILLENEUVE, Marseille 1891.

V. notice bibliographique.



moins la tolérance religieuse la plus entière dont ils ne jouissaient pas dans l'Amérique du Sud.

D'autre part, le mode d'appropriation des terres était préférable. Au lieu du régime de métayage en usage dans une grande partie de l'Amérique du Sud, ils obtenaient aux États-Unis soit des concessions gratuites, soit surtout la possibilité d'acheter des terres en acquérant la propriété pleine et entière, dès qu'ils étaient naturalisés.

Grâce à ces circonstances favorables, les États-Unis ont pu, au moins en tant qu'État fédéral, éviter l'emploi de l'immigration artificielle. On ne saurait, en effet, y assimiler cette pratique, qui vers 1830, sous la présidence de M. Jackson, consistait à distribuer avec prodigalité les terres de l'État, et qui n'avait pas pour but spécial d'attirer l'immigration. D'après la loi du 29 mai 1830, tout colon qui occupait des terres pouvait en obtenir la propriété à un prix minimum par droit de préemption (1).

Seuls quelques États particuliers, que leur isolement dans l'intérieur des terres favorise peu dans la répartition des immigrants, essayent par des faveurs d'attirer l'immigration.

Une seule fois les États-Unis se sont départis de leur réserve pour faire appel à l'immigration. C'était au moment de la guerre de Sécession. Le Congrès vota le 4 juillet 1864 une loi destinée à rendre au pays les bras qu'il avait perdus.

On établissait à New-York un commissaire et un service de l'immigration en mettant à leur disposition une somme de 25,000 dollars (et plus si le président le jugeait à propos), pour faire des avances de passage aux travailleurs. En même temps et pour inciter les particuliers à attirer également les immigrants, on admettait la possibilité de poursuivre par toutes les voies de droit, l'exécution des contrats par lesquels les propriétaires auraient fait l'avance du prix du transport à des émigrants moyennant l'engagement des salaires futurs pour un délai inférieur à un an ; on pouvait

---

(1) Philippovich. *Émigration européenne*, Revue d'économie politique année 1890, p. 341.

même, par stipulation spéciale et enregistrement du contrat, prendre en garantie toute terre que les colons pourraient acquérir à leur arrivée, même à titre de « Homestead ».

Cette loi fut rapportée le 30 mars 1868.

Les États-Unis se sont donc contentés de donner d'une part toute facilité à la naturalisation et d'assurer d'autre part, par des lois minutieuses, les meilleures conditions de transport aux immigrants.

Les premières, très nombreuses au début du siècle, accordaient la naturalisation par 5 ans de résidence, la prestation du serment de fidélité à la Constitution, la renonciation à toute marque distinctive ou titre héréditaire, etc. (Act du 14 avril 1802.)

Les Acts qui le suivirent étendirent ou diminuèrent tour à tour ces diverses conditions. Ces Acts portent les dates des 14 avril 1802, 26 mars 1804, 3 mars 1813, 30 juillet 1813, 22 mars 1816, 26 mars 1824, 24 mars 1828, 26 juin 1848, etc.

Les conditions de transport des immigrants furent réglées pour la première fois par l'Act du 2 mars 1819 qui interdisait aux capitaines, sous peine de 150 dollars d'amende par passager en plus, de laisser embarquer, sur leur navire, un nombre de passagers supérieur à deux par cinq tonneaux de jauge. Si leur nombre excédait de 20 unités le maximum légal, le navire pouvait être saisi. D'autres dispositions concernaient la qualité et la quantité de vivres à emporter.

Ces dispositions furent reprises et complétées par les Acts du 22 février 1847, 31 janvier et 17 mai 1848, 3 mars 1849 et 3 mars 1855.

Le dernier « Passengers Act » est celui du 2 août 1882, et il s'occupe spécialement des aménagements du paquebot, des soins à prendre pour aérer et éclairer les locaux réservés aux passagers, des provisions de route, des soins médicaux et de la police du bord.

Toutes ces dispositions sont en général surpassées en pré-

cision par celles qu'édicte les gouvernements européens, relativement au transport de leurs émigrants.

Ces derniers ont été amenés d'ailleurs à cette pratique par la façon stricte dont le gouvernement américain exigea l'application des lois qu'il avait promulguées sur cette matière. Un journal belge rapporte que dans l'année 1854, vingt-cinq navires auraient été saisis pour infraction à ces lois.

Le système adopté par les États-Unis a, d'ailleurs, si l'on en juge par les statistiques, produit d'excellents résultats. L'immigration y a suivi une marche ascensionnelle qui a atteint son apogée en 1882. On remarque cependant quelques alternatives dans la progression de l'émigration.

Avant 1871, la guerre de Sécession et une crise commerciale ralentirent le courant des arrivées. Quelques années plus tard, en 1875 et 1876, une crise financière très grave contribua encore à modérer le flot de l'émigration.

Depuis 1882, l'immigration va sans cesse en diminuant; c'est le résultat de la politique d'obstruction, qui est poursuivie d'une façon systématique depuis cette époque.

Le tableau suivant indique la part qui revient à l'immigration dans l'accroissement de la population depuis 1840.

| ANNÉES    | POPULATION | ACCROIS-<br>SEMENT<br>total | ACCROIS-<br>SEMENT<br>par<br>immigration | POURCEN-<br>TAGE<br>total | POURCENTAGE             |                          |
|-----------|------------|-----------------------------|------------------------------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------------|
|           |            |                             |                                          |                           | par<br>immi-<br>gration | par<br>repro-<br>duction |
| 1840..... | 17.069.453 | 4.203.433                   | 599.125                                  | 21.62                     | 3.51                    | 20.91                    |
| 1850..... | 23.191.876 | 6.122.423                   | 1.653.275                                | 26.39                     | 5.49                    | 20.90                    |
| 1860..... | 31.443.321 | 8.251.445                   | 2.639.556                                | 26.24                     | 8.38                    | 17.86                    |
| 1870..... | 38.558.371 | 7.115.050                   | 2.281.142                                | 18.45                     | 5.91                    | 12.54                    |
| 1880..... | 50.152.866 | 11.594.495                  | 2.812.191                                | 23.11                     | 5.60                    | 17.51                    |
| 1890..... | 62.622.250 | 12.469.384                  | 5.286.613                                | 19.41                     | 8.22                    | 11.19                    |

Les Américains avaient, d'ailleurs, mis dès l'origine des obstacles à l'entrée de certaines catégories d'immigrants. Dès 1830, ils prohibent l'entrée des indigents. Cette défense fut renouvelée en 1851 et le 3 mars 1875. Ce n'est toutefois que depuis l'année 1882, à cause du chiffre énorme

qu'atteignait l'immigration, qu'ils sont entrés dans la voie d'une restriction très sévère. Les Acts qui apportèrent successivement de nouvelles prohibitions à la libre entrée sur le territoire américain sont ceux des 8 mai 1882 (chinois), 3 août 1882, 23 février 1885, 26 février 1887, 3 mars 1891, 3 mars 1893, 18 août 1894 et 2 mars 1895 (1).

Nous pouvons diviser ces prohibitions en plusieurs catégories.

La première comprend les individus dont l'arrivée sur le territoire est inutile ou dangereuse.

L'immigrant doit, avant tout, être un agriculteur, c'est une occupation fort rude, qui exige avec certaines qualités d'intelligence beaucoup d'endurance physique. En conséquence, les idiots, les fous, les infirmes, les individus atteints de maladies contagieuses, repoussantes ou dangereuses seront rigoureusement exclus. De même, ceux qui ne peuvent justifier de la possession d'un capital d'environ 250 francs (50 dollars) ou qui tombent dans l'indigence la première année de leur séjour sont renvoyés aux frais du bâtiment qui les a amenés.

Les immigrants qui constituent un danger pour la société sont tous les condamnés de droit commun, y compris ceux dont la peine a été remise à condition qu'ils émigreraient.

On en excepte les condamnés de droit politique qui sont toujours libres d'entrer sur le territoire américain, alors même que leurs crimes seraient considérés comme infamants, turpitude morale, etc.

Cette exception n'est-elle pas une inconséquence de la part des Américains et n'auraient-ils pas dû, tout au moins, faire une sélection dans cette catégorie d'immigrants puisqu'ils rattachent volontiers l'origine des idées anarchistes dans leur pays à l'arrivée des réfugiés français de la Commune en 1871 ?

Dans l'espèce, cette assertion est inexacte, c'est une

---

(1) Le texte de ces lois se trouve dans : *Navigation Laws of the United States, bureau of navigation*. Washington 1895.



erreur que le *Times* de New-York lui-même ne craint pas de répéter. M. de Fontpertuis l'a d'ailleurs savamment réfutée. « Le véritable courant socialiste, aux États-Unis, » dit-il, reconnaît sa source dans l'énorme immigration allemande qui suivit la guerre de 1870-71. Jusqu'à ces derniers temps, le socialisme n'a eu d'autres véhicules que les Allemands, ils commencèrent par des plaintes au cabaret, puis fondèrent un journal, le *Volkszeitung*. La création de la *Central Labor Union* fut un second pas décisif (1). »

Nous pouvons encore rattacher à cette catégorie la proscription des polygames et celle des femmes destinées à la prostitution auxquelles la loi du 3 mars 1875 interdit l'entrée du territoire en punissant leurs importateurs d'une amende pouvant s'élever à 5,000 dollars ou d'un maximum de cinq ans de prison.

Le second groupe comprendra tous les immigrants amenés aux États-Unis d'une façon quelconque, par contrat d'engagement préalable ou paiement de tout ou partie du voyage, à moins, cependant, qu'il ne s'agisse d'avances faites à un parent d'immigrant déjà établi en Amérique.

Au premier abord, une semblable prohibition peut paraître singulière. Ce contrat anticipé, ce sacrifice pécuniaire semblent une garantie des qualités morales ou des aptitudes professionnelles de celui qui en fait l'objet; moins que les autres, cet immigrant ne risque de se trouver sans travail et d'être ainsi une charge pour la société. Là n'est pas le vrai motif; d'ailleurs « aucune lettre garantissant qu'un immigrant deviendra jamais une charge publique ne sera reçue » ni d'un particulier, ni d'une société même charitable ou de bienfaisance à moins d'autorisation spéciale du commissaire général de l'immigration, approuvée par le secrétaire de la Trésorerie » (lois des 3 mars 1893 et 2 mars 1895).

Mais, si l'on étudie l'action des Trades-Unions, leur influence au point de vue électoral, la crainte qu'elle peuvent

---

(1) *Économiste Français*, année 1886, tome I, p. 736.



concevoir d'une immigration de main-d'œuvre étrangère, on éclaircisse la question d'un jour tout nouveau.

C'est l'Act de 1885 (1) qui établit cette prohibition renouvelée en 1887 et 1891 ; mais, jusqu'en 1887, date à laquelle une circulaire du secrétaire du Trésor la fit appliquer strictement, elle était restée lettre morte. Un fait qui se passa à cette époque montre que cette circulaire ne fut peut-être pas, de la part des pouvoirs publics, un acte spontané.

Un Français, propriétaire d'une fabrique de soieries à Jersey City Heights avait embauché un certain nombre de tisseurs de soie à Lyon ; l'entrée du territoire leur fut interdite, mais à cette occasion l'organisation ouvrière des tisseurs de soie de New-York crut devoir faire publier une protestation dans laquelle, après avoir exposé que les ateliers étant au complet il faudrait par suite, pour recevoir les nouveaux venus, renvoyer quelques-uns des leurs, elle disait : « Les ouvriers de New-York, grâce à leur organisation, « opposeront une résistance énergique à tous essais de « renvoi, sans cause apparente, d'ouvriers actuellement enga- « gés, en sorte que les nouveaux venus seraient de prime « abord engagés dans des conflits très sérieux entre ouvriers « et patrons. »

Ces craintes de concurrence étrangère sont-elles fondées ? Appliquées même aux ouvriers *Unskilled* sont-elles légitimes ? C'est une question d'économie sociale dans laquelle nous n'avons pas à entrer, mais cette prohibition est plus générale, elle s'applique même aux immigrants agriculteurs et nous ne pouvons nous abstenir de signaler la contradiction flagrante qui existe entre cette interdiction et les efforts faits par les États de l'Ouest et du Sud pour se procurer une main-d'œuvre agricole.

Avant le vote de la loi de 1885, cette prohibition était d'ail-

---

(1) L'Act du 4 juillet 1864, au contraire, autorisait les contrats par lesquels les immigrants engageaient leurs salaires futurs pour moins d'un an en échange de l'avance du prix du passage. L'exécution de ces contrats pouvait être poursuivie par toutes les voies de droit ; ils devaient simplement ne rien contenir qui pût rappeler l'esclavage.

leurs, tout au moins dans les villes, l'objet d'un desiderata général et les orateurs du Parlement n'hésitaient pas à la proclamer comme seule conforme à l'esprit de leurs lois.

En 1884, un propriétaire de la Floride, après s'être assuré qu'il ne trouverait pas sur place les travailleurs nécessaires et voulant cultiver l'oranger sur des terrains jusque-là inculte, fit venir de Suède deux cents laboureurs et leur famille; une large zone de terrain fut bientôt convertie en une magnifique plantation.

Ce procédé fut qualifié, à la Convention républicaine de Chicago, de contraire aux institutions américaines.

« Si la doctrine eût eu force de loi, dit-on en séance, il eût  
« été du devoir de quelque officier fédéral d'aller dire à ces  
« immigrants : Vous êtes venus munis d'un contrat de tra-  
« vail au profit d'un particulier, or nous avons aboli l'escla-  
« vage, retournez chez vous et ne revenez que libres de tout  
« contrat (1). »

A la même époque, cependant, par suite du besoin urgent de bras, les États de l'Ouest fondaient *the Southern States and European land and emigration company*, dans le but de coloniser leurs territoires incultes. En 1896, le consul belge du Minnesota signalait, dans un rapport, l'existence de la *Immigration Convention of the Nord-West* pendant la séance d'ouverture de laquelle on devait déterminer les moyens les plus propres à faire connaître les ressources du pays et à y attirer les immigrants. La même demande avait lieu dans les États de Montana et de Wyoming.

L'interdiction de l'immigration à tout prix n'est donc pas favorable à tout le monde; mais, dans cette lutte économique, les classes ouvrières sont les plus fortes et dictent les votes des hommes politiques.

---

(1) *Économiste Français*, année 1884, 2 vol. 135.

La section première de l'Act du 26 février 1885 était ainsi conçue: « A partir de la promulgation de cet Act, il est interdit à toute personne, compagnie ou société d'avancer, de n'importe quelle manière que ce soit, les frais de voyage aux immigrants, d'encourager ou faciliter par quelque moyen l'importation ou l'immigration d'étrangers dans le territoire des États-Unis et le district de Colombie soit sous forme de contrat, conclu de vive voix ou autrement, soit d'une manière formelle ou implicite, avant l'importation ou voyage desdits étrangers pour accomplir un emploi quelconque. »

« SECTION II. — Ces contrats sont nuls et non avenues... »

Cette disposition n'a pas semblé suffisamment restrictive. La loi de 1891 assimile et punit des mêmes peines toute publicité par affiches, circulaires, etc..., faite au nom d'un particulier et vantant les avantages présentés par l'Amérique, sauf « la vitesse des navires et les facilités de transport à « bord des bâtiments » (Act du 3 mars 1891, sections 3 et 4).

Le secrétaire de la Trésorerie peut, en outre, en vertu de l'Act de 1887 et lorsqu'il a l'intime conviction qu'un immigrant a débarqué, contrairement à cette loi, le faire mettre en état d'arrestation et renvoyer, après enquête, dans son pays d'origine.

Cette prohibition ne souffre plus aujourd'hui d'autre exception que celle relative aux professions libérales. La législation américaine n'est cependant pas arrivée en une seule fois à un tel ostracisme (Act du 19 octobre 1887).

La loi de 1887 faisait exception « pour des ouvriers habiles « dans une industrie qui ne serait pas encore établie dans « les États-Unis; à condition bien entendu, que l'on ne puisse « se procurer autrement d'ouvriers d'une habileté égale ». Les classes ouvrières exigèrent plus et la loi de 1891 supprima cette disposition. Le *Courrier des États-Unis* du 1<sup>er</sup> avril 1891 fait à ce sujet des réflexions suggestives ;

« Les classes ouvrières, dit-il, prennent ombrage de l'augmentation de l'immigration, elles ne sont pas alarmées seulement de la multiplication des bras, mais redoutent la venue d'habiles ouvriers; c'est donc une concession que le Congrès a voulu leur faire. »

Mentionnons pour terminer un moyen très simple d'auteurs de tourner la loi : Un propriétaire de l'Arkansas avait fait venir 1,000 Italiens pour mettre ses terres en valeur. Les autorités ne purent leur interdire l'entrée du territoire, parce qu'ils arrivaient chacun propriétaire de 15 à 30 acres qui leur avaient été *vendus* d'avance; mais dont le paiement n'était réclamé qu'à une très longue échéance.

L'immigration paraissant malgré tout trop considérable, on résolut de la restreindre encore, en visant spécialement cette fois les Italiens, dont le nombre s'était accru beaucoup durant les dernières années.

On présenta à la Chambre des représentants un projet ainsi conçu :

« Sont exclus de l'admission aux États-Unis tous individus de 16 à 50 ans, excepté les parents de personnes vivant dans le pays, qui ne peuvent ni lire ni écrire l'anglais ou quelque autre langue européenne. »

Le projet faisait preuve d'une rigueur extrême. Si dans une famille, un membre, fut-ce le père ou la mère, se trouvait dans ce cas, à moins qu'il eût plus de 50 ans, la famille devait être divisée ou bien aucun d'eux n'était admis.

Évidemment le motif d'une telle disposition ne peut être que d'éliminer le plus grand nombre d'arrivants possible; de ne recevoir que des éléments étrangers aptes à se mêler immédiatement à la vie des autres citoyens; car l'illettré ne risque pas de causer le mal produit par des individus malades ou condamnés; il ne concurrence pas la main-d'œuvre locale comme les ouvriers d'élite.

D'après les chiffres produits à la Chambre des représen-



tants, la proportion des illettrés des diverses nationalités était la suivante :

|                |      |                 |     |
|----------------|------|-----------------|-----|
| Italiens ..... | 52 % | Irlande .....   | 7 % |
| Pologne.....   | 39   | Angleterre..... | 3   |
| Hongrie.....   | 37   | France.....     | 3   |
| Russie.....    | 36   | Allemagne.....  | 2   |
| Autriche.....  | 32   | Ecosse.....     | 2   |
| Grèce.....     | 25   | Norvège.....    | 1   |
| Galles.....    | 10   | Danemark .....  | 1/2 |
| Espagne.....   | 8    |                 |     |

Soit un total général de 17.16 %.

Le bill, connu sous le nom de projet Lodge, fut présenté sous le jour le plus favorable. « Dans différents États, disait « M. Stove, il y avait des localités où la langue anglaise n'était pas parlée, où les journaux anglais n'étaient pas lus : « *Les lois n'étaient ni comprises ni respectées.* »

Combien le discours de M. Buck, député de la Louisiane et Allemand naturalisé était plus conforme à la réalité : « Le « Congrès siège annuellement ; si le grand flot de l'immigration devait venir et menaçait de nous engloutir, il « serait assez à temps pour fermer nos portes. Un essai d'éducation est sans valeur comme mesure des capacités d'un « homme.

« Quelque ignorant que soit un individu, pourvu qu'il soit « bien portant, honnête et voulant travailler, son immigration est désirable (1). »

On peut rapprocher de cette opinion celle d'une romancière, qui signe « Ouida ».

Dans une lettre au secrétaire d'État, elle protestait, disant que généralement le travailleur illettré est dix fois plus honnête, plus droit et plus consciencieux que l'individu corrompu par une instruction défectueuse.

Le 2 janvier 1897, le projet fut adopté par la Chambre des représentants, par 195 voix contre 26. Le seul point qui fut longtemps discuté fut le moment où se subirait l'examen.

---

(1) *Washington Post*, du 20 mai 1896.



M. Stove demandait qu'il fût passé, avant le départ du navire, par le consul américain. L'opinion contraire prévalut et l'on décida qu'il aurait lieu à l'arrivée aux États-Unis.

Au Sénat, le bill réunit 34 voix favorables contre 3, le 19 février 1897. La stupéfaction fut grande, lorsque le 2 mars, on apprit que le président Cleveland s'opposait par son veto à l'application de la loi.

Le message, lu aux Chambres à cette occasion, en donnait les raisons.

« La nouvelle loi s'écarte des traditions, qui ont jusqu'ici  
« prévalu en la matière, la crise actuelle n'est que passagère.  
« A mon sens, il est infiniment moins dangereux d'admet-  
« tre ici 100,000 étrangers ne sachant ni lire ni écrire, qui  
« seront venus chercher parmi nous un foyer et du travail,  
« qu'un seul de ces agitateurs de profession qui, non seule-  
« ment savent lire et écrire, mais se complaisent à exciter au  
« tumulte les illettrés paisibles. »

Les Chambres américaines peuvent anéantir l'effet du veto opposé par le président de la République, mais doivent prendre, dans ce but, un vote à une majorité telle que bien rarement elle peut être atteinte.

Cette majorité est des deux tiers du nombre total des membres. Le 3 mars, la Chambre des représentants réapprouvait le projet par 193 voix contre 37. La majorité nécessaire fut par la suite atteinte et les promesses faites par les partisans du président Mac-Kinley, dans la période électorale qui a précédé son élection, ne pouvaient pas laisser de doutes sur la promulgation de la loi après son installation au pouvoir.

L'article 4 de ce projet visait spécialement les Canadiens, qui viennent annuellement chercher du travail aux États-Unis, en interdisant d'employer dans les travaux publics tout individu non naturalisé ou qui n'avait pas demandé de bonne foi la naturalisation. Les « oiseaux de passage » (Birds of passage) seront exclus et condamnés à 1,000 dollars d'amende ou un an d'emprisonnement. Ceux qui, afin de pouvoir pénétrer librement sur le territoire des États-Unis, se seraient fait

naturaliser de mauvaise foi seront déclarés coupables de Misdemeanor (1).

Une seule exception était faite en faveur des Cubains (art. 8). On se l'explique par l'opposition que les Chambres américaines font à l'action de l'Espagne à Cuba.

Les Chinois forment enfin la dernière catégorie d'immigrants prohibés. L'importance de cette question nous fait la renvoyer à un chapitre spécial.

De l'ensemble de ces dispositions, il résulte que les pouvoirs publics des États-Unis se sont engagés dans la voie de restrictions excessives à l'immigration. Le message du président Mac-Kinley, à l'occasion de son élection, confirme cette opinion. « Les lois de naturalisation et d'immigration « seront rendues plus sévères. »

L'exécution de ces dispositions législatives nécessite, pour déjouer les tentatives de fraude, un nombreux personnel et de multiples formalités.

Le service de l'immigration est assuré tant par le pouvoir central que par les autorités locales.

L'Act du 3 août 1882, reproduit par celui du 3 février 1887, confie la haute direction de ce service au secrétaire de la Trésorerie, qui l'exerce par l'intermédiaire d'un bureau dirigé par le commissaire général de l'immigration et créé en 1891.

Il a dans ses attributions l'établissement de tous les règlements et la publication de toutes les instructions conformes à l'esprit de la loi, qu'il jugera nécessaires.

Dans chaque État particulier sont constituées des commissions locales qui, en communication directe avec le secrétaire de la Trésorerie, reçoivent ses instructions.

Ces commissions sont chargées du soin de faire visiter les navires, leurs agents signalent les infractions au collecteur

---

\* (1) Le Misdemeanor tient le milieu entre le crime et le délit. — WEBSTER, dans son dictionnaire, le présente comme synonyme de crime.

des douanes auquel il appartient d'accorder ou de refuser les permis de débarquement.

Aux frontières de terre, la visite a lieu dans les bureaux de douanes.

A l'occasion, ces pouvoirs pourraient être transférés au service de l'inspection des États-Unis (Loi du 3 mars 1891).

Pour assurer le bon fonctionnement du service, on impose à chaque capitaine le paiement d'une taxe de 1 dollar, perçue sur tout passager compris ou non dans la catégorie des émigrants et payée dans les vingt-quatre heures. Ces sommes sont centralisées par le secrétaire du Trésor; mais on ne peut, pour un port, dépenser une somme supérieure à celle qui y a été perçue (Acts des 3 août 1882 et 18 août 1894).

L'admission des immigrants sur le territoire des États-Unis est soumise à de nombreuses formalités; pour les faciliter on n'autorise le débarquement que dans certains ports spécialement désignés; les fonctionnaires y sont responsables de toute entrée frauduleuse (Act du 2 mars 1895).

Ces formalités peuvent se diviser en deux catégories. Les unes, préliminaires, ont lieu au pays d'origine, avant le départ du navire, les autres s'accomplissent à l'arrivée dans un port américain.

Au moment de l'embarquement le capitaine doit dresser une liste des émigrants qu'il emmène. Cette liste est divisée en sections de 30 noms au maximum et contient sur chaque émigrant les renseignements prescrits par la section I de l'Act du 3 mars 1893 (1).

---

(1) Nom, prénoms, âge, sexe.

Marié ou célibataire.

Profession ou ce qu'il veut faire.

S'il sait lire ou écrire.

Nationalité.

Dernière résidence.

Port de débarquement aux États-Unis.

But du voyage. — S'il y en a un de fixé au delà du port de débarquement.

Si, pour ce point terminus, l'immigrant a un billet de chemin de fer.

S'il voyage à ses frais ou si ce voyage a été payé par d'autres per-

Cette liste, obligatoire en principe depuis 1819 est affirmée exacte, sous serment devant l'agent consulaire ou son représentant au lieu d'embarquement.

Le capitaine et le médecin du bord doivent en outre procéder à un examen individuel des émigrants, dans le but de savoir s'ils ne rentrent pas dans l'une ou l'autre des catégories dont l'entrée aux Etats-Unis est interdite. Ils font un rapport dont ils affirment également la sincérité.

L'omission de cette formalité serait punie d'une amende de 10 dollars par émigrant.

Au moment où le navire entre au port, on rassemble les émigrants et on remet à chaque chef de famille un ticket qui permet de retrouver facilement sur les listes son nom et celui des siens, ainsi que les renseignements fournis sur son compte. L'inspecteur de l'immigration, en possession des listes, passe une visite avant laquelle il est interdit de laisser débarquer aucun émigrant. Une circulaire n° 107, en date du 24 juillet 1897, autorise cependant les inspecteurs à faire l'inspection des émigrants hors du navire, « dans un endroit « approprié, choisi pour la plus grande commodité des propriétaires des navires et pour le confort des immigrants... « ils seront considérés et traités comme s'ils étaient à bord. »

Cette mesure rigoureuse suspend même le *writ d'habeas corpus* qui, en Amérique comme en Angleterre, garantit la liberté individuelle (1).

Cette visite a pour but de répartir les émigrants en trois

---

sonnes ou par quelque corporation, société, municipalité ou gouvernement.

Si l'émigrant a de l'argent et, dans ce cas, quelle somme il possède.

S'il va rejoindre un de ses parents et, dans ce cas, le nom et l'adresse de celui-ci.

Si l'émigrant a déjà habité les Etats-Unis. — Dans quel endroit et pendant combien de temps.

S'il a été en prison, hospice, ou s'il a reçu des secours de charité.

S'il est polygame.

S'il a un contrat de travail implicite ou tacite aux Etats-Unis.

Situation de sa santé au point de vue mental et physique.

S'il est difforme, estropié et quelle est la cause de cette difformité.

(1) *Economiste Français*. Année 1885, tome II, p. 261. .



catégories : ceux auxquels on interdit l'accès du territoire, ceux sur la situation desquels plane un doute, ceux enfin qui sont admis à immigrer.

Les premiers peuvent faire appel de la décision. La notification de l'appel de l'ordre de rapatriement doit être faite sans délai et le rapport transmis dans les 36 heures. Les « atorneys » qui se présenteront pour les immigrants devront durant ce laps de temps rédiger une requête qui sera transmise avec le rapport (Circulaire du 24 juillet 1897), si la décision leur est une seconde fois défavorable, ils sont renvoyés aux frais du bâtiment importateur, qui supporte en outre les dépenses que nécessite leur séjour en rade. En cas de refus par le capitaine de rapatrier ces immigrants, on prendrait des mesures coercitives qui pourraient aller jusqu'à la confiscation du bâtiment (1). Le capitaine répond également de la garde de l'émigrant et serait puni d'une amende de 300 dollars s'il le laissait évader ; le fugitif serait lui-même expulsé, s'il était repris dans le courant de l'année (3 mars 1891, sect. 10).

Les peines sont plus graves s'il s'agit d'un immigrant refusé comme porteur d'un contrat de travail, le capitaine est passible d'une amende de 500 dollars ou de six mois de prison et l'engageur de 1,000 dollars d'amende (2). L'amende est recouvrée par la Cour du circuit. Le nombre des émigrants refusés a été, en 1882, de 1,410 ; en 1884, de 1,144 ; en 1895, de 2,394 dont 1,701 indigents, 682 engagés, 5 fous.

La seconde catégorie comprend les immigrants sur la situation desquels il y a des doutes.

Ils sont soumis à un second examen qui a lieu à terre ; et jusqu'à ce qu'ils aient été examinés, ils sont logés dans des locaux spéciaux où ils sont nourris et gardés par les soins des inspecteurs de l'immigration.

Ce sont les médecins du corps de la marine qui examinent l'émigrant au point de vue physique et les autres cau-

---

(1) Act du 23 février 1887. Section VIII.

(2) Act du 26 février 1885. Section III.



ses de prohibition sont appréciées par quatre fonctionnaires qui peuvent s'entourer de tous modes de preuves. Le rapport doit être favorable de la part de trois fonctionnaires au moins (2 mars 1895).

Leur décision est susceptible d'appel devant le Commissaire général. Celui-ci statue en dernier ressort, mais doit faire approuver sa décision par le secrétaire de la trésorerie.

Au cas d'admission à pénétrer sur le territoire, on doit prendre toutes les mesures convenables pour indemniser l'immigrant du retard qu'il aura éprouvé de ce chef (Act du 3 mars 1893).

C'est le port de New-York qui reçoit la presque totalité des arrivants. La réception s'y fait d'une façon à la fois bienveillante et confortable. Le débarquement s'effectue à Castle-Garden, vaste local dans lequel les immigrants, à l'abri des intermédiaires de toute sorte, trouvent à des prix modérés et fixes tout le confort désirable : nourriture, change de monnaies, billets de chemin de fer, etc. Les aubergistes y sont l'objet d'une surveillance rigoureuse; depuis la loi du 3 mars 1893, ils soumissionnent leurs places aux enchères publiques.

Castle-Garden est complété par l'établissement de Wards-Island où l'on dirige les malades.

Un bureau de placement, subventionné par des compagnies privées de bienfaisance, irlandaises et allemandes, fonctionne à Castle-Garden.

Les fonds nécessaires à l'entretien de ce service furent fournis de 1847 à 1876 par les capitaines des navires qui payaient une taxe de 1 1/2 à 2 dollars par émigrant en vertu d'un Act de la législature de New-York. Cette capitation avait produit une somme totale de 11,229,329 dollars (56,146,645 f.) En 1876, une Compagnie ayant refusé le paiement de la taxe, la Cour suprême des Etats-Unis déclara, à l'occasion du procès qui s'ensuivit, la loi inconstitutionnelle. L'entretien

de Castle-Garden reste donc à la charge de l'Etat de New-York.

Les commissaires de l'émigration se chargent, indépendamment de l'action du bureau de placement, de diriger sur divers points du territoire les immigrants qui en font la demande. Ils sont aidés dans l'intérieur par les *Free public employment offices* qui servent d'intermédiaires entre les patrons et les ouvriers.

Les immigrants qui veulent s'établir à leur compte et acquérir des terres, peuvent, dans certains Etats comme la Californie, devenir propriétaires de biens-fonds sans être tenus à la naturalisation ; mais cette faculté n'est qu'une exception. En général l'étranger ne peut acheter d'immeubles appartenant à l'Etat ou à un particulier sans se faire naturaliser, auparavant, citoyen américain ou du moins manifester son intention de le devenir. A cette condition seule, il peut réclamer sur les terres du gouvernement le bénéfice de la loi du Homestead (1862), de la loi de Préemption et de celle sur le boisement « Timber Culture Law ».

Ces lois constituent pour l'immigrant des avantages très sérieux.

En voici l'analyse sommaire (1) :

Par la loi de Homestead, l'immigrant peut obtenir la concession gratuite et perpétuelle d'un lot de 160 acres à la condition de résider sur cette terre pendant cinq ans et de la cultiver. Il doit justifier de l'âge de 21 ans au moins s'il n'est déjà marié et de la nationalité américaine ou de son intention de l'acquérir.

La demande est faite au clerc du Comté ou au bureau des terres du lieu dans lequel se trouve la terre. Elle est accompagnée du paiement de quelques frais accessoires. A l'expiration du délai de cinq ans et sur justification par deux témoins que le colon s'est conformé à ses obligations, il reçoit un titre définitif dont le coût varie de 30 à 60 francs.

---

(1). Voir *Bulletin Consulaire Français*. Année 1884. 7<sup>e</sup> fasc., p. 703.

Le détenteur provisoire ou le propriétaire définitif d'un homestead peut, en vertu de la loi de Préemption, acquérir un second lot de 160 hectares de terre au prix très minime de 1 dollar 25 à 2 dollars 50 l'acre, suivant la qualité de la terre. La propriété définitive est subordonnée au paiement du prix et à un commencement sérieux de travaux de culture.

Le « Timber Culture Law » permet d'obtenir en outre du homestead, dans les contrées dépourvues de bois, une seconde concession, qui doit, peu à peu, être plantée en bois (1/16 par an).

Le résultat produit par ces diverses lois est indiqué par le tableau suivant emprunté à « *Immigration and Passenger Movement — Washington* » publication annuelle, émanée du département du Trésor. Il convient de remarquer le chiffre plus faible, comparativement aux années précédentes, de l'année 1897.

| PÉRIODES                              | IMMIGRANTS<br>et<br>ÉTRANGERS | PÉRIODES                            | IMMIGRANTS |
|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|------------|
| Années finissant le 30 septembre.     |                               | 1836.....                           | 195.857    |
| 1820.....                             | 8.385                         | 1837.....                           | 246.945    |
| 1821.....                             | 9.127                         | 1838.....                           | 119.501    |
| 1822.....                             | 6.911                         | 1839.....                           | 118.616    |
| 1823.....                             | 6.354                         | 1860.....                           | 150.237    |
| 1824.....                             | 7.912                         | 1861.....                           | 89.724     |
| 1825.....                             | 10.199                        | 1862.....                           | 89.007     |
| 1826.....                             | 10.837                        | 1863.....                           | 174.521    |
| 1827.....                             | 18.875                        | 1864.....                           | 193.195    |
| 1828.....                             | 27.382                        | 1865.....                           | 247.459    |
| 1829.....                             | 22.520                        | 1866.....                           | 314.917    |
| 1830.....                             | 23.322                        | 1867.....                           | 310.965    |
| 1831.....                             | 22.635                        | 1 <sup>er</sup> janv.-30 juin 1868. | 138.840    |
| 1832.....                             | 53.179                        |                                     |            |
| 30 sept.-31 déc. 1832...              | 7.303                         | Années finissant le 30 juin.        |            |
| Années finissant le 31 décembre.      |                               | 1869.....                           | 352.768    |
| 1833.....                             | 58.640                        | 1870.....                           | 387.203    |
| 1834.....                             | 65.365                        | 1871.....                           | 321.350    |
| 1835.....                             | 45.374                        | 1872.....                           | 404.806    |
| 1836.....                             | 76.242                        | 1873.....                           | 459.803    |
| 1837.....                             | 79.340                        | 1874.....                           | 313.339    |
| 1838.....                             | 38.914                        | 1875.....                           | 227.498    |
| 1839.....                             | 68.069                        | 1876.....                           | 169.986    |
| 1840.....                             | 84.066                        | 1877.....                           | 141.857    |
| 1841.....                             | 80.289                        | 1878.....                           | 138.469    |
| 1842.....                             | 104.565                       | 1879.....                           | 177.826    |
| 1 <sup>er</sup> janv.-30 sept. 1843.. | 52.416                        | 1880.....                           | 457.257    |
| Années finissant le 30 septembre.     |                               | 1881.....                           | 669.431    |
| 1844.....                             | 78.615                        | 1882.....                           | 788.992    |
| 1845.....                             | 114.371                       | 1883.....                           | 603.322    |
| 1846.....                             | 154.416                       | 1884.....                           | 518.592    |
| 1847.....                             | 234.968                       | 1885.....                           | 395.346    |
| 1848.....                             | 226.527                       | 1886.....                           | 334.203    |
| 1849.....                             | 297.024                       | 1887.....                           | 490.109    |
| 1850.....                             | 310.004                       | 1888.....                           | 546.889    |
| 30 sept.-31 déc. 1850...              | 59.976                        | 1889.....                           | 444.427    |
| Années finissant le 31 décembre.      |                               | 1890.....                           | 435.302    |
| 1851.....                             | 379.406                       | 1891.....                           | 560.319    |
| 1852.....                             | 371.603                       | 1892.....                           | 623.084    |
| 1853.....                             | 368.645                       | 1893.....                           | 502.917    |
| 1854.....                             | 427.833                       | 1894.....                           | 314.467    |
| 1855.....                             | 200.877                       | 1895.....                           | 279.948    |
|                                       |                               | 1896.....                           | 343.267    |
|                                       |                               | 1897.....                           | 230.832    |

Voici comment se répartissent ces chiffres par nationalité (1) :

(1) *Economiste européen*, année 1897, p. 287.

| PAYS                      | EN 1896        |                |                | EN 1897        |               |                |
|---------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
|                           | HOMMES         | FEMMES         | TOTAL          | HOMMES         | FEMMES        | TOTAL          |
| <b>Europe</b>             |                |                |                |                |               |                |
| Autriche-Hongrie :        |                |                |                |                |               |                |
| Bohême et Moravie.....    | 1.232          | 1.477          | 2.709          | 947            | 1.007         | 1.954          |
| Galicie.....              | 8.149          | 4.547          | 12.696         | 3.152          | 2.615         | 5.767          |
| Autres pays d'Autriche.   | 12.422         | 6.378          | 18.800         | 5.976          | 4.309         | 10.285         |
| Hongrie.....              | 21.322         | 9.576          | 30.898         | 8.698          | 6.327         | 15.025         |
| Belgique.....             | 793            | 468            | 1.261          | 490            | 270           | 760            |
| Danemark.....             | 1.749          | 1.418          | 3.167          | 1.212          | 873           | 2.085          |
| France (compris la Corse) | 1.381          | 1.082          | 2.463          | 1.209          | 898           | 2.107          |
| Allemagne.....            | 16.942         | 14.943         | 31.885         | 11.899         | 10.634        | 22.533         |
| Grèce.....                | 2.124          | 51             | 2.175          | 546            | 25            | 571            |
| Italie.....               | 51.067         | 16.993         | 68.060         | 41.446         | 17.985        | 59.431         |
| Hollande.....             | 929            | 654            | 1.583          | 558            | 332           | 890            |
| Norvège.....              | 5.581          | 3.274          | 8.855          | 3.533          | 2.307         | 5.842          |
| Portugal.....             | 1.410          | 1.356          | 2.766          | 962            | 912           | 1.874          |
| Roumanie.....             | 453            | 332            | 785            | 413            | 378           | 791            |
| Russie.....               | 28.438         | 16.699         | 45.137         | 12.436         | 10.314        | 22.750         |
| Finlande.....             | 3.725          | 2.583          | 6.308          | 1.458          | 1.608         | 3.066          |
| Pologne.....              | 409            | 282            | 691            | 2.654          | 1.511         | 4.165          |
| Espagne.....              | 293            | 58             | 351            | 425            | 41            | 466            |
| Suède.....                | 10.968         | 10.209         | 21.177         | 6.213          | 6.931         | 13.144         |
| Suisse.....               | 1.401          | 903            | 2.304          | 975            | 591           | 1.566          |
| Turquie d'Europe.....     | 118            | 51             | 169            | 110            | 42            | 152            |
| Angleterre.....           | 11.478         | 8.314          | 19.492         | 5.998          | 3.976         | 9.974          |
| Irlande.....              | 17.625         | 22.637         | 40.262         | 11.549         | 16.872        | 28.421         |
| Ecosse.....               | 2.000          | 1.483          | 3.483          | 1.054          | 829           | 1.883          |
| Pays de Galles.....       | 915            | 666            | 1.581          | 539            | 331           | 870            |
| Divers.....               | 4              | 5              | 9              | 18             | 7             | 25             |
| <b>Total Europe.....</b>  | <b>202.928</b> | <b>126.439</b> | <b>329.067</b> | <b>124.473</b> | <b>91.925</b> | <b>216.397</b> |
| Mexique.....              | 64             | 86             | 150            | 42             | 49            | 91             |
| Amérique Centrale.....    | 10             | 7              | 17             | 6              | »             | 6              |
| Amérique Anglaise.....    | 196            | 77             | 273            | 180            | 110           | 290            |
| Autres pays.....          | 9.568          | 4.192          | 13.760         | 10.407         | 3.641         | 14.048         |
| <b>Total général.....</b> | <b>212.466</b> | <b>130.801</b> | <b>343.247</b> | <b>135.107</b> | <b>95.725</b> | <b>230.832</b> |

M. Henry E. Gourd, président de la Chambre de Commerce française de New-York a, dans le bulletin du mois de décembre 1897, publié sur l'immigration aux États-Unis, un article auquel nous empruntons les passages suivants :

« ..... En tenant compte de leurs aptitudes on a classé les immigrants, en 1897, de la façon suivante :

|                            |         |
|----------------------------|---------|
| Professions libérales..... | 1.732   |
| Artisans.....              | 33.161  |
| Divers.....                | 104.315 |

*A reporter.....* 139.208



|                                                            |         |
|------------------------------------------------------------|---------|
| <i>Report</i> .....                                        | 139.208 |
| Sans occupation (principalement<br>femmes et enfants)..... | 91.032  |
| Occupations non déclarées.....                             | 592     |
|                                                            | <hr/>   |
|                                                            | 230.832 |

« ..... Sous la rubrique de « Divers », d'autre part, l'Administration groupe les manœuvres, les domestiques, les fermiers, dans les proportions suivantes :

|                   |        |
|-------------------|--------|
| Manœuvres.....    | 46.198 |
| Domestiques ..... | 23.739 |
| Fermiers.....     | 22.560 |
|                   | <hr/>  |
|                   | 92.497 |

« ..... Les statistiques, que nous venons de citer, réfutent victorieusement, à notre avis, la théorie en faveur ici auprès de certaines classes intéressées à la faire accepter par le Congrès, d'après laquelle l'immigration constituerait un danger sans cesse grandissant pour les Etats-Unis. Nous ne trouvons guère, en effet, parmi les immigrants, que des gens désireux de se créer une situation par le travail. Or, comment ceux-là représentent-ils un élément de péril pour leur pays d'adoption? On peut, sans doute, leur reprocher souvent leur manque d'éducation, mais leur ignorance n'implique pas forcément un défaut d'aptitudes, car il ne faut pas oublier que bon nombre de ces nouveaux venus sont originaires de pays pauvres où les écoles sont rares, les communications difficiles, où non seulement l'instruction n'est pas obligatoire; mais où elle est l'exception, non la règle, de sorte que, fussent-ils même merveilleusement doués, ils n'auraient peut-être pas eu l'occasion de mettre en œuvre les dons de la Providence. Tels sont les Italiens, les Scandinaves, auxquels il serait médiocrement utile, d'ailleurs, à un point de vue pratique, de pouvoir lire et écrire leur langue en arrivant ici et l'on ne saurait vraiment leur

demander de savoir lire et écrire l'anglais en débarquant.....

« ..... Au reste, ce n'est pas parmi ces immigrants illettrés qu'on trouve les éléments dangereux pour la sûreté publique : les criminels endurcis et les anarchistes. Les clients des avocats d'assises se rencontrent généralement, au contraire, parmi les indigènes, fils d'étrangers peut-être, mais nés sur le sol de la République. La déplorable facilité avec laquelle les Italiens manient le couteau en conduit plus d'un, il est vrai, devant les juridictions criminelles, mais les nègres se servent du rasoir aussi volontiers et plus souvent. Quant aux anarchistes, il faut l'avouer, ce sont d'habitude des Européens, mais pas des illettrés et ils ne choisissent guère, pour théâtre de leurs meurtriers exploits, les pays qui leur donnent asile ; ils y préparent leurs sinistres complots et les mettent à exécution ailleurs. C'est ainsi que l'Angleterre récemment, à l'exception de l'affaire Phoenix Park, et les États-Unis, sauf les explosions dirigées contre la police et qui ont fait de nombreuses victimes à Chicago, il y a quelques années, n'ont guère eu à souffrir de la présence de ces reptiles qu'ils réchauffent dans leur sein ; et puis la justice ici est expéditive vis-à-vis d'eux, et si, d'aventure, un Most ou un Debs quelconque élève trop haut la voix, on l'envoie immédiatement réfléchir en prison sur les inconvénients de son intempérance de langage.

« Aussi faut-il chercher ailleurs le vrai danger que court la société : c'est dans l'abaissement des niveaux électoraux qu'on le trouve, dans le manque de scrupules quant aux moyens à employer pour atteindre un but et dans les notions étranges, primitives même, d'économie politique qu'a la portion strictement américaine de la population des États-Unis. Voilà le vrai péril, et c'est vouloir faire prendre le change au public que d'en détourner son attention pour la porter sur l'ignorance et les vices supposés ou réels des immigrants.....

« ..... Il n'y a, en somme, au fond de toute cette agitation, que la crainte mal déguisée qu'éprouvent les classes ouvrières, notamment les Irlandais et les associations qui

représentent leurs intérêts, de voir réduire les salaires par suite de l'affluence des éléments étrangers, et comme bon nombre de membres du Congrès ont pour tout *credo* politique leur désir de satisfaire les appétits des masses, il n'est guère étonnant que ces tendances restrictives aient pris corps sous la forme d'un projet de loi, qui servira de réclame à son auteur auprès de certains de ses électeurs et ne recevra vraisemblablement pas la sanction législative. Le bon sens seul indique, en effet, que cette mesure administrative n'a jamais eu de raison d'être et en a même moins aujourd'hui, puisque l'immigration diminue, qu'il y a quelques années où l'on constatait pourtant que, pendant qu'elle atteignait son maximum, les salaires n'en demeuraient pas moins élevés. Il y a encore dans le Code américain la loi qui défend d'embaucher des ouvriers, des domestiques, etc., à l'étranger (*contract labor*), loi dont on s'est efforcé récemment d'étendre la sphère d'action à des cas qui méritent d'être cités. C'est ainsi, par exemple, que le conseil de fabrique de l'église de la Trinité, une des plus anciennes et la plus riche de New-York, ayant décidé de faire venir comme pasteur l'un des prédicateurs les plus connus d'Angleterre, se vit appliquer la loi précitée et les marguilliers, gens des plus haut placés, furent condamnés à \$ 1,000 d'amende. On ne pouvait assurément pas reprocher au nouveau venu son ignorance puisqu'il était docteur en théologie, ni ses tendances anarchistes puisqu'il venait prêcher la parole de paix; mais les bons clergymen du pays n'ont pas voulu laisser gâter le métier par l'importation de concurrents étrangers. Est-il étonnant, dès lors, que cet exemple donné par le clergé qui est censé être composé d'hommes intelligents, éclairés, au-dessus de mesquineries pareilles, ait été suivi par les chœurs des théâtres qui ont mené une campagne assez vive, il y a quelques années, pour obtenir qu'il fût défendu aux impresarii d'amener leurs choristes d'Europe avec leurs troupes d'opéra ou autres. Aussi la Presse s'émuet-elle et les protestations qui s'élevèrent de tous côtés contre l'application de ces mesures surannées furent-elles si bruyantes qu'on

renonça à les mettre en vigueur, et ce fut heureux, car outre le désagrément d'entendre des chœurs donner la réplique aux chanteurs dans une langue différente, ce qui présenterait moins d'inconvénients que d'ouïr Salvini ou la Duse répondant en italien à des acteurs parlant anglais, il y avait là un danger à prévoir, car on ne sait à quelles distinctions on se serait arrêté. Il n'eût été guère plus grotesque, en effet, d'empêcher Chartran, le maître portraitiste que l'on sait, sous prétexte qu'il s'y est engagé à l'étranger, de venir enrichir de ses remarquables toiles les galeries américaines ! Et pourquoi ne pas étendre l'ostracisme à M. Brunetière, qui a fait ici des conférences sur la littérature française, en vertu d'un contrat, ou à Paul Bourget, qui y venait chercher les matériaux de son « *Outre-Mer* », dont la primeur était réservée également par contrat au *Herald* ? Pourquoi pas, en somme ? Ce serait simplement, à tout prendre, mettre en pratique une fois de plus le vieil adage juridique : *Summum jus summa injuria*. »

Les observations de M. Gourd ne sont que trop exactes ; l'hostilité des ouvriers Américains contre les ouvriers étrangers, venant leur disputer une part de travail, arrive au paroxysme.

On a signalé, dans ces derniers temps, ce fait invraisemblable, que des chantiers entiers ont fait grève pour empêcher des entrepreneurs de construction de faire poser dans les maisons qu'ils édifient des cheminées de marbre, des moulures décoratives en bois sculpté, des corps de bibliothèque ou des panneaux d'origine française, émettant la prétention que tous ces objets d'art industriel soient désormais fabriqués aux États-Unis.

Des tapissiers, marbriers et fabricants de meubles sculptés français, ayant vendu à de riches propriétaires américains des objets d'un grand prix et dont le cachet artistique ne pouvait être atteint par les ouvriers du pays, ont été obligés de faire placer ces objets clandestinement, du samedi soir au



lundi matin, par des ouvriers envoyés de France et qui, à leur arrivée aux États-Unis, simulaient l'allure de touristes, car s'ils avaient avoué le but de leur voyage, l'autorisation de débarquer leur aurait été refusée comme tombant sous l'application de la loi qui interdit l'immigration d'individus embauchés en vue d'un travail ou d'un emploi déterminé.

L'émigration ne pouvait être qu'un accident pour les citoyens des États-Unis, puisqu'ils trouvaient dans les immenses territoires de l'Union et dans les progrès incessants du commerce et de l'industrie, tous les éléments propres à leur assurer le travail et la prospérité.

Les États-Unis ont cependant tenté d'éloigner les nègres pour lesquels la race anglo-saxonne continue à manifester une répulsion qui ne s'y dissimule pas.

Tel a été le point de départ de la fondation, en 1821, de la République de Libéria (Guinée Septentrionale), vers laquelle la Société de colonisation américaine voulait ramener, comme étant leur pays d'origine, les noirs affranchis.

Après la guerre de sécession et l'affranchissement en masse des esclaves des États du Sud, le Gouvernement fédéral intervint également pour faciliter l'émigration des noirs.

Une loi du 7 juin 1862, relative au recouvrement des taxes imposées aux États insurgés et à la location ou à la vente des terres fédérales dans ces districts, disposa qu'un quart du produit de ces impôts, locations ou ventes, serait employé à aider à l'émigration de tout individu d'origine africaine qui désirerait quitter les États-Unis pour être transporté à Haiti, Libéria, ou n'importe quelle colonie ou contrée des Tropiques.

La colonie de Libéria, devenue État indépendant en 1848,



n'est plus actuellement un centre d'émigration pour les nègres des États-Unis.

Malgré les avances qui leur sont prodiguées, ceux-ci abandonnent rarement le territoire de l'Union dans lequel ils trouvent à s'employer comme domestiques, portefaix et dans d'autres petits métiers.



## CANADA

---

Le Canada, qui, en 1763, comptait 65,000 habitants, en possède aujourd'hui plus de cinq millions dont une forte partie est due uniquement à l'immigration.

Le gouvernement avait cherché tout d'abord à attirer celle-ci par quelques faveurs ; la naturalisation avait été rendue très facile. Les Anglais étaient naturalisés dès leur arrivée et avaient le droit de vote au bout de six mois ; les étrangers devaient justifier de trois ans de séjour et étaient électeurs trois ans après leur naturalisation.

On avait également pratiqué pendant quelque temps l'immigration artificielle, mais actuellement le Canada n'offre plus de passages gratuits ou à prix réduits, et les régnicoles ne peuvent plus faire venir d'immigrants pour leur compte, aux frais de l'Etat.

L'action du gouvernement du Dominion se manifeste uniquement dans la protection des immigrants à leur débarquement. Toutefois quelques provinces offrent certains avantages dont nous aurons occasion d'apprécier la valeur.

---

Sources. — *La Colonisation française au Canada*, Pierre FOURSIN, Ottawa, 1893.

*Le Colonisateur canadien*, Montréal, bi-mensuel, *passim*.

*Le Guide du colon au Canada*, Ottawa, 1894.

*Emigrants Information Office Handbooks*, 1897, Londres.

*Bulletin de la Chambre de Commerce française de Montréal*.

L'Act d'immigration date de 1886 (Revised Statutes of Canada, c. 65).

L'État pourra avoir sur le continent européen des agences d'information, elles seront subventionnées par les gouvernements locaux et l'argent que ceux-ci fourniront sera employé suivant leurs indications (Sect. 3).

L'Act d'immigration s'occupe des dispositions à prendre sur les navires affectés au transport des immigrants, de leur réception au Canada et énumère quelques catégories d'individus auxquels il est interdit de débarquer.

Le nombre des passagers ne peut dépasser la proportion d'un adulte par deux tonneaux et par douze pieds francs de l'espace réservé aux passagers. Les infractions à cette règle sont punies d'une amende de 8-10 dollars (Sect. 9). Si le départ a eu lieu avant l'autorisation des commissaires compétents, ou s'il n'y a pas de chirurgien à bord, une amende de 2 dollars par passager est imposée au capitaine qui doit la payer en faisant la déclaration d'entrée.

Cette déclaration n'aurait pas d'effets jusqu'au parfait paiement de l'amende (Sect. 4).

Le débarquement ne peut avoir lieu avant la remise au percepteur des douanes de la liste des immigrants (Sect. 10); si des passagers ont débarqué en cours de route, ils ont dû en donner décharge.

Le capitaine doit, d'autre part, dans les vingt-quatre heures, dresser un rapport qui mentionnera, notamment, si les gens atteints d'infirmités physiques ou morales sont accompagnés de leurs parents, s'il y a eu des décès en cours de route et ce qui a été fait des objets appartenant aux individus décédés (Sect. 14, 15, 16).

Le percepteur des douanes donnera l'autorisation de débarquer et en même temps le reçu des amendes qui pourront être dues et qui devront être payées à ce moment.

Le débarquement aura lieu dans des établissements spécialement désignés dits « de quarantaine » (Sect. 3). Un médecin examinera les immigrants. Ils devront prouver qu'ils ont été vaccinés ou ont eu la petite vérole. A défaut de cette preuve,

le médecin les vaccinera ou, s'ils s'y refusent, on les conduira en quarantaine pour les mettre en observation (Act du 4 mai 1896).

Unimmigrant aliéné, idiot, sourd-muet, aveugle ou infirme, non accompagné de sa famille, ne peut pénétrer sur le territoire à moins qu'il ne fournisse, pour la somme de 300 dollars, une caution garantie par le capitaine ou par deux personnes.

On peut également prendre des dispositions analogues pour prévenir l'immigration d'individus dangereux. C'est au gouverneur général qu'il appartient d'en apprécier l'opportunité, mais ces mesures ne sauraient être permanentes (Sect. 23-24).

L'entrée des Chinois a été interdite par l'Act 48-49 *Victoriæ* c. 71 (1885). Ils ne peuvent entrer au Canada que dans la proportion de un par 50 tonneaux de jauge des navires qui les amènent; une inspection médicale spéciale, recherchant principalement les lépreux, a lieu avant leur débarquement. Ils sont astreints au paiement de la somme de 50 dollars qui appartient, pour un quart, à la province dans laquelle a lieu le débarquement, et pour trois quarts au fonds consolidé. On leur donne comme reçu un certificat d'identité (Sect. 10).

Les immigrants de toute race peuvent rester à bord quarante-huit heures après l'arrivée; personne ne peut, même un courtier muni d'une licence, leur faire des offres de service sans une autorisation spéciale des fonctionnaires de l'émigration.

Le gouvernement possède à Halifax, Québec et Montréal, des établissements spéciaux réservés aux immigrants. On pourvoit à l'entretien de ces établissements au moyen de la taxe de un dollar perçue sur chaque immigrant en vue d'assurer le service de l'immigration (Act du 22 avril 1860). Les nouveaux arrivés peuvent y loger gratuitement quelques jours; mais la nourriture est à leur charge. Les prix officiels sont d'ailleurs affichés. Les hôteliers de la ville qui reçoivent des émigrants sont soumis également à ces tarifs officiels, à peine de déchéance de leur licence; ils n'ont pas de privilèges sur les effets de ceux qu'ils reçoivent, pour plus de cinq

piastres (Sect. 34-35); les amendes, dont ils pourraient être passibles, seraient versées au fonds consolidé.

A noter un délit spécial à la législation canadienne. C'est celui relatif à la séduction des immigrantes pendant la traversée. Il est puni d'une amende de 400 dollars et d'un an de prison au maximum; mais le mariage subséquent relève des pénalités encourues. •

Un avis spécial doit d'ailleurs être affiché à la porte des locaux qui sont réservés aux femmes, et le capitaine qui autoriserait à y pénétrer en dehors du cas de nécessité serait puni d'une amende de 25 dollars (Sect. 37, 38, 39). Jusqu'à ces derniers temps, les sociétés privées ou les particuliers étaient autorisés à faire des faveurs aux immigrants pour les attirer au Canada. Tous les contrats passés de cette façon devaient être accomplis, même par les moyens légaux.

Un Act du 29 juin 1897 a supprimé cette faculté. Les dispositions contraires seraient nulles et sans effet, et l'engagiste pourrait être puni d'une amende de 100 dollars, le capitaine de 500.

Exception est faite toutefois pour les enfants abandonnés envoyés d'Angleterre pour se former au travail des fermes (1).

Les terres fédérales, qui se trouvent pour la plus grande partie dans la Colombie anglaise, sont administrées par le ministre de l'Intérieur. La vente est la règle de principe; on peut toutefois en obtenir gratuitement des parcelles. Ces terres sont divisées en « *townships* », surface d'un mille carré. Le township comprend 36 sections, elles-mêmes divisées en 16 parties égales. Un certain nombre de ces subdivisions est réservé pour l'établissement de homesteads. Le homestead, qui peut être demandé par tout individu mâle de plus de 18 ans et *naturalisé*, s'acquiert par certaines conditions de résidence et de mise en valeur des terres.

Les Etats locaux mettent également à la disposition des

---

(1) Voir page 89.



immigrants des terres incultes; le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest les concèdent gratuitement (1).

Dans la province de l'Île du Prince-Edouard, on vend ces terres à raison d'un dollar l'acre, avec obligation de construire une maison d'une valeur d'au moins 65 dollars, dans le courant des deux premières années. Le paiement se fait en dix-huit annuités qui ne commencent qu'à partir de la neuvième année.

Système analogue dans la Nouvelle-Ecosse (100 acres se vendent 8 liv. 5 s.).

Les immigrants peuvent acquérir des terres domaniales, dans le nouveau Brunswick, de trois manières différentes :

a. — Soit par le paiement comptant d'une somme de 4 schellings 1 denier l'acre, en plus les frais d'arpentage.

b. — Soit par le paiement au comptant de 4 livres pour 100 acres (ou travaux de prestation sur les chemins publics représentant 2 livres par an pendant trois ans); en plus: construction d'une maison, résidence obligatoire et mise en culture de 2 acres en trois ans.

c. — On peut enfin obtenir l'octroi gratuit de 100 acres à condition de fournir un travail de défrichement représentant 4 livres en trois mois, d'y construire une maison et de mettre en culture 10 acres en trois ans.

Un système analogue existe dans les provinces de Québec et à Ontario, mais il n'existe plus de terres à concéder que dans des districts très éloignés dans le Nord.

C'est principalement dans le Manitoba et les territoires du Nord-Ouest que se trouvent actuellement les terres à concéder à titre de homestead.

Comme les terres fédérales, ces terres sont divisées en townships.

La figure ci-contre donne une idée exacte d'un township et de ses divisions (2) :

---

(1) Voir les *Canada circulars* publiés par l'*Emigrants Information Office*.

(2) D'après les brochures officielles de propagande.

640 acres.  
258 hectares.

NORD.

4 mille.  
1609 m.

OUEST.

|          | Home<br>stead | 32       | 33       | 34       | 35       | 36    |
|----------|---------------|----------|----------|----------|----------|-------|
|          |               | Gouv.    | C. P. R. | Gouv.    | C. P. R. | Gouv. |
| 30       | 29            | 28       | 27       | 26       | 25       |       |
| Gouv.    | École.        | Gouv.    | C. P. R. | B. H.    | C. P. R. |       |
| 19       | 20            | 21       | 22       | 23       | 24       |       |
| C. P. R. | Gouv.         | C. P. R. | Gouv.    | C. P. R. | Gouv.    |       |
| 18       | 17            | 16       | 15       | 14       | 13       |       |
| Gouv.    | C. P. R.      | Gouv.    | C. P. R. | Gouv.    | C. P. R. |       |
| 7        | 8             | 9        | 10       | 11       | 12       |       |
| C. P. R. | B. H.         | C. P. R. | Gouv.    | École.   | Gouv.    |       |
| 6        | 5             | 4        | 3        | 2        | 1        |       |
| Gouv.    | C. P. R.      | Gouv.    | C. P. R. | Gouv.    | C. P. R. |       |

EST.

SUD.

Nota. — C. P. R. veut dire *Chemin de fer Pacifique*.  
B. H. — *Compagnie de la Baie d'Hudson*.  
Gouv. — *Gouvernement du Canada*.

Des 36 sections du township une et quelquefois deux (nos 8 et 26) sont concédées à la Compagnie de la Baie d'Hudson; les nos 11 et 29 sont vendus au profit des écoles et, sur une étendue de vingt-quatre milles de chaque côté du Canadian Pacific Railway, les numéros impairs appartiennent à cette Compagnie; il reste donc seize divisions à l'usage des immigrants. (Il faut en excepter les endroits désignés pour l'emplacement des villes et des villages et les districts houillers et miniers.)

Le homestead est concédé pour cinq ans, au bout desquels la concession est retirée ou les lettres-patentes de propriété

définitive accordées, suivant que le concessionnaire a ou non accompli les conditions qui lui étaient imposées.

Ces conditions sont (Land Act. Amendement 1891) :

La résidence sur le lot pendant six mois au moins chaque année, durant trois ans et mise en culture d'une quantité de terre convenable.

On peut cependant obtenir les lettres-patentes dès la troisième année, en prouvant la mise en valeur de 30 acres de terrain et une résidence ininterrompue de douze mois.

S'il ne se trouve pas de bois sur la concession, il est permis à l'agent des forêts de la Couronne d'autoriser le colon à couper une quantité déterminée de bois dans la forêt voisine (17 septembre 1889 et 20 janvier 1892).

Dans la Colombie anglaise, les terres appartiennent au gouvernement du Dominion sur un espace de 20 milles de chaque côté du Canadian Pacific Railway. Les terres qui appartiennent à l'État local sont en général vendues, toutefois le lieutenant gouverneur peut, en conseil, accorder des concessions gratuites (Consolidated Statutes, 1888. ch. 66 and Statutes of 1890, c. 22. — 1891, c. 15. — 1892, c. 25. — 1893, c. 22. — 1895, c. 27).

En réalité, les seuls efforts faits pour attirer l'immigration viennent aujourd'hui du gouvernement local du Manitoba qui offre l'appât d'un don gratuit de terres et récemment encore une prime de 100 à 300 francs suivant le nombre des enfants. Malgré la salubrité du climat, la situation du colon ne laisse pas que d'y être assez pénible. Suivant la localité qu'il habite, il lui faut quatre ou cinq jours de chemin de fer pour parvenir à la côte; des transports coûteux influent sur le prix de tout ce qu'il vend ou achète.

Enfin, ce que ne disent pas les prospectus, l'acquisition d'un homestead suppose la naturalisation préalable ou tout au moins connexe (1).

La statistique indique, jusqu'en 1891, le mouvement de

---

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce française de Montreal*, 1<sup>er</sup> juin 1897, p. 12.

l'immigration. A partir de cette année, il n'a pas été fourni de renseignements officiels par le gouvernement du Dominion (1).

| ANNÉES    |        | ANNÉES    |        | ANNÉES    |         |
|-----------|--------|-----------|--------|-----------|---------|
| 1839..... | 11.217 | 1857..... | 31.191 | 1875..... | 27.382  |
| 1840..... | 21.190 | 1858..... | 14.065 | 1876..... | 25.533  |
| 1841..... | 28.937 | 1859..... | 20.240 | 1877..... | 27.076  |
| 1842..... | 44.374 | 1860..... | 10.322 | 1878..... | 29.807  |
| 1843..... | 20.142 | 1861..... | »      | 1879..... | 40.492  |
| 1844..... | 25.375 | 1862..... | »      | 1880..... | 85.850  |
| 1845..... | 29.253 | 1863..... | »      | 1881..... | »       |
| 1846..... | 32.736 | 1864..... | »      | 1882..... | 193.150 |
| 1847..... | 90.150 | 1865..... | 18.623 | 1883..... | »       |
| 1848..... | 27.929 | 1866..... | 10.091 | 1884..... | »       |
| 1849..... | 38.494 | 1867..... | 14.616 | 1885..... | 79.169  |
| 1850..... | 32.292 | 1868..... | 12.705 | 1886..... | 69.132  |
| 1851..... | 41.076 | 1869..... | 18.360 | 1887..... | 84.526  |
| 1852..... | 39.176 | 1870..... | 24.706 | 1888..... | 88.765  |
| 1853..... | 36.699 | 1871..... | 27.773 | 1889..... | 91.600  |
| 1854..... | 53.183 | 1872..... | 36.518 | 1890..... | 75.067  |
| 1855..... | 21.274 | 1873..... | 50.050 | 1891..... | 82.165  |
| 1856..... | 22.439 | 1874..... | 39.273 |           |         |

(1) *Journal des Economistes*. Février 1897.

## AUSTRALIE

---

Commencé à la fin du siècle dernier avec un convoi de 565 convicts anglais, le peuplement de l'Australie est aujourd'hui assez avancé pour que les pouvoirs publics aient pu supprimer presque toutes les subventions à l'immigration et même établir quelques prohibitions.

Ce résultat est dû à un système particulier dit « de Wakefield », par lequel l'immigration réalisée doit pourvoir elle-même au courant d'immigration future. Le moyen employé est la vente des terres aux immigrants en prenant pour base du prix de la quantité de terre nécessaire à occuper un travailleur, la somme à dépenser pour amener ce travailleur dans la colonie; l'argent que l'on se procure ainsi est employé à subventionner l'immigration d'autres colons.

Ce système ne fut pas appliqué dès les débuts du peuplement de l'Australie.

La première période est celle de la transportation pénale. Les individus ainsi amenés devaient mettre le sol en culture; mais étaient soumis au travail obligatoire. « Leur situation « et la conduite du gouvernement anglais à leur égard furent « telles que l'on peut se demander si l'on n'avait pas plutôt

---

Sources : *The New South Wales Register*. 1896.

*The Seven Colonies of Australasia* 1895-96, par COGHLAN. Sydney. Potter 1890.

*Emigrants Information Office Handbooks*, 1896. Londres.



« pour but de les supprimer que de les faire servir de base à « la fondation d'un établissement colonial. » Ils durent en effet par deux fois de ne pas mourir de faim à l'arrivée de navires anglais porteurs de vivres (1).

Ils finirent cependant par défricher un certain nombre d'acres de terrain, dont les produits achetés par l'administration pénitentiaire à des prix très élevés, assurèrent leur existence. Les quelques colons libres qui se trouvaient en Australie à cette époque, jouissaient également de la faveur de vendre leurs produits à l'administration, et comme on leur allouait le travail gratuit de quelques condamnés, ils arrivèrent assez rapidement à une situation relativement prospère.

Leur succès attira un certain nombre de leurs compatriotes et, en 1821, on comptait 12,608 colons libres. Il se forma bientôt parmi eux deux partis : les grands propriétaires, satisfaits du travail des convicts, auxquels ils ne devaient qu'une très légère rétribution, désiraient la continuation du système; les autres, au contraire, gênés par ce voisinage dangereux, demandaient son éloignement.

Ce furent ces derniers qui l'emportèrent. La Nouvelle-Galles du Sud refusa, dès 1840, de recevoir de nouveaux convois de condamnés. Les autres colonies australiennes ayant par la suite prévenu la métropole « qu'en continuant « la transportation, elle risquait de perdre totalement leur « affection et loyalisme », l'Angleterre cessa de diriger ses déportés sur les côtes australiennes.

On avait au début mis en pratique le système des concessions gratuites; mais, vers 1830, devant l'augmentation assez rapide qui se produisait dans le courant d'immigration, on y substitua le régime de la vente à bas prix, environ 5 schellings l'acre. Le besoin de main-d'œuvre se faisant encore sentir, les grands propriétaires, partisans de la main-d'œuvre pénale, firent une nouvelle tentative pour engager des déportés, qui avaient été relégués à Van Diémen, mais durent y

---

(1) DE LANESSAN. *Expansion coloniale de la France*, page 848.— Voir en outre, pages 843 à 854.

renoncer devant l'opposition de la population; il fallût donc recourir à la main-d'œuvre libre et pour cela provoquer l'immigration artificielle.

On adopta comme principe la vente des terres en affectant le produit au paiement du transport de nouveaux colons. L'immigration se fait ainsi sans frais ni pour la colonie ni pour la métropole; elle est proportionnelle à la quotité des ventes effectuées, augmentant avec elles et diminuant lorsque les achats ont eu lieu sur une faible échelle.

On trouvait encore dans ce système un autre avantage; le prix relativement élevé auquel étaient vendues les terres, empêchait la plupart des nouveaux venus d'acquérir la propriété d'un lot et ils devaient se mettre au service d'un colon déjà établi en attendant qu'ils eussent acquis les ressources nécessaires pour devenir eux-mêmes propriétaires.

Cette situation était réglée par l'*Australian Lands Act*. 5 et 6 *Victoriæ*. C. 36 (année 1842). On peut le résumer ainsi :

Les terres ne pourront être appropriées que par la vente et autant que possible par la vente aux enchères; la mise à prix ne pouvant être inférieure à une livre par acre. Cette règle ne comportait pas d'exception pour les terres voisines des villes et des faubourgs; mais on autorisait le gouverneur à consentir à la vente de gré à gré lorsqu'il s'agissait de lots ruraux.

Les ventes étaient faites sous les auspices du « *Land and Immigration Board* », qui fonctionnait à Londres.

Ce système de l'immigration subventionnée par elle-même, amena bientôt dans l'Australie toute une population peu enviable; la découverte des mines d'or causa une recrudescence telle, que les gouvernements coloniaux renoncèrent pour un temps à le continuer.

Lorsqu'on le reprit plus tard, ce fut sur une échelle moindre. La gratuité du passage ne fut plus accordée qu'à certaines catégories d'immigrants, dont la venue était jugée nécessaire. Ces avances se faisaient de trois façons différentes. Les passages pouvaient être complètement gratuits, ou bien

ils n'étaient avancées que pour partie ; en troisième lieu, tout patron ou tout individu résidant en Australie depuis un certain temps pouvait, en consignait une faible somme, faire venir aux frais de la colonie une ou plusieurs personnes nommément désignées. D'après M. Coghlan (*the Seven Colonies*), le nombre des immigrants aidés d'une façon quelconque aurait été :

| COLONIES                | AVANT 1881  | 1881-1894 | TOTAL       |
|-------------------------|-------------|-----------|-------------|
| Nouvelle-Galles .....   | 177.234     | 34.635    | 211.869     |
| Victoria .....          | 140.102     | »         | 140.102     |
| Queensland .....        | 52.399      | 109.537   | 161.936     |
| South Australia .....   | 88.050      | 7.298     | 95.348      |
| Western Australia ..... | 889         | 5.388     | 6.277       |
| Tasmanie .....          | 18.965      | 2.734     | 21.699      |
| New-Zealand .....       | 100.920 (1) | 14.658    | 115.578 (1) |
| Australasie .....       | 578.559     | 174.250   | 752.809     |

(1) Non compris ceux avant 1870.

Ce système est lui-même à peu près abandonné aujourd'hui. La Nouvelle-Galles du Sud et la colonie de Victoria ont supprimé toute subvention à l'immigration depuis 1882 ; l'Australie du Sud depuis 1885.

Le gouvernement du Queensland consent encore à par-faire le prix du transport de certains agriculteurs qui peuvent par eux-mêmes payer une somme de dix livres. D'autre part, les engagistes peuvent faire venir un nombre limité de filles de service, de laboureurs ou de garçons de ferme.

L'Australie Occidentale, mal partagée dans la répartition de l'immigration, pratique encore un système analogue. Pour éviter de faire des avances de passage à des individus sans ressources, elle exige le dépôt, avant le départ, d'une somme de 100 livres par adulte célibataire, de 150 par ménage et de 25 par enfants âgés de plus de deux ans. Ce dépôt n'est rendu qu'en Australie. La somme avancée est de 10 livres, soit les deux tiers environ du prix du passage. Les chiffres suivants, indiquant le nombre d'immigrants aidés, montrent

le peu d'importance que ce service conserve encore dans l'Australie Occidentale.

|                |       |           |     |
|----------------|-------|-----------|-----|
| 1871-1880..... | 889   | 1892..... | 317 |
| 1881-1890..... | 4.552 | 1893..... | 186 |
| 1891.....      | 134   | 1894..... | 199 |

A part ces quelques avantages, on ne trouve pas en Australie de faveurs semblables à celles que l'on rencontre dans l'Amérique du Sud, bien que l'évolution y ait été à peu près semblable.

C'est à peine s'il y a, dans quelques ports, des établissements destinés à la réception des immigrants, les tarifs de douanes leur sont applicables sauf dans l'Australie Occidentale, où ils jouissent de la franchise douanière pour leurs objets mobiliers, jusqu'à concurrence d'une valeur de 50 livres.

Les gouvernements coloniaux n'ont également promulgué aucune loi relative au mode de transport et à l'aménagement des navires. Il faut en voir la cause dans ce que la grande majorité de leurs immigrants venant d'Angleterre, ceux-ci se trouvent protégés par les lois de la Métropole sur cette matière; aujourd'hui : *Merchant Shipping Act. 1894.*

Le mode d'appropriation des terres est la vente, aux enchères le plus souvent, comme dans le régime ancien. Seuls les Homesteads Acts 1893 et 1894, en vigueur dans l'Australie Occidentale, accordent des concessions gratuites à tout individu mâle âgé de plus de 18 ans.

Les lois qui, dans les colonies australiennes, règlent la situation des terres de la Couronne sont :

Nouvelle-Galles du Sud : Crown Lands Acts 1884, 1889, 1895, 1896 et règlement du 3 juin 1895.

Victoria : Land Act 1890.

South Australia : Crown Lands Act 1888 — règlement du 24 février 1891 — amendements de 1889, 1890, 1892, 1893.



Les territoires du Nord de l'Australie du Sud sont régis spécialement par : Northern Territory Crown Lands Act 1890, règlements des 24 février et 7 octobre 1891 et Act de 1896.

Queensland. — Crown Lands Act 1884, 1896.

Australie Occidentale ; Acts de 1887, 1892 et 1893. — Homesteads Acts 1893, 1894.

Les colonies Australiennes sont aujourd'hui entrées dans la voie de la restriction de l'immigration.

Les Chinois en ont été les premières victimes.

L'Australie du Sud a même, en 1896, interdit l'entrée de tout immigrant de couleur.

Certaines catégories d'immigrants de race blanche sont également prohibées.

Les autorités de la Nouvelle-Galles du Sud peuvent, en vertu d'un Act de 1893, exiger de tout capitaine qui amène un immigrant idiot, fou ou incapable de travailler, ainsi que de tout engagé, une caution n'excédant pas 500 livres et destinée à pourvoir à son entretien.

Il en est de même dans la colonie de Victoria où le « Marine Act 1890 » permet dans un cas semblable d'exiger une caution de 100 livres ; en cas de refus du capitaine ou de l'engagé, on pourrait prononcer une amende de 100 livres.

Le « Immigration Limitation Act 1891 », en vigueur dans la South Australia, dispose qu'un agent ou collecteur des douanes visite tout navire à son arrivée et que pour chaque immigrant criminel, indigent, fou ou infirme, on exige du capitaine une caution de 200 livres.

Le « Customs Consolidation Act 1892 » de l'Australie Occidentale, institue un régime analogue.

La Tasmanie et la Nouvelle-Zélande ont suivi une évolution analogue à celle de l'Australie.

Elles n'accordent plus aujourd'hui de subventions à l'im-



migration. La Nouvelle-Zélande n'est entrée que récemment dans cette voie, l'immigration subventionnée n'y a pris fin, d'une façon officielle, que le 31 mars 1896. La somme qui avait été affectée à ce service depuis 1871 s'élève à 2,114,017 livres.

Ces deux colonies prohibent l'entrée des Chinois, la Tasmanie étend cette mesure à tous les immigrants de couleur (1896).

Elles interdisent de même, la Tasmanie depuis 1885 et la Nouvelle-Zélande depuis 1882, l'entrée des indigents et des infirmes.

Les terres, enfin, sont vendues en Tasmanie en vertu des Crown Lands Acts 1890, 1893, 1894 et 1895.

En Nouvelle-Zélande, elles sont soumises au paiement d'une rente perpétuelle (Acts de 1892 et 1895). Les seuls avantages faits aux immigrants sont contenus dans le « Advances to Settlers Act 1894 » qui permet au gouvernement Zélandais de faire des avances aux agriculteurs.

Le mouvement d'immigration est aujourd'hui à peu près arrêté dans l'Australie ; les entrées n'ont plus lieu que de colonies à colonies, en outre les rétromigrations commencent.

En 1895, la colonie de Victoria perdait, à la suite d'une crise financière datant de 1893, 7,687 travailleurs ; la South Australia en perdait également 3,645. Par contre la Western Australia accusait à la même époque un excédent de 18,394 entrées d'immigrants, qui se rendaient à ses mines d'or.

Ces faits semblent corroborer l'opinion de M. Leroy-Beaulieu, qui, jugeant la prospérité si rapide de l'Australie, déclare que, si « séduisant que soit le mirage des richesses « de cette terre promise, on ne peut trouver son développement normal ni son avenir assuré (1). »

Nous donnons dans les tableaux suivants : 1° l'augmentation de population due à l'immigration depuis 1850 ;

---

(1) LEROY-BEAULIEU. *Colonisation chez les peuples modernes*, p. 488.

2° le nombre des immigrants dans chacune de ces colonies depuis 1881.

Il y a lieu de remarquer que les rétro-migrations ont commencé depuis longtemps. Les années ou périodes dans lesquelles elles ont eu lieu, sont marquées d'un astérisque.

*Augmentation de Population par Immigration.*

| COLONIES                | 1851-60 | 1861-70 | 1871-80  | 1881-90  | 1891-95  |
|-------------------------|---------|---------|----------|----------|----------|
| Nouvelle-Galles du Sud. | 123.097 | 43.339  | 109.341  | 164.205  | 35.245   |
| Victoria .....          | 398.753 | 38.935  | 12.672 * | 112.093  | 50.279 * |
| Queensland.....         | » (1)   | 68.191  | 73.849   | 101.530  | 21.303   |
| South Australia.....    | 33.024  | 17.949  | 34.569   | 17.000 * | 5.433    |
| Western Australia.....  | 6.870   | 5.319   | 339 *    | 10.170   | 50.133   |
| Tasmanie.....           | 6.767   | 3.228 * | 1.427 *  | 5.572    | 873      |
| New Zealand.....        | 44.742  | 118.637 | 132.976  | 9.431    | 14.773   |
| Australasie.....        | 613.253 | 291.342 | 336.297  | 386.021  | 77.481   |

(1) Compris dans le chiffre de la Nouvelle-Galles du Sud.

| ANNÉES    | NOUVELLE<br>GALLES DU SUD | VICTORIA | QUEENSLAND | SOUTH<br>AUSTRALIA | WESTERN<br>AUSTRALIA | TASMANIE | NOUVELLE-<br>ZÉLANDE | AUSTRALASIE |
|-----------|---------------------------|----------|------------|--------------------|----------------------|----------|----------------------|-------------|
| 1881..... | 16.673                    | 4.976    | 4.009 *    | 12.035             | 401                  | 1.166    | 1.970                | 33.232      |
| 1882..... | 15.034                    | 6.563    | 17.043     | 3.679 *            | 94                   | 587      | 2.375                | 39.017      |
| 1883..... | 27.278                    | 6.597    | 34.371     | 4.266              | 436                  | 689      | 8.657                | 82.291      |
| 1884..... | 23.944                    | 8.525    | 18.620     | 275                | 871                  | 816      | 7.724                | 60.773      |
| 1885..... | 24.829                    | 9.027    | 7.036      | 9.280 *            | 1.628                | 388 *    | 2.757                | 35.629      |
| 1886..... | 18.073                    | 15.436   | 7.693      | 8.819 *            | 3.738                | 302 *    | 199 *                | 35.622      |
| 1887..... | 7.202                     | 15.445   | 11.527     | 3.008 *            | 2.049                | 1.797    | 211                  | 33.223      |
| 1888..... | 6.633                     | 25.757   | 5.651      | 8.323 *            | 1.196 *              | 383 *    | 10.343 *             | 17.789      |
| 1889..... | 8.241                     | 9.794    | 4.340      | 2.346 *            | 578                  | 1.172    | 701 *                | 21.078      |
| 1890..... | 15.298                    | 9.973    | 764 *      | 1.861              | 1.371                | 418      | 2.795 *              | 25.562      |
| 1891..... | 20.268                    | 4.538    | 7.820      | 168 *              | 6.078                | 4.592    | 3.745 *              | 39.383      |
| 1892..... | 6.719                     | 12.285 * | 1.330      | 1.107              | 4.172                | 2.371 *  | 4.958                | 6.930       |
| 1893..... | 1.400                     | 13.411 * | 2.303      | 4.025              | 5.223                | 1.865 *  | 10.412               | 8.087       |
| 1894..... | 4.299                     | 13.731 * | 4.177      | 930                | 15.966               | 118      | 8.233                | 12.152      |
| 1895..... | 2.559                     | 15.390 * | 5.673      | 1.601 *            | 18.394               | 399      | 895                  | 10.929      |

(1) Voir *The Seven Colonies of Australia*.

## COLONIE DU CAP

---

Il est assez difficile de se prononcer sur l'importance du mouvement d'immigration qui se produit à la Colonie du Cap, par suite de l'absence de statistiques officielles.

La majeure partie des immigrants sont des Anglais; ils fournissent presque exclusivement toute la main-d'œuvre d'artisans habiles, qui est directement recrutée en Angleterre; les gros travaux, au contraire, sont accomplis par des noirs et des mulâtres qui acceptent du travail à des prix rendant impossible la concurrence des travailleurs de race blanche. On répartit ainsi, suivant leur nationalité, les immigrants de l'année 1895 :

|                       |        |                     |        |
|-----------------------|--------|---------------------|--------|
| Anglais . . . . .     | 22.395 | Mauriciens. . . . . | 371    |
| Nataliens . . . . .   | 2.493  | Divers. . . . .     | 279    |
| Australiens . . . . . | 1.509  | TOTAL. . . . .      | 27.047 |

Une grande partie de ces immigrants ne fait d'ailleurs que traverser le territoire et se rend aux centres miniers du Transvaal; cependant l'action fascinatrice de l'or du Rand et des diamants de Kimberley attire toute une population d'aventuriers qui n'est pas sans préoccuper quelque peu l'opinion publique. On estime, durant ces dernières années, le nombre des arrivants à :

|               |        |               |        |
|---------------|--------|---------------|--------|
| 1892. . . . . | 12.633 | 1894. . . . . | 18.133 |
| 1893. . . . . | 15.617 | 1895. . . . . | 27.047 |

L'augmentation considérable de l'année 1895 décida un député à demander à l'assemblée législative de prendre des mesures restrictives contre l'immigration. Il aurait fallu, selon lui, exiger de chaque immigrant un certificat de bonne vie et mœurs ou le dépôt au Trésor public d'une somme de 200 livres sterling. On éviterait, du moins, de cette façon, les frais occasionnés par l'internement des escrocs et des gens sans aveu venus de l'étranger. La discussion de ce projet fut ajournée, à cause de la grande disproportion qui existe encore entre la population blanche et l'élément noir. La première est estimée à 400,000 individus, le second à 1,500,000.

La législation actuelle pratique le système de l'immigration aidée; en 1895, deux cent trente ouvriers ou femmes domestiques ont été introduits de cette façon; la seule condition qui leur est imposée, est un séjour d'un an dans la colonie.

Le mode de mise à la disposition des colons des terres incultes est réglé par : Crown Lands Disposal Act 1887 — the Extension Act. 1891 — Crown Lands Leasing Act. 1891 — Crown Lands Act 1895.

Ces lois admettent la possibilité de concessions de terres incultes et non boisées, d'une étendue de 8,500 acres. Indépendamment du paiement d'une rente perpétuelle, la concession est subordonnée aux conditions suivantes. Le requérant doit être âgé d'au moins 21 ans et ne doit pas être déjà propriétaire de 500 acres de terre ou avoir usé précédemment de la faculté accordée par ces lois. Il adresse au commissaire civil de la situation du lieu une demande de concession, à laquelle est jointe une description suffisante pour permettre l'identification et l'arpentage de la parcelle convoitée; il effectue en même temps le dépôt d'une somme de 6 deniers par acre, qui vient en acompte sur l'arrérage de la première année et qui lui est rendue si la concession ne lui est pas accordée.

Le postulant, qui a obtenu une licence, acquiert, par là même, le droit d'occupation pour cinq ans, moyennant une redevance annuelle calculée au 1/20 du prix total de la terre.

Les obligations qui lui sont imposées sont : la résidence sur le lot dans le délai de six mois à partir de la délivrance de la patente et la mise en culture du  $\frac{1}{20}$  de la superficie dans l'espace des deux premières années. Ce n'est que sur la justification de l'accomplissement de ces conditions qu'il pourra, au bout de cinq ans, obtenir un titre définitif de propriété. Il restera, en principe, soumis au paiement d'une rente perpétuelle ; toutefois, l'Act de 1895 l'autorise à se racheter de cette condition.





## NATAL

---

Jusqu'à ces derniers temps, le Natal n'a que peu bénéficié du mouvement considérable d'immigration qui s'est produit vers le Sud de l'Afrique. La majeure partie des passagers de toute classe, qui débarquaient à Durban, ne faisait que traverser le territoire pour se rendre aux centres miniers du Transvaal qui les attiraient. Loin même de s'accroître par suite de l'énorme afflux de l'année 1895, la population blanche avait diminué, une partie de ses éléments ayant subi l'attraction du pays de l'or ; elle s'élevait au 30 avril 1891 à 46,788 blancs et au 31 juillet 1895 à 45,707 seulement.

Les conditions économiques intérieures eurent aussi leur part dans cette diminution ; le pays subit en effet une forte crise commerciale et, malgré le taux élevé des salaires, n'offrait plus, à la fin de 1895, les conditions économiques suffisantes pour attirer un grand nombre d'immigrants. La concurrence des ports de la colonie du Cap lui causait également un grand préjudice.

Le chemin de fer de Durban à Johannesburg, commencé en 1889, est aujourd'hui achevé et a contribué à rendre au Natal son ancienne vitalité.

L'immigration de travailleurs de race blanche n'est d'ailleurs pas nécessaire à sa prospérité. Cette opinion semble être celle aussi des autorités nataliennes.

Le Natal ne possède un gouvernement responsable que

depuis 1893. L'un des premiers actes de celui-ci fut, après enquête, l'abaissement, de cinq mille à deux mille livres sterling, du crédit affecté à l'immigration européenne et sa suppression en 1895.

Cette somme était employée à payer le passage de quelques immigrants garçons de ferme ou filles de service. Le nombre qui était introduit annuellement était d'ailleurs peu considérable.

|            |       |            |              |
|------------|-------|------------|--------------|
| 1890. .... | 1.036 | 1893. .... | 400 environ. |
| 1891. .... | 555   | 1894. .... | —            |
| 1892. .... | 448   |            |              |

On restreignait en même temps les avantages jusque-là accordés aux personnes désireuses de se fixer dans la colonie. En 1894, le bureau des terres et de l'immigration, fondé en 1876 pour encourager la colonisation, fut supprimé. Il avait, pendant son fonctionnement, contribué à l'arrivée de 7,495 immigrants cultivateurs et à l'établissement de plusieurs centres agricoles.

Tout récemment, enfin, le Natal vient, par la loi du 5 mai 1897, de se placer au premier rang des nations qui entravent l'immigration.

Cette loi interdit, en effet, l'entrée du territoire.

A. Aux personnes qui, lorsque la demande leur en sera faite par des fonctionnaires compétents, n'éciront pas et ne signeront pas elles-mêmes, dans une langue européenne, une demande au Secrétaire colonial dans la forme prescrite dans la loi (1).

B. Aux personnes indigentes ou pouvant devenir une charge publique.

C. Aux idiots et aliénés.

---

(1) Cette demande est ainsi conçue : Au Secrétaire colonial. Monsieur, je demande à être dispensé des effets de l'act. n°... 1897. Mon nom (en entier) est... J'ai résidé à... pendant les douze derniers mois. Négociant ou profession de... Je suis né à... en l'année... Votre, etc...  
Signature: .....

D. Aux individus atteints d'une maladie répugnante, contagieuse ou dangereuse.

E. A toute personne qui, n'ayant pu obtenir sa grâce, a été condamnée dans les deux dernières années pour crime ou toute peine infamante entraînant une tare morale.

F. Aux prostituées ou individus vivant de la prostitution d'autrui.

Toutes les personnes comprises dans ces catégories, qui cherchent à entrer ou ont pénétré sur le territoire, s'exposent, outre l'expulsion, à une condamnation à six mois de prison (art. 4) et le capitaine qui les aura amenées à une amende d'au moins 100 livres sterling et pouvant atteindre 5,000 livres, par fraction de 100, par cinq émigrants débarqués en sus des cinq premiers. La saisie du navire, en vertu d'un décret de la Cour suprême, pourra servir de garantie du paiement; on refusera de plus le congé au capitaine jusqu'à ce qu'il se soit engagé par caution à transporter ces immigrants hors de la colonie (art. 8). Les complices de toute sorte, seront censés avoir eux-mêmes contrevenu audit article (art. 11) et s'il s'agit de personnes comprises dans le paragraphe F, l'emprisonnement pourra être porté à douze mois avec « hard labour » (art. 12).

Les agents de la police et les tribunaux ordinaires (jusqu'à 100 livres) sont compétents pour faire exécuter cet act (art. 14 et art. 18).

Les immigrants compris dans les paragraphes C, D, E, F, sont frappés d'une interdiction absolue; s'ils réussissaient à s'introduire sur le territoire, toute franchise ou licence qu'ils pourraient acquérir serait sans valeur (art. 9) et lorsque l'on constatera leur présence, ils seront renvoyés dans leur pays d'origine aux frais du Natal (art. 10). On voit une preuve du grand désir que l'on a d'éviter l'immigration de gens de ces catégories, dans les dispositions qui permettent de leur donner une somme d'argent, leur permettant de vivre pendant un mois dans le pays dans lequel on les renvoie. On ne sera pas ainsi arrêté par des questions de sentiment.

Ces personnes ne seront même pas admises, en faisant la

preuve, qu'elles étaient autrefois domiciliées au Natal (art. 6).

Les catégories A et B (illettrés et indigents) peuvent, en cas de doute, être autorisées à débarquer après le dépôt d'une somme de 100 livres. Si l'enquête est favorable à l'immigrant, cette somme lui sera rendue, mais si, dans le courant de la semaine, il n'a pas obtenu du Secrétaire colonial l'autorisation d'immigrer, elle pourra être retenue (art. 5). Le capitaine du navire qui les aura amenés ne saurait être inquiété (art. 5).

Dans tous les cas, la femme et les enfants mineurs d'un individu autorisé à immigrer ne sauraient tomber sous le coup de la loi (art. 7).

Le Natal n'offre d'ailleurs aux immigrants qu'un débouché restreint; presque tout l'embauchage se fait directement en Angleterre. Quant à l'agriculture, la concurrence faite par les milliers de coolies libres, qui acceptent du travail à 25 schellings par mois, ôte aux cultivateurs européens tout espoir de réussir dans ce genre d'industrie.

L'influx de ces immigrants de couleur, provenant des Indes Orientales, résulte d'un double courant.

1° Les coolies qui, en vertu d'un traité passé entre les deux gouvernements, sont introduits par une administration spéciale pour être mis à la disposition des particuliers ;

2° Les compatriotes de ces coolies qui viennent spontanément pour faire le commerce des objets qui leur sont familiers.

L'immigration administrative est réglée par deux lois : 3 septembre 1891 et 8 août 1895.

On comptait, en 1897, 35,000 individus de cette catégorie : 5,000 venus librement ; 30,000 nés de coolies libérés avant 1895.

La présence de ces derniers est très discutée. Ils absorbent la culture maraîchère, tout le commerce de détail et tendent à accaparer le commerce en gros.



## TRANSVAAL

---

Jusqu'à la découverte des mines d'or, la question de l'immigration n'eut au Transvaal que peu d'importance; les Anglais, comme d'ailleurs encore aujourd'hui, y détenaient presque toute l'industrie et recrutaient directement leurs ouvriers en Angleterre; il ne restait pour les immigrants d'autre nationalité, qu'un petit nombre d'emplois peu rétribués, que seuls les Italiens acceptaient.

La découverte des gisements aurifères provoqua un subit accroissement d'immigration, qui se traduisit tout d'abord par une arrivée considérable d'indigents et de gens sans aveu, puis par celle d'Australiens, de Polonais et de Chinois.

Le gouvernement transvaalien dut intervenir, et il semble que le système qu'il adopta, s'oriente vers la restriction, tout au moins vers l'épuration d'un courant d'immigration.

Il existait déjà à l'époque de ces découvertes, des dispositions législatives prohibant l'entrée des criminels, des lépreux, des indigents et autres immigrants dangereux et des Chinois. Elles furent appliquées d'une façon stricte dès les

---

Sources : *Economiste Européen*, passim.

*Journal de la Banque française de l'Afrique du Sud*, passim.

*Government Notice* (département of Agriculture), n° 1047 (1895) London.

*L'Afrique du Sud*, G. AUBERT. Paris, Flammarion.



premiers symptômes d'augmentation désordonnée de l'immigration ; mais l'opinion publique exigeant plus, le Volksraad vota une loi qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1897.

Cette loi peut se résumer ainsi :

Les étrangers pénétrant sur le territoire de la République Sud-Africaine devront être pourvus d'un passeport en règle délivré par le gouvernement de la nation à laquelle ils appartiennent et attestant qu'ils ont des moyens d'existence ou sont en état de s'en procurer par le travail. A défaut d'un tel passeport, les étrangers pourront être admis au moyen de sauf-conduits ou en prouvant leur identité et en se faisant enregistrer au bureau du field-cornet du lieu de leur résidence. Cette loi n'avait pas d'effets rétroactifs à l'égard des étrangers résidant sur le territoire au 1<sup>er</sup> janvier 1897.

Ce système, qui aurait pu avoir des résultats fâcheux, notamment en ce que n'exemptant pas les habitants des pays voisins de cette formalité, il risquait d'entraver le commerce extérieur, ne fut appliqué que d'une façon peu rigoureuse. Le refus d'autorisation d'immigrer n'atteignit pas en moyenne plus de douze personnes par jour. Il fut d'ailleurs, sur les instances du gouvernement anglais, aboli le 7 mai 1897 et la législation restrictive du Transvaal est revenue, au moins pour le moment, aux dispositions dont nous avons signalé précédemment l'existence.

En dépit de ces restrictions, le Transvaal accorde quelques faveurs aux immigrants agriculteurs. Les dispositions qui les énoncent, sont contenues dans les sections 16, 17, 18 de l'act n° 37 de 1882, amendées par les sections 23 et 24 de l'act n° 15 de 1887 et section 7 de l'act n° 40 de 1895.

Ce dernier s'applique aux domaines d'une étendue d'au moins 250 morgens (1).

Tout étranger agissant en son nom personnel peut obtenir une semblable concession. Les formalités consistent dans

---

(1) Le morgen : 1 hectare 66 environ.

une demande et le dépôt d'une somme de  $1/20$  de la valeur de ce terrain. Pendant les cinq années qui suivent la prise de possession, le concessionnaire doit payer une annuité du  $1/20$  et faire certaines améliorations sur la justification desquelles il pourra être autorisé à conserver sa concession à l'expiration du délai de cinq ans. Il n'acquerra toutefois la propriété définitive qu'après le paiement complet du prix par annuités de  $1/20$ .

Au mois d'octobre 1896, 63 concessionnaires détenaient des terres dans ces conditions. Il est à remarquer que les autorités du Transvaal n'accueillent que les demandes de gens très solvables et en général indigènes. La cause en vient de ce que le concessionnaire peut de cette façon arriver à la propriété du sol.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les concessions de moins de 250 morgens, dont l'obtention est réglée par l'act de 1882, modifié en 1885. L'annuité de  $1/20$  est perpétuelle et le tenancier ne devient jamais propriétaire. A la même époque, il existait de ce chef 1,373 concessionnaires Boërs, Italiens, Allemands et Cafres.

La propriété d'un terrain de plus de 250 morgens ou l'obtention d'une précédente concession sont, dans l'un et l'autre cas, une fin de non recevoir.

Le travail des mines est fait par des Cafres recrutés dans les pays voisins. Nous examinerons les questions que soulève cette immigration au chapitre suivant.



## HAÏTI

---

Cette république se montre peu hospitalière pour les étrangers.

Ils sont privés du droit de propriété par l'article 6 de la Constitution.

Ceux, qui s'adonnent au commerce, sont soumis à la loi des patentes qui contient les dispositions suivantes :

« L'étranger ne peut exercer une industrie qu'en vertu d'une licence (1) du président.

« Il ne peut s'établir que négociant consignataire et dans les ports ouverts au commerce étranger seulement.

« Il ne peut vendre au-dessous de 100 piastres (533 francs) à la fois.

« En cas d'infraction, il est punissable d'une amende de 100 à 400 piastres, outre la confiscation de la marchandise faisant l'objet de la contravention et du double en cas de récidive ; s'il contrevient trois fois à ces dispositions, il perd sa patente. »

Pour empêcher une fraude consistant à faire mettre la licence au nom d'un Haïtien, bien qu'en réalité le fonds de

---

Sources : *Recueil consulaire belge*, année 1885, tome LI, 3<sup>me</sup> livraison, p. 319-320.

(1) La licence est soumise à un droit de 200 piastres ; pour le Haïtien, ce droit n'est que de 100.

commerce ou l'industrie appartienne à un étranger, la loi ajoute :

« L'Haïtien, qui couvre un étranger de sa patente, sera poursuivi et passible d'une amende de 100 à 400 piastres. »

Mais, ajoute le consul belge, en réalité, c'est l'étranger qui paye l'amende, et s'il refuse du crédit au Haïtien qui le couvre, il s'expose d'autant plus à être dénoncé par lui, que le dénonciateur perçoit la moitié de l'amende infligée.

.....





## CHAPITRE III

### L'IMMIGRATION DE COULEUR

---

On appelle « Conflit des races » l'opposition d'intérêts qui résulte de la présence sur un même lieu, de travailleurs de race blanche et de travailleurs d'autres races, opposition qui se traduit tantôt par l'interdiction faite à ces derniers d'immigrer, tantôt par la régularisation de leur arrivée.

On peut l'envisager, en doctrine, à un double point de vue (1) : soit à un point de vue politique, et alors on ne considère que le plus ou moins d'aptitude de la race à la perfectibilité ou les dommages moraux qui peuvent résulter de la fréquentation de ces diverses races, soit à un point de vue économique devant lequel, dans la pratique, s'effacent les considérations politiques.

Ce que l'on reproche à ces travailleurs, c'est d'accepter du travail à des prix qui tendent à faire baisser les salaires, de faire de ce chef aux ouvriers de race blanche, une concurrence contre laquelle ils ne peuvent lutter.

On fait d'ailleurs une différence entre ces immigrants suivant qu'ils sont de race noire ou indienne ou qu'ils appartiennent à la race jaune.

---

(1) Voir dans ce sens, CAUWÈS, *Cours d'économie politique*, 3<sup>me</sup> édition. Paris, 1893, 2<sup>e</sup> partie, livre II.

Les premiers sont introduits par les autorités locales dans les pays où ils immigrent. On s'assure toutefois, par la conclusion d'un contrat préalable, de la régularité de leur travail qui est employé à des occupations spéciales telles que cultures ou exploitations minières. On prend soin en même temps, par une législation appropriée, de les empêcher de demeurer, à l'expiration de leurs engagements, sur le territoire où ils ont été introduits afin d'éviter leur trop grande affluence.

Les Chinois, au contraire, sont repoussés de toute part. Nous aurons occasion de voir au chapitre consacré spécialement à la « question chinoise » sur quoi s'appuie l'opposition qui leur est faite et quelle est la valeur des griefs invoqués.

---

## IMMIGRATION NOIRE

---

La main-d'œuvre noire fut longtemps employée à l'état servile. Pendant toute cette période, il n'y avait pas immigration proprement dite ; le nègre était enlevé de force de son lieu d'origine et transporté au loin pour être vendu à un planteur dont il devenait la chose (1).

L'esclavage fut aboli dans les possessions anglaises le 28 août 1833, après deux précédentes tentatives en 1787 et 1807.

Dans les colonies françaises, il fut supprimé une première fois le 16 pluviôse an II, rétabli en 1802 et définitivement aboli le 27 avril 1848.

Les autres nations européennes suivirent cet exemple, le Danemark en 1847, la Hollande le 8 août 1862. Ce fut, au Brésil, le dernier acte de l'Empire, avant sa chute, en 1889.

Le premier résultat de l'émancipation fut une désertion par les noirs, non seulement des plantations sur lesquelles ils avaient été jusqu'alors employés, mais de toute occupation agricole qu'ils considéraient comme la caractéristique du travail servile. On fut, en certains endroits, sous peine

---

(1) On trouve dans le journal *Le Commerce*, publié à Rio (année 1885) des annonces ainsi conçues :

A vendre par besoin d'argent : un robuste nègre, prix : 1,100,000 reis.

A vendre : une gracieuse et sympathique créole, honnête et bien élevée.

A vendre : une belle mulâtresse, sachant coudre et travailler, douce et caressante avec les enfants.

de compromettre toutes les cultures, obligé de tempérer les effets des lois abolissant l'esclavage en forçant les noirs à contracter un engagement sur une exploitation agricole pour un certain laps de temps.

Il se forma bientôt des agences dont le rôle consistait à provoquer des contrats de la part d'indigènes des côtes africaines, qui consentaient à être transportés, pour un délai fixé, sur un territoire où ils louaient leurs services à un propriétaire,

Les procédés qui furent employés pour ce recrutement furent tels, que les gouvernements durent intervenir pour éviter cette sorte de « traite ».

L'Angleterre désigna comme seuls lieux d'embarquement autorisés, les ports de Sierra Leone, Bonavista et Loanda (16 février 1843); puis voulut appliquer un régime analogue à la côte occidentale de l'Afrique tout entière, mais l'essai ne réussit pas. Par la suite, elle se procura des travailleurs nègres d'une façon toute spéciale. « S'arrogeant le droit absolu de surveillance de la traite sur les côtes d'Afrique, elle arrête tous les navires ayant embarqué des Africains, les traite en négriers, s'empare des noirs qui sont à bord et les transporte dans ses colonies de Sierra Leone ou de Sainte-Hélène, où elle les débarque sous prétexte de leur rendre la liberté. Puis elle ne tarde pas à obtenir d'eux leur engagement volontaire pour l'une de ses colonies (1) ».

L'Angleterre introduit, encore de nos jours, des travailleurs noirs dans ses colonies de Sierra Leone, Côte d'Or, Lagos et surtout dans le protectorat du Niger. Ces travailleurs sont originaires de la République de Libéria. Celle-ci frappe d'un impôt de 40 schellings chaque Krooby recruté; elle perçoit cette taxe avec une rigueur extrême et l'on rapporte qu'une canonnière libérienne n'hésita pas à tirer sur un navire anglais qui emportait des noirs et qu'elle soupçonnait de n'avoir pas acquitté l'impôt. Cette taxe aurait été récem-

---

(1) V. DE LANESSAN, *Expansion coloniale de la France*, p. 804.

ment supprimée pour les Kroobys recrutés à destination des colonies anglaises, par une convention conclue en 1896 (1).

L'immigration de travailleurs africains dans les colonies françaises fut de courte durée (si l'on en excepte celle, peu considérable, qui eut lieu jusqu'à nos jours, à Mayotte et Nossi-Bé).

De même que l'Angleterre, la France se vit obligée d'intervenir dans le recrutement des noirs, par suite des abus qui étaient commis. Elle avait, à cet effet, en 1857, conclu un traité pour l'introduction, à la Guadeloupe, de 7,500 immigrants; mais ce traité ne put être exécuté par défaut d'engagés volontaires.

L'immigration africaine fut interdite à la Réunion dès 1859.

Mayotte et Nossi-Bé continuèrent seules à recruter des travailleurs sur les côtes d'Afrique et à Madagascar; par la suite, une convention conclue avec le Portugal, en 1881, autorisa les propriétaires de ces colonies à faire venir leur main-d'œuvre des colonies portugaises du Mozambique.

C'est également de cette origine que le Transvaal tire les travailleurs nécessaires à l'exploitation des mines d'or. La question de la main-d'œuvre est en effet capitale et, pour s'en procurer, le gouvernement transvaalien a pris les dispositions suivantes :

« Tout chef de tribu indigène recevra, pour chaque indigène de sa tribu ayant travaillé un an sur les fermes ou dans les mines, une prime de 2 sh. si le nombre des indigènes ayant ainsi travaillé est de 10 au plus; il recevra 3 sh. si ce nombre est compris entre 10 et 25; la prime sera de 4 sh. si ce nombre est compris entre 25 et 50. Au-dessus de 50, il lui sera alloué une prime uniforme de 5 sh. »

---

(1) V. *Le Temps*, 14 septembre 1896.



D'autre part, la taxe élevée, mise par le gouvernement portugais sur chaque émigrant recruté par le Transvaal, était un obstacle au développement de cette émigration. Des négociations eurent lieu et ont abouti à une convention dont voici le résumé :

« La taxe de passeport perçue par les autorités portugaises est réduite de 27 sh. 6 par noir à 7 sh. 6. Les passeports seront désormais délivrés pendant tous les jours ouvrables de sorte qu'on n'éprouvera aucun retard dans l'expédition des noirs aux champs d'or. Les agents de recrutement pourront, en outre, obtenir les passes portugaises et transvaaliennes au même endroit, tandis que, jusqu'à présent, la redevance aux autorités portugaises devait être versée à Ressano Garcia, et celle des passes transvaaliennes à Komati-Port. Cette façon de procéder facilitera sensiblement la conduite des noirs de Lourenço-Marquès à leur lieu de destination. Le gouvernement transvaalien construira aux environs de Johannesburg un casernement auquel seront amenés tous les indigènes recrutés : ils y seront confiés à un préposé désigné par les autorités portugaises et qui devra habiter dans le voisinage ou sur les lieux mêmes. Ce contrôleur recueillera les passes délivrées par les autorités portugaises et les conservera jusqu'à l'expiration de l'engagement de l'indigène qui devra s'adresser à lui pour obtenir un passeport de retour. Tout indigène sera à son arrivée inscrit sur les registres du contrôleur avec le nom de celui pour qui il doit travailler. Il sera délivré des permis de circulation pour le Transvaal seul ; ces permis devront porter le numéro du passeport portugais et seront remis contre paiement de 2 sh. 6 qui devront être versés au contrôleur par celui qui doit employer l'indigène.

« Cette taxe, comme celle du gouvernement portugais et toutes les dépenses faites au cours du transport seront réclamées une fois par mois.

« Les Directeurs de mines soumettront au contrôleur un

relevé des indigènes à leur service venant du territoire de Mozambique et celui-ci pourra visiter les différents casernements des Compagnies pour vérifier l'exactitude de ces relevés et s'assurer qu'il ne s'est produit aucune désertion. Tout indigène désirant changer de maître au terme de son engagement devra obtenir l'assentiment du surveillant et se fait inscrire de nouveau moyennant 10 shellings, et versement de la même somme le jour où il réclamera sa passe de retour.

« Lors du versement de cette deuxième taxe, le titulaire rentrera en possession du premier passeport portugais qui lui avait été délivré. Les autorités portugaises s'engagent à punir tout indigène qui serait rentré au pays sans ladite passe et celui-ci pourrait être obligé de retourner pour terminer son engagement si son loueur l'exigeait (1) ».

Les permis de circulation qui sont délivrés aux indigènes sont nommés « *passes* ». Ces bulletins doivent être renouvelés tous les mois, ce qui permet de vérifier si les assujettis remplissent leurs conditions d'embauchage. Cette mesure, excellente en principe, est soumise à des formalités et exécutée d'une façon telle qu'elle devra, si l'on n'y porte remède, détourner les travailleurs noirs qui viennent chercher du travail (2) au Transvaal.

---

(1) Extrait du *Bulletin de la Chambre des mines de Johannesburg*, du 12 novembre 1897.

(2) V. à ce sujet : *Économiste Européen*, 12 déc. 1896.

## IMMIGRATION HINDOUE

---

L'émigration des coolies de l'Inde britannique est régie par des lois très strictes et s'opère sous la surveillance directe des autorités anglaises, qui n'autorisent son départ que par cinq ports : Calcutta, Bombay, Madras, Pondichéry et Karikal.

Elle est caractérisée par ce fait que la plupart des émigrants sont engagés dans l'Inde par les agents officiels de pays étrangers; que d'après le contrat qui est conclu, le coolie s'engage à travailler pendant un temps déterminé et moyennant un salaire fixé à l'avance; qu'à l'expiration du délai, l'engagé a droit au rapatriement gratuit; qu'en un mot il arrive au pays de destination sous le régime de « l'immigration réglementée ».

Les émigrants qui partent spontanément et sans contrat préalable sont de petits marchands colporteurs qui se rendent aux lieux fréquentés par les émigrants de la première catégorie pour leur vendre les menus objets dont l'usage leur est habituel. Leur nombre est peu considérable.

Les directions prises aujourd'hui par l'émigration hindoue sont l'Afrique australe, les Indes occidentales et les Indes néerlandaises. Elle se rendait autrefois aux colonies françaises en vertu d'une convention conclue entre la France et l'Angleterre en 1861; mais celle-ci, usant d'un droit que lui conférait un article additionnel, avait successivement suspendu l'immigration de ses sujets dans nos diverses colonies en 1876, 1882 et 1888.

Toutefois, une convention récemment conclue (décembre 1897) vient d'autoriser la reprise de cette immigration à la Réunion (1).

Le mode de recrutement des Indiens avait été réglé, à l'issue de la convention de 1861, par un arrêté du gouverneur de l'Inde, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1862, approuvé par le ministre des Colonies le 13 mai 1863 (2).

Les agents recruteurs étaient nommés par le gouvernement français, après avoir été agréés par les autorités anglaises; ils étaient placés sous les ordres du « commissaire du gouvernement près l'émigration ».

Ce commissaire transmettait aux agents les demandes de travailleurs faites par les colonies.

Les agents d'émigration avaient le monopole du recrutement. « Ce monopole a été attaqué devant la juridiction administrative; on a prétendu qu'il constituait une violation, « non seulement de la convention anglo-française, mais « encore du droit public français et du principe de la liberté « de l'industrie, cette prétention a été repoussée par le motif « que les mesures attaquées avaient été prises par le ministre « et par les agents placés sous ses ordres dans la limite de « leurs pouvoirs et pour l'exécution de la convention diplomatique du 1<sup>er</sup> juillet 1861 » (Cons. d'Ét. cont. 15 juin 1864. Aff. Montaulard) (1).

Les autorités anglaises contrôlaient l'identité des individus engagés et la sincérité de leur engagement. Le mode d'embarquement, les soins à donner aux coolies avant leur départ et les prestations à leur fournir étaient soigneusement déterminées et les agents anglais exerçaient une continuelle surveillance dans le but d'en assurer la stricte observation.

Le nombre des Indiens qui ont été recrutés sous l'empire de la convention de 1861 est le suivant :

---

(1) Voir cette convention, page 161.

(2) V. DE LANESSAN, *Expansion coloniale de la France*, p. 806 et seq.

(3) V. DISLERE, *Traité de législation coloniale*, 1<sup>re</sup> édit., n° 1182.

| DESTINATION     | DE PONDICHÉRY<br>ET KARIKAL | DE MADRAS<br>ET CALCUTTA |
|-----------------|-----------------------------|--------------------------|
| Réunion.....    | 9.379                       | 15.257                   |
| Guyane.....     | 2.341                       |                          |
| Martinique..... | 6.737                       |                          |
| Guadeloupe..... | 1.741                       |                          |
| TOTAL.....      | 35.455                      |                          |

Depuis la suspension du droit de recrutement sur le territoire anglais, l'émigration des Indiens aux possessions françaises a presque totalement cessé. Les agents ne peuvent, en effet, conclure de contrats, qu'avec des coolies se trouvant sur territoire français. Les autorités anglaises, par contre, n'ont plus aucune immixtion dans cette opération; toute leur vigilance doit se borner à mettre des obstacles à l'entrée de ces coolies sur les portions du territoire indien qui sont encore sous la domination française.

L'immigration administrative des Indiens au Natal est réglée par deux lois des 3 septembre 1891 et 8 août 1895.

La première (art. 110) autorisait le coolie, à l'expiration de son contrat, à se faire rapatrier aux frais de la colonie ou à résider cinq ans au Natal *librement*, délai à l'expiration duquel il avait encore le droit au passage de retour gratuit.

L'article 2 de la loi de 1895, pour éviter le trop grand nombre de coolies libres, les oblige, s'ils désirent demeurer au Natal, à contracter un nouvel engagement de deux ans, renouvelable; à cette seule condition le droit au retour leur restera acquis.

S'ils voulaient demeurer en qualité de citoyens libres, il leur faudrait obtenir un permis de séjour annuel du prix de 3 livres sterling.

La loi de 1895 augmente le prix des gages dus aux travailleurs; ils sont ainsi fixés (nourriture et logement compris) :



*Premier engagement :*

|                            |    |                      |   |  |
|----------------------------|----|----------------------|---|--|
| 1 <sup>re</sup> année..... | 11 | schellings par mois. |   |  |
| 2 <sup>e</sup> année.....  | 12 | —                    | — |  |
| 3 <sup>e</sup> année.....  | 13 | —                    | — |  |
| 4 <sup>e</sup> année.....  | 14 | —                    | — |  |
| 5 <sup>e</sup> année.....  | 15 | —                    | — |  |

*Deuxième engagement :*

|                            |    |                      |   |  |
|----------------------------|----|----------------------|---|--|
| 1 <sup>re</sup> année..... | 16 | schellings par mois. |   |  |
| 3 <sup>e</sup> année.....  | 18 | —                    | — |  |
| 5 <sup>e</sup> année.....  | 20 | —                    | — |  |

Le salaire de 20 schellings est le maximum, quelle que soit la durée de l'engagement.

En 1896, on comptait au Natal 16,000 immigrants, liés par un contrat bilatéral de cinq ans.

La présence des Indiens est vue d'un mauvais œil par une partie de la population. L'*Economiste européen* du 2 janvier 1897 rapporte à ce sujet, d'après le *Standard and Digger's News*, de Londres, le fait suivant :

« Une grande réunion publique vient d'avoir lieu au sujet des travailleurs de race indienne, à Durban. Plus de 2,000 personnes y assistaient, et toute la municipalité était au bureau. Voici les résolutions qui y ont été prises, à la date du 26 novembre. Il a été décidé de faire circuler une pétition qui serait présentée au gouvernement de la colonie du Natal, lui demandant de prendre les mesures les plus efficaces pour empêcher à l'avenir l'afflux des Asiatiques au Sud-Afrique, en s'appuyant sur ce que des mesures analogues ont été prises contre ceux-ci par les gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à la requête des habitants. La disproportion des ressources et des moyens d'existence des Asiatiques est par trop grande pour que la concurrence soit possible. Aussi la « civilisation » des indigènes noirs serait-

elle retardée d'autant que l'arrivée des Indiens dans l'Afrique du Sud serait plus considérable, car la main-d'œuvre passerait des noirs aux Asiatiques. D'ailleurs, la basse immoralité et les mœurs antihygiéniques des Indiens sont une source de troubles constants et de fréquentes maladies, qui ont une influence permanente et pernicieuse sur la santé des Européens.

« Une Union pour la défense contre les Indiens a été formée à l'issue de cette réunion. La municipalité a été invitée à rédiger un mémoire et une pétition à ce sujet qui seraient présentés au Parlement du Cap; la pétition demande que l'on puisse refuser aux Indiens les licences de séjour et les patentes commerciales. »

Le nombre total des émigrants qui ont quitté le territoire hindou de 1887-88 à 1896-97 est de 140,084; pendant la même période 65,335 seulement ont été rapatriés. Il faut trouver l'explication de cette différence dans l'excessive mortalité qui frappe le coolie indien à l'étranger.

Dans ces dernières années le mouvement de l'émigration a été le suivant (1) :

| DESTINATION             | 1892-93 | 1893-94 | 1894-1895 | 1895-96 | 1896-97 |
|-------------------------|---------|---------|-----------|---------|---------|
| Ile Maurice.....        | »       | 485     | 1.029     | 1.746   | 802     |
| Natal.....              | 3.119   | 2.612   | 3.592     | 3.337   | 4.038   |
| Guyane anglaise.....    | 4.723   | 5.883   | 7.200     | 1.908   | 2.417   |
| Trinité.....            | 2.620   | 1.926   | 3.185     | 2.177   | 3.043   |
| Guyane hollandaise..... | 1.075   | 1.104   | 1.279     | 1.696   | 500     |
| Iles Fiji.....          | 781     | 1.082   | 1.432     | 565     | 1.953   |
| Jamaïque.....           | »       | 486     | 711       | 470     | »       |
| Sainte-Lucie.....       | »       | 157     | »         | »       | »       |
| TOTAUX....              | 12.318  | 13.735  | 18.423    | 11.899  | 12.733  |

(1) V. *Board of Trade Journal*, Londres, numéro de janvier 1893.

# CHINE

## LA QUESTION CHINOISE

---

La race chinoise est l'une des plus prolifiques du globe, l'émigration est donc pour elle une chose nécessaire. Cependant presque partout les lois d'exception frappent le Chinois; la majeure partie du continent américain, l'Océanie, quelques contrées de l'Afrique, de l'Asie et même de l'Europe lui sont fermées. Ce qu'on appelle la « question chinoise » est loin d'être résolue.

Avant d'énumérer les nombreuses lois qui contiennent ces interdictions, il convient d'indiquer l'origine du procès, d'examiner les différentes pièces de l'accusation, ce qu'elles disent et ce qu'elles sous-entendent, puis les arguments de la défense; nous serons alors à même de prendre parti et de conclure que le jugement a été tout au moins très sévère.

On trouve des traces d'immigration chinoise dans le Sud de l'Asie, l'Australie et la Polynésie dès le dix-septième siècle, mais la formation du courant d'émigration régulier ne re-

---

Sources : *Rapport sur l'immigration*, Edward YOUNG. Washington 1872.

*Die antichinesen bewegung in America*, Dr Otto FREIHERN VON BÄNIGH, 1896.

*Recueil consulaire belge*.

*Revue des Deux-Mondes* 1878.

*Économiste français*, passim. V. aux tables le mot : Chine.

monte qu'à 1840; la question chinoise est encore plus récente (1860).

La conclusion du traité de Wanghia, en 1844, entre l'Amérique et la Chine, qui étaient en relations maritimes depuis 1784; la découverte en 1848 des mines d'or de la Californie sont le point de départ de l'immigration chinoise en Amérique. A partir de 1849, on commença les grandes constructions de chemins de fer, le Chinois se présenta et fut accueilli; l'Amérique lui doit les 4/5 du travail du « Pacific Central ».

Tous, bien ou mal disposés en sa faveur, s'accordaient à louer sa fidélité et son labeur patient (1).

Le travail des mines notamment avait réussi aux Chinois; sur leurs économies, ils avaient acheté des concessions minières et en possédaient en 1851 pour une valeur de 1,350,000 dollars.

Ils furent obligés, en 1852, de se munir d'un permis du prix de trois, puis quatre, puis six dollars par mois, mais ils ne faisaient que partager en cela le sort de tous les mineurs étrangers dont on désirait restreindre le nombre. Cette taxe était perçue en vertu d'un act du 3 mars 1807 sur l'occupation des terres cédées aux Etats-Unis et qui avait été appliqué à la Californie en 1852.

Le Chinois avait également, à cette époque, fait son apparition dans les villes; la disette de femmes adonnées aux travaux domestiques avait fait recourir à lui, il n'avait d'ailleurs pas son égal comme cuisinier, il était blanchisseur, il servait même de bonne d'enfants; puis il eut des aspirations plus hautes et devint manœuvre; tous les petits métiers furent remplis par des Chinois et ils y excellaient au point que les entrepreneurs recherchaient leur travail habile et bon marché et les consommateurs leurs produits. Ce fut leur perte.

---

(1) Une grande partie de ces renseignements nous a été fournie par un « rapport sur l'émigration chinoise » du 4 juillet 1884, fait pour le compte du gouvernement canadien et publié à Ottawa en 1885.

Dès 1861, les Chinois sont frappés en Californie d'une taxe spéciale de quatre dollars par mois, pour obtenir l'autorisation d'extraire du métal des mines ; dans les villes ils sont pourchassés et, si bien accueilli en 1852, « Cheap John », comme on l'appelait, n'osait plus se montrer dans les rues en 1862.

On commença alors contre lui une campagne acharnée et habilement menée. On poursuivit en lui le bouddhiste à la religion étrange (1), le fumeur d'opium, le joueur, le thésauriseur ; on lui reprochait d'être inassimilable, de conserver son costume national et de former dans les quartiers toujours distincts qu'il habitait, une sorte de gouvernement occulte, tout au moins des corporations et des tribunaux d'arbitrage ; on l'accusait d'apporter la lèpre et toutes les femmes chinoises, disait-on, atteintes d'une maladie spéciale, étaient adonnées à la prostitution.

Le dossier, on le voit, était complet ; mais à côté des griefs qu'il énonçait, il y en a eu beaucoup qu'il taisait.

On omettait de dire que ce qu'on reprochait surtout dans le Chinois, c'était le travailleur habile, acceptant de l'ouvrage à bas prix et tendant par cela même à faire baisser les salaires, préféré des patrons parce « qu'il ne chômait pas le lundi » (2), et assez laborieux pour faire rapporter la terre et les mines abandonnées par les blancs. On méconnaissait les services qu'il avait rendus, sa ponctualité et son honnêteté à remplir les conventions qu'il avait acceptées.

Les rapports, faits à la suite de deux enquêtes menées à San-Francisco et à Victoria (Colombie anglaise) pour le compte du gouvernement canadien qui songeait, en 1885, à interdire également l'entrée des Chinois, fournissent à la défense des arguments sérieux.

---

(1) La religion du Chinois exige son inhumation en terre chinoise. A cet effet, dans le prix du passage, est compris celui du retour du corps en cas de décès, et de temps à autre des navires partent avec une cargaison de cercueils.

(2) Voyez rapport précité.



L'immigration des Asiatiques, si ardemment désirée pour l'accomplissement des grands travaux de chemins de fer, avait-elle été de la part des Chinois entièrement libre? L'article 5 d'un second traité passé en 1868 entre les Etats-Unis et la Chine permet de supposer le contraire. Pourquoi, en effet, s'y serait-on accordé « à condamner toute émigration « qui ne serait pas absolument libre et à soumettre à des lois « pénales, le fait par un Américain ou un Chinois de trans- « porter des Américains ou des Chinois d'un pays dans l'autre « sans leur libre et plein consentement? »

D'autre part, l'histoire suffit à excuser les Chinois de leur passion pour l'opium.

N'est-ce pas l'Angleterre qui, depuis 1850, leur en impose l'usage, « détruisant leurs villes et les massacrant pour le leur « faire admettre? » Il paraît d'ailleurs, disent les rapports des enquêtes, que longtemps avant l'arrivée des Chinois en Colombie, les Anglais n'avaient plus rien à apprendre d'eux sur ce point (1).

La religion du Chinois empêche, il est vrai, une assimilation complète; mais l'on a remarqué que dans les endroits où il était bien traité, comme Victoria et Portland, il restait d'un niveau bien supérieur.

L'hypothèse qu'ils forment un tribunal d'arbitrage et un gouvernement secret est probable; mais elle n'a jamais pu être prouvée, malgré les nombreuses visites de jour et de nuit, faites par les membres de la Commission et la police, dans les quartiers chinois.

Il est avéré que le changement de costume engendre chez lui la phtisie.

Une statistique indiquée par M. Grag, signataire du rapport concernant la Colombie, montre que les Chinois n'augmentaient pas outre mesure la liste des criminels.

---

(1) Rapport précité, chapitre 5.

| ANNÉES                    | BLANCS | SAUVAGES | CHINOIS |
|---------------------------|--------|----------|---------|
| 1879                      | 291    | 255      | 71      |
| 1880                      | 295    | 233      | 69      |
| 1881                      | 354    | 194      | 24      |
| 1882                      | 375    | 211      | 53      |
| 1883                      | 394    | 217      | 63      |
| 1 <sup>er</sup> sem. 1884 | 304    | 153      | 32      |
|                           | 2.014  | 1.213    | 296     |

Le reproche de prostitution porté contre les femmes est également peu fondé. Celles-ci sont d'abord très peu nombreuses. « Une des particularités de l'immigration chinoise est le petit nombre de femmes, lequel n'excède pas 7 0/0 de la totalité » (1). En cinq ans, deux rapports de police seulement signalaient des faits de prostitution. Sur une population chinoise de 10,550 individus, il n'y avait que 154 femmes, sur lesquelles 70 à peine étaient connues comme prostituées.

Mais en réalité, l'opinion publique était plus surexcitée que convaincue par les agitateurs de toute sorte et les candidats, qui faisaient de l'expulsion des Chinois leur *Platform* électorale (2).

(1) Edward Young, op. cit. page 7.

(2) Dans un meeting tenu le 19 décembre 1877, un candidat, Kearney, haranguait ainsi les électeurs : « Je vous le dis et vous le répète que les Chinois partiront — peine de mort à qui reviendra — la Constitution des Etats-Unis ne nous donne pas seulement le droit de dénoncer publiquement le directeur de la Compagnie de navires à vapeur du Pacifique, mais aussi le Président de la République. Celui-là nous irons le chercher à la Maison-Blanche et nous le conduirons à la porte par les oreilles. On nous dupe depuis trop longtemps. Que font nos représentants à Sacramento ? Ces gens-là vous vendent comme ils vendraient Jésus-Christ pour un pot de bière. Plus de Chinois ! achetez de la poudre et des balles. Quant à vos représentants, achetez de la corde et pendez-les haut et court. Le voulez-vous ? Que ceux qui le veulent lèvent la main ! — *Tous lèvent la main.* — « A la bonne heure, vous entendez les affaires. » Avec de semblables idées Kearney ne pouvait manquer d'être élu. L'élection eut lieu à Sacramento le 19 juin suivant et il réunit sur son nom 15,000 voix contre 800.

Les rapports précités ramenaient les choses au point. Celui relatif à la Californie, rédigé par M. Chapleau, concluait qu'il était bien difficile de savoir de quel côté penchait l'opinion; que si l'on voulait restreindre cette immigration, il ne fallait pas perdre de vue les résultats obtenus; qu'il valait mieux la régulariser que la prohiber.

Le rapport de M<sup>r</sup> Grag posait des conclusions analogues, mais n'avait pas répondu à la question de savoir s'il fallait ou non empêcher les Chinois d'immigrer.

Dans tous les cas, fondée ou non, la question chinoise prenait en Californie chaque jour plus d'importance (1). Le programme minimum des revendications se résumait dans la mise en demeure aux Chinois de quitter le territoire dans le délai de quatre ans; à la fin de cette période on les aurait renvoyés d'office.

Cependant, à Washington, où les opinions étaient plus calmes, on fit longtemps la sourde oreille et lorsque l'on se décida à intervenir, ce fut seulement pour modifier le traité Burlingham (1868) et en conclure un nouveau (17 novembre 1880) d'après lequel le gouvernement des États-Unis se réservait le droit de régulariser, limiter ou suspendre l'immigration chinoise. Mais en réalité ce nouveau traité n'était qu'une satisfaction donnée à l'opinion; un journal de l'époque, *The Nation*, l'appréciant, disait qu'il contenait pas mal de « Padding » ou choses oiseuses.

Il faut en venir à l'année 1882 pour voir se réaliser les désirs des ennemis du « Celestial ».

Sur l'initiative de M. Miller, on vota un bill qui suspendait l'immigration chinoise pendant vingt ans. Le président Arthur opposa son veto à un projet qui, d'après lui, était un manque de bonne foi et contraire aux conventions conclues

---

(1) Un plébiscite de 1879 accuse :

154,638 voix pour l'expulsion des Chinois.  
5,914 — contre.

avec le gouvernement chinois, et qui risquait en outre d'arrêter le trafic naissant avec cette contrée (1).

Un second bill fut alors adopté par les Chambres et le Président, cédant notamment devant la pression du parti irlandais, promulgua la loi du 6 mai 1882.

Cette loi suspendait pour dix ans l'immigration chinoise par mer. Elle tolérait la présence sur le territoire américain de tous les Chinois qui y résidaient avant le dernier traité (17 novembre 1880), mais les assujettissait au port de certificats d'identité dont la falsification devait être très sévèrement punie. Ces individus ne pouvaient en aucun cas être naturalisés ou obtenir le droit de cité. S'ils voulaient retourner en Chine avec l'intention de revenir plus tard, ils devaient se munir de passeports spéciaux.

Le tableau suivant montre le résultat de la loi en indiquant le chiffre des entrées avant et après sa promulgation.

| ANNÉES    |            | ANNÉES |        | ANNÉES |       |
|-----------|------------|--------|--------|--------|-------|
| 1855-1860 | moy. 4.530 | 1882   | 39.379 | 1890   | 1.716 |
| 1860-1865 | » 6.600    | 1883   | 8.031  | 1891   | 2.836 |
| 1865-1870 | » 9.310    | 1884   | 279    | 1892   | 2.728 |
| 1870-1874 | » 13.000   | 1885   | 22     | 1893   | 2.828 |
| 1875      | 16.437     | 1886   | 40     | 1894   | 4.018 |
| 1876      | 22.572     | 1887   | 10     | 1895   | 914   |
| 1880      | 5.000      | 1888   | 26     | 1896   | 1.441 |
| 1881      | 11.890     | 1889   | 118    |        |       |

L'immigration, officielle du moins, devint à peu près nulle ;

(1) Dans l'année fiscale 1880-81, les exportations et importations avaient été comme suit :

|                          |                       |
|--------------------------|-----------------------|
| Importation de la Chine. | 11,939,000 thé.       |
|                          | 6,015,000 soie brute. |
|                          | 969,000 paillassons.  |
| 22,317,000 dollars.....  | 693,000 opium.        |
|                          | 523,000 riz.          |
|                          | 470,000 sucre brut.   |
|                          | 170,000 divers.       |
| Exportation d'Amérique : | 5,477,000 dollars.    |



à partir de 1884, cependant on découvrit de nombreuses fraudes.

La loi de 1882 ne prévoyait que l'immigration par mer; aussi, dans les débuts de l'application du nouveau régime, un assez grand nombre de Chinois pénétrèrent aux États-Unis par Vancouver et surtout par le Mexique. Il fallut voter, le 5 juillet 1884, une nouvelle loi pour les empêcher de continuer « à troquer leurs blouses contre le manteau de l'Espagnol ».

On s'aperçut d'autre part, en 1888, que certains inspecteurs des douanes, qui recevaient au débarquement les passeports des Chinois autorisés à immigrer, les revendaient à gros bénéfices, au lieu de les annuler, dans les différents ports de la Chine. On estime que la fraude avait porté de ce chef sur huit à dix mille individus (1).

Le délai d'interdiction a été prorogé et cette législation est toujours en vigueur.

La question chinoise n'est d'ailleurs pas limitée à l'Amérique, mais nulle part elle n'a revêtu une semblable acuité.

En Australie, les premières arrivées de Chinois ont lieu en 1848; leur augmentation considérable en 1851, lors de la découverte des mines d'or, obligea les gouvernements à faire quelques restrictions à leur libre entrée.

De 1850 à 1865 les capitaines ne sont autorisés à amener qu'un émigrant de cette race par 40 tonneaux de jauge. Le Queensland, la colonie de Victoria prirent les premiers des mesures plus énergiques. Dans la Nouvelle Galles du Sud, la question chinoise est née subitement le 18 novembre 1878.

Les marins et les ouvriers de la « Australian Steam Navigation Company » se révoltèrent et s'opposèrent au débarquement d'émigrants chinois amenés par un navire qui venait d'entrer au port (2).

---

(1) *Économiste Français*, année 1888, tome I, p. 38.

(2) *L'Économiste Français*, 10 avril 1880.



A la suite de cet incident un bill fut présenté aux Chambres le 20 mars 1879.

Il devait ne permettre d'introduire qu'un Chinois par 10 tonneaux de jauge et frapper d'une taxe de 10 livres tout émigrant à son arrivée.

Ce projet ne fut pas adopté ; une loi votée le 17 mai 1888 portait à 100 livres la taxe imposée à tout Chinois.

Le mode de traitement employé motiva par deux fois les réclamations de l'ambassadeur chinois (13 juillet 1886, 12 décembre 1887). Ces réclamations furent examinées par une conférence composée de délégués des diverses colonies.

Elle déclara : « qu'une nouvelle restriction de l'immigration chinoise était nécessaire au bien-être de la population de l'Australie ;

« Que le meilleur moyen d'arriver à cette restriction était la mise en œuvre de l'intervention diplomatique du gouvernement de la métropole et la communauté de mesures législatives de la part des colonies australiennes ;

« Que la législation à intervenir devait porter sur les points suivants :

« 1° Elle s'appliquerait à tous les Chinois, sauf exceptions spécialement désignées (diplomates, voyageurs, étudiants) ;

« 2° Que la restriction s'opérerait par voie de limitation, imposée à tout navire entrant dans les ports australiens, d'un passager chinois par 500 tonneaux de jauge ;

3° Il serait interdit à tout Chinois de passer d'une colonie à l'autre sans une autorisation spéciale. »

En cas d'acceptation diplomatique de ces conditions, on consentirait à abolir la taxe de 100 livres, que la Nouvelle Galles du Sud imposait à tout Chinois.

Dans l'Amérique du Sud, les gouvernements, à l'exception du Brésil, après avoir pendant un certain temps accepté et favorisé le travail de la main-d'œuvre chinoise, ont dû, malgré le grand besoin qu'ils ont de travailleurs, prohiber cette immigration.

Les Chinois ne sont pas soumis à un régime aussi exclusif dans les colonies françaises (1).

On ne les rencontre d'ailleurs en nombre considérable que dans l'Indo-Chine.

En Cochinchine, tous les asiatiques non citoyens français sont astreints à faire partie d'une *congrégation*, réunion d'individus de la même origine et soumis à un chef nommé par le gouverneur.

Le livret, qui leur avait été imposé par arrêté local du 8 novembre 1880, approuvé par décret du 6 mai 1881, a été remplacé par une simple carte dont ils doivent être toujours porteurs (Arrêtés locaux : 23 janvier 1885 et 25 janvier 1890).

Au Tonkin, ils doivent, aux termes d'arrêtés des 27 décembre 1888, 15 décembre 1893 et 23 novembre 1895, être porteurs de cartes de circulation.

En résumé, les Chinois n'ont plus aujourd'hui la possibilité d'émigrer que dans un nombre très restreint de pays.

Nous donnons ci-après l'énumération des divers pays qui, à notre connaissance, prohibent ou restreignent l'immigration chinoise :

Canada, 1885-1887, un Chinois par 50 tonneaux de jauge.

Colombie anglaise : 18 février 1884.

Équateur : décret du 14 novembre 1889, qui les exclut complètement.

Pérou : 14 octobre 1893 (2).

Vénézuéla : 20 juillet 1891.

Brésil : la loi du 28 juin 1890 prohibait leur entrée ; mais, à cause du besoin absolu d'émigrants, cette disposition a été abolie en 1894.

Iles Hawaï, 1892 : un amendement du 22 avril 1896 autorise cependant l'entrée des agriculteurs et des domestiques.

---

(1) DISLERE, *Traité de législation coloniale*, 2<sup>e</sup> édit., P. Dupont, n° 1172.

(2) Voir page 251.

Queensland : 1867, 1877, 1884, 1888, la propriété immobilière est interdite ; droits très élevés sur le riz et l'opium.

Nouvelle-Galles du Sud : 1881, 17 mai 1888.

Australie méridionale : 1881, 1882.

Victoria : 1861, 1867, 1881, 1888.

Australie occidentale : Bien que cette colonie manque de travailleurs, elle donna son adhésion à la ligue anti-chinoise de 1889 (Act de 1893).

Nouvelle-Zélande : 1881, 1888, 1896.

Tasmanie : 1887.

Thibet et Birmanie : Ils sont interdits par les institutions politiques.

Siam.

Transvaal.

Natal : 5 mai 1897, tout au moins implicitement.

Russie : Juin 1887, rescrit du tzar qui interdit pour trois ans aux Chinois habitant les frontières est-asiatiques le bénéfice du *Domizil-Immobilier*.

22 novembre 1887 : Défense aux indigènes coréens et chinois d'émigrer vers la Russie (1).

---

(1) V. *Die Antichinesen bewegung in America. Sociologisch-ökonomische Skizze*, Dr Otto von FREIHERRN, VON BÄNIGK (F.-B.). Breslau, 1896.

## JAPON

---

Depuis ces dernières années l'émigration japonaise s'est énormément développée. On peut en attribuer la cause à l'augmentation très rapide de la population, spécialement dans les provinces du centre et du sud.

Il faut pour émigrer une autorisation que le gouvernement japonais n'accorde en général que pour les pays qui lui ont donné des garanties sur la situation de ses nationaux, par la conclusion d'un traité préalable.

Les îles Hawaï sont le centre le plus considérable de l'émigration japonaise ; un traité de 1875, puis un second de 1886, dont les effets finiront en 1898, y règlent la situation de ces immigrants ; au point de vue politique notamment, ils jouissent d'un régime de faveur en ce qui concerne l'acquisition du droit de cité.

On estime que, de 1869 à 1894, le nombre des Japonais qui ont émigré, avec ou sans autorisation, s'élève à 150,000.

Voici d'ailleurs le chiffre des arrivées aux différents lieux de destination dans la période 1885-1894.

---

Sources : *Recueil consulaire belge.*

*Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris.* Année 1897, n° 3. Article de M. de POURTALES.

*Revue française de l'étranger et des colonies*, juillet 1897.

*Journal Le Temps*, 5 juin 1897.

*Résumé statistique de l'Empire du Japon.* Tokio, 1896.

|                            | 1885-1889 | 1890-1894 |
|----------------------------|-----------|-----------|
| Iles Hawaï.....            | 12.221    | 21.625    |
| Corée.....                 | 916       | 4.930     |
| Etats-Unis.....            | 787       | 3.789     |
| Russie et possessions..... | 442       | 2.858     |
| Australie.....             | 68        | 2.037     |
| Chine.....                 | 682       | 869       |
| Canada.....                | 0         | 1.716     |
| Indes.....                 | 1         | 33        |
| Mers du Sud.....           | 0         | 89        |
| Indes occidentales.....    | 0         | 517       |
| TOTAUX.....                | 15.017    | 38.462    |

Les Japonais se rendent donc un peu dans toutes les directions; ils ne peuvent toutefois vivre dans les pays chauds et marécageux, dans lesquels une maladie particulière, nommée le *béri-béri* les décime promptement.

Ils ne souffrent pas encore des mêmes prohibitions que les Chinois; cependant en Australie et dans les mers du Sud, où les préjugés de race augmentent, on tend à ralentir leur immigration; un fait récent qui s'est passé aux îles Hawaï en mai 1897, peut faire douter du renouvellement du traité de 1886: les autorités hawaïennes ont refusé, sous divers prétextes, l'entrée du territoire à environ 750 immigrants japonais. Cette mesure avait été prise sous l'influence des résidants de race blanche, auxquels les Japonais font une concurrence redoutable, acceptant du travail à 12 yens 1/2 par mois, alors que les Portugais en exigent au moins 20 (1).

Le gouvernement japonais a répondu par l'envoi d'un vaisseau de guerre dans les eaux hawaïennes, et tout se traduira, pour cette fois, par le paiement d'une indemnité; mais cet événement ne laisse pas d'être gros de conséquences pour l'avenir.

Il s'agit en effet pour le Japon, d'une question de principe. D'après le journal *le Nippon*, cette protestation intéressait tous les Japonais, elle allait décider s'ils seraient placés ou non dans le monde au même rang que la race blanche.

---

(1) Le *yen*: Valeur nominale: 5 francs environ. Cours du change en 1896 environ 2 fr. 70.



Bien que le gouvernement japonais ait déclaré qu'il ne consentirait jamais à voir ses nationaux traités sur le même pied que les Chinois, il semble cependant se préparer à cette éventualité. La colonisation y devient à l'ordre du jour, comme le seul remède à la détresse des classes rurales (1). On créa en 1891 un département de la colonisation, en même temps que l'on affectait un crédit de 50,000 yens (250,000 francs) à l'envoi d'une mission chargée d'étudier un emplacement pour la colonisation. On annonçait récemment l'achat au Mexique, dans l'État de Chiapas, de grandes étendues de terre dans ce but.

Le Japon a conclu avec différents États de l'Amérique du Sud, et notamment le Pérou (20 mai 1895) des traités basés sur les principes de l'assimilation aux nationaux et de la nation la plus favorisée. Une agence d'émigration de Tokio, désireuse de profiter des facilités stipulées par le traité précité, a fait des ouvertures à certains planteurs de Lima, avec lesquels elle a conclu un contrat pour l'envoi de 500 travailleurs.

Nous empruntons au « résumé statistique de l'empire du Japon » émané de la section de statistique du cabinet impérial et publié à Tokio en 1896, les renseignements suivants :

TABLEAU

---

(1) *Économiste français*, année 1891, p. 808.

*Japonais résidant à l'étranger.*

| P A Y S                   | SERVICE<br>officiel | ÉTUDIANTS | COMMER-<br>ÇANTS | AUTRES | TOTAL  |
|---------------------------|---------------------|-----------|------------------|--------|--------|
| Etats-Unis.....           | 13                  | 2.301     | 422              | 4.072  | 6.808  |
| Grande-Bretagne.....      | 48                  | 43        | 47               | 89     | 227    |
| Colonies Anglaises.....   | 9                   | 7         | 123              | 1.340  | 1 679  |
| Russie.....               | 6                   | 7         | »                | 1      | 14     |
| Colonies Russes.....      | 8                   | 12        | 133              | 1.230  | 1.383  |
| Pays-Bas.....             | 3                   | »         | »                | 2      | 5      |
| France.....               | 16                  | 15        | 15               | 11     | 57     |
| Colonies portugaises..... | »                   | »         | 1                | 25     | 26     |
| Allemagne.....            | 9                   | 77        | 1                | 2      | 89     |
| Suisse.....               | »                   | 1         | »                | »      | 1      |
| Italie.....               | 7                   | 2         | »                | »      | 9      |
| Autriche.....             | 5                   | 6         | »                | »      | 11     |
| Hawai.....                | 3                   | 25        | 230              | 21.664 | 21.922 |
| Corée.....                | 192                 | 12        | 5.126            | 4.024  | 9.354  |
| Mexique.....              | 1                   | 1         | »                | 3      | 5      |
| Totaux (1894).....        | 320                 | 2.509     | 6.098            | 32.663 | 41.590 |
| 1889.....                 | 444                 | 1.894     | 5.448            | 10.862 | 18.688 |
| 1890.....                 | 407                 | 1.964     | 2.843            | 18.736 | 23.950 |
| 1891.....                 | 446                 | 2.002     | 7.576            | 22.122 | 32.146 |
| 1892.....                 | 361                 | 2.098     | 5.484            | 31.060 | 39.011 |
| 1893.....                 | 312                 | 2.265     | 4.442            | 34.183 | 41.202 |

*Etrangers au Japon.*

| NATIONALITÉS                 | CORPS<br>diplomatique<br>ou<br>consulaire | ÉTRANGERS<br>au<br>service<br>du<br>gouverne-<br>ment | ÉTRANGERS<br>au<br>service<br>des<br>particuliers | COMMER-<br>ÇANTS<br>et<br>autres | TOTAL |
|------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------|-------|
| Américains.....              | 8                                         | 12                                                    | 195                                               | 716                              | 931   |
| Anglais.....                 | 13                                        | 38                                                    | 205                                               | 1.574                            | 1.830 |
| Russes.....                  | 12                                        | 1                                                     | 1                                                 | 120                              | 134   |
| Hollandais.....              | 4                                         | 2                                                     | 6                                                 | 72                               | 84    |
| Français.....                | 11                                        | 6                                                     | 58                                                | 333                              | 408   |
| Portugais.....               | 2                                         | »                                                     | 1                                                 | 120                              | 123   |
| Allemands.....               | 9                                         | 12                                                    | 33                                                | 394                              | 448   |
| Suisses.....                 | 1                                         | 2                                                     | 1                                                 | 76                               | 80    |
| Belges.....                  | 4                                         | 1                                                     | »                                                 | 15                               | 20    |
| Italiens.....                | 3                                         | 1                                                     | 1                                                 | 33                               | 38    |
| Danois.....                  | 4                                         | »                                                     | 5                                                 | 49                               | 58    |
| Suède et Norvège.....        | »                                         | »                                                     | 4                                                 | 27                               | 31    |
| Espagnols.....               | 4                                         | »                                                     | 3                                                 | 15                               | 22    |
| Autrichiens et Hongrois..... | 3                                         | 1                                                     | 3                                                 | 50                               | 57    |
| Hawaïens.....                | 1                                         | »                                                     | »                                                 | 11                               | 12    |
| Chinois.....                 | »                                         | 1                                                     | 8                                                 | 1.567                            | 1.576 |
| Péruviens.....               | 1                                         | »                                                     | »                                                 | »                                | 1     |
| Coréens.....                 | 2                                         | »                                                     | 1                                                 | 4                                | 7     |
| Mexicains.....               | 1                                         | »                                                     | »                                                 | 1                                | 2     |
| Canadiens.....               | »                                         | »                                                     | 9                                                 | 4                                | 13    |
| TOTAL 1894).....             | 83                                        | 77                                                    | 534                                               | 5.181                            | 5.875 |
| 1889.....                    | 90                                        | 185                                                   | 580                                               | 8.207                            | 9.062 |
| 1890.....                    | 115                                       | 166                                                   | 620                                               | 8.806                            | 9.707 |
| 1891.....                    | 94                                        | 138                                                   | 590                                               | 8.728                            | 9.550 |
| 1892.....                    | 94                                        | 103                                                   | 569                                               | 9.037                            | 9.803 |
| 1893.....                    | 104                                       | 88                                                    | 533                                               | 8.908                            | 9.633 |



## CONCLUSIONS

---

La conclusion qui paraît se dégager le plus nettement des faits consignés dans cette étude, est la difficulté presque insurmontable que rencontre l'intervention des pouvoirs publics, à mettre efficacement en pratique des tendances restrictives de l'émigration ou favorables à l'immigration ; lorsque la nature des choses, la situation politique ou économique des pays dans lesquels ces tendances se manifestent rend, d'une part, l'émigration nécessaire, voire même désirable pour une partie des habitants, d'autre part l'immigration trop aléatoire ou trop dangereuse pour les étrangers qui viendraient y chercher un nouveau foyer.

L'émigration ne peut être matériellement rendue impossible que par des règlements de police tellement excessifs qu'ils ne sont tolérés que dans les pays où le gouvernement est basé sur le pouvoir absolu. Par exemple, l'interdiction de circuler à l'intérieur sans un passeport administratif pratiquée en Russie ou encore la confiscation des biens appartenant à des individus qui refusent de rentrer, sont des mesures efficaces ; mais elles constituent des moyens extrêmes dont le pouvoir ne dispose fort heureusement que dans un petit nombre d'Etats.

Encore faut-il ajouter que la crainte de confiscation ne saurait dans le plus grand nombre de cas, arrêter les émigrants ; puisqu'en général, ils sont pauvres, ne possèdent rien du sol de la patrie et emportent avec eux les modiques

ressources péniblement rassemblées pour former le viatique de leur expatriation et de la première installation dans le pays d'adoption.

L'obligation du passeport à l'intérieur n'est, elle-même, un obstacle que pour les émigrants partant d'un point trop éloigné des frontières de terre et de mer pour qu'ils puissent échapper à la surveillance de la police.

Les restrictions mises à l'émigration dans l'Empire ottoman n'empêchent pas, par exemple, malgré le pouvoir discrétionnaire laissé aux autorités une émigration clandestine considérable des côtes de l'Asie-Mineure et de la Tripolitaine; car les émigrants trouvent assez facilement le moyen de sortir, dussent-ils partir sur des barques de pêche, d'où ils montent en pleine mer sur les navires qui doivent les emmener soit à leur destination, soit dans un port de transit.

Si donc, l'on excepte les nations européennes gouvernées par le pouvoir absolu; les autres Etats, et c'est la presque généralité en Europe, seraient hors d'état d'empêcher, d'une manière efficace, l'émigration des nationaux résolus à partir.

L'Italie, par exemple, ne pourrait pas, le voulût-elle, enrayer une émigration provoquée par la crise agricole, qui désole les provinces méridionales; aussi n'a-t-elle pas tenté de recourir à des mesures vexatoires.

J.-B. Say a dit avec beaucoup de raison « que l'émigration oblige le gouvernement à se bien conduire » et que « la meilleure manière de retenir les hommes c'est d'être « juste et bon avec eux (1). »

De même en ce qui concerne l'immigration, les pouvoirs publics feraient vainement appel aux étrangers et dépenseraient en pure perte des sommes même considérables pour les attirer; s'ils ne peuvent, d'autre part, assurer à ces im-

---

(1) J.-B. SAY, *Traité d'Économie politique*. Edit. Guillaumin, p. 139.



migrants les conditions d'existence de travail, voire même de prospérité, seules capables de retenir les étrangers, qui, trompés par les mensonges des agents recruteurs, auraient répondu à leur appel. En effet, ou bien l'existence misérable, à laquelle sont soumis ces immigrants, les empêche de faire œuvre utile; ou bien ils s'empressent de partir, si leurs ressources ne sont pas entièrement épuisées; ou se font rapatrier par des représentants de leur pays d'origine.

Tel est, évidemment, le motif, pour lequel les sacrifices d'argent faits par les gouvernements de l'Amérique centrale, du Pérou et de certains états du Brésil, ont été le plus souvent inutiles.

Par contre, il se dégage des faits que l'intervention des pouvoirs publics peut plus facilement diriger l'émigration.

Les résultats obtenus par l'Angleterre dans le peuplement de ses colonies, par la Russie dans la colonisation de ses territoires asiatiques en fournissent une démonstration éclatante.

La France entre à peine dans cette voie féconde, elle a le droit d'espérer que, malgré la répugnance de ses nationaux à abandonner le sol natal, les efforts entrepris pour tirer un meilleur parti de son magnifique domaine colonial ne seront pas inutiles.

Si l'anglais Adam Smith était actuellement le témoin de la prospérité des colonies anglaises, il effacerait certainement de son *Traité sur la richesse des nations*, cette affirmation que les avantages de la colonisation sont illusoires et plus que balancés par les inconvénients (1):

Nous admettons cependant avec lui que les charges imposées par les colonies sont exclusives à chaque nation et les bénéfices qui en proviennent communs à toutes; mais ce n'est pas là un motif pour méconnaître les avantages certains de la colonisation et la nécessité qui s'impose aux gouver-

---

(1) *Richesse des Nations*. Chap. VII, sect. 3.

nants de la faciliter, lorsque l'Etat qu'ils dirigent possède un domaine colonial.

En ce qui concerne les restrictions mises à l'immigration, les faits démontrent que les pouvoirs publics disposent de moyens efficaces pour faire assurer l'exécution de leur volonté, fut-elle arbitraire et injuste.

L'exemple des Etats-Unis, notamment, ne laisse aucun doute à cet égard ; mais il faut reconnaître que, le plus souvent, ces entraves ne sont pas inspirées par des considérations de saine justice et n'ont d'autre mobile que le désir des politiciens de donner satisfaction aux appétits des électeurs qui les ont nommés.

L'américain Henry George a, il est vrai, démontré dans ses écrits et ses conférences que les progrès de la richesse aux Etats-Unis avaient comme conséquence un développement parallèle de la pauvreté et que le paupérisme et le prolétariat se formaient là comme en Europe ; cette situation ne saurait justifier les mesures arbitraires opposées à l'entrée des étrangers.

Ne peut-on pas voir dans ces procédés un premier symptôme de la catastrophe qui, suivant la prophétie de Macaulay, éclatera aux Etats-Unis quand il n'y aura plus de terres vacantes, la vaste étendue de territoire inoccupé étant encore l'exutoire aux passions politiques, qui, à un moment donné, désorganiseront vraisemblablement les institutions américaines (1).

Espérons que les tendances hostiles contre les travailleurs étrangers, qui commencent à se faire jour en France, ne prévaudront pas contre le bon sens, qui est une des meilleures facultés de notre race ; alors surtout que la diminution de la natalité française nous impose le devoir d'accueillir tous les éléments honnêtes recherchant notre hospitalité.

---

(1) V. Compte rendu du Congrès de 1889, p. 58.

Enfin, nous dégageons de notre étude cette autre conclusion que les pouvoirs publics ont le droit et le devoir d'intervenir pour protéger l'émigrant.

La Suisse, qui a reconnu les avantages que l'émigration procure à ses citoyens a pris, dans cet ordre d'idées, des mesures, qui peuvent être citées comme modèle. Il en est de même de la Hollande, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Italie.

La législation française est également inspirée par une tendance analogue et atteint bien le but visé, alors surtout que ses devoirs sont moindres, en raison de la faiblesse de l'émigration française.

Nous adhérons donc aux deux principes acceptés par le Congrès de l'intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration, tenu à Paris pendant l'exposition universelle de 1889 et qui sont les suivants :

« L'émigration et l'immigration, considérées en elles-mêmes et dégagées de toutes conditions anormales, présentent des avantages pour l'État comme pour l'individu.

« L'État ne doit pas intervenir directement, dans le mouvement d'émigration ; mais seulement renseigner et protéger l'émigrant. »

Nous faisons toutefois cette réserve que l'État a également le droit de diriger et de faciliter l'émigration dans son domaine colonial.

Enfin, comme nous ne nous dissimulons pas les inconvénients d'une trop grande ingérence de l'État et son peu d'aptitude à s'occuper, dans les détails, des intérêts des citoyens ; nous considérons comme excellent le vœu formulé par le même congrès d'émigration :

« Est désirable et doit être encouragée, la création de sociétés d'utilité publique servant gratuitement de trait d'union entre le pays d'émigration, dans lequel elles feraient un choix d'émigrants, et le pays d'immigration (colonies fran-

« çaises ou étrangères), auquel elles enverraient ces émigrants, sur la demande de correspondants dûment accrédités et agissant gratuitement comme elles, dans le seul but de protection et d'humanité. »

En Angleterre, plusieurs sociétés de ce genre donnent les meilleurs résultats. On cite comme exemple la *Self Help Emigration Society*, qui, fondée en 1884, disposait déjà en 1888 d'un budget de 5,040 livres (126,000 francs). Sur cette somme, 1,042 livres représentaient les cotisations de donataires ou de sociétaires, 729 livres, les subventions des comités auxiliaires de province et 2,509 livres, les contributions versées par les émigrants eux-mêmes. En effet, conformément à sa devise : « Aide-toi, le ciel t'aidera », la Société ne donne jamais la totalité du prix du passage, les émigrants doivent en payer une partie(1).

Nous sommes heureux de constater qu'en France l'initiative privée se manifeste déjà activement. *La Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation* s'est donné pour but de faciliter la vocation des jeunes gens qui désirent aller à l'étranger pour exercer un commerce ou une industrie. Dans une conférence organisée à Paris, au Cirque d'Été, le 15 janvier 1898, M. Etienne, député, a développé devant un auditoire considérable le programme de cette Société, et, en matière de colonisation, l'a résumé comme suit :

« Nos colonies sont riches, ne craignez pas d'y aller. »

Nous rendons également hommage aux efforts considérables de l'*Union coloniale française* qui met en pratique à la Nouvelle-Calédonie, un système de colonisation dont on doit attendre les meilleurs résultats. Nous ne sommes pas de ceux, qui sourient de l'idée, qu'elle a mise à exécution, de faciliter l'émigration des femmes dans les colonies ; alors que le but de donner aux colons des compagnes honorables, est si élevé et si digne d'éloges. Plusieurs sociétés analogues existent en Angleterre et les résultats qu'elles ont obtenus

---

(1) Compte rendu du Congrès de 1889, p. 129.



n'ont pas peu contribué à la prospérité des colonies anglaises.

En matière d'immigration, nous admettons que les pouvoirs publics ont le droit de faire appel aux étrangers, lorsqu'ils sont en mesure de remplir loyalement les engagements pris vis-à-vis d'eux et de leur assurer de bonnes conditions d'existence.

Nous reconnaissons également le droit aux gouvernements d'exiger des étrangers l'acceptation, dans un délai plus ou moins long, de la nationalisation du pays auquel ils demandent l'hospitalité.

En effet, quand l'immigration étrangère est considérable dans un pays et tel est le cas de l'immigration italienne dans la République Argentine, de l'immigration allemande au Brésil et même en Belgique (1), on ne saurait admettre que, par leur nombre, des immigrants constituent un « *Etat dans l'Etat* » et créent des difficultés diplomatiques aux gouvernements qui les ont accueillis.

La *naturalisation* peut du reste procurer aux immigrants des avantages plus grands que ceux de la protection consulaire ; il faut, en effet, reconnaître que, malgré le zèle et le dévouement des consuls, cette protection ne peut pas toujours s'étendre suffisamment à leurs nationaux.

M. Nitti, dans une conférence donnée en 1896 (2), a nettement posé la question de savoir si les émigrants italiens n'auraient pas avantage à demander, dans le plus bref délai possible, la naturalisation dans les divers pays où ils se rendent, notamment aux États-Unis.

Les avantages de la naturalisation nous semblent très réels : pour le gouvernement du pays d'immigration, elle supprime toutes les difficultés d'ordre international auxquelles peut donner lieu la protection consulaire ; à l'immi-

---

(1) Voir la note de la page 174, relative aux Allemands à Anvers.

(2) *V. Riforma sociale*, 10 novembre 1897.



grant, elle procure la jouissance des droits politiques, notamment du vote, lui assurant ainsi une plus grande considération de la part des autorités et des candidats aux fonctions politiques. Sa situation s'en trouve donc améliorée, puisqu'il peut faire appel à la protection des autorités locales devenues les siennes. L'influence qu'ont obtenue les Anglais et les Allemands aux États-Unis, en optant pour la nationalité américaine en est la preuve ; quelques-uns sont devenus membres des Assemblées représentatives et ont acquis ainsi une influence qui leur permet d'étendre, à leurs concitoyens d'origine, une aide salutaire.

Cette solution aurait également l'avantage de remédier à la situation quelque peu ambiguë de certains émigrants, ceux qui vont à la République Argentine, par exemple. Leurs enfants sont naturalisés citoyens argentins par le seul fait de leur naissance, sur le territoire argentin. La loi française conserve à ces mêmes enfants la nationalité française (loi du 26 juin 1889) ; ces enfants ont donc deux nationalités ; il leur est impossible de remplir des deux côtés les obligations qu'elles entraînent.

Nous pensons toutefois qu'en encourageant leurs nationaux à réclamer la naturalisation étrangère ; les gouvernements du pays d'origine doivent, au préalable, introduire dans leur législation les dispositions nécessaires pour qu'au retour dans la mère-patrie, ces émigrants trouvent toute facilité pour reconquérir immédiatement leur première nationalité. Ce système aurait quelque analogie, bien que les causes déterminantes en soient différentes, avec le *Postliminium* romain (1).

---

(1) Lorsqu'un citoyen romain était fait prisonnier à la guerre, il perdait immédiatement tous ses droits ; les lois romaines n'admettant pas qu'un citoyen romain pût être captif ; mais *en principe* si ce soldat, échappant à la captivité, rentrait à Rome, il recouvrait immédiatement, par le seul fait de son retour, tous les droits appréciables ou non en argent, qui lui appartenaient au jour de son entrée en captivité : fiction légale qui réputait *non avenues* les conséquences attachées à la servitude. V. ACCARIAS, *Précis de droit romain*. Paris, Cotillon 1879, nos 42-43.

Il importe, en effet, de maintenir chez les émigrants l'*esprit de retour* et, par conséquent, de ne rien faire qui les amène à croire que la mère-patrie les répudie.

Dans cet ordre d'idées, il nous paraîtrait très désirable que la loi militaire donne de plus grandes facilités aux émigrants dans les pays d'Europe, en ne les soumettant, par exemple, qu'à une année de service, lorsqu'ils resteraient dans ces pays au moins jusqu'à trente ans ; pour rentrer dans l'esprit, qui a fait adopter les dispenses de deux années de service pour faciliter certaines carrières, on pourrait peut-être obliger ces jeunes gens à justifier qu'ils ont exercé, sans interruption, une profession commerciale ou industrielle favorable aux intérêts français ; nous considérons donc comme très légitime le vœu émis par toutes les Chambres de commerce françaises d'Europe, qui a fait l'objet de la proposition de loi présentée le 12 mars 1895, par MM. J. Roche, Aynard, Charles Roux et plusieurs autres députés (1).

Il nous reste à examiner quelle attitude les pouvoirs publics doivent prendre vis-à-vis des *agents d'émigration*.

M. Macola a proposé leur suppression (2). Nous ne saurions partager cette opinion qui nous paraît excessive. Sans doute de nombreux abus peuvent être commis dans la profession d'agent d'émigration ; la véracité des renseignements verbaux qu'ils fournissent et qui déterminent l'émigrant à se rendre dans un pays plutôt que dans un autre, est trop souvent altérée par l'intérêt de cet agent ; mais, d'autre part, la solution proposée par M. Macola ne tient pas suffisamment compte des services réels, que les agents peuvent rendre en indiquant à l'émigrant les meilleurs moyens de communication et en les faisant bénéficier des plus bas prix de transport. Nous admettrions plus volontiers l'interdiction faite aux agents autorisés, de donner leur procura-

---

(1) V. page 112.

(2) V. *Riforma sociale*, 10 déc. 1896, p. 759.

tion à un trop grand nombre de sous-agents. Ces derniers, en effet, pour gagner les primes, que leur donnent les agents, abusent trop souvent de la crédulité des gens de la campagne au milieu desquels ils vivent et provoquent ainsi à une émigration irraisonnée. L'obligation de fournir un cautionnement pour chaque sous-agent serait également un bon moyen d'empêcher les agences d'en avoir un trop grand nombre. Nous en donnons pour preuves les résultats obtenus en Suisse par la loi du 22 mars 1888 (1).

M. Macola nous paraît, du reste, avoir perdu de vue qu'il ne suffisait pas de supprimer, mais qu'il fallait remplacer. Or, il est bien évident qu'on ne saurait laisser les gens ayant l'intention d'émigrer dans l'obligation de rechercher par eux-mêmes l'itinéraire à suivre et le mode de transport à adopter; pour quelques-uns qui y réussiraient, la plupart seraient incapables de le faire et leur embarras ferait bien vite éclore une foule de courtiers occultes, qui pourraient, à leur gré, percevoir les commissions les plus fantaisistes.

Serait-ce l'Etat qui se chargerait, par un bureau officiel, de conclure des contrats avec les émigrants? La création d'un semblable bureau a été demandée. Elle aurait, selon nous, le tort de faire sortir l'État de la neutralité dans laquelle il doit se tenir vis-à-vis du recrutement des émigrants. Elle mériterait à un degré plus fort le reproche fait par M. Scharlach au système allemand (2) de n'autoriser le recrutement que pour certains pays spécialement indiqués.

Nous préférons donc, avec la Société de géographie commerciale de Paris, la continuation du système actuel, mais avec contrôle sévère et répression implacable des fraudes constatées, plutôt qu'un régime qui ferait de l'État, d'une façon plus ou moins détournée, un entrepreneur d'émigration ou l'associé, en quelque sorte, d'une Compagnie privée de transport.

Pour ces divers motifs, nous concluons au maintien des

---

(1) V. page 77.

(2) V. page 182.

agences d'émigration ; mais nous admettons en même temps que les pouvoirs publics ont le droit et le devoir d'apporter à l'exercice de cette industrie spéciale toutes les restrictions de nature à prévenir les abus et l'exploitation des émigrants.

La législation des pays d'Europe nous semble en général bonne à cet égard ; mais nous considérons que la loi française, en donnant à l'autorité le droit de retirer l'autorisation *en cas d'abus graves*, a trouvé une formule excellente.







## NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

---

Les ouvrages précédés d'un \* traitent plus spécialement de la théorie de l'émigration.

Ceux qui sont indiqués en italique sont des périodiques.

**ALGÉRIE.** — *Journal officiel*. Ch. des Dép. 11 décembre 1896, p. 2179 et seq.

**ANGLETERRE.** — Le Bureau de renseignements sur l'émigration et ses publications. — *Economiste Français*, année 1887, tome II, p. 453.

— *Annales du Commerce extérieur*. V. Table des matières : à chaque pays.

— Annuaire de la Direction générale de Statistique pour 1894. Buenos-Aires.

— Annuaire statistique de la France. Paris, Imp. Nationale. Annuel.

— Anuario estadístico de las publicaciones de dirección de estadística general. Montevideo, 1896.

— Appunti di statistica comparata dell'emigrazione dall'Europa e dell'immigrazione in America e in Australia. — Ministero di agricoltura, industria e commercio. Rome, 1892.

**ARGENTINE REPUBLIC.** — General information for intending emigrants. (Publication de l'Emigrants Information Office). Londres.

— P. Barberen. Emigration basco-navarraise. Pau, 1886.

— Barros. Recopilation de leyes et decretos supremas sobre Colonización. 1892. Santiago.

— Bianconi. Cartes commerciales. Paris, Chaix.

— Biebuyck. Emigration belge. Compte rendu du Congrès de 1889, p. 107.

- M. Block. *Annuaire de l'économie politique et statistique*. Paris, Guillaumin.
- M. Block. Mouvement économique et social en Allemagne. *Economiste Français*, 12 juin, 1897.
- Blue-Book anglais, 1896.
- F. Blum. *Notices Coloniales*. Melun, 1894.
- \* Bokemeyer. *Auswanderungswesen*. Berlin, 1892.
- *Bollettino del Ministero degli Affari Esteri*. Librairie Brocca. Rome. (Presque tous les fascicules).
- *Bulletin de la Banque française de l'Afrique du Sud*. (La main-d'œuvre noire au Transvaal).
- *Bulletin de la Chambre de Commerce française du Canada*. Montréal, 1<sup>er</sup> juillet 1897.
- *Bulletin de la Chambre de Commerce française de Milan*.
- *Bulletin Consulaire français*. Spécialement, année 1882, 5 fasc. — année 1884, 7 fasc.
- *Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris*, n° 3, année 1897.
- Calvet. *L'Immigration européenne à la Plata*. Mission 1886-1888. Paris.
- \* Calvo. *Etudes sur l'émigration et la colonisation* (Congrès international des sciences géographiques de 1875). — Ch. Calvo, Paris, 1875.
- J. Cambon. Discours sur l'Algérie. *Journal officiel*. — Sénat. 26 mars 1897.
- \* Carrasco. *Causes et statistique de l'immigration et émigration*. Paris, 1889.
- Cartugrels. *Emigration belge en Amérique*. Liège, 1887.
- De Cassano. *Immigrants italiens et Sociétés italiennes pour l'émigration*.
- \* P. Cauwès. *Cours d'économie politique*. 3<sup>e</sup> édit. Larose et Forcel. Paris 1893. II Part., Liv. 2, p. 67.
- \* P. Cauwès. *Les nouvelles Compagnies de colonisation privilégiées*. Paris, 1892.
- Chandèze. *Surveillance des agences d'émigration*. Paris, 1890. Bibliothèque des Annales économiques.
- Chinesen. (*Die anti-Bewegung in America*). Dr Otto von Boenigk. Breslau, 1896.
- Clément. *Etudes marchaises*. Paris, 1886.
- Cola y Goiti. *Emigration vasco-navarraise*. Traduction Planté. Pau, 1886.
- *Le Colonisateur canadien*. — Montréal, 2 novembre 1897.
- \* Congrès international de l'intervention des pouvoirs publics en matière d'émigration et d'immigration, tenu à Paris, en 1889 (Compte rendu des travaux du). Paris, 1890, Bibliothèque des Annales économiques.
- Conseils à un émigrant aux Etats-Unis. Namur, 1856.

- *Consular Reports*. Washington. Government printing Office.
- Correspondence respecting the admission into the United States of destitute aliens and state-aided immigrants. Londres, août 1887, Harrisson and Sons.
- Daireaux. La République Argentine. Paris, 1889.
- Davila Larrain. *Le Chili* (publication officielle).
- Dénombrement des étrangers en France. Paris, Imp. Nationale, 1893.
- P. Dislère. Traité de législation coloniale. N<sup>os</sup> 1168 et seq. 2<sup>e</sup> édit. 1897. Paris, P. Dupont.
- P. Dreyfus. Iles Hawaï. *Economiste Français*, 12 juin 1897, 18 décembre 1897.
- \* Droz Numa. Essais économiques. 1896.
- J. Duval. L'Algérie et les Colonies françaises. Paris, Guillaumin, 1862.
- J. Duval. Histoire de l'émigration européenne, asiatique, africaine au xix<sup>e</sup> siècle, couronnée par l'Académie des sciences morales et politiques. Paris, Guillaumin, 1862.
- \* Dutot. De l'expatriation considérée sous les rapports économique, politique et moral. 1840, Arthur Bertrand, Paris.
- *Economiste Français*. Spécialement les articles de MM. P. Dreyfus, de Fontpertuis, Paul et Pierre Leroy-Beaulieu, Levasseur, Simonin. V. les tables aux mots : Emigration et Immigration.
- *Economista d'Italia*. Spécialement articles de M. Vincenzo Grossi.
- Les Emigrants aux Etats-Unis. *Revue britannique*, octobre 1826.
- Emigrants et Emigrés. *Revue britannique*, sept. 1833.
- *Emigrants Information Office Handbooks*. Londres.
- Emigration and Immigration. *The Chamber Commerce Journal*. juin, 1897, Londres.
- \* Emigration. Causes et effets. Olin, Bruxelles, 1859.
- \* Emigration et Colonisation. *Revue britannique*, janv. 1849.
- \* Emigration française aux colonies. Eug. Poiré. Paris, Plon, 1897.
- Emigration japonaise aux îles Sandwich. *Le Temps*, 5 juin 1897.
- Emigration (Mouvement de l'). 1875-1877, ministère de l'Intérieur.
- Emigration to Queensland. London, 1886.
- Emigrazione e Colonia. Rapporti di R. R. Agenti Diplomatici Consolari. Rome, Bertero, 1893.
- Estoublon. Codes de l'Algérie. Alger, 1896.
- Etats-Unis (Service de l'immigration aux). *Economiste Français*, année 1888. Tome I, p. 37.
- \* Eug. Etienne. Les Compagnies de colonisation. Challamel, Paris, 1897.

- Exposé des motifs de la loi allemande de 1897 sur l'immigration. Reichstag, IX législature, 4<sup>e</sup> session, n<sup>o</sup> 706.
- Florenzano. Emigration en Amérique. Naples, 1874.
- P. Foursin. Colonisation au Canada. Ottawa, 2<sup>e</sup> édit., 1893.
- \* G. François. L'Emigration. *J. des Economistes*, 15 févr. 1897.
- Général Galliéni. Circulaires n<sup>os</sup> 221 et 243, relatives à la colonisation. — Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 28 octobre 1897 (proposition de loi de MM. Brunet et de Mahy).
- \* Joseph Garnier. Principe de population. Ch. VIII.
- Gerbie. Le Canada et l'émigration française. Paris, Challamel, 1885.
- Grande Encyclopédie. Paris, Lamirault. Mot : Emigration.
- Grégorio. Appunti sulla emigrazione. Palerme, 1894.
- Vincenzo Grossi. Sulla emigrazione italiana.
- |                   |   |                   |   |               |
|-------------------|---|-------------------|---|---------------|
| En Rép. Argentine | } | <i>Economista</i> | { | 9 août 1896.  |
| Au Brésil         |   | <i>d'Italia</i>   |   | 23 août 1896. |
| Aux Etats-Unis    |   |                   |   | 2 août 1896.  |
- Guide du Colon*. Ottawa, 1897 (*publication officielle*).
- L. Guilaîne. La République Argentine physique et économique. Motteroz. Paris, 1889.
- \* Handwörterbuch der Staatswissenschaft. Conrad, Elster et Lexis. Mot : Auswanderung.
- De Ham. Conseil à l'émigrant belge aux Etats-Unis. Bruxelles, 1849.
- Hawaï et le Japon. *Journal des Débats*, juin 1897.
- Heurtier. Rapport au nom de la Commission chargée d'étudier les différentes questions qui se rattachent à l'émigration européenne. Paris, Imp. Impériale, 1854.
- Immigrants indous dans l'île de Grenade. Londres, 1879.
- \* Immigration. *Revue britannique*, mai 1870, oct. 1871.
- Immigration and passengers movement. Washington, 1896.
- *Informes Consulaires*. San José de Costa-Rica.
- Karrer. L'Émigration suisse et la loi fédérale. Berne, Stœmpfli, 1887.
- C. Krantz. Rapport annexé au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 15 décembre 1897.
- \* De Lanessan. Expansion coloniale de la France. Paris, F. Alcan, 1887.
- Latzina. Géographie de la République Argentine. Buenos-Aires. 1890.
- Latzina. La République Argentine relativement aux émigrants (*publication officielle*). Buenos-Aires, 1883.
- Laws of the United States relating to the navigation and the merchant marine. Washington, Government printing office, 1895.
- Legoyt. Emigration européenne. Paris. Guillaumin, 1861.
- \* John Le Long. Emigration et politique coloniale. Bordeaux, 1889.
- John Le Long. La République Argentine et l'émigration. Paris, 1889.

— \* Paul Leroy-Beaulieu. Colonisation chez les peuples modernes. Paris, 1886.

Pierre Leroy-Beaulieu. Lettres de Sibérie. *Economiste français*. 18 et 27 novembre 1897.

Levasseur. *Bulletin de l'Association française pour l'avancement des sciences*, année 1885.

— Levasseur. Expansion de la race européenne hors d'Europe depuis la découverte de l'Amérique. Gênes.

— Liègeard. L'Emigration aux Etats-Unis. 1884, Berger-Levrault.

— Maggiore-Perni. Lege della emigrazione permanente in Italia con raffronti di statistica internazionale. Palermo, 1894.

— Mayor des Planches. L'Emigration suisse. — *Bulletin du ministère des affaires étrangères d'Italie*, juin 1896.

— Mandl. Emigration aux Etats-Unis. Paris, Brière, 1879.

— \* De Molinari. Dictionnaire d'économie politique. Mot : Emigration.

— *Moniteur officiel du Commerce*. Spécialement, 11 juin 1896. — 25 mars 1897, p. 287 et seq. — 18 nov. 1897.

— \* E. Montégut. Conflit de races aux Etats-Unis. *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin, 1876.

— *The Monthly Bulletin of the bureau of the american republics*. Washington. Spécialement : mai 1895 — avril 1896 — juillet 1896 — août 1896.

— \* A. Muller. Nécessités et avantages de l'émigration. *Bulletin de la Société des Etudes coloniales et maritimes*, 31 mai, 1897.

— \* F. Nitti. V. Discours. *Riforma Sociale*, 20 décembre 1896.

— Notes sur la Tunisie, à l'usage des émigrants. Tunis, 1897.

— E. Pélagaud. Immigration dans l'Afrique orientale. *Nouvelle Revue*. 1<sup>er</sup> décembre 1882.

— \* Philippovich. Emigration européenne, revue d'économie politique, année 1890, p. 341.

— \* Proposition de loi relative au service militaire des jeunes Français nés ou établis hors de France, par la Chambre de Commerce française de Milan. Milan, Marchi, 1897.

— La Question italienne au Brésil. *Mémorial diplomatique*, 7 février 1897.

— Raffalovich. L'Emigration anglaise. Communication au Congrès de 1889, p. 76.

— Rapport de la Commission chargée de rechercher les mesures à prendre pour attirer l'immigration européenne dans l'Inde et développer les relations commerciales de la Grande-Bretagne dans l'Asie centrale. Londres, 1858. *En anglais*.

— *Recueil consulaire belge*. Bruxelles, Weissenbrück. Presque tous les fascicules.



- L. Renault. Notice sur la loi belge du 14 déc. 1876. *Annuaire de la législation étrangère*. Année 1876, p. 498 et seq.
- Retwisch. Die Deutchen in Auslande 1889.
- La Réunion (L'immigration à). *Economiste Français*, 29 juin 1889.
- *Revue Coloniale*. Notamment : 5 août et 5 octobre 1896.
- L. Reybaud. *Journal des Economistes*. T. I, 1843, p. 194.
- *Riforma sociale*. Turin, Roux et Frassati. 20 déc. 1896.
- \* Roscher et Jannasch-Kolonien, Kolonialpolitik und Auswande -- rung: Leipsig, 1885, 3<sup>e</sup> édit.
- \* Rossi. Economie politique, 19<sup>e</sup> leçon.
- Ruys. Emigration belge. Communication au Congrès de 1889, p. 117.
- Thirring. Der Wanderung der Hungarn, 1884.
- Santa-Anna Néry. Italie et Brésil. 1884, Paris.
- Santa-Anna Néry. Emigration italienne. 1888, Paris, Guillaumin.
- \* J.-B. Say: Traité d'économie politique. Livre I, chap. XX.
- J. Servigny. Hawaï et les Etats-Unis. *Revue française de l'Etranger et des Colonies*, juillet, 1897.
- J. Siegfried. Rapport sur le budget des Colonies pour l'exercice 1897, n<sup>o</sup> 2045.
- L. Simonin. L'Immigration et les Emigrants aux Etats-Unis. *Revue des Deux-Mondes*, 1<sup>er</sup> déc. 1874.
- Smith (Richmond). Emigration et Immigration. London, 1890.
- *Statistica della emigrazione*. Rome. Bontempelli. Spécialement : années 1801, 1884, 1887, 1893.
- Statistical abstract of the United States. Washington Government Printing Office.
- Statistical account of the Seven Colonies of Australasia. 1895, Sydney.
- Statistical tables relating to emigration and immigration. 30 mai, 1896. Londres. Harrisson and Sons.
- Statistisches Jahrbuch der Schweiz herausgegeben vom statistischen.
- Bureau des départements des Innern.
- Standard library Cyclopedia. Londres, 1848. Mot : Emigration.
- Stœcklin. Les Colonies et l'Emigration allemandes. Paris, Westhausser, 1888.
- Sundbärg. Documents sur les émigrants au point de vue statistique et population. Upsal, 1885.
- C. de Varigny. Invasion chinoise et socialisme aux Etats-Unis. *Revue des Deux-Mondes*, 1<sup>er</sup> déc. 1878.
- H. de Varigny. Immigration aux îles Hawaï. Communication au Congrès de 1889, p. 64.
- Vegwyzer en raedgerer dar Landverhnizers. Conart. Anvers.
- De Villeneuve. Les Etats-Unis et l'émigration. Marseille, 1891.
- \* Wolkswirtschafts-Lexicon der Schweiz. Mot : Auswanderung.
- Weltport. Blättern für deutsche Auswanderung. Leipsig, 1889.

— Ydiaquez (Alejandro de). Le Pérou en 1896. Le Havre, 1896.

— A. Young. Rapports sur l'immigration, 1872. Washington-Government Printing Office.

Vu :

*Le Président de la Thèse,*

P. CAUWÈS.

Vu : *Le Doyen,*

G. GARSONNET.

*Vu et permis d'imprimer :*

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

GRÉARD.




# MONNAIES ET MESURES ÉTRANGÈRES

citées dans cet ouvrage.

| PAYS                    | MONNAIES ET MESURES           | ÉQUIVALENCE<br>en<br>MONNAIES ET MESURES<br>françaises |
|-------------------------|-------------------------------|--------------------------------------------------------|
| Allemagne.....          | Marc.....                     | 1 fr. 11 c.                                            |
| Argentine (République). | Peso-fuerto .....             | 5 francs.                                              |
| Brésil .....            | Milreis.....                  | 2 fr. 60.                                              |
| Canada.....             | Dollar.....                   | 5 fr. 34.                                              |
| Chili .....             | Peso.....                     | 4 fr. 50.                                              |
| Espagne.....            | Peseta.....                   | 1 franc.                                               |
| Etats-Unis d'Amérique.. | Dollar .....                  | 5 fr. 34.                                              |
|                         | Mille carré (surface).....    | 2. kilom. carrés 590                                   |
|                         | Acre (surface).....           | 40 ares 4671                                           |
| Haïti.....              | Piastre.....                  | 5 fr. 33.                                              |
| Hollande.....           | Florin.....                   | 2 fr. 40.                                              |
| Italie.....             | Lire .....                    | 1 franc.                                               |
| Japon.....              | Yen.....                      | 5 fr. 39.                                              |
| Mexique.....            | Dollar .....                  | 5 fr. 43.                                              |
| Norvège.....            | Couronne .....                | 1 fr. 33.                                              |
| Paraguay.....           | Vara carré (surface).....     | 0 mètre car. 80.                                       |
| Pays-Bas .....          | Florin .....                  | 2 fr. 10.                                              |
| Pérou .....             | Sol .....                     | 2 fr. 90.                                              |
| Portugal.....           | Fanegada (surface).....       | 2 hectares 86.                                         |
|                         | Milreis.....                  | 5 francs.                                              |
| Royaume-Uni.....        | Livre sterling .....          | 25 fr. 22                                              |
| Russie.....             | Rouble (nouveau).....         | 4 fr.                                                  |
|                         | Décialine impériale (surface) | 1 hectare 0925.                                        |
|                         | — commune (surface)           | 1 hectare 4567.                                        |
|                         | Verste (Longueur).....        | 1 kilom. 0368.                                         |
| Transvaal.....          | Morgen (surface).....         | 1 hectare 66.                                          |
| Uruguay.....            | Peso.....                     | 5 francs.                                              |
| Venezuela .....         | Bolivar .....                 | 1 fr.                                                  |





# TABLE ALPHABÉTIQUE

## DES PAYS ÉTUDIÉS DANS L'OUVRAGE

|                                            |     |
|--------------------------------------------|-----|
| Algérie . . . . .                          | 135 |
| Allemagne . . . . .                        | 173 |
| Amérique Centrale . . . . .                | 258 |
| Angleterre . . . . .                       | 84  |
| Argentine ( <i>République</i> ) . . . . .  | 232 |
| Australie . . . . .                        | 310 |
| Autriche-Hongrie . . . . .                 | 47  |
| Belgique . . . . .                         | 61  |
| Bolivie . . . . .                          | 231 |
| Brésil . . . . .                           | 210 |
| Canada . . . . .                           | 302 |
| Cap ( <i>Colonie du</i> ) . . . . .        | 318 |
| Chili . . . . .                            | 241 |
| Chine . . . . .                            | 343 |
| Cochinchine . . . . .                      | 161 |
| Colombie . . . . .                         | 253 |
| Danemark . . . . .                         | 57  |
| Équateur . . . . .                         | 252 |
| Espagne . . . . .                          | 24  |
| Espiritu-Santo ( <i>Brésil</i> ) . . . . . | 222 |
| États-Unis d'Amérique . . . . .            | 275 |
| France . . . . .                           | 96  |
| Guadeloupe . . . . .                       | 167 |
| Guyane . . . . .                           | 168 |
| Haïti . . . . .                            | 328 |
| Hawaï ( <i>Iles</i> ) . . . . .            | 268 |
| Hollande . . . . .                         | 58  |
| Indes Anglaises . . . . .                  | 338 |
| Italie . . . . .                           | 34  |
| Japon . . . . .                            | 354 |
| Liberia . . . . .                          | 300 |
| Madagascar . . . . .                       | 117 |
| Martinique . . . . .                       | 166 |

|                                       |          |
|---------------------------------------|----------|
| Mayotte, Nossi-Bé . . . . .           | 171      |
| Mexique . . . . .                     | 262      |
| Mozambique . . . . .                  | 266      |
| Natal . . . . .                       | 321      |
| Nouvelle-Galles du Sud . . . . .      | 313      |
| Nouvelle-Calédonie . . . . .          | 152, 165 |
| Nouvelle-Zélande . . . . .            | 315      |
| Paraguay . . . . .                    | 229      |
| Pérou . . . . .                       | 217      |
| Portugal . . . . .                    | 30       |
| Queensland . . . . .                  | 313      |
| Réunion ( <i>la</i> ) . . . . .       | 169      |
| Russie . . . . .                      | 185      |
| Saint-Domingue . . . . .              | 264      |
| São Paulo ( <i>Brésil</i> ) . . . . . | 223      |
| South-Australia . . . . .             | 313      |
| Suède et Norvège . . . . .            | 54       |
| Suisse . . . . .                      | 68       |
| Tahiti . . . . .                      | 155      |
| Tasmanie . . . . .                    | 315      |
| Transvaal . . . . .                   | 325      |
| Tunisie . . . . .                     | 143      |
| Uruguay . . . . .                     | 224      |
| Venezuela . . . . .                   | 254      |
| Victoria . . . . .                    | 313      |
| Western Australia . . . . .           | 313      |

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                       |   |
|-----------------------|---|
| INTRODUCTION. . . . . | 1 |
|-----------------------|---|

## PREMIÈRE PARTIE. — L'ÉMIGRATION

### CHAPITRE PREMIER

|                                          |           |
|------------------------------------------|-----------|
| <b>Entraves à l'Émigration . . . . .</b> | <b>22</b> |
| Espagne . . . . .                        | 24        |
| Portugal. . . . .                        | 30        |
| Italie. . . . .                          | 34        |
| Autriche-Hongrie . . . . .               | 47        |

### CHAPITRE II

|                                                         |           |
|---------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Tolérance et protection de l'Émigration. . . . .</b> | <b>51</b> |
| Suède et Norvège . . . . .                              | 51        |
| Danemark . . . . .                                      | 57        |
| Hollande. . . . .                                       | 58        |
| Belgique. . . . .                                       | 61        |
| Suisse . . . . .                                        | 68        |

### CHAPITRE III

|                                                                                                |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Protection et direction de l'Émigration vers les colonies. . . . .</b>                      | <b>81</b> |
| Angleterre . . . . .                                                                           | 81        |
| France. . . . .                                                                                | 96        |
| 1° Emigration de France . . . . .                                                              | 96        |
| 2° Immigration en France . . . . .                                                             | 117       |
| 3° Emigration ayant pour but le peuplement et l'exploitation des colonies françaises . . . . . | 128       |
| A. — Immigration libre . . . . .                                                               | 128       |
| Algérie. . . . .                                                                               | 135       |

|                                       |     |
|---------------------------------------|-----|
| Tunisie. . . . .                      | 143 |
| Madagascar . . . . .                  | 147 |
| Nouvelle-Calédonie. . . . .           | 152 |
| Iles Tahiti. . . . .                  | 155 |
| B. — Immigration réglementée. . . . . | 157 |
| Cochinchine . . . . .                 | 161 |
| Nouvelle-Calédonie. . . . .           | 165 |
| Martinique. . . . .                   | 166 |
| Guadeloupe . . . . .                  | 167 |
| Guyane . . . . .                      | 168 |
| La Réunion . . . . .                  | 169 |
| Mayotte-Nossi-Bé . . . . .            | 171 |
| Allemagne. . . . .                    | 173 |
| Russie. . . . .                       | 185 |

#### CHAPITRE IV

|                                 |     |
|---------------------------------|-----|
| Émigration transitaire. . . . . | 191 |
|---------------------------------|-----|

### DEUXIÈME PARTIE. — L'IMMIGRATION

#### CHAPITRE PREMIER

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| Immigration artificielle. . . . . | 207 |
| Brésil . . . . .                  | 210 |
| Etat d'Espirito Santo . . . . .   | 222 |
| Etat de São Paulo. . . . .        | 223 |
| Uruguay. . . . .                  | 224 |
| Paraguay . . . . .                | 229 |
| Bolivie. . . . .                  | 231 |
| République Argentine . . . . .    | 232 |
| Chili. . . . .                    | 241 |
| Pérou . . . . .                   | 247 |
| Equateur. . . . .                 | 252 |
| Colombie. . . . .                 | 253 |
| Venezuela . . . . .               | 254 |
| Amérique Centrale. . . . .        | 258 |
| Mexique. . . . .                  | 262 |
| Saint-Domingue . . . . .          | 264 |
| Mozambique . . . . .              | 266 |
| Iles Hawaï. . . . .               | 268 |

#### CHAPITRE II

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| Entraves à l'Immigration. . . . . | 273 |
| Etats-Unis . . . . .              | 275 |
| Canada. . . . .                   | 302 |
| Australie. . . . .                | 310 |
| Colonie du Cap . . . . .          | 318 |

|                     |     |
|---------------------|-----|
| Natal. . . . .      | 321 |
| Transvaal . . . . . | 325 |
| Haïti. . . . .      | 328 |

### CHAPITRE III

|                                                              |            |
|--------------------------------------------------------------|------------|
| <b>Immigration de couleur . . . . .</b>                      | <b>331</b> |
| Immigration noire . . . . .                                  | 333        |
| Immigration hindoue. . . . .                                 | 338        |
| Chine. — La question chinoise. . . . .                       | 343        |
| Japon. . . . .                                               | 354        |
| <b>Conclusions . . . . .</b>                                 | <b>359</b> |
| Notice bibliographique. . . . .                              | 371        |
| Index des monnaies et mesures étrangères. . . . .            | 379        |
| Table alphabétique des pays étudiés dans l'ouvrage . . . . . | 381        |















